



Ouvrage collectif

2021

Published version

Open Access

This is the published version of the publication, made available in accordance with the publisher's policy.

---

## Quel futur pour l'Europe ? Regards croisés de jeunes Européens

---

Esposito, Frédéric (ed.); Altomonte, Carlo (ed.)

### How to cite

ESPOSITO, Frédéric, ALTOMONTE, Carlo, (eds.). Quel futur pour l'Europe ? Regards croisés de jeunes Européens. Lausanne : Editions Favre, 2021.

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch//unige:157551>

© The author(s). This work is licensed under a Other Open Access license

<https://www.unige.ch/biblio/aou/fr/guide/info/references/licences/>

# QUEL FUTUR POUR L'EUROPE ? Regards croisés de jeunes européens.

SOUS LA DIRECTION DE  
**Carlo Altomonte  
& Frédéric Esposito**

Avec les traductions  
anglaises et italiennes

**FAVRE**



CENTENAIRE DE LA SOCIÉTÉ  
DES MEMBRES DE  
LA LÉGION D'HONNEUR  
100 ANS AU CŒUR DE LA NATION

**Quel futur pour l'Europe ?  
Regards croisés de jeunes Européens**

**The Future of Europe  
Crossed Views of Young Europeans**

**Quale futuro per l'Europa?  
Uno spaccato delle opinioni dei  
giovani europei.**



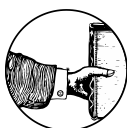


Carlo Altomonte  
Frédéric Esposito

**Quel futur pour l'Europe ?  
Regards croisés de jeunes Européens**

**The Future of Europe  
Crossed Views of Young Europeans**

**Quale futuro per l'Europa?  
Uno spaccato delle opinioni dei  
giovani europei.**



FAVRE

**Éditions Favre SA**

**Siège social et bureaux**  
29, rue de Bourg  
CH-1003 Lausanne  
Tél. : (+41) 021 312 17 17  
lausanne@editionsfavre.com  
www.editionsfavre.com

**Groupe Libella, Paris**

Dépôt légal en Suisse en novembre 2021.

Tous droits réservés pour tous pays. Sauf autorisation expresse, toute reproduction de ce livre, même partielle, par tous procédés, est interdite.

ISBN : 978-2-8289-1978-8

© 2021, Éditions Favre SA, Lausanne, Suisse.

La maison d'édition Favre bénéficie d'un soutien structurel de l'Office fédéral de la culture pour les années 2021-2024.





**Quel futur pour l'Europe ?**  
**Regards croisés de jeunes Européens**

Sous la direction de  
Carlo Altomonte et Frédéric Esposito



PRÉFACE..... ii

REMERCIEMENTS ..... viii

LISTE DES ABRÉVIATIONS ..... x

RÉSUMÉ..... xi

PART I. AUJOURD’HUI ..... 1

PART II. ET SI L’UE N’EXISTAIT PAS ?..... 11

PART III. DÉFIS POUR L’AVENIR DE L’EUROPE..... 27

CONCLUSION..... 83

BIBLIOGRAPHIE..... 86

## Préface

Amiral Alain Coldefy, Président de la Société des membres de la Légion d'Honneur

La SMLH a été créée en 1921 pour venir en aide aux soldats blessés et aux familles de leurs camarades disparus, après quatre ans d'un terrible combat fratricide entre nations européennes. Elle a eu pour mission dès l'origine de développer un lien social et civique entre les générations. Elle célèbre donc cette année son centenaire en lançant une réflexion sur l'Europe et l'avenir des jeunes, qui sera l'objet de ce colloque organisé à Rome par les sections de Suisse et d'Italie, sous l'impulsion de leurs présidents respectifs. Il s'agit sans conteste d'un moment majeur de ce centenaire, sans nul doute « le » moment majeur hors de France.

L'Italie, pays fondateur de l'Europe en marche avec l'étape fondatrice du traité de Rome en 1957, et la Suisse, très liée à l'Union Européenne de par son histoire et sa géographie, ont en effet uni leurs efforts pour organiser un événement d'une dimension exceptionnelle, à l'échelle de l'Union tout entière en réalité. Des personnalités éminentes de France, d'Italie et des institutions européennes sont appelées à intervenir devant le grand Chancelier de la Légion d'Honneur et des représentants des sections de tous les pays du continent. Surtout, il donne la parole aux étudiants de huit universités européennes. Je salue ici la qualité de leurs réflexions, consignées dans le présent rapport, et menées sous la direction des présidents de la Bocconi de Milan et de l'Université de Genève, en lien avec deux associations qui sont des références sur les enjeux européens : *Civica* et *European Generation*. La diversité des défis à relever, qui composent les sept chapitres du rapport, donne la mesure du travail effectué par les étudiants et donne envie d'aller plus loin dans chacun des thèmes. C'est donc un colloque qui doit marquer le début d'une démarche ambitieuse, appelée à s'inscrire dans la durée, lorsque les autorités de l'Union à Bruxelles en particulier en auront pris connaissance, avant,

je l'espère, d'encourager la SMLH à poursuivre son action. Ce colloque répond enfin de manière remarquable aux priorités de la SMLH :

– d'une part, la jeunesse, comme en témoigne le choix d'organiser le lancement des célébrations du centenaire autour des Olympiades de la Jeunesse le 26 septembre, qui ont rassemblé à Paris, dans le prestigieux Hôtel National des Invalides et sous le haut patronage du Président de la République, plus de 800 jeunes de France et de l'étranger. En ce jour, l'importante contribution des étudiants de différents pays européens aux travaux du colloque est à cet égard particulièrement précieuse aux yeux de la Société ;

– d'autre part, s'agissant de l'étranger, la SMLH s'attache à faire vivre la relation avec la France, à contribuer au rayonnement de notre pays et de sa culture, en lien avec nos ambassadeurs : ce colloque s'inscrit parfaitement dans cet esprit.

C'est donc avec un très grand plaisir que je salue l'investissement personnel des présidents des deux sections, Madame Tarantola et Monsieur Frizon de Lamotte. Ils ont porté le projet avec énergie, détermination et enthousiasme, malgré les difficultés nées de la crise sanitaire. Je remercie également toutes celles et ceux qui ont œuvré à leurs côtés, notamment dans les universités.

Je remercie vivement enfin l'ambassadeur de France en Italie, S.E. Christian Masset, qui accueille cet événement dans le cadre prestigieux du Palais Farnèse. Il ne pourrait y avoir de plus bel écrin pour donner à cette manifestation l'éclat qu'elle mérite.

## Préface

Prof. Anna Maria Tarantola, au nom du Comité d'organisation

L'idée de ce rapport remonte à loin. En 2019, à l'occasion d'un entretien de la présidente de la section italienne et près le Saint-Siège avec S.E. l'Ambassadeur de France en Italie, en réfléchissant sur une possible contribution aux célébrations du Centenaire de la SMLH, il est apparu que le programme initialement envisagé pour une manifestation italienne, qui prévoyait d'impliquer les jeunes sur le thème de l'avenir de l'Europe, pouvait devenir une manifestation en lien avec la célébration du Centenaire. En outre, il s'est avéré que la section suisse avait de son côté envisagé de se référer au thème de l'Europe dans le cadre des célébrations. Il a donc été décidé d'unir les forces et d'organiser conjointement la manifestation, proposition qui a reçu l'approbation du siège de la SMLH à Paris.

Les jeunes et l'Europe sont un binôme fondamental pour la construction d'un développement juste, inclusif et durable qui puisse garantir la paix et le bien-être à tous les peuples européens.

L'idée était d'associer des étudiants universitaires de divers pays européens en leur demandant ce qu'ils attendaient de l'Union Européenne en vue d'un avenir meilleur. Nous avons élaboré une ébauche de projet que nous avons intitulé « **Quelle Europe pour l'avenir des jeunes ?** », et avons engagé une série de contacts, en premier lieu avec le Prof. Mario Monti, président de l'Université Bocconi, qui a proposé le Prof. Carlo Altomonte en qualité de référent pour le lancement du projet, ainsi que l'implication de deux associations fort différentes l'une de l'autre mais toutes deux déjà engagées sur des sujets européens :

- **CIVICA** – The European University of Social Sciences, une des entités sélectionnées en 2019 par la Commission européenne dans le cadre de l'appel d'offres « Erasmus +

Universités européennes », dont font partie l'Université Bocconi et sept autres universités européennes<sup>1</sup>.

- **European Generation** : association d'étudiants près l'Université Bocconi.

La section suisse, pour sa part, a pris l'attache du Prof. Yves Flückiger, recteur de l'Université de Genève, lequel l'a mise en contact avec le Prof. Frédéric Esposito.

C'est ainsi que, sous la direction du Prof. Carlo Altomonte de l'Université Bocconi et du Prof. Frédéric Esposito de l'Université de Genève, le projet s'est développé de manière positive, avec la participation de **36 étudiants** de 10 universités européennes (outre les 8 universités partenaires de CIVICA, ont participé au projet l'Université de Genève, Suisse, et ESADE, Espagne).

Les étudiants se sont engagés avec passion et ont rédigé le présent **Rapport sur l'avenir de l'Europe** en deux versions, l'une détaillée et l'autre synthétique. Leurs contenus sont fort intéressants et comprennent 25 propositions innovantes et courageuses qui se réfèrent à sept défis clés à relever pour l'avenir de l'Europe. Le Rapport met en lumière la pensée de 36 jeunes universitaires de pays qui font partie ou non de l'UE, concernant leur vision de l'avenir et ce qu'ils attendent de l'Union Européenne à cet égard. C'est la raison pour laquelle nous ferons parvenir les deux versions du Rapport à la Commission et au Parlement européens.

Le Rapport, qui se caractérise par un grand effort de pragmatisme et par le courage d'avancer des propositions non conventionnelles, constitue une contribution importante à la réflexion sur l'avenir de l'Europe unie, dans le cadre du sondage en cours à travers la Consultation lancée en mai 2021 au niveau européen.

---

<sup>1</sup> Sciences-Po, France ; Hertie School, Allemagne ; Stockholm School of Economics, Suède ; CEU, Hongrie et Autriche ; SNSPA, Roumanie ; European University Institute, Italie ; London School of Economics, Royaume-Uni.



Le Rapport sera formellement présenté lors d'une réunion qui se tiendra le 8 novembre 2021 au Palais Farnèse, en présence, entre autres, du Général Benoît Puga, Grand Chancelier de l'Ordre de la Légion d'Honneur, de l'Amiral Alain Coldefy, Président de la Société des Membres de la Légion d'Honneur, et de S.E. Christian Masset, Ambassadeur de France en Italie. Les présidents des sections de la SMLH opérationnelles en Europe, ou leurs représentants, ont été invités à participer à cette manifestation.

Nous estimons que ce Rapport représente une contribution réellement importante aux célébrations du Centenaire. Le but de la SMLH est celui de renforcer les liens de solidarité et culturels entre la France et les pays où sont présents les légionnaires. L'Italie et la France font partie des pères fondateurs de l'Union Européenne, ont été et sont toujours deux protagonistes actifs au sein de l'Union Européenne. La Suisse, quant à elle, tout en étant extérieure à l'UE, est un pays voisin qui, dans le cadre du continent européen, contribue à maintenir et à consolider des rapports solides et fructueux pour le bien de tous les citoyens. Les actions en faveur des jeunes et leur implication sont une priorité pour la SMLH.

Nous tenons à remercier tous les jeunes qui ont travaillé avec tant d'enthousiasme, démontrant des qualités d'analyse et de proposition vraiment remarquables, faisant preuve de courage et de créativité. Nos sincères remerciements également aux professeurs Altomonte et Esposito, qui ont suivi les différentes phases des travaux, en orientant les jeunes avec leurs suggestions et leur encouragement.

Nous ne doutons pas que la lecture de ce rapport intéressera les lecteurs et suscitera un grand nombre de réflexions sur ce que devrait être notre parcours commun vers un monde de paix, de solidarité et de durabilité économique, sociale et environnementale.

## **Le Comité d'organisation**

Anna Maria Tarantola, présidente de la section italienne et près le Saint-Siège de la SMLH, présidente du Comité d'organisation.

Nicolas Frizon de Lamotte, président de la section suisse de la SMLH, responsable de la collecte de fonds en vue de la manifestation.

Cécile Pozzo di Borgo, administratrice de la SMLH au siège central à Paris, chargée des sections étrangères et des collectivités françaises ultramarines.

Marcel Patrignani, conseiller-trésorier de la section italienne et près le Saint-Siège de la SMLH.

Françoise Plantade, secrétaire générale de la section italienne et près le Saint-Siège de la SMLH.

## Remerciements

### *Co-auteurs du Rapport*

Caroline Angeli, Université de Genève

Paolo Barone, Université Bocconi

Jade Belghali, Sciences Po

Chloé Bertrand, Sciences Po

Martina Bo, Université Bocconi et Sciences Po

Beatrice Boarolo, Université Bocconi et Sciences Po

Teresa Capelli, Université Bocconi

Andrea Casetta, Université Bocconi

Giulio Vittorio Cervi, Université Bocconi et LSE

Giulia Comelli, Université Bocconi

Giuseppe Concetti, Université Bocconi et LSE

Raffaella Dimastrochicco, Université Bocconi

Hanna Gesang, Université Bocconi

Guglielmo Gomez Serito, Université Bocconi

Daniel Johannesson, Stockholm School of Economics

Jean-Pierre Kiraly, Université de Genève

Lukas Norbert Leitner, Hertie School of Governance

Laurent Mallet, Université de Genève

Yonna Marangoni, Université de Genève

Francesc Mullerat, ESADE

Sara Notario, Université de Genève

Stefan Pfalzer, Sciences Po et LSE

Ulysse Schell, Université de Genève

Simone Scibelli, Université Bocconi

Liam Selsby, LSE

Marianna Skoczek-Wojciechowska, Sciences Po

Timothée Spoerli, Université de Genève

Linnea Svanberg, Stockholm School of Economics

Pietro Valetto, Université Bocconi

Marta Vukovic, Central European University

Rebeca Woodbridge, ESADE

Orsola Zocchi, Université Bocconi

*Rapporteur*

Giulio Vittorio Cervi

### ***Mentors académiques***

Prof. Carlo Altomonte, Université Bocconi

Prof. Frédéric Esposito, Université de Genève

Dr. Yuliya Kaspiarovich, Université de Genève

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

AELE	Association européenne de libre-échange
BCE	Banque centrale européenne
CE	Commission européenne
CEE	Communauté économique européenne
CJUE	Cour de Justice de l'Union Européenne
CoR	Comité des régions
EM	États membres
EUCO	Conseil européen
FESF	Facilité européenne de stabilité financière
FMI	Fonds Monétaire International
MES	Mécanisme européen de stabilité
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
PE	Parlement européen
SMLH	Société des Membres de la Légion d'Honneur
TFUE	Traité de fonctionnement de l'Union Européenne
TUE	Traité de l'Union Européenne
UE	Union Européenne
UK	Royaume-Uni



# Résumé

## Partie I. Aujourd'hui

L'intégration européenne jusqu'à présent

Le présent rapport vise à aborder les principaux défis sociaux, économiques et politiques auxquels se voit confrontée l'Union Européenne, et à proposer des solutions pour les surmonter. Ce chapitre abordera les aspects économiques et juridiques de l'intégration européenne, leur récente évolution et leurs implications.

Nous étudions les points forts et les limitations de l'intégration économique et politique, abordant les conséquences potentielles d'une intégration plus élargie, tout comme celles qui pourraient dériver de l'état actuel des choses.

Finalement, nous étudions la récente période tumultueuse de crises et ses conséquences. En particulier, la montée de mouvements eurosceptiques et nationalistes qui, combinés au sentiment croissant des populations d'être laissées pour compte, constituent une menace au sentiment d'appartenance des citoyens à l'Union Européenne.

### Valeurs européennes

Nous analysons l'importance d'avoir des valeurs communes au sein de l'UE, et réfléchissons sur les valeurs européennes mentionnées dans l'article 2 du Traité de fonctionnement de l'UE : dignité humaine, liberté, démocratie, égalité, État de droit, respect des droits de l'homme et des minorités, pluralisme, non-discrimination, tolérance, justice et solidarité.

Nous réfléchissons sur l'histoire commune du continent et sur le laborieux processus qui a donné naissance à un nouveau sentiment de valeurs européennes partagées, et leur importance en vue du maintien de la paix dans le continent. En fait, malgré l'incroyable et riche diversité en

matière de cultures, de langues et de valeurs sociales, il semble que ce que nous avons en commun soit supérieur à ce qui nous divise.

Nous examinons ce que les citoyens européens pensent à cet égard, en nous servant des données fournies par les sondages d'opinion *Eurobaromètre*. Nous constatons que, bien qu'elles soient présentes dans la plupart des pays de l'Union, des considérations positives sur l'état des valeurs communes ne sont ni universellement détenues, ni distribuées de façon homogène entre les États membres et les citoyens.

Enfin, après avoir identifié des cas concrets où les valeurs sont mises à l'épreuve des faits, nous concluons que, si les institutions européennes et les États membres ne traduisent pas ces valeurs en actions, le sens d'un objectif commun est compromis et la véritable signification du projet européen est remise en cause.

## **Partie II. Et si l'UE n'existait pas ?**

### **Brexit**

L'UE est plus que la simple somme de ses composantes : les États membres à titre individuel et leurs interactions ont toujours façonné et continueront de façonner la véritable nature de notre union. En conséquence, la perte d'un État membre (EM) est un événement majeur qui continuera à affecter l'UE pendant longtemps, et qui mérite notre attention avant que soient avancées des propositions politiques spécifiques.

La portée de l'influence de chaque État membre au sein de l'UE sera démontrée à travers le prisme contrefactuel « Qu'en serait-il si le Royaume-Uni n'avait jamais rejoint l'UE ? », où nous imaginons qu'il est demeuré un membre de l'AELE et nous examinons les conséquences du point de vue économique, politique, institutionnel et sécuritaire.

À partir de cette hypothèse contrefactuelle, nous élargissons nos considérations en incluant l'ensemble de l'Union, mettant l'accent sur un départ potentiel de la Grèce, de la Hongrie et de l'Espagne dans la foulée du Brexit. Dans ce cas, l'aspect contrefactuel est que nous ne tenons pas compte de la manière dont se sont déroulées les fastidieuses négociations du Brexit au cours des quatre dernières années, pour mieux comprendre quels facteurs ont pu pousser, et pourraient encore pousser un État membre vers la sortie. Nous prenons en compte tant les aspects politiques que juridiques du problème, afin de comprendre non seulement *pourquoi* un État membre pourrait vouloir partir mais également *comment* il le ferait. En nous basant sur l'analyse précédente, nous nous interrogeons sur ce qui pourrait motiver aujourd'hui les eurosceptiques à quitter l'Union, en examinant le problème de différents points de vue, y compris les incitations économiques et les obstacles juridiques.

## **Partie III. Défis pour l'avenir de l'Europe**

### **Défi identitaire**

Nous reconnaissons la complexité de ce que signifie « être Européen » et les défis qu'entraîne le manque d'une identité partagée dans la communication des réussites de l'UE et l'amélioration de sa réputation au sein la population européenne. En conséquence, nos propositions visent une amélioration durable et à long terme des relations entre l'UE et ses citoyens, et le développement en parallèle d'identités locales, nationales et européennes.

En nous adressant aux jeunes Européens – littéralement l'avenir de notre union – nous voulons nous appuyer sur les programmes déjà existants tels qu'Erasmus, et les élargir afin de donner davantage d'opportunités à des Européens encore plus jeunes, indépendamment de leurs ressources ou de leur origine.

Ayant remarqué que, bien que l'UE fasse actuellement beaucoup en faveur de ses citoyens il y a une large

méconnaissance de ses actions, nous proposons d'élargir de projets tels que « Ce que l'Europe fait pour moi » et lancer des initiatives en faveur de différentes tranches d'âge, telles que l'éveil des consciences à travers la mise en rapport de l'UE avec des événements importants sur le plan local, et en améliorant la présence des institutions tant dans les médias traditionnels que dans les nouveaux moyens de communication.

Reconnaissant la complexité des relations entre les politiques nationales et celles de l'UE, nous proposons la mise en place d'une Journée de l'élection européenne, dans le but d'offrir aux citoyens un jour férié européen commun, spécifiquement consacré à l'accomplissement de leur devoir civique et à célébrer l'Europe. Par ailleurs, nous affirmons que le référendum européen devrait être envisagé comme une voie potentielle d'avenir pour rendre la démocratie européenne plus accessible.

### **Défi institutionnel**

Depuis sa fondation, différentes questions ont été posées concernant l'UE et sa structure institutionnelle : sa légitimité en tant que corps supranational, sa complexité et sa bureaucratisation croissantes, et de prétendues lacunes en matière de transparence, de responsabilité et d'équilibre institutionnel. En vue de répondre à ce défi et d'assurer la durabilité du projet européen sur le long terme, nous proposons un ensemble de réformes audacieuses de la structure institutionnelle de l'UE, à savoir : en vue de promouvoir davantage de légitimité et d'équilibre interinstitutionnel, de simplification bureaucratique et d'efficacité procédurale, nous proposons de fusionner les présidences de la Commission européenne et du Conseil européen en une seule figure, et de développer une nouvelle procédure de nomination des Commissaires, en conférant un rôle plus important au Parlement européen (PE). Pour accroître l'efficacité de la Commission et adresser un message clair aux Commissaires qui doivent faire passer l'intérêt de l'UE avant leurs propres intérêts nationaux, nous

envisageons la possibilité de réduire la taille de la Commission, tout en conservant, toutefois, certains critères contraignants en vue de garantir l'équité et la diversité, tant géographique que démographique. Afin de renforcer l'attention prêtée à la politique de l'UE dans le cadre national, d'éviter sa manipulation au bénéfice des partis nationaux et de conférer une légitimité et un mandat politique plus forts aux parlementaires européens, nous proposons que les partis nationaux soient rassemblés dans des listes communes intitulées « Groupes européens » lors des élections parlementaires européennes.

### **Défi du COVID**

Le COVID-19 a sérieusement mis à l'épreuve la résilience et la centralité des valeurs européennes, et des mesures courageuses sont nécessaires pour les rendre encore plus robustes.

Reconnaissant que la liberté de circulation est inséparable du droit au travail pour de nombreux travailleurs européens, nous proposons un nouveau mécanisme de gestion des restrictions relatives aux déplacements transfrontaliers, qui pourrait être mis en place dès la fin de la pandémie.

Reconnaissant que la stratégie d'approvisionnement en vaccins se soit révélée défectueuse et que l'UE est excessivement dépendante de pays étrangers pour la fourniture de médicaments, nous proposons un mécanisme d'approvisionnement *parallèle* (et non *conjoint*) qui pourrait également convenir aux besoins des États membres à titre individuel.

Convaincus que le Plan de relance représente non seulement une opportunité de rebondir après une année difficile, mais également l'opportunité bienvenue d'un grand élan vers des objectifs à long terme, nous soutenons fermement l'allocation rapide et durable de ressources en faveur d'investissements qui seront les moteurs de notre prospérité future.

## **Défi économique**

Reconnaissant que la politique monétaire pourrait s'avérer insuffisante pour affronter les crises graves, nous proposons la mise en place d'une dette commune européenne en guise d'outil permanent pour garantir la solidarité et la résilience face aux chocs. Les États membres devraient uniformiser davantage leurs politiques fiscales.

Nous affirmons qu'une telle dette commune devrait alléger la pression sur les dettes nationales et fournir une fiabilité accrue à l'ensemble du système, de sorte qu'elle ne devrait pas être trop onéreuse. Des fonds devraient être affectés à des projets pouvant générer des externalités positives, conférant ainsi un sens renouvelé et concret au concept de valeur ajoutée européenne.

Nous estimons que les institutions européennes devraient pouvoir pratiquer l'imposition et collecter des impôts afin d'injecter des ressources dans des modèles économiques durables et innovateurs. Par ailleurs, nous pensons qu'il est nécessaire de mettre en place un Cadre fiscal européen pour accroître la coordination et créer des règles du jeu véritablement équitables en matière de fiscalité.

## **Défi environnemental**

Nous estimons que l'accélération du changement climatique et de la dégradation du territoire requiert des réponses ambitieuses de la part des institutions de l'UE. Convaincus que les preuves scientifiques devraient se trouver au cœur des réglementations climatiques, nous voulons que l'UE soit en première ligne dans la révolution verte et rende les nations responsables de leurs doléances climatiques, en leur demandant d'adopter des actions en conséquence.

Reconnaissant l'incohérence des politiques environnementales, comme cela a été démontré par la Politique agricole commune, nous demandons instamment aux institutions de l'UE d'adopter un plan d'action cohérent et solide relatif à tous les aspects de ce problème mondial.

Conscients du manque de coordination des plans énergétiques entre États membres, nous préconisons une coopération accrue à travers le renforcement des réglementations européennes existantes.

Compte tenu de la stratégie énergétique de l'UE, nous demandons d'accroître les investissements dans la recherche et le développement de l'hydrogène, en vue de promouvoir son potentiel dans le mix énergétique de l'UE et de contribuer à surmonter le problème de la volatilité climatique des sources d'énergie.

Rappelant l'importance d'une préparation *ex ante* à la place d'une réaction *ex post*, nous favorisons la mise en place d'une préparation et d'une réponse préalables en prévision du processus des migrations provoquées par le climat, dans le cadre de la Stratégie d'adaptation au changement climatique de l'UE.

## **Défi migratoire**

Pleinement convaincus que la première solution aux migrations réside dans l'amélioration des conditions de vie dans les pays d'origine, nous proposons un nouveau Plan Marshall qui mette en relation l'UE et l'Afrique, en étroite coopération avec l'Union africaine, en vue de promouvoir des opportunités économiques, le respect des droits de l'homme et de l'environnement, ainsi que des institutions démocratiques, transparentes et responsables.

Mettant en relief l'importance de la solidarité à l'égard des non-Européens en difficulté, ainsi qu'entre Européens, nous reconnaissons les limitations du Règlement Dublin III et préconisons un « Nouveau Pacte sur les Migrations et l'Asile » plus ambitieux, qui prévoit un système contraignant de réinstallation, une période de dix semaines pour examiner les requêtes dans le cadre de la procédure d'asile frontalier, et une surveillance accrue des conditions de détention des migrants.

Estimant que le manque d'information et les complications bureaucratiques sont des obstacles à l'intégration, nous proposons la création d'une plateforme en ligne facile

d'accès et multilingue, pour apporter des informations sur les droits réservés aux demandeurs d'asile et des opportunités de contacts avec la communauté locale dans les langues d'origine des migrants.

Compte tenu des fréquentes violations des droits de l'homme et des problèmes de sécurité liés aux réseaux d'émigration clandestine, nous proposons que les États membres mettent en œuvre de nouvelles voies légales d'entrée dans l'UE, suivant la pratique des corridors humanitaires déjà adoptée par certaines autorités nationales, en collaboration avec des ONG et la société civile. En outre, à la place de l'actuel système défectueux où une assistance juridique gratuite est offerte seulement après le rejet d'une demande d'asile, nous demandons instamment aux États membres d'apporter aux migrants une assistance juridique gratuite en temps opportun.

### **Défi technologique**

Nous estimons que pour garantir la prospérité des futures générations, l'Europe doit relever le défi technologique. Nous voulons récolter les bénéfices de la technologie, construire la souveraineté numérique européenne, protéger nos démocraties des cybermenaces, promouvoir les droits fondamentaux, retrouver la compétitivité industrielle et économique à travers la recherche et l'innovation.

Reconnaissant que l'éducation est la base du développement à long terme, nous voulons que les connaissances technologiques soient la pierre angulaire des programmes scolaires, depuis l'école primaire jusqu'à la formation permanente, apportant les compétences techniques nécessaires pour promouvoir l'innovation et la compétitivité, et les outils permettant de devenir des citoyens informés. Ceci donnerait aux Européens la capacité d'exercer leur droit de vote selon de nouvelles modalités, complémentaires du système traditionnel, entraînant une hausse de la participation au processus démocratique, une fois les problèmes de sécurité résolus.



Estimant que le moment est venu de doter l'Europe d'une technologie de pointe en investissant dans l'interconnectivité du réseau et les infrastructures, et en attirant les meilleurs talents, nous proposons la création de Complexes technologiques européens – des ensembles intracontinentaux de start-ups innovantes, d'entreprises et d'instituts financiers et de recherche – qui incarneraient une Europe plus unie et compétitive.

Reconnaissant l'habileté sans pareille de l'UE pour la mise en place de normes au niveau mondial, et profitant de l'initiative actuellement menée par les institutions européennes en vue de définir de nouvelles règles pour l'économie numérique, nous leur demandons instamment de faire preuve d'audace et de tenir compte des menaces potentielles à l'égard des droits fondamentaux qui peuvent découler de l'exploitation de l'innovation dans le monde.

# I. AUJOURD'HUI

## 1. L'intégration européenne jusqu'à présent

### 1.1 Définir l'intégration européenne

Depuis les années 1950, l'Europe s'est unifiée autour d'objectifs partagés de maintien de la paix, de tranquillité et de prospérité. Au cœur de ce contexte, l'UE a alors émergé comme le cœur battant, rendant ces principes vivants. Aujourd'hui, l'influence mondiale de l'UE est immense et elle poursuit ses efforts en s'attaquant à des problèmes universels.

Toutefois, ces dernières années une période tumultueuse de crises a vu le jour à partir des crises migratoires de 2004 et 2015, la crise de l'euro et l'expansion continentale du populisme et de l'autoritarisme. Ceci a ébranlé le continent dans ses racines les plus profondes – remettant en question ses principes sacrés et la future survie de l'UE. Pour l'heure, l'UE demeure un ordre juridique – unifié sur la base du cas *Costa v. Enel* de 1964, qui a établi que le droit de l'UE a la préséance sur les législations nationales. Toutefois, comme cela a été démontré par le Brexit et les actions entreprises à titre individuel par les États membres durant la pandémie, les questions concernant l'unité à long terme de l'UE demeurent pertinentes. À cet égard, le présent rapport vise à aborder les problèmes prioritaires auxquels doit faire face l'UE et comment les surmonter – depuis l'identité politique jusqu'aux crises sanitaires et aux défis technologiques à venir. Pour l'heure, toutefois, nous allons examiner plus en détail la situation qu'affronte actuellement l'UE avec l'élargissement du taux d'intégration politique et économique, seule manière de vraiment comprendre la tâche immense qui l'attend.

## 1.2 Intégration économique

Depuis sa création, la Banque centrale européenne a cherché à établir la stabilité des prix, en orientant les attentes des investisseurs à moyen et long terme, et en offrant des conditions de financement favorables à tous les secteurs de l'économie. La stabilité des prix est le principal objectif de la politique monétaire, essentiellement pour deux raisons : sur le long terme, le prix des marchandises et des services dépend de l'offre monétaire (et de surcroît de l'inflation) qui est contrôlée par la BCE ; par ailleurs, un faible taux d'inflation implique la croissance et la création d'emplois. La stabilité des prix est surtout recherchée à travers des opérations d'« open market », avec, par conséquent, l'application du taux d'intérêt officiel.

Ces instruments sont devenus inefficaces parce que le mécanisme de transmission de la politique monétaire a cessé de fonctionner. La BCE s'est vue obligée de déployer des mesures « exceptionnelles » (assouplissement quantitatif ou assouplissement du crédit) pour rétablir le système, et ces instruments se sont avérés essentiels durant la pandémie du Covid-19. En mars 2020, a été annoncé un programme extraordinaire d'achat d'actifs sur le marché obligataire, tant privé que public, censé continuer jusqu'en juin 2021. Durant les crises, en général, le soutien de la banque centrale s'est avéré crucial pour renforcer la résilience européenne. Outre l'action de la BCE, le FESF et le MES ont joué un rôle essentiel en apportant un soutien aux pays les plus affectés par la crise de la dette souveraine, sous forme d'un apport équivalent à 13% de leur PIB (2010) durant la durée des programmes. En comparaison, lors de l'écroulement du baht thaïlandais en 1997, le FMI avait accordé aux trois économies les plus affectées par la crise – la Thaïlande, la Corée du Sud et l'Indonésie – une ligne de crédit correspondant à 4% de leur PIB (1997). En outre, observant le taux d'intérêt auquel les pays avaient emprunté de l'argent pour financer les dépenses gouvernementales, les

économies du Sud-Est asiatique ont appliqué des taux d'intérêt élevés en vue de restaurer la confiance dans leurs monnaies, en dépit des conséquences négatives sur l'économie réelle. Une année après la première étape de la crise, le taux d'intérêt annuel des obligations de la Banque de Thaïlande a atteint presque 20%. Au contraire, les pays européens ont pu compter sur le soutien de la BCE pour maintenir de faibles taux d'intérêt, permettant à ceux qui avaient été le plus affectés par le financement d'une dette additionnelle de stimuler leur économie. Globalement, les cinq pays qui ont bénéficié de la FESF et/ou du MES ont économisé 18 milliards d'Euros. Toutefois, le résultat exceptionnel de ces mesures a été leur efficacité dans l'atténuation des risques de transmission de la crise dans la zone euro, et la réduction de la probabilité de cessation de paiement de la dette souveraine, le but recherché étant donc atteint. Ces outils sont destinés à demeurer dans le portefeuille des mesures européennes anti-crise, mais les nouveaux défis qui affleurent à l'horizon vont requérir des mesures encore plus courageuses et intégratives.

### **1.3. Intégration politique**

Comme a dit Jean Monnet dans sa célèbre phrase : « L'Europe se forgera à travers des crises, et sera la somme des solutions adoptées pour résoudre ces crises »<sup>2</sup>, tout le long de son histoire, l'UE a souvent essayé de résoudre ses tensions sociopolitiques internes en promouvant davantage d'intégrations politique et institutionnelle.

Aujourd'hui, le rôle du Président de la Commission européenne n'a jamais eu autant d'influence. En outre, au fil du temps, des affaires judiciaires telles que le cas *Les verts* en 1983 ont conféré à la Cour européenne de Justice et à d'autres institutions un large pouvoir d'intégration à travers le droit. De ce fait le pouvoir s'est trouvé exclusivement

---

<sup>2</sup> Monnet, J. (1978). *Memoirs*. Trad. R. Mayne. Garden City: Doubleday & Company, 417.

concentré entre les mains des plus hautes institutions européennes, au détriment des personnes. Cela a conduit, au fil du temps, à une hostilité de grande ampleur dont le Brexit a été, en quelque sorte, le point culminant, avec une montée en puissance de l'euroscpticisme qui, dans certains États membres, tels que l'Espagne et la France, a fait chuter de plus de 10%, depuis 2007, l'opinion favorable à l'UE.<sup>3</sup> Cela a créé les conditions favorables pour que des partis politiques anti-UE soient représentés au Parlement européen, et que des voix euroscptiques commencent à se faire entendre au sein même des institutions de l'UE.

Cette poussée vers une intégration accrue peut même devenir plus problématique lorsque l'UE cherche à réagir lors de certaines périodes particulières de crise en élargissant sa juridiction à d'autres secteurs politiques, tels que la sécurité et les problèmes environnementaux, courant ainsi le risque d'enfreindre les principes d'attribution, de subsidiarité et de proportionnalité des compétences établis dans l'art. 5 du TUE. Il faut également tenir compte du fait que certains EM peuvent se trouver face à des circonstances économiques, sociales et institutionnelles spécifiques qui exigent que certaines compétences restent sous la responsabilité des gouvernements nationaux. Ignorer purement et simplement ces besoins constituerait un obstacle supplémentaire empêchant l'UE d'avancer, car ce serait verser de l'huile sur le feu en faveur de l'argument selon lequel les pays s'en sortiraient mieux tout seuls, plutôt qu'en demeurant membres d'une communauté où la solidarité est souvent absente. L'UE pourrait ainsi faire preuve d'une flexibilité quelque peu accrue en faveur d'autres EM, donnant ainsi l'impression d'une intégration à vitesse variable.

Si l'UE ne s'attaque pas tout de suite à cette inquiétante situation, sa future survie continuera à être mise à l'épreuve – peut-être jusqu'à un point de rupture. Une foi aveugle et non critique dans une plus grande intégration politique n'est

---

<sup>3</sup> Pew Research Center, 2019

pas la panacée, car cela risque d'alimenter la rhétorique populiste selon laquelle l'UE est une entité supranationale distante qui ignore « la volonté du peuple ». En revanche, une évaluation critique des progrès atteints jusqu'à ce jour doit toujours accompagner les idées de réforme, et des actions de plus grande envergure doivent être adoptées pour répondre aux besoins de ceux qui sont laissés pour compte, en retrouvant l'esprit de solidarité et de fraternité sur lequel a été fondée l'Union Européenne. Les objectifs du présent Rapport comprennent également la recherche d'une possible réponse à ces problèmes.

## **2. Valeurs européennes**

### **2.1 Identifier les valeurs européennes**

L'Europe n'est pas simplement une zone géographique. C'est l'endroit où des valeurs communes se sont développées le long de siècles d'histoire partagée. L'Union Européenne, qui est d'abord et avant tout une union de valeurs partagées, a gravé celles-ci dans ses traités. Nous estimons donc qu'il est important pour nous de réfléchir à propos de ces valeurs, afin de pouvoir avancer des propositions concrètes et efficaces pour l'avenir de l'Europe. L'article 2 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne promeut des valeurs de dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de suprématie du droit, de respect des droits de l'homme et des minorités, de pluralisme, de non-discrimination, de tolérance, de justice et de solidarité. Ces valeurs concernent directement les citoyens européens, et sont complétées dans l'article 5 par d'autres notions, la subsidiarité et la proportionnalité, qui sont plus étroitement liées aux institutions de l'UE.

Au-delà de la recherche d'un fonctionnement efficace de l'Union, l'UE est le creuset de nombreuses autres valeurs d'ordre universel, telles que la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne (CDF), et de valeurs actuelles qui sont un défi, telles que le problème de la

durabilité environnementale. Toutefois, bien que la plupart des valeurs européennes soient les mêmes qui sont préconisées dans d'autres sphères du monde, des différences importantes permettent de définir l'Europe comme une entité distincte d'autres communautés planétaires.

Contrairement à ce qu'affirment certains hommes politiques, les valeurs européennes ne sont pas une invention artificielle récemment élaborée en vue de soutenir l'action de l'UE : elles existent *per se*, et sont l'aboutissement d'un processus historique aux racines fort anciennes. Par exemple, la valeur essentielle de la démocratie provient de la culture grecque classique, tandis que la supériorité intrinsèque de l'État de droit remonte au système juridique romain. D'autres valeurs fondamentales telles que l'égalité, la liberté et la justice sont liées à la période des Lumières, qui a eu son point culminant dans la Révolution française, laquelle a influencé l'entière société européenne de l'époque. L'abolition de la peine de mort, qui est une pratique largement rejetée dans l'Europe d'aujourd'hui, a son socle dans les Lumières, en particulier dans l'ouvrage de Cesare Beccaria *Dei delitti e delle pene*.

Toutefois, alors que l'Europe a toujours été unie par une histoire commune, les innombrables conflits qui ont abouti aux Guerres mondiales au XX<sup>e</sup> siècle ont généré un nouveau sentiment de valeurs européennes partagées et de leur importance pour le maintien de la paix dans le continent. En fait, le respect de la dignité humaine, la défense des droits de l'homme et les principes de non-discrimination peuvent être vus comme le résultat du rôle de l'Europe en tant qu'épicentre des deux Guerres mondiales.

## **2.2 But et importance des valeurs communes**

La solidarité et l'unité entre populations européennes sont non seulement souhaitables en vue de prévenir les conflits, mais également pour pouvoir tirer pleinement profit de l'appartenance à l'Union. Nous autres, auteurs du présent

Rapport, appartenons à la première génération pour laquelle ces avantages ont toujours fait partie de notre expérience : il est difficile pour nous, sinon inconcevable, de vivre sans les valeurs que nous avons énoncées plus haut.

Toutefois, l'UE a subi une série d'évolutions et d'élargissements qui ont mis au défi le sens d'appartenance à une communauté. L'Enquête Mondiale sur les Valeurs, par exemple, divise l'Europe en trois blocs distincts, essentiellement sur la base de différences en matière de croyances religieuses et d'histoire ; quoique simpliste, cette distinction nous permet de réaliser que l'Europe est véritablement un continent diversifié. Il n'est donc pas étonnant que la devise de l'UE soit « Unie dans la diversité ».

Les valeurs communes sont les seuls liens suffisamment solides pour rassembler toutes ces populations : la diplomatie et les accords économiques à eux seuls n'auraient pas permis l'intégration européenne, et, en conséquence, l'Europe serait économiquement instable et non pertinente à l'échelle planétaire. Pour cette raison, bien que l'Europe ne soit pas dotée d'une Constitution, les Traités fondateurs, principale source du droit dans le système juridique européen, énoncent clairement les valeurs ci-dessus mentionnées. Les valeurs européennes, notre manière commune de vivre, nous définissent encore de nos jours et doivent nous guider dans tout accord international, règlement ou crise interne que nous aurions à traiter.

### **2.3. Perception des valeurs par les citoyens**

Différentes institutions européennes, telles que la Commission et le Parlement, cherchent, à travers des sondages sociaux au niveau continental, à mettre constamment à jour ce que les citoyens européens pensent de ces valeurs. Ce processus est d'une importance fondamentale, et nous permet de comprendre les éventuelles différentes perceptions des citoyens dans différents États membres. À cet égard les rapports Eurobaromètre de la



Commission, régulièrement diffusés sur le site web institutionnel, sont particulièrement utiles.

Dans toute l'Europe, une majorité de citoyens estiment que les Européens ont des points en commun<sup>4</sup>. En outre, une majorité pense que les États membres sont proches par les valeurs qu'ils partagent— parmi lesquelles ils identifient la paix, le respect de la vie humaine, la liberté individuelle, l'État de droit et le respect d'autres cultures<sup>5</sup> – et les valeurs sont la raison que les citoyens européens mentionnent le plus souvent en deuxième place pour justifier un sentiment d'appartenance communautaire. En outre, les réponses aux sondages suggèrent que les Européens associent systématiquement l'Union Européenne non seulement aux valeurs susvisées de paix, de démocratie et de protection sociale, mais également à la liberté de circulation à travers le continent, à la diversité culturelle et à la possibilité de jouer un rôle plus déterminant sur la scène mondiale. Cette attitude montre clairement comment les populations à travers l'Europe tendent à identifier l'Union non seulement comme la garante des droits fondamentaux de base, mais en fait comme un ensemble global d'opportunités.

Toutefois, ces croyances ne sont pas universellement partagées et ne sont pas non plus distribuées de manière homogène : le taux des réponses varie considérablement entre les différents États membres<sup>6</sup>. Même si de telles divergences sont certainement dues à des développements culturels et historiques différents selon les pays, elles sont cruciales lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des politiques communes au niveau européen, comme nous verrons dans la dernière partie de ce rapport.

---

<sup>4</sup> EU (2020). « Citoyenneté européenne ». *Standard Eurobarometer 92*, Automne 2019 : 6

<sup>4</sup> *Ibid.*, 43.

<sup>5</sup> *Ibid.*, 36.

<sup>6</sup> EU (2020). « Citoyenneté européenne ». *Standard Eurobarometer 93*, Été 2020

Nous pouvons également détecter certains résultats préoccupants : les données du sondage Eurobaromètre laissent entendre que le nombre de personnes qui estiment que les États européens ont des valeurs communes en partage est en train de diminuer au fil du temps. Bien qu'en général des associations négatives soient moins fréquentes à travers le continent, en moyenne un nombre significatif d'Européens voit un lien de l'UE avec des problèmes socioéconomiques tels que le chômage et une bureaucratie trop envahissante. En outre, les pays du groupe Visegrad tendent à qualifier l'Union de « gaspillage d'argent » dans un taux de réponses d'environ 35 à 40%. Il est intéressant de noter que 28% des personnes sondées reprochent à l'Europe une « perte d'identité culturelle », alors que 32% lui attribuent une « augmentation de la criminalité locale » et 41% critiquent « l'insuffisance de contrôles aux frontières extérieures ».

Enfin, les sondages analysés laissent entendre que les citoyens plus jeunes, plus instruits et plus aisés sont ceux qui ont généralement une opinion plus positive que le reste de la population à l'égard de l'Union Européenne. Ce point est d'une importance capitale pour mieux comprendre quelles sont les politiques socioéconomiques que l'Union devrait privilégier, comme essaiera de démontrer la dernière partie de ce rapport.

## **2.4 Défis potentiels et divergences**

Le sentiment de valeurs partagées est lié aux situations socioéconomiques, et met en relief l'importance de relever efficacement les défis que doit affronter l'Union Européenne en acceptant de défendre auprès des citoyens les valeurs proclamées.

Le plus récent de ces défis, la réponse à l'épidémie du COVID-19, a mis ces valeurs à l'épreuve. Une majorité de citoyens estime que les États membres ont fait preuve de

solidarité entre eux<sup>7</sup>; toutefois, le thème récurrent de réponses divergentes entre États membres émerge encore une fois, comme ce fut le cas lors de la crise de la zone euro et de la crise migratoire.

---

Le fait que les valeurs défendues par l'Union Européenne ne soient pas toujours évidentes et perçues comme un socle commun a été mis en relief par la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union Européenne. Les défis soulevés par le Brexit devraient conduire l'Europe à se réévaluer et à mieux définir, comprendre et défendre son identité basée sur ces valeurs. En réfléchissant sur les causes du Brexit, nous pourrions identifier les ajustements nécessaires en vue de consolider une compréhension commune de ces valeurs.

Comme nous l'avons déjà signalé, il est d'une importance capitale que les citoyens de l'UE aient une perception claire de leurs valeurs partagées. Si les actions menées par les institutions des États membres ne sont pas le reflet de leurs citoyens, l'Union finira par s'affaiblir encore davantage. En conséquence, le fait de s'associer aux valeurs de l'Union Européenne et de s'identifier avec elles sera étroitement lié à l'habileté mise en œuvre pour aborder les problèmes que nous devons affronter. Proposer des solutions et des améliorations aux défis communs signalés dans ce rapport renforcera la perception et l'acceptation des valeurs partagées.

---

<sup>7</sup> UE (2020). « L'UE et l'épidémie du coronavirus ». *Standard Eurobarometer 93*, Été 2020 : 32

## II. ET SI L'UE N'EXISTAIT PAS ?

### Le cas du Brexit

Alors que l'UE a subi un accroissement de l'euroscepticisme, il est important, pour éclairer l'avenir de l'Europe, d'analyser la décision du Royaume-Uni (UK) de quitter l'UE. Ce chapitre est divisé en deux parties. Nous analysons d'abord à quoi ressemblerait l'UE si l'UK n'en avait jamais fait partie, et étudions ensuite les répercussions du Brexit de 2016 à ce jour, compte tenu de la montée de l'euroscepticisme en Europe depuis cette date, en nous penchant en particulier sur les cas de la Grèce et de la Hongrie. En second lieu, nous analyserons l'évolution et la situation de l'euroscepticisme aujourd'hui.

#### **1.1 Et si l'UK n'avait jamais rejoint l'UE ? À quoi ressemblerait l'UE aujourd'hui ?**

L'UE est plus que la simple addition de ses parties : les États membres à titre individuel et leurs interactions ont toujours façonné et continueront de façonner la véritable nature de notre union. Nous commençons à peine à saisir la portée des changements en profondeur provoqués par le Brexit. Pour mieux comprendre la portée de l'influence d'un État membre déterminé, et par conséquent l'importance de mettre l'Union à l'abri d'ultérieures fragmentations, nous allons retourner en arrière et imaginer à quoi aurait ressemblé l'UE si l'UK n'en avait jamais fait partie. Notre analyse contrefactuelle se base sur un scénario où l'UK ne serait pas devenu membre de l'UE en 1973, mais serait au contraire demeuré membre de l'AELE.

##### *1.1.1 Situation économique*

Si l'UK n'avait jamais rejoint la CEE en 1973, l'UE serait aujourd'hui radicalement différente. De bien des façons, l'UK a joué un rôle significatif dans la prospérité économique de l'UE. À lui seul, il a été le cinquième principal contributeur au

budget – fournissant des ressources importantes à l'ensemble du continent, faisant progresser sa prospérité économique. En revanche, l'absence d'adhésion britannique aurait restreint les finances de l'UE et limité le flux des relations commerciales UE/UK. En outre, l'UK a joué un rôle non négligeable dans la formation du Marché unique tel que nous le connaissons aujourd'hui. L'UE et l'UK se sont donc retrouvés largement interconnectés et ont mutuellement bénéficié de cette union – ce qui rend d'autant plus regrettable le Brexit, vu les bénéfices que les deux parties avaient pu tirer de leurs relations.

En tant que membre de l'AELE, l'UK aurait pu poursuivre ses relations commerciales exclusives avec les membres du Commonwealth, qui ont depuis si longtemps fait partie intégrante de sa prospérité économique, mais il aurait probablement subi une baisse des FDI (investissements directs à l'étranger). Ceci devrait conduire tout autre membre, tenté aujourd'hui de courir le risque de quitter l'UE, à s'interroger sérieusement. Il n'est pas dit que sans l'UE, l'UK n'aurait pas réussi, et il peut encore le faire, mais, quoi qu'il en soit, les deux parties ont largement bénéficié de la participation de l'UK à l'UE, et à présent, avec ce départ, l'avenir semble plus sombre qu'avant 2016.

### *1.1.2 Niveau politique et institutionnel*

En dépit des contributions de l'UK au marché intérieur, une UE sans l'UK aurait été une *Union sans cesse plus étroite*. La coalition de « tenue de marchés », qui généralement collabore avec l'UE afin de préserver ses « bastions d'autonomie nationale » (Wivel, 2018:14), aurait eu moins de pouvoir de négociation. Par contre, le tandem franco-allemand aurait milité pour une intégration renforcée conforme à ses intérêts. Si des États opposés à l'intégration demeuraient dans l'UE, nous pourrions également imaginer le développement d'une Europe à deux vitesses, avec un renforcement de l'intégration seulement dans certains secteurs. Le pouvoir se verrait probablement concentré en

faveur de Bruxelles, en marginalisant les pays qui ne font pas partie de la zone euro.

Sur le plan culturel, l'Europe aurait pu aussi être différente. L'impulsion des institutions de l'UE vers une culture des normes, qui doit beaucoup à l'adhésion de l'UK, pourrait ne pas être apparente. Les institutions de l'UE seraient de taille plus réduite et moins diversifiées. En vérité, l'UK a contribué historiquement à la diversité ethnique de l'UE.

L'UE, tout comme l'UK, ne disposeraient pas d'un « capital » diplomatique aussi important que celui qu'ils ont aujourd'hui. Même si les liens institutionnels et les engagements avec les États-Unis d'Amérique (USA) avaient existé, leur formation aurait pris plus de temps. En outre, l'UE n'aurait pas bénéficié de deux sièges permanents aux Nations Unies, alors que l'UK serait restée isolée, sans faire partie d'un forum multilatéral. Il est probable qu'en tant que membre du P5, l'UK aurait été plus actif dans le cadre de l'ONU.

### *1.1.3 Niveau sécuritaire*

À un autre niveau, les relations, tant de sécurité que de défense, ont toujours été le principal paramètre où l'UK a été perçu comme un frein. Étant le « partenaire réticent » d'une plus grande intégration en matière de défense, il a très probablement empêché l'UE de renforcer ses politiques de sécurité au-delà de ce qu'elles sont aujourd'hui. Ce n'est qu'à partir du début du Brexit, en 2016, que l'UE a commencé à intensifier ses efforts d'intégration sécuritaire<sup>8</sup>.

Toutefois, malgré ses réserves en matière d'intégration défensive, l'UK a contribué à hauteur de plus de 50% à la totalité des capacités militaires de l'UE, et de plus de 70% à ses dépenses de recherche et de développement militaires. Ceci, associé aux liens de l'UK avec des programmes d'intelligence tels que l'accord de défense « Cinq yeux », et

---

<sup>8</sup> Des exemples de ces efforts d'intégration figurent dans la partie 1.1.4

sa position en qualité de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, a renforcé encore plus l'influence internationale de l'UE.

Cela a permis que l'UE puisse donner une réponse plus unitaire au niveau international – la rendant ainsi plus puissante au niveau mondial, comme ce fut notamment le cas lors des efforts de l'UE en opposition à la Russie en 2014 et 2017, et à l'occasion de sa participation à l'accord nucléaire avec l'Iran en 2015.

En conclusion, si l'UK avait seulement été un membre de l'AELE, il est fort probable que ni l'UE ni l'UK n'auraient pu bénéficier d'une relation de défense, politique et économique aussi bien intégrée. Ceci soulève une question cruciale concernant ce qu'un UK post-Brexit signifiera pour les deux acteurs, et pour d'autres EM sceptiques de l'UE. Alors que la campagne en faveur du Brexit parlait sans cesse d'un retour au passé, l'analyse ci-dessus montre clairement qu'un tel choix n'aurait pas été trop rentable.

Par conséquent, si jamais d'autres États membres cherchaient à suivre l'exemple du Brexit et à quitter l'UE, dans une tentative d'inverser le cours de leur propre histoire, une situation similaire, obscure et dangereuse, pourrait se présenter. L'analyse susvisée et l'expérience du suivi du référendum du Brexit montrent clairement à quel point un seul État membre peut avoir un impact sur la stabilité et le progrès de l'Union – et, par conséquent, pourquoi il faut se battre contre l'euro-scepticisme dans l'ensemble de l'UE.

## **1.2 Le Brexit et la montée de l'euro-scepticisme**

### *1.2.1 Vue d'ensemble*

Le vote en faveur du Brexit en 2016 ne doit pas être perçu comme un épisode isolé d'euro-scepticisme face au reste d'une Europe étroitement soudée. En fait, au cours de la même année, des manifestations d'euro-scepticisme étaient

apparues dans d'autres pays européens, à différents niveaux. Il est intéressant de noter que dans certains d'entre eux le niveau de perception négative de l'UE était supérieur au taux de 52% qui avait permis la victoire du « Quitter » au Royaume-Uni.

Une série de facteurs concomitants ont conduit à susciter l'euroscpticisme dans différents pays : le mécontentement face à l'ingérence européenne dans l'économie ou la politique nationales (surtout en Grèce et, dans une certaine mesure, en Espagne, durement touchée par les mesures d'austérité de 2015), le refus d'obtempérer aux politiques et décisions communes de l'UE (p.ex. le rejet par la Hongrie et la Pologne des quotas d'accueil de réfugiés établis par l'UE), et beaucoup d'autres facteurs.

Un tableau général de la situation fut élaboré par les sondages des agences Pew Research Center, Eurobaromètre et Ipsos Mori, qui ont mesuré le degré d'euroscpticisme dans chaque pays conformément à trois questions : savoir si les répondants étaient défavorables au maintien de leur pays dans l'Union, s'ils demandaient que certains pouvoirs de l'UE redeviennent des compétences nationales, ou s'ils estimaient que leur pays devait organiser un référendum relatif au maintien dans l'UE, suivant l'exemple du Brexit.

Les sondages mentionnés ayant mis en lumière la présence de facteurs qui pouvaient faciliter une « sortie », il convient à présent d'examiner ceux qui, si le référendum du Brexit s'était déroulé de manière plus fluide, auraient pu provoquer d'autres départs de l'Union.

### *1.2.2. Évaluation des résultats possibles : y avait-il un potentiel pour d'autres « sorties » ?*

À la suite notamment de la crise financière mondiale de 2008, des voix se sont élevées dans de nombreux pays en faveur d'une sortie de la zone euro. Les tenants d'un départ de



l'Union estimaient que quitter la zone euro et rétablir les monnaies nationales respectives aurait servi de coup de pouce à des secteurs clés tels que le tourisme, et en conséquence aurait permis une reprise économique sans l'aide de Bruxelles. En revanche, demeurer dans la zone euro, souvent combiné avec une dette nationale élevée dans les pays les plus touchés du point de vue économique, signifiait accepter une hausse des obligations, ce qui, en retour, supposait des taux d'intérêt plus élevés qui anéantiraient la demande, augmenteraient l'épargne à la place des investissements et ralentiraient encore plus la croissance, pouvant potentiellement conduire à une véritable stagnation. Ces arguments économiques se sont vus renforcés par le fait que la réponse de l'UE à la crise financière a souvent pris la forme de sévères politiques d'austérité. Les opposants à de telles politiques arguaient qu'en les remplaçant par des politiques anticycliques sur le long terme, il y aurait une diminution du chômage et une hausse du salaire minimum, allégeant ainsi les difficultés subies par les populations. Il faut signaler que, bien que moins couvert par les médias, l'eurosepticisme n'a pas été l'apanage de partis d'extrême droite et a émergé sous d'autres formes politiques, notamment en Espagne, où l'impact des mesures budgétaires a donné naissance à *Podemos*, un parti politique eurosceptique de gauche. Celui-ci s'est construit une solide base partisane en affirmant que la solution à la crise économique des pays de l'Europe du Sud supposait le retour à la souveraineté monétaire, ce qui impliquait l'abandon de l'euro et la nationalisation des banques.

Le retrait de l'Union aurait pu avoir un certain nombre de retombées économiques négatives imminentes, notamment la possibilité de devoir gérer des monnaies nationales dévaluées par rapport à l'euro, une volatilité financière élevée et la réduction à court terme de la consommation, ce qui aurait probablement aggravé les défis auxquels était confrontée une grande partie de la population. Toutefois, le

discours des partis eurosceptiques était que les avantages mentionnés ci-dessus étaient supérieurs aux inconvénients, et que ces derniers auraient seulement supposé des sacrifices de courte durée qu'il valait la peine d'encourir, par rapport à la prospérité et la liberté qui allaient être gagnées sur le long terme. Des sondages effectués, par exemple en Grèce, ont mis en évidence qu'une majorité était d'accord. Ils s'attendaient à ce qu'un gouvernement libre de l'ingérence de Bruxelles puisse adopter des politiques centrées sur la croissance à long terme, une meilleure protection sociale et l'équité.

À partir de la crise financière mondiale, le discours s'est orienté également vers le problème de la dépendance économique à long terme. En 2016, alors que la Hongrie envisageait l'organisation d'un référendum sur la sortie de l'UE, le financement de l'UE représentait plus de 4% du PIB hongrois – ce qui de facto garantissait le fait qu'une sortie de l'UE aurait des conséquences préjudiciables. Le cas spécifique de la Hongrie est particulièrement intéressant : alors que ses dirigeants ne se gênent pas pour critiquer haut et fort l'UE, le pays est toujours un État membre. Ceci permet à Orban d'utiliser ses relations et ses alliances pour faire pression au plan international et faire avancer ses propres intérêts, sans renoncer aux bénéfices et aux fonds dérivés de la qualité de membre européen. Il est frappant de constater que des tentatives de s'attaquer à ce problème en introduisant une conditionnalité juridique dans le budget de l'UE ont abouti à un compromis édulcoré qui sera vraisemblablement inefficace pour combattre les actions anti-démocratiques du gouvernement hongrois.

Les circonstances requises pour l'organisation de tout référendum, ou vote, doivent également être prises en compte dans l'évaluation d'une éventuelle sortie de l'UE. Par exemple, le débat susvisé sur la possibilité d'un référendum « Huxit » en 2016 fut rejeté par la Commission électorale

nationale (*Nemzeti Választási Bizottság* ou NVB) car une majorité d'électeurs hongrois était contre.

Les conditions juridiques pour activer une procédure de sortie doivent également être prises en compte. Jusqu'à l'introduction de la *lex specialis* relative à la procédure de sortie dans l'article 50 du TUE, la *lex generalis* de la Convention de Vienne sur la Loi des traités s'appliquait, selon laquelle, sur la base du droit international public, si les membres ne parvenaient à aucun accord, un retrait unilatéral du traité constitutif était possible (articles 60- 62 CVLT). Ceci a changé en 2009 avec l'introduction de l'article 50 TUE du Traité de Lisbonne, selon lequel, en vue d'activer la procédure de retrait, l'État membre doit *décider* conformément à ses propres exigences constitutionnelles (Hillion, 2015). Ces exigences varient d'un pays à l'autre, et par conséquent, en analysant les aspects juridiques de tout retrait éventuel, chaque cas doit être examiné séparément. Il est évident que le Royaume-Uni est le premier cas qui se présente, mais on ne saurait appliquer, en guise de solution de « sortie » générale, l'ensemble des leçons juridiques et pratiques tirées du long processus du Brexit. En conséquence, tout État membre envisageant un retrait de l'UE devra décider en fonction de ses propres exigences constitutionnelles, et ceci devrait faire l'objet d'une analyse au cas par cas.

### 1.2.3. *Qu'est-ce qui pourrait motiver d'autres eurosceptiques à quitter l'UE aujourd'hui ?*

Nous allons à présent examiner quels sont les facteurs importants pour d'autres pays eurosceptiques qui envisageraient de quitter l'Union Européenne ou d'y rester, sur la base de trois niveaux : au niveau national, nous prendrons en compte le point de vue économique ; au niveau sous-systémique, le facteur de l'identité ; enfin, au niveau supra-structurel, nous examinerons les changements juridiques qui découleraient d'un retrait de l'Union, conformément à l'article 50 TUE.

La coopération économique sans précédents d'insertion dans le cadre économique de l'UE a rapporté des dividendes à tous les EM, rendant encore moins favorable toute relation avec des États non-membres, fut-elle la plus étroite possible. L'intégration économique a élevé le niveau de vie des pays de l'Union, aidé à remplacer des rapports conflictuels par des relations commerciales mutuellement bénéfiques, et favorisé un esprit communautaire. Suite à la crise du COVID-19, des aides économiques sous forme de programmes tels que « *Next Generation-UE* » ont démontré encore une fois la nature bénéfique de l'intégration économique. Pourquoi alors l'UK a-t-il voulu partir ?

Pour mieux comprendre ceci, nous devons prendre en compte le facteur identité de la motivation. En raison de son histoire impériale, l'UK s'est toujours considéré séparé des EM continentaux et est demeuré sceptique à l'égard d'un processus d'intégration *sans cesse plus étroit*. Ceci est étroitement lié à l'importance donnée à la notion de souveraineté. Il est possible que d'autres EM, tels que la France, un ancien empire, ou la Hongrie, un pays particulièrement nationaliste, puissent suivre le même raisonnement.

Toutefois, nous estimons qu'il n'y a actuellement aucun autre pays dont la dépendance économique et l'identité européenne soient faibles au point de lui faire suivre cette voie. Bien évidemment cela pourrait changer, notamment en raison du choc de la crise du COVID-19 et des résultats électoraux des scrutins à venir, qui seront décisifs. Nous pourrions alors voir monter une nouvelle vague de sentiments anti-européens, si la reprise post-pandémie est incapable de freiner le chômage, les faillites et la précarité à grande échelle. Dans ce cas la culpabilité retomberait sur les institutions de l'UE, en guise de bouc émissaire commode au plan national. Ceci pourrait entraîner le risque d'une flambée de sentiments anti-européens alimentés par le

mécontentement populaire dans des pays comme la France ou l'Italie.

Néanmoins, la traduction d'un tel sentiment susciterait dans la pratique toute une série de défis politiques et juridiques liés à l'éventuel processus d'un retrait de l'Union.

Dans le droit de l'UE, l'**Art. 50 TUE** est la seule disposition qui se réfère au « processus de retrait » de l'UE. Celle-ci a été invoquée par l'UK dans des circonstances sans précédent<sup>9</sup>. Des questions juridiques sur la précision des termes de cette disposition peuvent être soulevées à la lumière du tortueux processus du Brexit. Tout d'abord, il y a un vide juridique flagrant concernant la portée de la compétence de la Cour de Justice par rapport à la licéité de l'accord de retrait (*révision ex-ante*)<sup>10</sup>. En second lieu, les conditions et les termes de la contribution financière et budgétaire de l'EM sortant ne sont pas mentionnés<sup>11</sup>. Troisièmement, les conditions de transposition et de cessation de l'applicabilité du droit de l'UE dans l'ordre juridique national de l'EM ne sont pas suffisamment spécifiées<sup>12</sup>. Enfin, les respectives compétences de l'EM sortant *et* de l'UE durant la phase de transition (soit entre la notification de l'intention d'un retrait et le retrait effectif) sont un point qui demeure sans réponse<sup>13</sup>.

Malgré la précision discutable de son libellé, nous estimons que la nécessité de l'Art.50 TUE dans l'ordre juridique de l'UE est incontestable. Le droit de retrait de l'UE est cohérent avec

---

<sup>9</sup> Les rédacteurs du Traité de Lisbonne (2009) avaient tout d'abord envisagé l'application de l'Art.50 TUE dans des situations où la démocratie et le respect des valeurs de l'UE auraient été menacés. La rédaction de cette disposition était notamment liée au contexte historique de l'élargissement de l'UE en 2004.

<sup>10</sup> Par analogie, cf. Art.218(11) du TFUE.

<sup>11</sup> Sur l'exemple de l'Art.1(5) de la Constitution de l'OIT.

<sup>12</sup> Cf. Art 50(3) TUE.

<sup>13</sup> Par exemple, un État sortant peut-il conclure un accord international pour lequel l'Union a la compétence exclusive durant la phase de transition ? (cf. cas C-45/07 et C-246/07 de la CJE).

le choix souverain d'un État<sup>14</sup> et est une expression des principes démocratiques sur lesquels a été fondée l'Union<sup>15</sup>. En outre, l'absence d'une telle disposition entraînerait une lacune dans l'ordre juridique de l'UE, déclenchant l'application de la Convention de Vienne sur le Droit des Traités (1986) dans le cadre du droit international<sup>16</sup>. Aussi, en dépit des termes plutôt généraux de cette disposition, l'Art.50 TUE fournit aux États membres, ainsi qu'à l'Union, un cadre au sein duquel peuvent être menées des négociations politiques. En définitive, la suppression de cette disposition aurait entraîné une incohérence au sein du système juridique de l'UE, notamment par rapport à l'Art. 49 TUE.

Au vu de l'analyse susvisée, nous pouvons prévoir d'ultérieurs amendements de l'Art.50 TUE visant à combler ces lacunes juridiques. Toutefois, nous estimons que la complexité du processus de retrait est un puzzle juridique et politique qui met ouvertement en évidence l'objectif de l'UE de maintenir une « union sans cesse plus étroite » entre les populations européennes.<sup>17</sup>

Après avoir analysé les trois facteurs qui pourraient aujourd'hui motiver un EM à quitter l'Union, il est intéressant d'étudier plus spécifiquement deux cas : la Hongrie et le Pologne.

---

Du point de vue économique, à l'instar de la dépendance signalée en Hongrie à l'égard des fonds d'aide de l'UE, ceux-ci ont toujours constitué une part substantielle du PIB de la Pologne. Notamment, en ce qui concerne les transferts fiscaux, dont la Pologne a été la principale bénéficiaire dans toute l'Europe, et qui ont été considérés par de nombreux

---

<sup>14</sup> Conformément à l'Art. 50(1) TUE, la décision de quitter doit être prise en conformité avec les exigences constitutionnelles de l'État membre.

<sup>15</sup> Cf. Art. 1et 2 TUE

<sup>16</sup> Une telle conséquence serait la bienvenue, en particulier pour la CEJ.

<sup>17</sup> Pour un compte-rendu complet de cet objectif spécifique de l'UE, voir : Chambre des Communes « *Une Union sans cesse plus unie* » dans les *Traités de l'UE et le rapport 2015 de la jurisprudence de la Cour de Justice*

observateurs polonais comme essentiels pour la modernisation économique du pays, les plus importants sont ceux qui ont été faits dans le cadre de l'aide régionale de l'UE<sup>18</sup>.

En termes d'identité, la Pologne et la Hongrie ont des profils similaires. Leur position géographique en Europe de l'Est, l'héritage du précédent bloc communiste et leur scénario politique et économique similaire sont des facteurs sur lesquels les deux pays se rejoignent. Surtout, il y a également des liens étroits entre leurs gouvernements et leurs dirigeants – le leader polonais Kaczyński, notamment, s'inspire explicitement du hongrois Viktor Orbán, et marche sur ses traces. Au sein de l'UE, les deux pays se sont toujours soutenus mutuellement et ont ainsi évité, grâce à leur vote, l'application de mesures punitives sévères à leur égard de la part de l'UE. Après leur entrée dans l'UE en 2004, ils ont subi des impacts similaires suite aux crises économique et migratoire, et ont par la suite expérimenté le même type de déception à l'égard de ce qui avait été à l'origine un « rêve européen » très fort. La Pologne, en particulier, a pu grâce à son adhésion à l'UE, se connecter avec des valeurs culturelles et spirituelles traditionnelles de l'Occident dont elle se sentait plus proche, par rapport aux valeurs soviétiques auxquelles elle avait été assujettie avant son entrée dans l'UE<sup>19</sup>. À cet égard, le retrait de l'UE ferait courir à la Pologne le risque de retomber sous l'influence russe.

Juridiquement, la situation en Pologne diffère de celle de la Hongrie, où le NVB a fait échouer la tentative de référendum en 2016. Après son accès au pouvoir en 2015, le parti conservateur d'extrême droite Droit et Justice (*Prawo i Sprawiedliwość* ou PiS) a promulgué une réforme judiciaire qui a sérieusement miné les principes de l'indépendance

---

<sup>18</sup> Szczerbiak, A. « *La Pologne dans l'Union Européenne : un partenaire maladroît ou un nouveau cœur de l'Europe ?* », Routledge, Londres 2012.

<sup>19</sup> Waczykowski, W. « *Haben die Polen einen Vogel?* », Bild, 3 janvier 2016.

judiciaire et du droit et envoyé un signal clair de détachement du cadre de l'Union Européenne ; d'après les mots du médiateur polonais Adam Bodnar, la réforme a constitué « un pas majeur vers un Polexit officiel ».

En outre, en 2015 le PiS a adopté une réforme historique de la Cour Constitutionnelle et de la Cour Suprême qui a *de facto* conféré au gouvernement, en dernière instance, le pouvoir de nommer et de suspendre les juges dans les deux organismes. Cette réforme a ébranlé en profondeur les principes de l'État de droit et de l'indépendance judiciaire, deux des principaux piliers sur lesquels repose l'Union Européenne, et a ainsi conduit la Commission européenne, en janvier 2016, à déclencher l'application de l'Art. 7 du TUE, menaçant la Pologne de révoquer son droit de vote au Conseil. L'affaire a fini par être portée devant la CEJ, tandis que la Hongrie s'engageait dans une défense acharnée de la Pologne. Depuis lors, Varsovie et Bruxelles continuent à s'affronter, par exemple dans le contexte des changements intervenus dans la législation sur l'avortement en Pologne, avec le Parlement européen qui accuse le gouvernement polonais d'« exercer une influence indue sur un tribunal », ce qui devrait être perçu comme « l'effondrement du droit en Pologne »<sup>20</sup>.

En définitive, on ne saurait dire si tant la Pologne que la Hongrie envisagent actuellement un retrait de l'UE. Après une analyse des coûts/bénéfices, il s'avère que les dirigeants respectifs ne disposent pas du soutien suffisant pour un retrait, ou n'en ont pas besoin, ou n'en veulent pas pour le moment. Rester dans l'UE signifie continuer à bénéficier des avantages économiques, et à éviter les difficiles questions relatives à l'identité, en particulier concernant le choix de la sphère d'influence que les États d'Europe de l'Est sont inévitablement amenés à se poser. En revanche, les deux

---

<sup>20</sup> Reuters, « Selon le Parlement européen, le gouvernement polonais a influencé les décisions sur l'avortement », Reuters, 2020 Disponible sur : <https://www.reuters.com/article/us-abortion-europe-id USKBN2861ZU>



pays ont trouvé un rôle en faisant pression pour repenser en profondeur l'entière trajectoire d'évolution et d'intégration du projet européen, en demandant que l'UE retourne à son « rôle originel » d'alliance de coopération économique entre États-nations, régie par un processus plus consensuel de prise de décisions. Compte tenu d'incidents récents, tels que le départ du parti Fidesz du groupe PPE, on peut se demander pendant combien de temps encore ils vont pouvoir avancer dans ce sens – et si l'UE peut se permettre de les laisser agir de la sorte.

#### *1.2.4. L'effet régional des retraits*

Finalement, nous pensons qu'il est intéressant d'examiner rapidement les effets régionaux d'un éventuel retrait d'un EM de l'UE, tel que cela s'est produit avec l'UK. Comme nous l'avons vu, le Brexit a eu de nombreux effets sur l'ensemble de l'UE, mais il est intéressant de noter que cela n'a en rien affecté les tensions régionales préexistantes à l'intérieur de l'UK, et cela nous donne une idée de ce qui pourrait survenir dans d'autres pays soumis à des fragmentations internes similaires, si jamais ils étaient tentés de quitter l'Union.

Le cas le plus intéressant est celui de l'Écosse. Alors que le référendum de 2014 sur l'indépendance a échoué, et l'avenir du Mouvement écossais d'indépendance, plutôt pro-européen, est incertain, on peut dire que le Brexit a modifié fondamentalement les relations de l'Écosse avec l'UK. Un des points les plus importants est celui des affaires décentralisées. Depuis l'introduction de la décentralisation vers la fin des années 1990, un certain nombre de questions législatives sont passées sous l'égide des collectivités territoriales plutôt que sous contrôle de Westminster. Certaines de ces questions, telles que l'agriculture, sont ensuite passées sous supervision de l'UE. Avec le retour de ces pouvoirs entre les mains de l'UK, il s'agit de savoir si elles devraient retourner sous la responsabilité des pouvoirs décentralisés, ce qui déstabiliserait potentiellement le

marché intérieur de l'UK. Ainsi, l'UE pourrait – contre son gré – être en train d'affaiblir des systèmes qui accordent de l'importance à la prise de décisions au niveau régional, en reprenant au niveau européen des compétences qui avaient auparavant été confiées aux collectivités territoriales, et en outre en conférant du pouvoir aux ministères nationaux à travers le processus décisionnel du Conseil des Ministres. Toutefois, l'UE inflige par ailleurs un certain nombre d'impacts positifs aux régions. Il y a eu des tentatives de soutien aux régions et d'atténuation des disparités au niveau le plus bas, telles que la Politique de cohésion de l'UE (également connue comme Politique régionale de l'UE), qui consiste en deux fonds principaux, le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds de cohésion (FC). Ces fonds ont un rôle important au moment d'évaluer l'effet qu'un retrait de l'UE pourrait avoir pour un pays au niveau régional. En outre, le Comité des régions (CoR) a été mis en place afin de donner une voix aux régions – un terme qui dans ce cas précis comprend les régions fédérales, les municipalités et les « nations sans État », ce qui a conduit à critiquer le caractère extrêmement hétérogène du CoR.

Après son départ de l'UE, l'UK va probablement devoir affronter un vide qui était autrefois comblé par la politique de cohésion. Il semble que la mémoire collective ait oublié que jusqu'en 1988 l'UK a reçu environ un quart du fonds FEDER, à titre d'aide à un moment de chômage élevé et de restructuration. Ce montant est aujourd'hui bien inférieur mais continue toutefois à avoir un impact important. L'Europe dans son ensemble a pendant longtemps été façonnée par des identités régionales fortes. Le cas du Brexit n'illustre qu'une des nombreuses façons dont un retrait pourrait affecter toute une région. Il montre cependant, encore une fois, les multiples facettes des conséquences du retrait d'un EM de l'UE, et comment cela affecte l'Union, à tous les niveaux.

### 1.3. Conclusion

Le sens du terme « Brexit » a changé, et est passé de représenter le simple départ de l'UK hors de l'UE à qualifier le fastidieux processus de quatre ans de négociations. La manière dont se sont déroulées ces négociations continue à influencer l'euroscépticisme, tant dans les États membres que dans les pays affiliés, même après la signature de l'accord.

La réussite qu'a signifié parvenir à un accord a été saluée par les dirigeants de la Hongrie et de la Pologne, mais malgré les louanges suite à la décision de l'UK et les querelles internes relatives au mécanisme de conditionnalité en matière d'État de droit, aucun pays ne semble disposé à envisager sérieusement un retrait de l'UE. Compte tenu, entre d'autres arguments, de la dépendance des fonds de l'UE, en particulier en ces temps de crise, les euroscéptiques en Hongrie et en Pologne semblent avoir tiré des leçons du Brexit – et préfèrent se battre pour leurs objectifs à l'intérieur de l'UE plutôt qu'en dehors.

L'évaluation du Brexit sur le long terme reste encore à faire – mais le fait est que le départ de l'UK de l'UE crée un précédent. Il est donc prouvé qu'il est possible de quitter l'UE, et, dans des conditions propices, d'autres pays peuvent le faire. Ceci dit, il est impératif que l'UE surveille de près les conditions dans les États membres.

Toutefois, le Brexit a mis en évidence combien difficile est la perte d'un État membre – non seulement du point de vue économique, politique ou juridique, mais également en termes de perte de diversité culturelle et de rayonnement sur la scène internationale. Comme nous avons vu dans notre analyse contrefactuelle, il est difficile d'appréhender tous les aspects de l'influence de l'UK sur l'UE et vice-versa. Ceci peut s'appliquer à chacun des États membres. En définitive, le Brexit a été une perte pour toutes les parties impliquées – il nous faut à présent en tirer la leçon pour éviter d'avoir à en subir une autre.

# III. DÉFIS POUR L'AVENIR DE L'EUROPE

## Méthodologie

Après avoir observé le long et difficile processus du Brexit, nous autres, jeunes Européens, réalisons l'importance du projet européen, mais sommes en même temps conscients de ses nombreuses vulnérabilités. Au cours des deux dernières décennies, l'Europe a traversé de nombreuses crises, dues à des facteurs tant endogènes qu'exogènes. Le présent rapport vise donc à s'attaquer aux défis les plus urgents et pertinents que doit relever aujourd'hui l'UE pour construire une meilleure Europe pour demain.

Nous avons abordé cette tâche en nous inspirant de la célèbre phrase de Jean Monnet : « L'Europe se forgera à travers des crises, et sera la somme des solutions adoptées pour résoudre ces crises »<sup>21</sup>. Il nous a semblé opportun de commencer par un débat sur les nombreuses crises traversées par l'UE, en guise d'instrument pour susciter un changement positif. Lors de notre première réunion, en septembre 2020, chacun de nous a présenté trois crises qu'il estimait être les plus importantes parmi toutes celles que devait affronter l'UE. Nous avons alors sélectionné, parmi les nombreux problèmes identifiés, ceux que nous estimions être des priorités absolues. Nous avons travaillé par équipes, chacune s'occupant d'un défi en particulier, et la plupart d'entre nous avons participé au travail de plus d'une équipe. Nous avons tenu d'innombrables réunions d'équipe ainsi que des réunions générales sur une base mensuelle, afin de faire le point sur les avancées, confronter nos idées et en débattre, et nous assurer que nous avançons tous dans la même direction.

---

<sup>21</sup> Monnet, J. (1978). *Memoirs*. Trans. R. Mayne. Garden City: Doubleday & Company, 417.

Au cours de ce processus, nous avons rencontré différents problèmes et des difficultés techniques, que nous avons toujours cherché à résoudre dans un esprit positif, en y voyant des opportunités possibles. Nous avons compris tout d'abord combien il est difficile de faire des propositions qui soient en même temps concrètes et viables, en composant entre les rêves et les aspirations des jeunes étudiants que nous sommes, et la réalité, alors que nous disposions souvent d'informations incomplètes. En second lieu, vu que tout le processus s'est étalé sur plusieurs mois, certains des problèmes que nous abordions avaient entretemps évolué, d'autres avaient été traités par les institutions européennes d'une manière similaire à la nôtre. Nous nous sommes donc vus contraints de procéder régulièrement à des révisions et des mises à jour de notre travail pour que nos propositions puissent rester à la pointe d'un débat politique en permanente évolution. En troisième lieu, notre manière collective de travailler a été à la fois un défi et une opportunité en soi. En effet, vu que le projet a commencé en pleine épidémie du COVID, nos rencontres ont eu lieu exclusivement en ligne. Ceci nous a inévitablement privés des connexions personnelles qui ne surviennent que dans un monde de contacts présents, mais nous avons toutefois été en mesure de collaborer entre différents pays d'une manière très enrichissante. Finalement, vu que nous sommes 32 individus passionnés, provenant d'une variété de milieux divers et ayant vécu des expériences différentes, nous nous sommes parfois trouvés en désaccord sur des questions de substance. Nous nous sommes alors concentrés sur ce qui nous rapprochait, vu que nous sommes tous de jeunes citoyens européens préoccupés par l'avenir de l'Europe. En définitive, nous pouvons dire que ce projet a été pour nous tous un exercice très intéressant qui nous a offert une ouverture sur le monde complexe et stimulant des décisions politiques.

La dernière partie de ce rapport est articulée autour de sept défis clés pour l'avenir de l'Europe. Il va sans dire que ce ne

sont pas les seuls défis qui nous attendent, mais nous estimons que c'est là un point de départ équitable. Nous avons sélectionné ces défis dans le contexte de l'automne 2020, mais ils sont toujours de grande actualité et très pertinents pour l'avenir de l'UE.

Le premier défi est le renforcement du sens de l'identité européenne, qui est la précondition fondamentale pour un projet collectif européen réussi.

Le second défi consiste à briser le blocage institutionnel et à promouvoir la légitimité démocratique, car des institutions de l'UE efficaces, tout comme des citoyens engagés, sont la clé pour que notre société démocratique puisse relever toutes sortes de défis.

Le troisième défi est de surmonter la crise du COVID et de nous préparer en vue d'une prochaine pandémie, car cette douloureuse expérience devrait nous servir de leçon pour construire une résilience pour l'avenir.

Le quatrième défi est d'améliorer l'efficacité de la gouvernance économique de l'UE, en vue de combler les lacunes qui freinent le potentiel économique européen, en exploitant à fond les efforts des réformes entreprises au cours des ans.

Le cinquième défi consiste à gérer la crise environnementale, qui représente une menace cruciale pour la planète tout entière, et nécessite la mise en œuvre de politiques ambitieuses et d'actions conséquentes de la part des décideurs et de nous tous.

Le sixième défi est de s'attaquer à la crise migratoire, pour que les droits humains de base soient respectés et que l'Europe puisse être en mesure de mieux s'opposer à son déclin démographique.

Enfin, le septième défi consiste à gouverner le pouvoir déstabilisant de la technologie, de manière à ne pas être submergés par cette dernière, mais plutôt à tirer profit de tout son potentiel, au bénéfice de la prospérité des populations européennes.

## **1. Défi identitaire**

Comme il a été dit dans l'introduction de ce rapport, « Être Européen » est une expression au sens complexe, liée à l'histoire entrelacée de notre continent, à nos valeurs partagées et à notre avenir intimement connecté. Chaque jour, l'Europe s'efforce d'améliorer la vie de ses citoyens, mais malheureusement ses avancées sont souvent ignorées. Au contraire, l'Europe est taxée d'intrusion et d'inefficacité. En conséquence, les propositions ci-après, essentiellement modestes, ne susciteront sans doute pas un changement immédiat d'opinion mais, à long terme, pourront contribuer à la mise en place d'une amélioration durable des relations entre l'UE et ses citoyens. Leur but est d'améliorer la conscience qu'ont les citoyens des progrès de l'UE et de renforcer leurs liens avec l'identité européenne.

## **PROPOSITIONS**

### *1.1 Éducation : Erasmus au lycée*

Le programme phare de l'Union Européenne visant à renforcer une identité commune, principalement chez les jeunes, est le programme Erasmus, à présent complété par l'initiative Erasmus +. Compte tenu des importants résultats atteints jusqu'à ce jour par ces initiatives, il conviendrait que l'UE mette davantage l'accent sur des activités similaires.

Donner à un plus grand nombre d'Européens la possibilité de prendre part à un programme similaire à celui d'Erasmus pourrait améliorer l'attitude des jeunes citoyens à l'égard de l'UE, en leur permettant de mieux comprendre différentes cultures et de trouver les moyens d'une meilleure intégration.

Concrètement, la proposition implique une opportunité libre et garantie pour les jeunes étudiants de l'Union âgés de 16 ans, de participer à une expérience similaire à celle d'Erasmus. Celle-ci aurait une durée de 2 mois, prolongeable pour la totalité du semestre, afin d'optimiser les bénéfices que les jeunes étudiants pourraient tirer d'une telle expérience. Le programme devrait être aussi inclusif que possible, encore plus que l'actuel programme Erasmus des étudiants universitaires et des stagiaires, ciblant les couches les plus défavorisées de la population. C'est pourquoi il pourrait être inséré dans le programme « *Next Generation EU* », permettant ainsi aux étudiants de couvrir toutes les dépenses éventuelles durant leur expérience. Des programmes déjà mis en place dans différentes régions de l'Union, tels que le programme d'échanges Brigitte-Sauzay entre la France et l'Allemagne, pourraient servir d'exemples.

### *1.2 Communication : susciter la prise de conscience*

#### **Renforcer l'initiative « Ce que l'Europe fait pour moi »**

Le site internet « Ce que l'Europe fait pour moi », lancé en 2019 par le PE, est le type de projet qui à notre avis devrait être davantage renforcé. Il est convivial, car il permet aux usagers de faire des recherches en fonction de l'emplacement, du groupe social, de la profession et du centre d'intérêt, et d'apprendre facilement comment ils sont concrètement impactés par l'action de l'UE. Toutefois, bien qu'il s'agisse d'une initiative très positive, elle n'est pas particulièrement bien connue. L'UE devrait la promouvoir davantage, tant par ses canaux officiels que par les réseaux sociaux, afin d'atteindre un plus grand nombre de personnes des différents groupes ciblés. En outre, avec l'aide des Représentations de la Commission et des Bureaux du Parlement dans les différents États membres, le site internet pourrait également être sponsorisé au niveau national.



## **Susciter la prise de conscience à l'égard de projets financés par l'EU dans l'Union**

En vue de faire connaître les institutions de l'UE et de travailler directement avec les citoyens européens, nous proposons de faire participer l'UE à des activités sportives ou culturelles de portée nationale. À travers ces manifestations largement médiatisées, il serait possible d'atteindre une large audience en vue de faire connaître au public les programmes, les initiatives et les projets de l'UE. L'idée peut sembler irréalisable, et pourtant il existe déjà des exemples qui pourraient servir de modèle dans d'autres pays, tels que la participation de l'UE au *Giro d'Italia*, le tour cycliste à travers toute l'Italie, du Nord au Sud, avec des haltes dans des zones tant urbaines que rurales, massivement suivi par la population à travers la télévision nationale. En 2020, l'UE a organisé en parallèle un *Giro-E* qui a permis à des professionnels et à des amateurs de pédaler à côté des compétiteurs. En outre, à chaque halte, un représentant de l'UE récompensait le concurrent en tête en lui offrant un tee-shirt « *Next Generation EU* ». Chaque halte était ainsi l'occasion de promouvoir le « Contrat Vert » ou d'autres initiatives locales financées par l'Union. Cette initiative pourrait être reprise dans d'autres EM en organisant des manifestations populaires similaires, ce qui permettrait d'atteindre un large public qui pourrait autrement ne pas connaître les activités liées à l'UE.

## **Améliorer la sensibilisation des jeunes**

La participation des nouvelles générations est cruciale en vue d'augmenter l'intérêt à l'égard de l'Union Européenne, accroissant ainsi l'implication de ceux qui seront demain ses citoyens et ses législateurs. Un des meilleurs canaux permettant de sensibiliser efficacement les jeunes est les réseaux sociaux. Vu que certaines institutions de l'Union Européenne sont déjà présentes sur ces réseaux (par exemple les profils de la Commission, du Parlement et du Conseil sur Instagram), il est impératif d'augmenter et de

mettre en valeur leur présence, amplifiant l'énorme impact potentiel des campagnes d'information qui peuvent être diffusées par cette voie.

À cette fin, il pourrait être nécessaire d'accepter un compromis d'efficacité formelle, par exemple en recrutant des équipes de réseautage social et médiatique composées de jeunes, et leur permettre de s'écarter des langages et des formats formels et bureaucratiques, en les encourageant au contraire à créer des contenus faciles à comprendre et visuellement accrocheurs qui peuvent mieux parler aux jeunes générations - y compris en sautant dans le train de la culture et des tendances pop.

En effet, il y a plusieurs exemples de sociétés qui ont augmenté avec grand succès leur présence sur les réseaux sociaux et leur clientèle grâce à cette stratégie, qui s'est révélée efficace dans de nombreux secteurs – depuis l'habillement et la mode jusqu'à l'industrie alimentaire, le divertissement, et bien d'autres encore.

Toutefois, les réseaux sociaux ne sauraient en aucun cas suffire à informer les jeunes Européens sur ce qu'est l'UE. Une éducation plus formelle sur le fonctionnement interne des institutions, leurs objectifs, leur histoire et leurs valeurs est nécessaire. En vue d'atteindre cet objectif, il serait souhaitable que l'UE puisse avoir une certaine influence sur les programmes éducatifs, qui sont pour le moment du ressort des États membres. En attendant, l'UE pourrait commencer à promouvoir l'introduction de ce type de cours dans le cadre d'activités parascolaires financées par des fonds communs, et éventuellement en adoptant une directive qui introduise ce cours dans les grilles horaires de chaque établissement scolaire.

## **Médias européens**

Enfin, la construction d'un système totalement nouveau de télédiffusion des principales activités des instances

européennes pourrait être envisagée. Une ou plusieurs chaînes dédiées pourraient être incluses dans la programmation TV de chaque État membre (bien évidemment parmi les chaînes gratuites, sans paiement à la carte et sans suppléments). Elles pourraient diffuser les principaux débats célébrés dans les institutions européennes, tels que la séance plénière du PE, les audiences des Comités parlementaires, ou les discours des présidents de la Commission et du Conseil.

### *1.3 Journée de l'élection européenne*

Actuellement, chaque État membre dispose d'un certain pouvoir discrétionnaire sur le choix du jour où se tiennent les élections du Parlement européen. Pour des raisons de commodité et d'optimisation des efforts d'organisation, il arrive souvent que ces élections se tiennent le même jour d'une élection nationale. Or, non seulement cela peut être préjudiciable pour une appréciation correcte des citoyens sur la signification d'une telle journée, mais cela risque également de semer la confusion chez les électeurs qui ne savent plus pour qui et pourquoi ils votent dans les deux cas, en raison de la similitude (voulue) des plateformes politiques des partis au niveau national et européen.

Nous proposons que les élections au PE se tiennent lors d'une Journée de l'élection européenne commune dans tous les EM.

Cela permettrait tout d'abord la mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation standardisée plus percutante à l'égard de cette journée, menée par les partis nationaux et le Parlement. Une telle campagne contribuerait à faire la distinction entre les élections européennes et les élections nationales, et rendrait les plateformes bien plus proches et précises. En second lieu, une Journée électorale commune renforcerait l'implication des citoyens et rehausserait un sentiment commun d'identité et d'unité. Ceci devrait favoriser l'image d'une Union qui « avance et vote ensemble », plutôt

que des EM en ordre dispersé. Enfin, nous proposons que cette Journée électorale soit déclarée jour férié européen commun, spécifiquement consacré à l'accomplissement du devoir civique des citoyens et à célébrer l'Europe.

#### *1.4 Un débat sur les référendums européens*

Lorsqu'on parle de renforcer l'identité européenne à travers la participation des citoyens, le débat aboutit éventuellement à se demander si, à l'heure actuelle, la démocratie telle qu'elle permet une participation suffisamment importante. Rendre la démocratie européenne plus directe impliquerait une augmentation de la légitimité de l'UE, qui deviendrait ainsi un lieu d'échanges plus efficaces et plus démocratiques<sup>22</sup>. L'introduction d'une certaine forme de référendum à large échelle dans l'UE pourrait sans doute être vue comme l'étape finale d'une démocratie directe. Toutefois, compte tenu de l'actuelle situation politique et institutionnelle, il est peu probable que cela soit envisagé dans l'avenir immédiat.

Il faut cependant noter que la démocratie directe existe déjà dans le processus de l'UE, mais dans une très faible mesure<sup>23</sup>. Pour le moment, le processus permet qu'un groupe de citoyens soumette un texte, mais son adoption demeure entièrement entre les mains des institutions de l'UE. Il y a une longue distance à parcourir entre l'actuelle situation et une initiative de référendum européen qui rendrait plus directe la démocratie au sein de l'UE. Ceci implique une réforme de l'UE afin de rendre les procédures de vote moins rigides et plus proches de la plupart des systèmes de vote majoritaires dans les EM, ainsi que l'utilisation des innovations

---

<sup>22</sup> Badouard, R. (2012). « Faire participer. Un enjeu de légitimité pour l'Union européenne. » *Participations*, 3(2), p. 209.

<sup>23</sup> El Herfi, R. (2011). « L'initiative citoyenne européenne : évaluation d'un mécanisme de démocratie participative au sein de l'Union Européenne. » *Revue du Droit de l'Union Européenne*, 4/2011.

technologiques pour augmenter l'accessibilité de tous les citoyens.

Sur le long terme, la création d'opportunités pour que les citoyens soient plus impliqués et pour les faire sentir plus connectés et plus représentés par l'UE pourrait aider à résoudre un grand nombre des problèmes préalablement abordés<sup>24</sup>.

## 2. Défi institutionnel

L'adoption du Traité de Maastricht en 1992 a établi que l'Union Européenne est une instance supranationale qui englobe trois groupes distincts de prérogatives et de pouvoirs, appelés « les trois piliers » : supranational, intergouvernemental et mixte.

Une telle diversification de compétences et de pouvoirs à travers une multitude de domaines politiques et d'institutions, la complexité croissante de la structure institutionnelle de l'UE et la perception d'un large écart entre les institutions de l'UE et les citoyens ont fini par écarter l'UE de l'intention initiale du Traité de créer une « Union sans cesse plus unie »<sup>2526</sup>.

En fait, depuis Maastricht, l'UE et sa structure institutionnelle ont été décortiquées en profondeur par des universitaires, des personnalités politiques et même des citoyens. Le débat s'est centré en particulier sur la prétendue **légitimité** de l'UE en tant qu'instance supranationale. Ce point est d'une pertinence extrême et doit être traité de toute urgence si nous voulons que l'UE demeure un projet durable sur le long

---

<sup>24</sup> Adam, E.C., Kagiros, D, et Tierney, S. (2018). « La démocratie remise en question ? La démocratie directe dans l'Union européenne » *European Constitutional Law Review*, 25 October 2018.

<sup>25</sup> Cfr. Préambule du TUE.

<sup>26</sup> Objectif déjà établi dans le Traité de Rome (1957), et repris dans la Déclaration solennelle de l'Union européenne (1983) et l'Acte européen unique (1986).

terme. Nous estimons que c'est à la **prochaine génération de citoyens de l'UE** qu'il revient de relever ce défi avec de **nouvelles idées de réforme et des solutions courageuses.**

Nous reconnaissons également que le concept de légitimité est étroitement lié et déterminé par une taxonomie d'autres valeurs clés, dont les principales sont **la transparence, la responsabilité, l'autonomie et l'équilibre institutionnel.**

C'est dans cet esprit que nous présenterons un certain nombre de **propositions de réforme** de divers aspects des institutions européennes, dans le but primordial de **préserver et d'améliorer** leur adhésion aux valeurs susvisées, et surtout d'octroyer **une plus grande légitimité** à l'Union en tant que telle.

## PROPOSITIONS

### *2.1 Fusionner les Présidences du Conseil européen et de la Commission européenne.*

Tout en reconnaissant l'audace de cette proposition et sa complexité du point de vue institutionnel et juridique, nous savons, dans le respect de nos propres convictions, que les problèmes complexes ne peuvent être résolus qu'avec des propositions courageuses et innovantes. En outre, certaines personnalités européennes clés ont déjà avancé cette possibilité dans le passé, et certains fondements juridiques pour sa mise en œuvre existent déjà dans les Traités.

Tout d'abord, cela a déjà été publiquement soutenu par des personnalités de la taille de Jean-Claude Juncker – même lorsqu'il était Président de la Commission européenne<sup>27</sup> – et le Président français Emmanuel Macron.

---

<sup>27</sup> Dans son discours 13 septembre 2017 sur l'état de l'Union.  
[https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/SPEECH\\_17\\_316](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/SPEECH_17_316)  
5

Ensuite, en termes de fondements juridiques, le Traité de Lisbonne ne rejette pas cette possibilité pour l'avenir de l'Union : une majorité qualifiée du Conseil européen, qui actuellement propose un Président de la Commission au vote du PE, devrait simplement **indiquer la même personne pour les deux sièges** – la présidence du Conseil et celle de la Commission.

Le *modus operandi* que nous conseillons pour le choix du candidat est déjà prévu dans les Traités : le Conseil européen s'engage à nommer à ce poste le leader du parti ou de la coalition majoritaires au sein du Parlement européen (système des « principaux candidats », introduit pour la première fois lors de l'élection de 2014).

En ce qui concerne les **compétences**, ce nouveau Président réunirait simplement en une seule personne celles qui sont actuellement détenues par les deux Présidents. Vu que le Président du Conseil européen n'a pas de mandat exécutif mais est plutôt juste un facilitateur<sup>28</sup>, cette fusion devrait être relativement aisée et ne devrait pas représenter un fardeau supplémentaire<sup>29</sup>.

En outre, dans le système actuel le Président de la Commission participe déjà aux réunions du Conseil européen (EUCO) : de ce fait la transition devrait se faire de manière encore plus harmonieuse.

---

<sup>28</sup> Cfr. Art. 15(6) TUE, qui indique que ses principales tâches sont la présidence des travaux de l'EUCO, en y facilitant la cohésion et le consensus.

<sup>29</sup> Notons qu'il n'y aurait aucun changement dans les compétences des deux instances institutionnelles dans leur ensemble, ni dans leur séparation : cette fusion ne concernerait que les personnes et les compétences des deux Présidents.

La solution proposée offrirait ainsi une vaste gamme d'**avantages**, comme nous verrons ci-après.

Tout d'abord, il ressort des arguments susvisés que cela permettrait d'augmenter la **légitimité interinstitutionnelle et la cohérence politique**, avec une transition aussi harmonieuse et indolore que possible du point de vue de la structure des deux instances.

En second lieu, le processus proposé signifierait une **amélioration** par rapport au système actuellement en vigueur pour l'élection du Président de la Commission, à savoir le *Spitzenkandidaten*, et ceci principalement pour trois raisons. Tout d'abord, il respecte mieux les Traités, qui requièrent que le Conseil européen tienne compte, autant que possible, des résultats des élections du PE au moment de désigner un candidat pour la présidence de la Commission (art.17 TUE). En second lieu, le processus *Spitzenkandidaten* a toujours été de nature informelle, les EM de l'EUCO n'étant pas obligés de s'y tenir. Nous estimons que continuer à utiliser une procédure non codifiée dans le droit pour l'élection d'une figure aussi importante constitue une insécurité significative pour la légitimité et la transparence de l'UE. Enfin, le processus *Spitzenkandidaten* est trop long, fastidieux et coûteux, alors que l'option proposée simplifierait la structure institutionnelle de l'UE et permettrait de faire des économies d'argent, de bureaucratie et de temps.

En troisième lieu, ceci permettrait également d'éliminer le danger d'une compétition inhérente au système actuel, où deux postes sont en jeu. Cela éviterait des rivalités et des positions conflictuelles entre les candidats aux deux postes, une circonstance qui pourrait être potentiellement nuisible pour **l'image, l'efficacité et la légitimité** des institutions européennes dans leur ensemble.

En quatrième lieu, permettre que le Conseil et la Commission soient présidés par la même personne entraînerait une



considérable amélioration en matière de **cohérence, de communication harmonieuse et de transparence** entre deux institutions si étroitement liées et associées dans le processus de pilotage de l'Union – le Conseil européen, qui définit les principaux intérêts stratégiques et les principaux objectifs de l'Union, et la Commission, qui dispose du pouvoir exécutif pour les mettre en pratique.

Enfin, la mise en place de cette nouvelle figure permettrait à l'Union de « parler d'une seule voix », à savoir d'être incarnée et représentée par une unique figure sur la scène européenne et internationale – au lieu d'avoir, comme c'est le cas actuellement, trois présidents en même temps (Conseil, Commission, Parlement). Cela favoriserait également une **identification** plus étroite et plus « personnelle » des citoyens avec l'Union.

Différentes solutions sont possibles pour que cette nouvelle proposition puisse être **codifiée dans le droit**.

La meilleure option consisterait à réviser les articles des Traités qui établissent le processus de nomination de la Commission – concrètement l'Art.17 TUE et les Art. 234, 244 à 250, 290 et 291 TFUE. Nous admettons que le processus d'amendement des Traités et les négociations politiques que cela suppose peuvent être complexes et fastidieux, mais il est vital qu'une réforme aussi centrale pour le fonctionnement de l'UE dans son ensemble soit inscrite dans les Traités.

Un accord interinstitutionnel visant à modifier le mode de fonctionnement des institutions concernées (qui à lui seul ne suffirait pas à mettre en œuvre un changement aussi important) pourrait être mis en place en guise de solution temporaire, de bouche-trou, en attendant que l'amendement effectif soit planifié et accompli.

## 2.2 Les membres de la Commission élus par le Parlement européen

Ayant proposé un nouveau processus d'élection du Président de la Commission, il semble tout à fait cohérent de réformer en conséquence le reste de la Commission. En outre, l'actuelle Procédure de nomination des Commissaires, réglementée par l'Art. 17(7) TUE, est extrêmement longue et fastidieuse, avec un interminable va-et-vient entre le Conseil et le Parlement sur 3 séances de vote et au total 5 étapes d'approbation mutuelle, et par conséquent demande une réforme.

Nous proposons par conséquent une **nouvelle procédure de nomination des Commissaires**, visant à atteindre les mêmes objectifs que ceux indiqués pour l'élection du Président : accroître la légitimité et l'équilibre institutionnel, simplifier un processus fastidieux, optimiser les coûts monétaires, bureaucratiques et de temps, et disposer d'une nouvelle Commission qui soit opérationnelle dès que possible.

Nous proposons que les Commissaires ne soient plus simplement désignés par le Président élu et, en conséquence, soient soumis dans leur ensemble à l'approbation parlementaire, mais qu'ils soient approuvés et nommés individuellement à travers **une élection au Parlement européen**.

Nous détaillons ci-après les grandes lignes du déroulement de ce nouveau processus électoral.

Tout d'abord, le Président élu présentera sa liste de Commissaires *in pectore*. À ce propos nous suggérons ce qui suit : en sélectionnant chaque Commissaire représentant un EM donné<sup>30</sup>, le Président élu sera **encouragé** mais non

---

<sup>30</sup> Notons qu'un tel processus peut s'appliquer soit à une Commission de 27 membres, comme c'est le cas actuellement, soit à une Commission de

contraint à indiquer un profil qui soit ***raisonnablement aligné sur le groupe européen de partis qui a obtenu la majorité de voix dans cet EM*** lors des élections au PE.

Il y a des implications importantes en matière de représentativité, de légitimité, de transparence, d'équilibre institutionnel et de diversité politique. D'une part, une telle forme de sélection apporterait un élément supplémentaire de représentation (indirecte) de l'alignement politique déjà exprimé dans le vote lors des élections au PE, et cela produirait une configuration idéologique de la Commission qui refléterait en partie celle du Parlement (qui est en fait élu directement)<sup>31</sup>. Cela permettrait également d'éviter des « politiques d'arrière-boutique » ou des soutiens intéressés sous couvert de l'EUCO. En outre, la possibilité que le Président puisse se retrouver à travailler avec des Commissaires qui ne relèvent pas uniquement de son choix mais viennent d'alignements et de contextes politiques différents, ouvre des perspectives de nouveaux scénarios de collaboration et de marchandage constructifs au sein de la propre Commission. D'autre part, il faut souligner que « vivement encouragé » ne signifie pas « contraint ». Par conséquent, le Président élu a toute liberté de s'écarter de cette ligne directrice en fonction des circonstances – par exemple, en désignant des Commissaires plus « techniques » ou en évitant des profils qui pourraient s'avérer trop extrémistes, dérangeants ou en forte

---

taille réduite, tel que proposé dans la section 2.3. du présent Rapport, où le principe d'« un Commissaire par EM » ne serait plus applicable. Voilà pourquoi le lien entre les Commissaires et les EM serait considéré comme moins contraignant par rapport au dispositif actuel.

<sup>31</sup> Il importe de souligner que la procédure de nomination proposée renforcerait le rôle du Parlement européen, rehaussant ainsi l'équilibre démocratique au sein du système institutionnel de l'UE. En fait le Parlement européen aurait le pouvoir d'élire la Commission ainsi que celui de voter une motion de censure de la même Commission (cf. Art. 17(8) UE).

discordance avec l'orientation générale qu'il a l'intention d'imprimer à la Commission à l'avenir.

En second lieu, les candidats pressentis seront soumis au **processus de vérification et de contrôle** déjà préétabli par les comités parlementaires dans leurs domaines respectifs de responsabilité<sup>32</sup>. Il faut ajouter à cet égard qu'une appréciation négative de la part de ces comités entraînerait immédiatement la révocation de la participation d'un candidat à la course – ce qui n'est pas actuellement le cas.

En troisième lieu, les candidats déclarés aptes par le processus de vérification et de contrôle seront soumis individuellement à un vote à deux tours au Parlement. Les parlementaires de tous les EM seront appelés à donner leur avis sur l'aptitude de chaque candidat pour occuper un tel poste. Pour chacun d'entre eux, le seuil pour passer au second tour sera la **majorité qualifiée** de voix favorables.

Le premier tour permettrait d'écarter les profils qui s'avèrent trop extrémistes ou controversés, en gardant seulement ceux qui recueillent l'approbation d'un nombre cohérent de voix, soit à travers le soutien d'un Eurogroupe compact, soit en faisant appel à différents groupes à travers un droit de vote intersectoriel. Lors du second tour, les candidats qui atteindront le seuil de la majorité qualifiée et obtiendront le plus grand nombre de voix favorables seront élus Commissaires.

Comme déjà indiqué dans l'introduction, en vue d'alléger et de simplifier le processus, d'optimiser les coûts et de rendre la nouvelle Commission opérationnelle dès que possible, aucun autre tour de vote en vue de la nomination ne sera plus nécessaire dans d'autres institutions<sup>33</sup>.

---

<sup>32</sup> Cf. Règlement 125 du Règlement intérieur du PE.

<sup>33</sup> L'EUCO resterait en marge par rapport au processus actuel puisqu'après l'élection de tous les Commissaires par le Parlement, aucun autre vote supplémentaire ne serait nécessaire pour leur nomination. Toutefois, les

La mise en œuvre de cette nouvelle procédure de nomination des membres de la Commission et sa subséquente inscription dans le droit nécessiteront une révision de la base juridique concernée, en particulier du second<sup>34</sup> et du troisième<sup>35</sup> sous-paragraphes de l'Art. 17(7) TUE.

### 2.3 Une Commission de taille plus réduite

Dans le même ordre d'idées des deux propositions précédentes et de leurs objectifs communs, notre troisième proposition envisage la possibilité de réduire la taille de la Commission.

Le fondement juridique de ce scénario figure déjà dans le TUE : en fait, l'Art.17(5) permet que le nombre de Commissaires « corresponde aux *deux tiers du nombre d'États Membres*, à moins que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, ne décide de modifier ce nombre. » Jusqu'à ce jour, un vote du Conseil a en fait maintenu le nombre de Commissaires à 27, mais la possibilité d'un changement existe.

En fait, nous remarquons que, presque trente ans après le TUE, **le principe « un Commissaire par État Membre »** pourrait, non seulement être **dépassé**, mais même constituer

---

intérêts de l'EUCO seraient représentés dans la mesure où le Président aurait été élu au Parlement à la majorité qualifiée (cf. proposition énoncée au chapitre 2.1 du présent Rapport).

<sup>34</sup> Reformulation proposée de l'Art. 17(7) TUE, second sous-paragraphes : *Compte tenu des élections tenues au Parlement européen, le Président élu présentera la liste des autres personnes qu'il propose comme membres de la Commission. Ceux-ci seront sélectionnés, sur la base des suggestions énoncées par les États membres, conformément aux critères établis au paragraphe 3, second sous-paragraphes, et au paragraphe 5, second sous-paragraphes.*

<sup>35</sup> Reformulation proposée de l'Art. 17 (7) TUE, troisième sous-paragraphes : *Le Président, le Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et les autres membres de la Commission seront élus individuellement par le Parlement européen. Chaque membre de la Commission sera élu par le Parlement européen sur la base de deux tours, à la majorité qualifiée de voix.*

un **obstacle** pour avoir une Commission qui (1) fonctionne plus efficacement et (2) soit moins liée aux intérêts nationaux et davantage à ceux de l'UE dans son ensemble, avec une véritable vision supranationale.

Sous la présidence Juncker, nous avons noté tout d'abord comment des Vice-Présidents détenant des portefeuilles transversaux et des compétences renforcées finissaient par éclipser ou marginaliser certains Commissaires. Cela laisse entendre que 27 membres étaient plus qu'il ne fallait pour que la Commission accomplisse convenablement sa tâche, et appuie l'idée qu'une Commission de taille plus réduite pourrait **fonctionner beaucoup plus efficacement** et permettre de considérables économies de coûts. Par ailleurs, tout en reconnaissant que le fait d'être représenté dans la Commission est une manière de respecter la souveraineté de chaque État membre et le principe d'égalité et de participation équitable dans le processus exécutif de l'UE, une Commission de taille plus réduite où un poste pour chaque EM n'est plus donné comme acquis serait un message clair adressé aux EM, indiquant aux Commissaires qu'ils **sont tenus de faire passer les intérêts de l'UE avant leurs propres intérêts nationaux** – adoptant ainsi une véritable approche supranationale.

Toutefois, une Commission de taille plus réduite devrait toujours chercher à refléter la diversité démographique et géographique de l'UE. À cet égard, nous suggérons un certain nombre de **critères contraignants**<sup>36</sup> en vue d'assurer la sélection d'un ensemble de Commissaires **géographiquement et démographiquement diversifiés** :

1. conformément à l'Art. 17(5) TUE, un nombre réduit de Commissaires devrait correspondre aux deux tiers des États membres, soit 18.

---

<sup>36</sup> Au-delà de ces critères, nous réitérons que les Commissaires devraient être nommés conformément au processus détaillé au chapitre 2.2. du présent Rapport.

2. un EM donné ne disposera au maximum que d'un Commissaire.
3. un EM devrait avoir un de ses ressortissants siégeant au moins dans une Commission sur 3.
4. il est nécessaire de mettre en place une réglementation relative à la représentativité en matière d'égalité des genres.

Alors que les propositions susvisées pourraient être interprétées comme reflétant le discours selon lequel les Commissaires sont des représentants de leur État, ce n'est pas là l'intention des Traités ni des auteurs du présent Rapport. Nous répétons que les Commissaires doivent être sélectionnés exclusivement sur la base de critères de compétence, d'engagement et d'indépendance<sup>37</sup>, et qu'ils doivent représenter les intérêts de l'UE au-delà de leurs propres intérêts nationaux.

Globalement, nous espérons que cette proposition :

1. pourra développer un sentiment européen, une identité et la cohésion d'intérêts au sein de la Commission.
2. améliorera la cohésion dans son ensemble, la légitimité et l'efficacité dans la poursuite d'objectifs partagés.
3. favorisera une meilleure compréhension et l'acceptation d'un niveau supranational des politiques.

#### *2.4 Des listes communes de groupes européens au niveau national.*

Nous souhaitons enfin proposer une réforme du Parlement européen, une institution fondamentale où sont mises en pratique la participation politique et la représentativité au sein de l'UE, puisque c'est la seule qui est élue au suffrage universel direct.

Actuellement, le système électoral du PE se base sur un certain nombre de groupes européens qui associent sous

---

<sup>37</sup> Cf. Art. 17(3) et 17(5) TUE, et Art. 244 TFUE.

leur bannière des partis nationaux. Les candidats de ces partis nationaux se présentent aux élections du PE et, une fois élus, convergent dans des groupes européens au sein du Parlement.<sup>38</sup>

Toutefois, un tel système présente quelques inconvénients significatifs.

Tout d'abord, il va très probablement **influencer le choix électoral** des citoyens *ex ante* : en effet, les citoyens ayant un alignement partisan fortement ancré au niveau national vont très probablement voter « automatiquement » pour le même parti aux élections européennes, même sans connaître la plateforme de leur politique européenne<sup>39</sup> ou sans savoir à quel groupe ils appartiennent au sein du PE.

Ensuite, il est également fort probable qu'une fois sur la table du PE, la plateforme de politique européenne annoncée par les partis au cours de leurs campagnes soit réorientée ou modifiée, entraînant un décalage de temps aux yeux des électeurs qui pourraient ne pas se sentir **représentés**.

Un autre point particulièrement prépondérant aujourd'hui est que souvent la plateforme de politique européenne d'un parti national est mise en arrière-plan par rapport à la plateforme nationale – ou, pire encore, se voit **simplifiée à outrance et manipulée** afin de gagner plus d'approbation et de soutien au niveau local. En fait, depuis 1980 de nombreuses élections européennes se sont déroulées autour de questions nationales et ont été utilisées par les électeurs pour punir leurs gouvernements à moyen terme. Ceci conduit au

---

<sup>38</sup> Les principales réglementations gérant les partis politiques au niveau européen sont actuellement établies dans les Art. 10 (4)TUE, Art. 224 TFUE et dans la Règle 33 du Règlement intérieur.

<sup>39</sup> Ceci n'implique pas que les plateformes de politique européenne et nationale d'un parti puissent être de nature radicalement différente, mais simplement que les problèmes abordés au PE pourraient ne pas être les mêmes, et auraient sûrement une portée plus large que ceux qui ont le plus d'importance au seul niveau national.



déclin des élections du PE qui deviennent des élections nationales de second rang et un instrument de punition.

En vue de combattre ces inconvénients, nous proposons l'adoption de « **listes communes de groupes européens** » au niveau national des élections au PE.

Cette proposition implique tout d'abord la création d'un mécanisme selon lequel un parti local devrait, avant l'élection européenne, indiquer s'il se présentera **associé ou non à un groupe du PE**. Un parti/MPE déjà affilié à un groupe PE dans l'actuelle législature sera obligé de se présenter sur la liste de ce groupe pour l'élection suivante, à moins qu'il ne décide d'abandonner le groupe.

Il en résulte que les élus d'un parti affilié finiront par représenter ledit groupe au Parlement, tandis que les partis non affiliés ne feront pas partie d'un groupe au sein du PE. Toutefois, il serait toujours possible à un élu non affilié de rejoindre un groupe ultérieurement à l'élection <sup>40</sup>.

Pour les électeurs, la principale différence se trouverait dans leur **bulletin de vote**. Un parti affilié à un groupe du PE verra ses candidats figurer sur la liste du groupe. En outre, le bulletin ne portera pas l'emblème et les couleurs du parti local mais ceux du groupe parlementaire européen.

Les avantages d'un tel système seraient multiples.

Tout d'abord, il renforcerait la visibilité des groupes du PE au niveau national. Les citoyens seraient appelés à choisir un candidat qui, à partir du lancement de la campagne électorale, est immédiatement associé à un groupe PE

---

<sup>40</sup> Par exemple, le parti X en France fait savoir avant l'élection qu'il s'associe au groupe Y du PE. Les candidats de ce parti se présenteront donc à l'élection sous la bannière du groupe Y, et leurs électeurs devront directement voter pour le groupe Y du PE. Au contraire, le parti B en Italie pourrait n'être affilié à aucun groupe du PE. Dans ce cas les candidats du parti B se présenteront simplement à l'élection sous la bannière du parti B.

spécifique et à sa plateforme. En outre, comme déjà signalé, le bulletin de vote ne portera pas l’emblème et les couleurs du parti local mais ceux du groupe parlementaire européen. Ceci entraînerait une attention accrue des électeurs vis-à-vis des plateformes et des idées des groupes PE, et mettrait en relief un lien plus direct entre le choix électoral et ses conséquences sur les institutions européennes.

Une conséquence immédiate serait que le **débat politique basculerait** du niveau national au niveau européen. Ceci devrait encourager les partis nationaux à consacrer plus d’espace et à mettre l’accent sur le niveau européen de la politique, puisque s’en remettre exclusivement à la sphère locale ne serait plus suffisamment attractif pour les électeurs. Ainsi pourrait être éliminé le problème récurrent des élections européennes qui sont reléguées souvent sous la bannière des affaires politiques locales, privant ainsi les électeurs d’un véritable débat sur les affaires européennes.

Pour les raisons susvisées, il faut s’attendre à ce qu’une « liste européenne commune » puisse **favoriser une institutionnalisation des groupes du PE**, ce qui permettrait d’améliorer des dynamiques transnationales entre forces politiques européennes.

Enfin, cette proposition vise à **renforcer la légitimité et le mandat politique des parlementaires européens, grâce** aux changements de dynamiques indiqués ci-dessus <sup>41</sup>.

### **3. Défi du COVID**

La pandémie du COVID-19 a été un choc majeur pour l’économie européenne et mondiale, et a mis en relief le défi de protéger la santé des citoyens européens tout en évitant de porter atteinte aux libertés fondamentales du Marché unique. L’Europe a subi une baisse de la consommation et

---

<sup>41</sup> Le rôle des Groupes européens de partis serait en fait plus conforme aux principes démocratiques établis dans l’Art.10(4) TUE et dans l’Art. 12 (2) de la Charte des droits fondamentaux de l’UE.

une interruption des chaînes d'approvisionnement en raison de l'absence de coordination des mesures de contrôle aux frontières, et ceci a provoqué un impact négatif considérable sur l'économie des États membres. La crise du COVID est une bonne illustration des défis que doit relever l'Europe en matière d'intégration, de gestion des crises, de pertinence et de résilience des institutions européennes. Elle soulève également la question **de la solidarité et de la coopération sincère** (Art. 4(3) TUE) dans le processus de prise de décisions.

La première valeur à laquelle il faudrait penser en temps de crise devrait être la **solidarité**. Toutefois, lors de la première vague de la pandémie du COVID qui a frappé l'Europe, il y a eu un manque flagrant de solidarité à l'égard du pays le plus touché, l'Italie. Malheureusement, les pays européens étaient tellement occupés par leurs propres situations qu'ils n'étaient pas en mesure de se tourner vers d'autres membres de l'UE. L'Italie fut surtout aidée par des pays non européens sous forme d'envoi de masques et de matériel médical. Bien évidemment, aucun membre de l'UE n'était suffisamment préparé pour faire face à une pandémie d'une telle dimension sur son territoire, il était donc difficile de prendre en charge la situation dans d'autres pays. Il y a eu, en termes de soutien logistique, un échec manifeste de l'UE au début de la crise. Dans un premier temps, la solidarité européenne s'est surtout manifestée sous forme de campagnes dans les médias sociaux plutôt que par des actions concrètes. En vérité, durant la première phase de la pandémie il n'y a eu aucune réponse commune de l'UE face à la crise et les États membres ont manqué de coordination.

Notre proposition est centrée sur trois éléments. Tout d'abord, étant donné l'importance capitale de protéger le marché commun d'un choc exogène d'une telle ampleur, nous mettons en avant la nécessité de protéger l'activité économique transfrontalière. En effet, toutes les analyses disponibles indiquent que le démantèlement du marché

intérieur entraînerait des pertes économiques allant du 3.0% au 8.7% du PIB de l'UE ; en second lieu, tirant des leçons du choc en matière d'approvisionnement provoqué par la première vague de la pandémie, nous voyons qu'il est nécessaire de mettre en place une **coordination et une coopération** entre les institutions et les EM, non seulement pour remédier aux effets des chocs à venir, mais tout d'abord pour les prévenir. Enfin, sur la base de ce qu'a démontré la gestion de la crise de 2008, nous estimons que la **reprise est une chance** que l'UE doit saisir pour adopter un modèle plus vert et plus durable à l'avenir.

## PROPOSITIONS

### *3.1 Un laissez-passer pour les travailleurs transfrontaliers*

Depuis le début de la pandémie, les États membres ont adopté des mesures pour protéger la santé publique, différentes selon la situation dans chaque pays. Certaines décisions, telles que l'introduction d'un contrôle aux frontières intérieures ou des restrictions aux déplacements entre pays de l'UE, ont eu un effet considérable sur la liberté de circulation. La fermeture des frontières, menée précipitamment et sans coordination, a eu plus d'impact sur certains États membres que sur d'autres, en particulier sur ceux qui dépendent fortement des transferts d'argent des travailleurs transfrontaliers. Les nouvelles restrictions aux déplacements empêchaient les travailleurs de rejoindre leur lieu de travail ou de résidence dans un autre État membre, mais, la santé publique étant en jeu, ceci n'était pas considéré comme une violation de la libre circulation des travailleurs, d'après les directives de l'UE. Toutefois, celle-ci a été critiquée pour avoir maintenu de manière irrégulière, sur le plan national, les droits de libre circulation de certains travailleurs, et pour avoir échoué à protéger les travailleurs à forte mobilité durant la pandémie. Non seulement pour avoir procédé avec retard à la fermeture des frontières, mais également pour ne pas avoir réglementé des environnements

de travail de plus en plus dangereux et pour l'absence d'un système de protection de sécurité sociale pour les travailleurs.

Face à cette **hétérogénéité**, l'Union Européenne a adopté **diverses mesures en vue d'élaborer une approche coordonnée, telles que « Re-Open UE »**<sup>42</sup>, une plateforme en ligne présentant des informations clés sur le rétablissement de la libre circulation et la revitalisation du tourisme dans des conditions sûres. En outre, le Conseil a adopté une recommandation pour une approche coordonnée des restrictions à la libre circulation. Toutefois, pour le moment, l'Union Européenne doit encore renforcer son **cadre commun sur les déplacements**, notamment pour les personnes obligées de traverser les frontières malgré la pandémie, comme c'est le cas des travailleurs. Afin de faciliter cette démarche, un registre spécifique pourrait être ouvert, sur lequel les personnes concernées indiqueraient leur identité et le motif de leurs déplacements à répétition, en joignant un certificat de leur employeur justifiant la situation, et en précisant également le poste frontalier emprunté. Sur la base de ces informations un laissez-passer, numérique ou sur papier, pourrait leur être délivré. Il serait alors nécessaire que les douanes prévoient un point de contrôle réservé aux détenteurs de ce laissez-passer, afin de fluidifier le passage des personnes appelées à franchir régulièrement les frontières intra-européennes. Cette proposition de « laissez-passer pour les travailleurs transfrontaliers » se base sur un échange d'informations entre travailleurs, employeurs et services douaniers, géré au niveau européen. Ceci permettra à l'Union de renforcer la coordination en termes de liberté de circulation durant la pandémie, tout en garantissant la poursuite optimale de ses activités économiques et le fonctionnement inaltéré du marché intérieur.

---

<sup>42</sup> Voir [https:// reopen.europa.eu/](https://reopen.europa.eu/)

### *3.2 Un mécanisme d'approvisionnement pour l'Union Européenne de la santé.*

La pandémie a démontré que la coopération est le fondement de la résilience. Ce concept ne doit pas tomber dans l'oubli, car il sera essentiel en vue de se préparer pour les énormes défis qui nous attendent à l'avenir. C'est pourquoi la Commission a lancé un projet monumental, l'Union Européenne de la santé<sup>43</sup>, composé de trois initiatives visant à développer des mesures de réponse aux crises, à renforcer la recherche en matière de médicaments de pointe et à guérir le cancer. Toutefois, nous ne devons pas simplement chercher à combattre les maladies mais également à les prévenir de manière proactive. Pour cela, il est nécessaire de s'attaquer à la dépendance de l'Union envers certains pays par rapport à l'approvisionnement de médicaments génériques, consommés chaque jour par des millions de citoyens.

C'est pourquoi nous proposons un mécanisme d'approvisionnement pour les médicaments fonctionnant sur le modèle du Marché public écologique<sup>44</sup>, un accord visant à améliorer l'efficacité dans l'utilisation des ressources et à stimuler l'innovation. Dans un mécanisme de marché public, de multiples fournisseurs (agences nationales) coopèrent afin de définir des caractéristiques communes pour les appels d'offres (spécifications, producteurs, etc.), avec la possibilité d'adapter chaque offre aux besoins spécifiques du pays. Les avantages d'un groupe d'achats sont multiples, notamment la possibilité de renforcer le pouvoir de marché de l'UE, d'harmoniser et de normaliser les approvisionnements, stimulant ainsi la coopération

---

<sup>43</sup> Commission européenne (2021). « Construire une Union européenne de la santé : Renforcer la résilience de l'UE face aux menaces pour la santé transfrontalière. » COM(2021) 724 final <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020 DC0724&from=EN>

<sup>44</sup> Voir [https://ec.europa.eu/environment/gpp/index\\_en.htm](https://ec.europa.eu/environment/gpp/index_en.htm)

transfrontalière.

L'élargissement de l'actuel Programme d'achats conjoints (pour les vaccins SARS- CoV-2) n'apporterait pas aux États membres la flexibilité nécessaire, et entraînerait à nouveau de nombreuses difficultés. En revanche, la mise en place d'un mécanisme de Marché public parallèle permettrait aux pays de bénéficier d'un plus grand effet de levier sur les marchés mondiaux des médicaments génériques, en obtenant des contrats dans les conditions les plus avantageuses et en garantissant aux citoyens européens une couverture sanitaire plus effective et efficace. En proposant un Marché parallèle pour les médicaments génériques, en complément des mesures déjà proposées par la Commission, l'UE pourrait renforcer son système de santé publique, tout en devenant un leader dans la prévention des maladies.

### *3.3 Une stimulation fiscale durable et rapide pour la reprise économique*

Dans la foulée de la grande récession, les gouvernements ont injecté des milliards dans le système financier, mais ont échoué à diriger cette liquidité vers des opportunités d'investissements plus importants. En revanche, la majeure partie de cette enveloppe est restée dans le secteur financier, laissant les citoyens de l'UE livrés à la même économie à forte intensité de carbone. Certains pays, toutefois, ont choisi de déployer différemment les ressources économiques : un exemple vertueux est celui de la France, qui a investi plus de €400 millions en entretien routier et a accéléré la mise en œuvre d'un programme de modernisation du réseau routier. Ce dont l'UE a le plus besoin, aujourd'hui et demain, c'est cette vision à long terme démontrée par la France au moment opportun. Ils continuent à ce jour sur cette lancée en accordant aux secteurs automobile et de l'aviation des plans de sauvetage financier conditionnés par une réduction des émissions de carbone par kilomètre-passager au plus tard en 2030 (pour les vols internes la date butoir est 2024) ; le

gouvernement danois leur a emboîté le pas en refusant le sauvetage financier d'entreprises exploitant des paradis fiscaux offshore. En contrebalançant de cette manière le choc négatif de la pandémie, **l'UE a désormais l'opportunité d'accélérer le basculement vers une stratégie d'investissements plus responsable et plus conviviale en matière d'environnement**, en guise de moteur de sa reprise économique<sup>45</sup>.

En outre, en vue d'optimiser la reprise économique, la lutte contre l'épidémie de COVID-19 doit rester la priorité des objectifs stratégiques, sans se voir limitée par la nécessité de contenir l'augmentation des dettes nationales. Bien que les politiques visant à rétablir l'économie en combattant activement le virus entraînent immédiatement une hausse du ratio d'endettement, l'inaction provoquerait la perte d'une grande partie de la capacité de production, et donc la destruction d'une part substantielle de l'assiette fiscale et de la colonne vertébrale de l'économie européenne. Par conséquent, en vue d'allouer les ressources économiques le plus efficacement possible, il est nécessaire de créer une procédure de solvabilité qui permette de déterminer quelles sont les compagnies sans liquidités mais solvables, et lesquelles sont insolvables. Une aide et des prêts devraient généralement pouvoir être consentis aux firmes dépourvues de liquidités pour les aider à surmonter l'impact de la crise. En revanche, l'UE ne devrait pas octroyer de nouveaux prêts aux organisations insolvables ni participer à leur capital social, mais devrait plutôt se servir de ces instruments pour atténuer l'impact négatif subi par les employés de ces compagnies. Une telle approche devrait maximiser la valeur générée par le plan de relance, en faisant de la crise le point de basculement pour créer une Union plus résiliente et plus juste.

---

<sup>45</sup> Institut de l'économie pour le climat, novembre 2020



#### 4. Défi économique

Bien que l'Europe soit une des régions les plus prospères du monde, son économie a subi des pressions multiples ces derniers temps. À l'avenir, afin de combler les lacunes qui freinent le potentiel économique européen, le défi consistera à améliorer l'efficacité de la gouvernance économique de l'UE en mettant pleinement en œuvre les efforts de réforme entrepris au fil des ans.

Les actuelles conditions économiques avec de faibles taux d'intérêt et d'inflation ne permettent pas que la politique monétaire puisse atteindre ses objectifs, puisqu'elles imposent des limites à l'efficacité des interventions traditionnelles telles que la baisse des taux d'intérêt. Pour échapper au piège, une plus grande intégration des politiques fiscales pourrait être nécessaire. Un système d'imposition commun et efficace aurait la capacité adéquate permettant de produire des revenus fiables pour planifier des objectifs de durabilité fiscale à long terme. Jusqu'en 2019, des paquets législatifs tels que le « two-pack » et le « six-pack » prévoyaient la surveillance des dépenses et la réduction de la dette, et avaient mis en place des instruments de supervision, mais ils n'ont pas réussi à stimuler une approche systématique en matière de planification fiscale.

Il semble toutefois que le programme *Next Generation EU* pourrait être le point de basculement qui ouvrirait de nouvelles voies vers une dette commune permanente. Avec l'avènement de la pandémie mondiale, les institutions de l'UE ont été obligées de donner une réponse effective et immédiate en vue d'assurer une nouvelle fois l'intégrité du marché européen. L'instrument temporaire SURE (Soutien pour atténuer les risques de chômage en cas de crise) a été mis en œuvre le 22 septembre 2020, avec une rapidité inhabituelle pour ce type de décision historique. Une telle mesure radicale était justifiée par la nécessité de préserver les emplois mis à risque par les confinements. En deux mois, 90.3 milliards d'Euros ont été mis à disposition des États

membres, et les bénéficiaires ont été visibles peu de temps après. Les chiffres sur la croissance du PIB des pays bénéficiaires de ces ressources supplémentaires montrent un ralentissement plus modeste en 2020, comparé aux chiffres en chute libre au Royaume-Uni.

L'idée d'une dette européenne commune pour compléter, sans les remplacer, les budgets des EM, fut émise pour la première fois dans les années 1970. En fait, de nombreux articles académiques et des rapports institutionnels estiment que l'union budgétaire et fiscale est une mesure nécessaire pour la mise en œuvre intégrale de l'union économique et monétaire – non seulement pour réduire la fragmentation du marché, mais également pour améliorer le fonctionnement de la monnaie commune. En outre, l'existence d'une dette commune rendrait possible le dépassement de l'inertie systématique en cas de crise, permettant à l'UE de réagir rapidement face aux chocs économiques. La nécessité d'instruments en vue d'une dette commune est apparue clairement lors de la crise financière de 2008, et a de nouveau été mise en relief durant la pandémie. Une solution partielle à ce problème est offerte par le programme *Next Generation EU*, qui est toutefois censé être temporaire.

Comme cela s'est vu lors de la crise de la dette souveraine et plus récemment dans les effets de la pandémie sur l'économie, le fonctionnement de la zone euro en tant qu'espace monétaire n'est pas optimal. Il en résulte que lorsque les États membres ne subissent pas tous un impact de la même ampleur lors de chocs économiques asymétriques, ceux-ci constituent une menace existentielle. Par exemple, deux États membres qui subissent différents niveaux de difficultés économiques peuvent avoir des attentes différenciées à l'égard des politiques de la BCE.

Les transferts financiers peuvent constituer une solution au dilemme, avec des fonds prélevés, soit sur les marchés de capitaux avec un cadre de dette commune, soit à travers l'harmonisation des politiques fiscales des États membres

avec des recettes mises directement à disposition par l'UE. Il faut toutefois tenir compte d'une résistance toujours présente, due à la crainte d'une gestion irresponsable des finances publiques. Le présent rapport recommande plus de solidarité et de confiance entre les États membres, ainsi qu'un renouveau de la coopération économique et fiscale.

## PROPOSITIONS

### *4.1 Dette commune et budget UE*

En vue de renforcer la résilience de l'UE lors des crises, **il serait nécessaire de faire de la dette commune** un outil permanent. L'existence d'un outil permanent rendrait l'action de l'UE plus ponctuelle et par conséquent plus efficace en cas de chocs économiques et financiers. Ainsi la stabilité de la zone euro ne serait pas mise en péril par un défaut de paiement de la dette de la part des EM. L'instrument de dette permanente permettrait aux EM d'économiser les charges d'intérêts grâce à des obligations AAA communes, outre l'émission de valeurs mobilières nationales. Par ailleurs, des obligations européennes pourraient être utilisées pour alléger la pression exercée sur les dettes nationales et pour financer la reprise économique après de futures crises.

Sur le mode de fonctionnement du programme *Next Generation EU*, l'émission de fonds collectés à travers la Dette commune européenne devrait être conditionnée par un protocole d'entente qui soumettrait les EM à un processus de suivi placé sous contrôle de la Commission. Les fonds collectés à travers la dette commune devraient être exclusivement accordés à des projets qui accomplissent des externalités positives à l'échelle de toute l'UE, générant ainsi une valeur ajoutée européenne. L'importance d'acquis européens conjoints a déjà été soulignée en 2014 par le Groupe de haut niveau sur les ressources propres, présidé par l'ancien Premier ministre italien Mario Monti, président de l'Université Bocconi.

L'introduction d'une dette commune devrait être accompagnée d'une réforme du budget de l'UE car il s'agirait d'une violation du principe d'équilibre. En ce qui concerne le budget de l'UE, nous proposons que les décisions relatives aux plafonds de dépenses fixées par le Cadre financier pluriannuel soient prises par le Conseil de l'UE sur la base d'un vote à la majorité qualifiée (VMQ), plutôt qu'à travers l'actuelle procédure d'unanimité. En fait la règle de l'unanimité est une procédure abusive au moment d'enregistrer des dépenses entre les 27 États membres, car elle entraîne systématiquement une impasse dans la procédure de prise de décision. D'autre part, outre le VMQ, une majorité simple au Parlement européen serait également nécessaire en vue de l'approbation.

#### *4.2 Fiscalité commune et harmonisation fiscale*

L'importance d'une imposition commune au niveau de l'UE est double : d'une part, l'imposition commune implique l'introduction de nouveaux impôts établis par les institutions de l'UE et collectés directement par les autorités européennes sans passer par des intermédiaires nationaux (par exemple les ressources propres du budget UE). D'autre part, cela signifie favoriser l'harmonisation fiscale des différentes réglementations nationales, un point sur lequel nous reviendrons ci-après. En ce qui concerne de nouvelles ressources propres, le Conseil a décidé, dans le cadre du programme *Next generation EU*, de mettre en place un impôt sur les plastiques, entré en vigueur depuis janvier 2021. En outre, le Conseil a invité le Parlement UE à proposer des initiatives similaires, telles qu'un impôt sur le carbone et une taxe sur le numérique.

Alors que l'impôt sur les plastiques concernera les emballages de plastique non recyclé à un taux de 80 Euros/kg, un impôt sur le carbone introduirait un quota fixe par tonne d'émission. Enfin, une taxe sur le numérique permettrait de prélever efficacement sur les énormes profits générés par les activités numériques des grandes

compagnies de haute technologie qui opèrent en Europe, telles que Google et Amazon, qu'il est impossible de taxer efficacement avec l'actuel système fiscal, basé sur le principe de l'établissement permanent.

Il est crucial de souligner l'importance **d'accompagner ces nouvelles ressources propres de programmes d'investissements actifs reposant sur la même logique à long terme**. En fait, afin d'éviter un simple impact régressif sur le secteur privé, des programmes d'incitation « verte » et des plans innovants devraient être mis en œuvre à travers des procédures de réinvestissement des taxes. À la différence des aides liées aux activités « vertes » prévues dans le « Plan de relance », qui sont projetées par les États membres, ces fonds seraient directement émis par la Commission de l'UE au **bénéfice de start-ups capables de mettre en œuvre des modèles d'entreprises durables et innovatrices**. L'objectif visé en combinant les taxes et l'incitation est de concevoir une nouvelle économie durable, en encourageant le lancement d'entreprises numériques européennes chefs de file, potentiellement capables de concurrencer les sociétés américaines.

Conformément à l'article 113 TFUE, le Conseil, à travers une procédure législative spéciale et après avoir consulté le Parlement européen et le Comité économique et social, peut adopter des dispositions en vue de l'harmonisation de la législation relative à l'imposition. D'une part, ces dispositions sont nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du marché intérieur, non seulement en évitant les distorsions résultant de la concurrence, mais également en garantissant aux individus et aux entreprises qu'ils ne rencontreront pas d'obstacles au moment d'engager des activités économiques transfrontalières. D'autre part, une coopération renforcée est nécessaire pour combattre des enjeux collectifs tels que l'évasion fiscale et les paradis fiscaux.

Bien que beaucoup ait déjà été fait pour susciter l'harmonisation dans ce domaine et traiter les questions

susvisées, de fortes divergences en matière d'imposition des recettes (en particulier celles des entreprises) continuent à affecter le bon fonctionnement du Marché Commun : par exemple, les États membres sont libres d'appliquer des régimes d'imposition particulièrement favorables en vue d'attirer des investissements, ou d'inciter les sociétés à transférer fictivement des bénéfices d'un pays à un autre. En outre, les petits pays bénéficient de faibles taux d'imposition sur les recettes : en fait, la fréquence de ces pratiques semble indiquer la non-prise en compte de la perte de revenus résultant du taux légal appliqué.

En conclusion, il est nécessaire de promouvoir un **Cadre fiscal européen commun**, afin d'accroître la coordination fiscale au niveau national à travers des objectifs et des directives communes. Ce cadre devrait être principalement centré sur la manière de susciter **une imposition plus uniforme des revenus**, afin de créer des règles du jeu véritablement équitables en matière d'imposition.

## 5. Défi environnemental

L'importance du défi environnemental est montée en flèche au cours des dernières décennies en raison de la fréquence accrue d'évènements climatiques extrêmes et de la dégradation progressive des habitats et de la biodiversité. La pandémie du COVID-19 a mis en relief, l'étroite relation existant entre l'homme et la nature, et combien leur impact mutuel peut être préjudiciable. Des mouvements sociaux à travers le monde, principalement impulsés par l'appel de Greta Thunberg, ont également démontré comment les jeunes sont en train de faire entendre leurs voix en demandant davantage de solutions immédiates et concrètes pour un avenir meilleur

Le passage vers un progrès plus durable doit être un point central dans l'ordre du jour européen. Dès les premiers jours de sa prise de fonctions, la Présidente von der Leyen a illustré à quel point le changement climatique serait en

première ligne dans son agenda. Les Orientations politiques 2019-2024<sup>46</sup> soulignent l'ambition de l'Europe d'être le premier continent neutre sur le plan climatique à l'horizon 2050. Toutefois, pour y parvenir nous devons, en tant qu'Européens, chercher à atteindre d'ici 2030 les Objectifs de développement durable des Nations Unies. Le rapport Eurostat 2020 a montré que, au bout de cinq ans, de bons résultats sont visibles concernant l'Objectif n°11 qui prône des villes durables et résilientes, et l'Objectif n°7 demandant une énergie non polluante à prix abordable. Mais en ce qui concerne l'Action sur le climat (Objectif n° 13) et la Vie sur la terre (Objectif n°15), l'UE n'a pas suffisamment progressé et cela demandera davantage d'initiatives et de ressources<sup>47</sup>. Le Pacte vert pour l'Europe, l'ambitieux paquet de mesures présenté par la Commission européenne en décembre 2019, œuvre pour inverser les actions peu efficaces menées au cours des cinq dernières années en matière de politique sur le climat, et pour accélérer les progrès en la matière.

Avec le Pacte vert pour l'Europe, l'UE peut se positionner en qualité de leader mondial dans la lutte contre le changement climatique, en inscrivant dans le droit de l'Union l'objectif de parvenir à la neutralité climatique à l'horizon 2050.

Nous reconnaissons par conséquent la nécessité de la vision et du cadre ambitieux que la Commission Européenne et plusieurs États membres portent fièrement en avant, mais nous voulons en même temps être réalistes, en soulignant les discordances internes et l'absence d'une direction claire

---

<sup>46</sup> Extrait de [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/political-guidelines-next-commission\\_en\\_0.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/political-guidelines-next-commission_en_0.pdf)<sup>47</sup> Eurostat (2020). *Développement durable dans l'Union européenne. Rapport de suivi des progrès vers les ODD dans le contexte de l'UE.*

<sup>47</sup> 4<sup>e</sup> éd. Extrait

de <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/11011074/KS-02-20-202-EN-N.pdf/334a8cfe-636a-bb8a-294a-73a052882f7f?t=1592994779000>

de l'Union Européenne en vue d'actions concrètes et sérieuses sur le climat.

## PROPOSITIONS

### *5.1 Privilégier les preuves scientifiques*

Les preuves scientifiques sur lesquelles se basent les réglementations climatiques constituent un pilier fondamental de ces dernières. Lorsque les pays, lors de l'Accord de Paris sur le climat de 2016, ont pris la décision sans précédent de s'engager à réduire les émissions de gaz à effet de serre, des efforts ont été entrepris en vue de prévenir une hausse des températures moyennes ne dépassant pas plus de 2% du niveau préindustriel. Toutefois, la mise en œuvre a été laissée aux mains des pays à titre individuel, et nombre d'entre eux ont fini par adopter des politiques climatiques limitées après avoir négocié et subi les pressions de groupes d'intérêts spéciaux et d'entreprises. Certains hommes politiques sont en train de jouer contre notre avenir en ne tenant pas compte des avis de la communauté scientifique, et en ne collaborant pas avec elle en vue de promulguer un changement systématique et durable<sup>48</sup>.

L'UE doit être placée en première ligne de la révolution verte et doit rendre les nations responsables des engagements pris lors de l'Accord de Paris. En fait, la Banque européenne d'investissement doit augmenter le montant total du financement consenti aux investissements sur le climat, qui s'élève déjà à un substantiel 25%. En devenant le principal fournisseur mondial de fonds multilatéraux en faveur d'actions sur le climat, et en introduisant des clauses qui conditionneraient les investissements des bénéficiaires, l'UE pourrait encourager les pays à investir dans des modèles économiques neutres en matière climatique.

---

<sup>48</sup> Matthews, A. (2020).



## 5.2 Surmonter l'incohérence des politiques environnementales au sein de l'UE.

L'inquiétude de nombreux Européens augmente à mesure que s'accroît l'urgence des défis relatifs au climat. Malheureusement, étant donné que par définition l'environnement est un problème mondial, le domaine politique est entravé par la nécessité d'une action collective. En outre il semble qu'il y ait un manque de cohérence dans les actions menées par les institutions européennes. Une étude récente<sup>49</sup> a analysé la différence existant entre toutes les déclarations de la Commission européenne concernant l'environnement, et le nombre de politiques plus strictes et innovantes qu'elle propose effectivement en la matière, ainsi que le nombre de mesures adoptées à l'encontre des États membres qui ne respectent pas le droit sur l'environnement de l'UE. Les auteurs signalent que « la dissociation existant entre les déclarations, la décision et l'action permet à l'Union Européenne de maintenir sa réputation d'entrepreneur en politique environnementale, tout en donnant satisfaction à la préférence des États membres pour la reprise économique, au détriment de la réglementation dans ce domaine. »<sup>50</sup> Une vision à court terme semble prévaloir, alors que l'UE pourrait disposer des outils nécessaires pour cibler de nombreux aspects du développement environnemental à long terme.

La Politique agricole commune (PAC), un des rares domaines de compétence exclusive de l'UE, a depuis toujours favorisé la production intensive au détriment de la protection de l'environnement. Des efforts ont été entrepris, allant par exemple du prix de la farine aux paiements découplés, mais il y a encore un manque de politique globale environnementale cohérente et coordonnée dans ce domaine. Par exemple, la PAC n'a pas inclus les défis environnementaux dans ses objectifs initiaux<sup>51</sup>. Toutefois, en

---

<sup>49</sup> Knill (2019) et al. (2020).

<sup>50</sup> *Ibid.*, 363.

<sup>51</sup> Art. 39 TFUE.

2019 une révision de la PAC a permis d'introduire « trois objectifs concernant clairement l'environnement »<sup>52</sup>.

Alors que le bannissement dans l'UE de certains pesticides et autres composants chimiques peut sembler avantageux, de tels choix politiques devraient être accompagnés de mesures permettant d'aider les agriculteurs à pratiquer une agriculture compatible avec l'environnement, au lieu de faire pression sur eux pour qu'ils changent radicalement leur mode de production, alors que de tels processus peuvent durer des années, notamment dans l'agriculture. Il s'ensuit que les agriculteurs ne sont pas satisfaits de l'actuelle situation et protestent depuis des années, récemment encore au sujet des réglementations et de la faiblesse de leurs revenus<sup>53</sup>. Certains auteurs observent que les processus de négociation associés aux réformes de la PAC rendent difficile toute coordination d'une vision à long terme pour l'agriculture en Europe.<sup>54</sup>

Comme l'ont reconnu différentes parties prenantes et différents États membres, par exemple ceux qui appuient l'initiative « Make it work » (Faites que cela fonctionne)<sup>55</sup>, une législation environnementale de l'UE plus cohérente et efficace est nécessaire. En outre, il est clair que seule une intervention multilatérale (en fait, mondiale) dans ce domaine politique peut s'avérer efficace. Compte tenu de l'escalade des effets du changement climatique au cours des années, le moment est venu d'adopter un plan d'action cohérent, coordonné et collectif en vue de s'attaquer à tous les problèmes relatifs aux défis environnementaux.

---

<sup>52</sup> Commission européenne (2019).

<sup>53</sup> Byrne, J. (2019).

<sup>54</sup> Buitenhuis et al. (2020).

<sup>55</sup> Gouvernement des Pays-Bas (2021).

### *5.3 Une meilleure coordination des plans pour la transition énergétique de l'UE*

L'UE a adopté des règles en vue d'aider les États membres dans leur transition énergétique. Le Mécanisme de financement des énergies renouvelables mis en place en 2018 garantit que l'UE atteindra ses objectifs climatiques et énergétiques en 2030.<sup>56</sup> L'UE a depuis lancé le Pacte vert pour l'Europe, une plateforme politique pour combattre le changement climatique et renforcer la transition énergétique. Toutefois, de nombreux pays continuent à investir dans le secteur des combustibles fossiles. Ceci pourrait être dû à l'absence d'une coopération et d'une coordination qui leur permettraient de partager le savoir-faire, la technologie et les meilleures pratiques en vue de parvenir à leur décarbonation individuelle et collective. Cette coopération faciliterait un déploiement d'énergies renouvelables plus efficace en matière de coûts dans les régions de l'UE où la transition est compliquée en termes de ressources naturelles et de pression économique.

Afin d'aider les États membres plus dépendants du charbon à gérer la transition, la Commission européenne devrait renforcer le Règlement UE 2020/1294<sup>57</sup>, qui permet aux pays participants qui se battent pour atteindre leurs objectifs de financer des projets d'énergies renouvelables ailleurs. L'apport d'investissements locaux supplémentaires dans des projets renouvelables aura des retombées positives pour les pays hôtes en matière d'emploi local, de qualité de l'air et de modernisation de leur système énergétique, tout en aidant à réduire leur dépendance vis-à-vis des importations.

---

<sup>56</sup> Voir « Mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'UE ». Disponible sur [https://ec.europa.eu/energy/topics/renewable-energy/eu-renewable-energy-financing-mechanism\\_en](https://ec.europa.eu/energy/topics/renewable-energy/eu-renewable-energy-financing-mechanism_en)

<sup>57</sup> Voir « Mise en œuvre par la Commission du Règlement UE 2020/1294 sur le mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'Union ». Disponible sur [https://eur-lex.europa.eu/eli/reg\\_impl/2020/1294/oj](https://eur-lex.europa.eu/eli/reg_impl/2020/1294/oj)

#### *5.4 Investir dans l'hydrogène propre*

Compte tenu des objectifs ambitieux de la transition énergétique de l'UE, nous admettons qu'il est potentiellement difficile d'y parvenir en raison du manque de coopération et d'une totale responsabilité. Au vu des objectifs tracés par l'Alliance européenne pour un hydrogène propre en mars 2020, dans le cadre de la nouvelle stratégie industrielle européenne, nous soulignons le potentiel de l'hydrogène pour la mise en œuvre en Europe d'un système énergétique rentable et moins polluant<sup>58</sup>.

Conscients des limitations de stockage des énergies renouvelables, qui posent un sérieux problème de perméabilité énergétique dans tous les secteurs et dans les régions reculées de l'Europe, nous demandons d'accroître l'investissement en matière de recherche et de développement, afin de faciliter l'interconnexion entre les sources d'énergie renouvelables mais instables par rapport au climat, et l'énergie issue de l'hydrogène. Nous espérons que des combustibles non polluants seront la prochaine frontière pour une Europe plus verte. Une exploitation efficace d'une énergie basée sur l'hydrogène pourrait potentiellement aboutir à une vague d'innovations dans le secteur de l'énergie, mais seulement si les institutions de l'UE et les États membres redoublent d'attention et d'efforts.

#### *5.5 Se préparer en vue des migrations provoquées par le climat*

Nous reconnaissons que l'UE se trouve en première ligne en termes d'actions et d'idées pour construire une Europe à zéro émission nette, bien que les plans, les stratégies et les orientations stimulées pour combattre le changement climatique divergent entre les pays. En vue de compléter le

---

<sup>58</sup> Voir « Alliance européenne pour un hydrogène propre ». Disponible sur [https://ec.europa.eu/growth/industry/policy/european-clean-hydrogen-alliance\\_en](https://ec.europa.eu/growth/industry/policy/european-clean-hydrogen-alliance_en)

cadre général pour une Union Européenne résiliente en matière de climat, une approche clairvoyante est nécessaire pour traiter une question critique qui peut rapidement devenir une crise si elle n'est pas gérée de manière appropriée : les migrations provoquées par le climat. Des milliers de citoyens européens vivant près de zones à risque se verront fortement affectés par les changements survenus dans l'environnement. Ceci sera d'autant plus grave pour nos voisins du continent africain, où le phénomène entraînera probablement des migrations de masse.

Nous estimons en conséquence que la Commission devrait élaborer une stratégie appropriée qui serait incluse dans la Stratégie d'adaptation de l'UE<sup>59</sup>, afin de garantir que les conditions de vie actuelles de ces populations soient maintenues et que les pays ayant subi l'impact disposent des ressources nécessaires pour faire face à l'éventuelle migration interne. Une réponse à cet égard serait la bienvenue.

## **6. Défi migratoire**

Au cours de la dernière décennie, une avalanche de flux migratoires a exercé une forte pression sur les États membres situés aux frontières européennes, entraînant d'énormes coûts, la déstabilisation de la cohésion sociale et l'éclosion de mouvements politiques populistes. Par ailleurs, malheureusement, les migrations vers l'Europe sont souvent accompagnées de violations systémiques des droits de l'homme ; l'entrée légale étant souvent impossible, les personnes empruntent des voies irrégulières où leur sécurité est sérieusement mise à l'épreuve et où elles subissent des violences à répétition. Bien que, d'une part, il y ait en jeu toute une série de facteurs complexes, notamment dans les pays de provenance des migrants, il faut reconnaître que, d'autre

---

<sup>59</sup> Voir « Construire un avenir résilient au climat – Une nouvelle Stratégie de l'UE pour l'adaptation au changement climatique. » Disponible sur [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip\\_21\\_663](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_21_663)

part, l'approche européenne à l'égard des migrations n'est pas en mesure de prévenir ces problèmes ; par exemple, les migrants ignorent souvent quels sont leurs droits et ne bénéficient d'aucun soutien juridique effectif.

Le Règlement Dublin III n'a pas réussi à donner une réponse complète au problème des migrations vers l'UE. Depuis son entrée en vigueur, les migrants ont vu leurs demandes d'asile traitées bien au-delà des délais prescrits par la loi, et sont demeurés retenus dans des conditions de vie indignes à l'intérieur de camps de détention aux frontières de l'UE. En même temps, les États membres ont échoué à fournir une réponse commune au flux massif de migrants, dans un manque total de solidarité et d'humanité. Ces écueils ont été confirmés lors de la crise migratoire de 2015, au cours de laquelle l'arrivée de plus d'un million de migrants aux frontières de l'Europe (surtout sur les côtes grecques et italiennes) a entraîné de dramatiques violations, par ailleurs parfaitement documentées, des mêmes droits de l'homme qui figurent dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE. De nombreux observateurs ont critiqué l'absence d'accès à l'éducation des enfants et ont déploré le traitement réservé aux migrants à leur arrivée<sup>60</sup>.

Même lorsque l'obstacle de l'entrée avait été surmonté, les pays européens – y compris les plus riches et productifs – en s'efforçant d'insérer efficacement les immigrés dans leurs marchés du travail, ont provoqué une tension sociale encore plus forte et un sentiment généralisé de frustration parmi les migrants non insérés. Il est nécessaire de rappeler à cet égard que tous les migrants ne sont pas des demandeurs d'asile en fuite de pays décimés par les guerres. En réalité, beaucoup d'entre eux sont des migrants économiques qui quittent leur pays d'origine à la recherche d'un emploi et d'un avenir meilleur en Europe pour eux-mêmes et leurs familles, malgré les énormes difficultés que suppose un tel choix.

---

<sup>60</sup> Amnesty International (2018).

Compte tenu des défis susvisés, soulevés par la situation migratoire actuelle, nous proposons les réformes suivantes : un « Nouveau Plan Marshall pour l’Afrique » ; un pacte plus juste et plus ambitieux pour réguler les migrations ; une intégration plus intelligente à travers l’information ; et des procédures légales améliorées pour émigrer vers l’UE.

## PROPOSITIONS

### *6.1 Un nouveau Plan Marshall pour l’Afrique*

Une réponse commune européenne est nécessaire pour atteindre les objectifs ambitieux relatifs au défi migratoire. Cette action conjointe pourrait être intitulée « Nouveau Plan Marshall ». Le concept de sa mise en œuvre serait le suivant : l’UE dans son ensemble fournira une assistance économique et technique aux économies en voie de développement d’où proviennent la plupart des flux migratoires, en vue d’une éventuelle baisse des taux d’émigration. Dans la pratique, le Nouveau Plan Marshall comporterait les mesures concrètes suivantes visant l’amélioration de la stabilité économique de ces pays :

#### **Créer de nouvelles opportunités d’emploi**

À défaut d’une action urgente pour combattre les faibles niveaux de compétitivité, les économies d’Afrique ne pourront pas mettre en place un nombre suffisant de postes de travail pour les jeunes accédant au marché de l’emploi. Il est estimé que, en l’absence d’un changement effectif de politique, 100 millions à peine de nouveaux emplois seront disponibles pour ces jeunes Africains vers 2035, alors que cette population devrait alors s’élever à 450 millions de personnes environ<sup>61</sup>. L’UE devrait encourager la mise en place d’infrastructures économiques de pointe et de savoir-faire technologique en vue de créer de nouvelles opportunités d’emploi, de favoriser l’entrepreneuriat et l’innovation dans ces pays. À cette fin,

---

<sup>61</sup> Forum économique mondial (2017).

une priorité particulière serait donnée aux projets qui entraîneraient des retombées technologiques et la création d'actifs. L'UE pourrait promouvoir la création d'entreprises mixtes UE-Afrique en subventionnant les compagnies européennes qui décideraient d'investir dans des pays africains spécifiques.

### **Vers un marché commun**

L'UE devrait adopter une approche plus proactive en vue de définir un marché commun UE-Afrique, un concept déjà évoqué dans l'Ordre du jour 2063 de l'Union africaine. En vue d'accélérer ce processus, un premier pas consisterait à démanteler les barrières douanières pour faciliter l'accès des entreprises africaines au marché unique de l'UE. Par exemple, la Commission européenne pourrait souscrire des Accords d'association globaux avec l'Union africaine, préparant ainsi le projet d'un cadre d'échanges politiques et socioéconomiques en vue d'aboutir à un marché commun.

Le but d'une telle coopération intensive serait de renforcer le secteur des PME africaines, tirant profit des relations commerciales avec les entreprises de l'UE pour permettre à l'économie locale de parvenir à un statut d'autosuffisance dans la fabrication de produits et de services, activant ainsi sur le long terme un processus d'accumulation de capital humain.

### **Promouvoir le bon fonctionnement des institutions**

De nombreuses études ont démontré que l'instabilité des institutions a une influence négative sur la qualité de vie et le bien-être économique des habitants d'un pays. Entre autres objectifs, la coopération dans le cadre du Nouveau Plan Marshall pourrait fournir les outils appropriés pour l'amélioration institutionnelle des pays africains en recueillant les bénéfices de l'échange culturel. À cette fin, l'aide financière européenne devrait être conditionnée à certaines normes de protection des droits de l'homme, de respect des



conditions de travail, de lutte contre la corruption et de promotion de la durabilité, tant du point de vue social qu'environnemental.

## *6.2 Repenser les migrations vers l'Europe*

Le Règlement Dublin III a établi certains critères en vue de déterminer quel est l'État membre responsable de traiter une demande d'asile. Par exemple, le règlement évalue le fait que le requérant a des liens familiaux dans l'EM, ou qu'il a auparavant bénéficié d'un visa ou d'un permis de séjour. En cas d'entrée irrégulière, l'EM d'entrée a la responsabilité d'examiner la demande de protection internationale du migrant. De même, si un demandeur d'asile est retrouvé dans un autre pays signataire, celui-ci peut transférer la personne vers le pays de première entrée. En d'autres mots, le Règlement Dublin III se borne à déterminer quel est l'État responsable de traiter un cas, mais n'harmonise pas les procédures d'asile, imposant ainsi une charge excessive à l'EM situé aux frontières extérieures de l'UE.

En septembre 2020, la Commission a proposé un « Nouveau Pacte sur les migrations et l'asile » visant à remplacer le Règlement Dublin III. Celui-ci promet de meilleures procédures plus rapides, plus de responsabilité et de solidarité entre les EM, et un système de contributions flexibles pour soutenir des pressions migratoires fluctuantes. Bien que ce nouveau pacte soit ambitieux dans l'ensemble, il est dépourvu d'un nombre suffisant de dispositions qui permettraient de garantir la solidarité et un traitement équitable des demandes.

Dans un tel contexte, il semble impératif de mettre en œuvre un système contraignant d'installation des demandeurs d'asile dans tous les États membres, en fonction de quotas proportionnels. À cet égard, les règles de répartition devraient être décidées sur la base de critères socioéconomiques. En outre, des règlements harmonisés pour la recevabilité d'une demande d'asile devraient être

introduits entre les EM, et le processus d'examen des requêtes dans le cadre de la procédure d'asile frontalier ne devrait pas excéder 10 semaines. Enfin, les conditions de détention des migrants devraient faire l'objet d'une surveillance renforcée, avec l'application de sanctions financières à l'encontre d'États Membres coupables à l'évidence de violations des droits de l'homme.

### *6.3 Une insertion plus intelligente des migrants à travers l'information*

Bien que la politique migratoire soit gérée au niveau national, les politiques d'insertion des migrants sont pour la plupart mises en œuvre au niveau sous-national ou local<sup>62</sup>. Cette approche basée sur la localisation n'est pas surprenante, vu que l'insertion du migrant requiert sa présence physique et une participation active dans la communauté d'accueil. Toutefois, nous estimons que l'UE peut renforcer l'information destinée aux migrants concernant les services dont ils peuvent disposer tant au niveau national que sous-national ou local. Ceci permettrait de créer un réseau unique, avec l'ensemble de l'information facilement accessible à tous, qui pourrait servir de point de départ pour une comparaison des politiques d'insertion supranationales, nationales ou sous-nationales, et ouvrir la voie pour une comparaison ultérieure entre les villes et les pays.

Un des principaux problèmes que doivent affronter les migrants à leur arrivée sont les barrières – informationnelles, linguistiques ou bureaucratiques – qui les empêchent d'avoir librement accès à tous les services et opportunités disponibles. Alors que ces services sont censés devoir faciliter l'insertion, les barrières font qu'ils s'avèrent inutiles, ou, au mieux, largement sous-exploités. Pour faire face à cette question cruciale, nous proposons la mise en place d'une plateforme en ligne (sous forme d'application ou de site web) qui rassemble toute l'information nécessaire au migrant

---

<sup>62</sup> OCDE (2018).

à son arrivée. Elle pourrait également contenir des tutoriels indiquant comment renseigner les papiers administratifs (par exemple une demande de services sociaux) et comment gérer les barrières bureaucratiques. Il est fondamental de rendre les contenus disponibles dans un large éventail de langues, y compris les langues d'origine des migrants et des demandeurs d'asile.

#### *6.4 Améliorer les voies légales d'émigration vers l'UE*

En ce qui concerne le problème de l'entrée légale dans l'UE, des systèmes tels que les **corridors humanitaires**<sup>63</sup> italiens sont un exemple d'une bonne pratique, une collaboration réussie entre des ONG, la société civile et les autorités nationales en vue de garantir une entrée sûre et légale dans l'UE. Ce système devrait être mis en œuvre par tous les États membres en vue de protéger les demandeurs d'asile particulièrement fragiles et les empêcher d'entreprendre des périples dangereux.

En outre, une coopération renforcée entre les institutions de l'UE, les États membres, les ONG et les pays de provenance des flux migratoires devrait être planifiée en vue de faciliter de voies légales d'entrée dans l'UE, tant aux demandeurs d'asile qu'aux migrants économiques. Une des actions pratiques possibles pourrait être la création, dans les pays de départ, de **points d'information**, en ligne ou présentiels, par exemple dans les ambassades des États membres ou le siège des ONG, afin que ceux qui souhaitent émigrer puissent avoir accès à l'information relative aux demandes de visa et au droit d'asile.

Enfin, bien que le cadre juridique de l'UE prévoie une **aide juridique gratuite** selon la Directive de 2013 sur les procédures d'asile, celle-ci ne peut être octroyée sur demande qu'après avoir reçu une réponse négative des autorités. Cela laisse entendre qu'initialement les

---

<sup>63</sup> Voir <https://www.humanitariancorridor.org/en/humitarian-corridors/>

demandeurs d'asile ne peuvent bénéficier d'aucune aide juridique gratuite de la part des autorités. Il serait nécessaire, pour pouvoir faire connaître aux demandeurs d'asile leurs droits à une représentation équitable, de reprendre la Directive de 2013 et de changer son application en prévoyant une aide juridique au moment du dépôt de la demande et non exclusivement après un refus.

## 7. Défi technologique

Le défi technologique est un processus qui a toujours caractérisé l'histoire de l'humanité. Aujourd'hui, ce processus de transformation technologique s'est accéléré comme jamais auparavant. Par conséquent, pour garantir la prospérité des futures générations, l'Europe doit relever le défi technologique, renforçant les capacités de personnes et les projetant dans l'avenir.

En lançant nos propositions, nous sommes guidés par trois principes :

1. Le besoin de protéger et de promouvoir les **droits fondamentaux**, tels que le droit de protection des données à caractère personnel, consacré dans l'article 8 (1) de la Charte des Droits fondamentaux de l'Union Européenne, et dans l'article 16 (1) TFUE.

2. L'importance de **l'innovation, de la recherche et du développement technologique** pour garantir la **compétitivité**, conformément à l'article 173 TFUE. Ceci est crucial pour que l'Europe soit résiliente en prévision de futures crises, et qu'elle demeure pertinente sur la scène mondiale.

3. Le principe primordial de la **définition d'objectifs précis** : nous voulons récolter les bénéfices de la technologie *avec un objectif précis*, et ne voulons pas de technologie *per se*. L'attitude à l'égard de la technologie doit être orientée vers des objectifs déterminés qui sont la protection de

l'environnement et de la santé humaine, le renforcement de la cohésion sociale, la promotion de la liberté individuelle et l'épanouissement personnel.

S'attaquer au défi technologique signifie contribuer directement à la construction de la souveraineté numérique de l'Europe, et à la protection de notre démocratie et de notre économie vis-à-vis des menaces de la cybercriminalité, avec les moyens de la subvertir. **En identifiant les priorités européennes et en mettant en œuvre un plan d'action commun** au niveau de l'UE nous avons la possibilité de renforcer le marché unique numérique et de marquer la différence au niveau mondial. C'est pourquoi il est souhaitable que la Commission européenne développe davantage la gestion en matière de R&I (recherche et innovation). **La mise en place de groupes de travail européens transnationaux et de consultants européens en innovation** contribuerait à la gestion du défi technologique, en tirant pleinement profit de la taille et de l'importance de notre marché intérieur.

Nos propositions se basent sur les dispositions des Traités. L'article 173 TFUE susvisé confie à la Commission un rôle de coordination en vue de garantir la compétitivité de l'industrie de l'UE. Nous voudrions en outre que l'article 180 TFUE soit utilisé de manière plus proactive, concernant le rôle complémentaire de la Commission par rapport aux États membres en matière de recherche, de développement et d'espace technologiques. Enfin, les articles 182 et 183 TFUE devraient être appliqués en matière de gestion budgétaire.

## PROPOSITIONS

### *7.1 Éduquer pour l'Âge numérique*

L'éducation est la base du développement à long terme et de l'innovation. En conséquence, il est fondamental que le **savoir technologique devienne la pierre angulaire des systèmes éducatifs**. Alors que le COVID-19 a forcé les

établissements scolaires à une utilisation accrue des outils numériques, la nécessité d'une éducation technologique est devenue encore plus évidente. En fait, les professeurs, les étudiants et les parents ont tous besoin d'assistance pour améliorer leur résilience technologique et numérique.

Nous affirmons que le **développement d'un plan européen pour l'éducation numérique a été trop lent**, risquant de placer l'Europe à un niveau inférieur à celui des USA et de l'Asie. Le Plan d'action pour l'éducation numérique (2021-2027)<sup>64</sup> contient un grand nombre d'indications importantes, p.ex. la nécessité pour les éducateurs de posséder des compétences numériques, ou comment adapter l'éducation à un format en ligne. Toutefois, afin de promouvoir l'excellence numérique à l'avenir, **une mise en œuvre plus radicale des compétences numériques dans les programmes scolaires, tant au niveau primaire que secondaire, est nécessaire**. L'incorporation des compétences numériques dans les actuelles matières et une utilisation plus élargie des outils technologiques est un premier pas. Mais la Commission devrait adopter une position plus ferme avec une claire recommandation adressée aux États membres pour qu'ils changent radicalement leur système éducatif **en mettant l'accent sur les compétences numériques et la formation informatique**, qui s'avèrent indispensables, tant au niveau de l'école primaire qu'à celui des programmes de formation permanente pour adultes. Ceci sera crucial pour combler les pénuries de personnel qualifié dans des secteurs clés tels que la cybersécurité<sup>65</sup>, et pour stimuler l'ambition de l'Europe en matière de numérisation, qui se voit autrement freinée par

---

<sup>64</sup> Voir Commission européenne (2021) « Plan d'action pour l'éducation numérique (2021-2027) : Réajuster l'éducation et la formation pour l'âge numérique ». Disponible sur [https://ec.europa.eu/education/education-in-the-eu/digital-education-action-plan\\_en](https://ec.europa.eu/education/education-in-the-eu/digital-education-action-plan_en)

<sup>65</sup> CEDEFOP (2018). « Aperçu des pénuries et des décalages des compétences. Leçons tirées du sondage du Cedefop sur les compétences et les emplois européens ». Disponible sur [https://www.cedefop.europa.eu/files/3075\\_en.pdf](https://www.cedefop.europa.eu/files/3075_en.pdf)

le manque de professionnels hautement qualifiés en technologie <sup>66</sup>.

Nous estimons que si l'action de l'UE se borne à émettre des recommandations et à partager les meilleures pratiques, certains États membres risquent de prendre du retard dans le développement et la mise en œuvre du processus. Par conséquent, outre une implication accrue des parties prenantes, nous estimons qu'il est nécessaire de créer des incitations fortes pour motiver l'implication dans le processus des États membres qui possèdent des compétences en matière d'éducation.

### ***E-démocratie***

À l'ère des « fausses nouvelles » et des « contrefaçons dangereuses », l'absence de formation technologique peut miner les institutions démocratiques. Il est donc urgent de prendre des mesures fermes pour fournir **des outils éducatifs en vue de la critique des sources en ligne**. Il est essentiel de prendre conscience de l'impact que les nouvelles technologies peuvent avoir dans l'orientation du débat public dans nos démocraties. Nous pensons que la composante civique que représente l'éducation numérique à l'école a un rôle fondamental à jouer pour donner aux futures générations les outils de base pour devenir citoyens.

Enfin, l'éducation numérique à tous les niveaux peut **permettre aux citoyens européens d'exercer leur droit de vote d'une manière intelligente** à l'avenir. Le système traditionnel de vote pourrait être complété par le vote en ligne, ce qui pourrait potentiellement augmenter la participation des électeurs au processus démocratique, et pourrait être particulièrement utile pour faciliter la *Journée de l'élection européenne* proposée dans le Défi identitaire. Nous sommes conscients des nombreux défis que pourrait

---

<sup>66</sup> ENISA (2020). « ENISA Cybermenaces – Nouvelles tendances. » Disponible sur <https://www.enisa.europa.eu/publications/emerging-trends>

soulever un tel système, qui vont de la confidentialité et des problèmes de sécurité jusqu'au manque de savoir-faire technique. Toutefois, compte tenu de la numérisation croissante de nos sociétés, nous sommes convaincus qu'une approche équilibrée desdites technologies, gérées au niveau de l'UE, permettra aux citoyens de garder le contrôle et de récolter également les bénéfices de l'innovation dans la sphère démocratique.

## *7.2 Doter l'Europe d'une technologie de pointe : les Complexes technologiques européens*

Nous estimons qu'il est essentiel pour l'Europe de disposer d'infrastructures et d'installations de pointe qui permettront une plus large exploitation des nouvelles technologies. Plus spécifiquement, l'UE devrait s'apprêter à adopter les tendances qui ont un impact sur les infrastructures, telles que les *opérations délocalisées*, selon lesquelles un certain nombre de personnes continueront à travailler à distance, même après la fin de la pandémie, et la modernisation de base, qui permettra de diminuer le passif technique et tracer la voie vers des infrastructures souples<sup>67</sup>.

Afin d'atteindre cet objectif, l'UE **devrait investir dans l'interconnectivité d'un réseau de grande portée**, permettant aux entreprises et aux individus d'être solidement connectés indépendamment de leur localisation, et s'impliquer dans le projet *Gaia-X* pour être indépendante des géants du cloud dans d'autres parties du monde. Par ailleurs, **un fort investissement dans de nouvelles infrastructures permettrait à l'UE d'attirer un vivier diversifié de talents du secteur technologique**, augmentant ainsi ses capacités d'innovation et sa résilience dans l'avenir proche. Enfin, cette initiative serait le cadre parfait pour la mise en place de notre

---

<sup>67</sup> Gartner (2020). « Principales tendances d'impact sur les infrastructures et les opérations en 2021 » Disponible sur [www.gartner.com/en/newsroom/press-releases/2020-12-07-gartner-identifies-the-top-trends-impacting-infrastructure-and-operations-for-2021](http://www.gartner.com/en/newsroom/press-releases/2020-12-07-gartner-identifies-the-top-trends-impacting-infrastructure-and-operations-for-2021)



deuxième proposition : les Complexes technologiques européens.

**Les Complexes technologiques européens sont la nouvelle frontière pour une UE beaucoup plus unie et capable d'affronter la concurrence mondiale dans le secteur technologique**, en favorisant le partage des connaissances, des ressources et du capital humain entre les États membres. Ce projet incarne le véritable esprit européen d'ingéniosité et de collaboration pour faire face au Défi technologique à travers une approche centrée sur l'aspect humain. En outre, il offre le potentiel d'être reconnu au niveau mondial comme un partenaire solide en vue d'unir les forces pour faire avancer l'humanité.

Les Complexes technologiques européens, qui seront localisés en Europe de l'Est et de l'Ouest, sont composés de start-ups, de grandes compagnies, d'instituts financiers et de recherche, d'universités. Ces « clusters » (groupements) devraient être coordonnés et contrôlés par des organismes spécifiques de l'UE en vue d'atteindre des IRC (indicateurs de rendement clés) significatifs. Les bénéfices qui peuvent découler de la proximité et de la coopération conjointe de chacun des éléments du cluster sont essentiellement relatifs à : la facilité de transfert technologique des instituts de recherche vers les firmes, l'augmentation du taux de transférabilité des brevets, conduisant à un nombre plus élevé de prototypes qui deviennent des produits commercialisables, l'attractivité des hubs (plaques tournantes) en termes d'investissement, et, enfin, le degré élevé de coopération entre les États membres où se trouvent situés les hubs. À cet égard, les Hubs **d'Innovation Numérique**<sup>68</sup> récemment proposés par la Commission pourraient être une des fonctions clés de nos Complexes

---

<sup>68</sup> Voir Commission Européenne (2021) « Hubs d'innovation numérique (DIH) en Europe ».

Disponible sur <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/digital-innovation-hubs-dih-europe>

technologiques. En outre, d'importants projets d'infrastructures mixtes privé/public seraient stimulés par leurs retombées sociales et économiques élevées.

### *7.3 Réglementation intelligente pour l'Âge numérique*

Nous reconnaissons que l'UE a une habileté sans pareille pour mettre en place des normes de portée mondiale. Ce qui est connu comme « l'effet Bruxelles », à savoir le pouvoir des règlements de l'UE d'influencer les marchés mondiaux, a augmenté de manière significative au cours des deux dernières décennies, en particulier dans le secteur de l'économie numérique<sup>69</sup>. L'exemple le plus notable est le Règlement général de protection des données (GDPR) qui est reconnu comme la norme mondiale en matière de protection des données. « L'effet Bruxelles » implique non seulement que d'autres juridictions imitent les règlements de l'UE, mais également que de nombreuses sociétés multinationales décident de s'y conformer, même en dehors de l'UE et alors que rien ne les y oblige du point de vue légal.

**Alors que les institutions européennes cherchent à définir de nouvelles règles pour l'économie numérique<sup>70</sup>, nous leur demandons instamment de faire preuve d'audace.** Ces derniers temps nous avons vécu notre vie quotidienne non seulement en présentiel, mais parallèlement en ligne. Ceci a déclenché d'une part tout un éventail d'opportunités, mais a généré en même temps de nouveaux risques pour les personnes et les sociétés en général. Nous estimons qu'il ne peut y avoir aucun compromis entre la protection des droits fondamentaux et l'innovation. La

---

<sup>69</sup> Bradford, A (2020). L'effet Bruxelles : comment l'Union européenne gouverne le monde. New York. Oxford University Press.

<sup>70</sup> Voir par exemple Loi sur les services numériques ([https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/digital-services-act-ensuring-safe-and-accountable-online-environment\\_en](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/digital-services-act-ensuring-safe-and-accountable-online-environment_en)) et Loi sur les marchés numériques ([https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/digital-markets-act-ensuring-fair-and-open-digital-markets\\_en](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/digital-markets-act-ensuring-fair-and-open-digital-markets_en))

manière la plus efficace de **garantir l'avenir des futures générations d'Européens est d'endiguer les menaces posées par le monde digital et de tirer profit de ses bénéfices**, en habilitant des innovateurs socialement responsables et en encourageant la créativité technologique.

Ces objectifs ne pourront vraiment être atteints que si l'UE adopte une **législation aux conséquences mondiales**. La rapidité à laquelle a évolué la technologie durant les dernières décennies a été telle qu'elle a doté les acteurs privés de pouvoirs immenses et incontrôlés. L'UE peut et doit assumer la responsabilité de réglementer le monde numérique de manière à protéger les droits fondamentaux, tout en promouvant l'innovation.

## CONCLUSION

Quelles sont les valeurs européennes fondamentales ? Comment l'Union Européenne les incarne-t-elle pour être à la hauteur ? Que serait le monde si l'UE n'existait pas ? Comment l'UE peut-elle faire face aux défis majeurs soulevés par la crise sanitaire mondiale, le changement climatique, les migrations internationales, le dérèglement technologique, les forces de désintégration interne qui cherchent à la faire éclater ? Voilà certaines des questions que nous nous sommes posées toute le long de ce Rapport. Nous avons proposé notre vision sur la voie à suivre, sachant qu'il est important pour les jeunes Européens d'être proactifs et de s'engager dans le débat politique relatif à notre avenir.

Nous nous sentons encouragés et responsabilisés par le fait que de nombreux Européens des nouvelles générations sont disposés à identifier les défis et les opportunités de l'intégration européenne. En fait, nous pouvons dire sans exagérer que l'Europe se trouve à une croisée des chemins. Nul doute que l'Union Européenne représente la plus audacieuse tentative de reconnaître que notre diversité est une force, et que c'est en travaillant étroitement ensemble que les peuples européens peuvent parvenir à une prospérité partagée et compter réellement dans le monde. Toutefois, plusieurs crises sont venues ébranler la confiance des citoyens européens à l'égard de ce projet, les contraignant à le remettre en question dans son essence même. En outre, de nombreux défis nous attendent et doivent être relevés. Pour rédiger ce Rapport, nous avons rassemblé nos parcours universitaires diversifiés, nos expériences vécues, nos idées politiques et nos identités culturelles différentes. Nous avons comparé nos opinions, nous avons discuté et souvent été en désaccord, en nous enrichissant mutuellement. Nous sommes tous de jeunes Européens passionnés par l'Europe et profondément préoccupés par son avenir, notre avenir. Nous ne prétendons pas représenter toute notre génération – celle qui est née alors que la libre circulation à travers la

plupart des pays d'Europe est une réalité quotidienne tenue pour acquise – mais nous sommes sûrs que nos idées reflètent celles d'une large majorité de nos pairs.

Nous avons avancé 25 propositions qui concernent 7 défis clés pour l'avenir de l'Europe, cherchant à être aussi concrets que possible, tout en évitant des compromis par rapport à nos idéaux. Nous admettons que certaines propositions peuvent être plus réalisables que d'autres, et reconnaissons que notre savoir-faire sectoriel peut être parfois limité, toutefois nous espérons sincèrement que notre initiative suscitera un débat constructif, et nous invitons les actuels dirigeants européens à prendre en considération nos idées.

Nous sommes convaincus que ce processus ne prendra pas fin avec l'édition de ce Rapport, car de vraies solutions aux 7 défis susvisés, et à beaucoup d'autres, devront être constamment recherchées dans les années à venir. En fait, il est important que le débat relatif à l'UE soit davantage présent dans nos sociétés. Nous lançons par conséquent un appel aux futures générations pour qu'elles travaillent ensemble et transforment ceci en un projet à long terme, en modifiant éventuellement notre approche et en trouvant peut-être de meilleures solutions.

Nous remercions la Société des Membres de la Légion d'Honneur, en particulier les sections en Italie et près le Saint-Siège, et en Suisse, pour avoir donné le coup d'envoi à cette initiative conçue pour célébrer le Centenaire de la création des sections étrangères de la SMLH, et qui a largement dépassé son but initial. Un grand merci également à nos mentors académiques pour leurs critiques constructives, leur orientation et leur soutien sans faille tout le long du processus.

Pour conclure, notre Rapport a identifié divers problèmes et défis relatifs à l'intégration européenne qui requièrent des solutions déterminées et rapides. Nous estimons par conséquent que l'Europe aura besoin de leaders courageux,

passionnés et visionnaires disposés à assumer son avenir. Alors qu'approche la date de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, nous pensons que nous y aurons notre mot à dire en notre qualité de jeunes Européens. Une chose est claire : nous n'en sommes qu'au début.

# Bibliographie

## *I. Introduction*

### *1 L'intégration européenne jusqu'à présent*

Ammar, S. (2011). Thailand after 1997. *Asian Economic Policy Review*, 6(1), 68-85.

Bogdanor, V. (2020). *Britain and Europe in A Troubled World*. New Haven and London: Yale University Press, pp. 115-146.

Bootle, R. (2016) *The Trouble With Europe*. (Third ed.) UK: Clays Ltd.

Fabbrini, F. (2020) *Brexit and the Future of the European Union*. Oxford: Oxford University Press.

Ford, R., and Goodwin, M. (2014). *Revolt on the Right*, London: Routledge.

Gilbert, M. (2011). *European Integration: A concise history*, Plymouth: Rowman & Littlefield Publishers, pp. 33-61

Goodhart, D. (2017). *The road to somewhere: the new tribes shaping British politics*, London: Penguin Books.

Hitchcock, W.I.; "France, the Western Alliance, and the Origins of the Schuman Plan, 1948–1950", *Diplomatic History*, Volume 21, Issue 4, 1 October 1997, Pages 603–630, <https://doi-org.gate2.library.lse.ac.uk/10.1111/1467-7709.00090>

Hobolt, S. (2016), "The Brexit vote: a divided nation, a divided continent." *Journal of European Public Policy*, 23(9): 1259-1277, DOI: 10.1080/13501763.2016.1225785.

Kershaw, I. (2018) *Roller-Coaster Europe 1950-2017*. London: Penguin UK.

Laurent, P-H., (1972). "The Diplomacy of the Rome Treaty, 1956-57". *Journal of Contemporary History*, 7(3/4): 209-220.

Milward, A.S. (1997). *The question of Europe*. London: Verso, pp. 5-20.

Norris, P., and Inglehart, R. (2019). *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*. Cambridge: Cambridge University Press., pp. 368-408.

Panfil, P. (2015). Financial Assistance of the European Stability Mechanism. *System of financial law financial markets*, 162.

Project Europe: A History - Kiran Kalus Paul (2020). Cambridge: Cambridge University Press

*Recovery from the Asian Crisis and the Role of the IMF – An IMF Issues Brief*. (2000, June). International Monetary Fund.

Schimmelfennig, F. (2018). "Brexit: Differentiated Disintegration in the European Union." *Journal of European Public Policy*, 25(8): 1154–73.

## 2 Valeurs européennes

Consolidated version of the Treaty on the Functioning of the European Union, [2012] OJ C 326/47

Beccaria, C. (2009). "Dei delitti e delle pene." ENS Editions.

European Union (2020). "European Citizenship." *Standard Eurobarometer 92*, Autumn 2019. <http://doi.org/10.2775/721>

European Union (2020). "European Citizenship." *Standard Eurobarometer 93*, Summer 2020. <https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/survey/getsurveydetail/instruments/standard/surveyky/2262>

European Union (2020). "Europeans' opinions about the European Union's priorities." *Standard Eurobarometer 93*, Summer 2020. <https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/survey/getsurveydetail/instruments/standard/surveyky/2262>

Cvijic, S., & Zucca, L. (2004). "Does the European Constitution Need Christian Values?" *Oxford Journal of Legal Studies*, 24(4), 739-748. <http://www.jstor.org/stable/3600535>

Grant, C., (2007). "What are European values?," *The Guardian Opinion: European Union*. <https://www.theguardian.com/profile/charlesgrant>



European Union (2020). "The EU and the coronavirus outbreak." *Standard Eurobarometer* 93, Summer 2020. <https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/survey/getsurveydetail/instruments/standard/surveyky/2262>

## II. Et si l'UE n'existait pas ?

### *Le cas du Brexit*

Brölmann, C. M., Collins, R., Droubi, S., & Wessel, R. A. (2018). Exiting International Organizations, *International Organizations Law Review*, 15(2), 243-263. doi: <https://doi.org/10.1163/15723747-01502001>

Contiades X., Papacharalambous C., Papastylianos C. (2019) "The Constitution of Greece: EU Membership Perspectives." In: Albi A., Bardutzky S. (eds) *National Constitutions in European and Global Governance: Democracy, Rights, the Rule of Law*. T.M.C. Asser Press, The Hague. [https://doi.org/10.1007/978-94-6265-273-6\\_14](https://doi.org/10.1007/978-94-6265-273-6_14)

Gifkins, J., Jarvis, S., and Jason Ralph, J. (2019). "Brexit and the UN Security Council: Declining British Influence?" *International Affairs*, 95(6): 1349–68. <https://doi.org/10.1093/ia/iiz205>

Hervey, G. (2017, December 11). "When Britain Exits the EU, Its Diversity Departs Too." *POLITICO*. <https://www.politico.eu/article/brexit-diversity-exits-the-eu-brussels/>

Hillion, C. (2015). *The Oxford Handbook of European Union Law* (Vol. Chapter 6). Oxford: Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199672646.013.7>

Huhe, N., Naurin, D., and Thomson, R. (2020). "Don't Cry for Me Britannia: The Resilience of the European Union to Brexit." *European Union Politics* 21(1): 152–72. <https://doi.org/10.1177/1465116519882096>

Jacobs, F.B. (2018). *The EU after Brexit: Institutional and Policy Implications*. Palgrave Studies in European Union Politics. Palgrave Pivot. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-77279-0>

Miller, V. (2015). "Ever closer Union' in the EU Treaties and Court of Justice case law." Briefing Paper for the House of Commons.

<https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-7230/CBP-7230.pdf>

Murray, H. (2006). "The Globalization of English and the English Language Classroom." *ELT Journal*, 60(2): 204–6. <https://doi.org/10.1093/elt/cci110>

Oliver, T.L. (2013) "Europe without Britain: Assessing the Impact on the European Union of a British Withdrawal." SWP Research Paper 2013/RP 07. <https://www.swp-berlin.org/en/publication/europe-without-britain/>

Quaglia, L. (2010). "Completing the Single Market in Financial Services: The Politics of Competing Advocacy Coalitions." *Journal of European Public Policy*, 17(7): 1007–23. <https://doi.org/10.1080/63.2011350170.499239>

UNA-UK (2016, July 7). "Ambassador Matthew Rycroft Discusses UK Priorities for UN at Parliamentary Meeting." <https://www.una.org.uk/news/ambassador-matthew-rycroft-discusses-uk-priorities-un-parliamentary-meeting>

Wivel, A. (2018). "As Awkward as They Need to Be: Denmark's Pragmatic Activist Approach to Europe." In Stegmann McCallion M., and Brianson A. (eds.), *Nordic States and European Integration* (pp. 13–34). Palgrave Studies in European Union Politics. Palgrave Macmillan, Cham. [https://doi.org/10.1007/978-3-319-57562-9\\_2](https://doi.org/10.1007/978-3-319-57562-9_2)

### *III. Défis pour l'avenir de l'Europe*

#### *1 Défi identitaire*

Adam, E.C., Kagiros, D., and Tierney, S. (2018). "Democracy in Question? Direct Democracy in the European Union." *European Constitutional Law Review*.

Badouard, R. (2012). "Faire participer. Un enjeu de légitimité pour l'Union Européenne." *Participations*, 3(2).

El Herfi, R. (2011). "L'initiative citoyenne européenne: évaluation d'un mécanisme de démocratie participative au sein de l'Union Européenne." *Revue du Droit de l'Union Européenne*, 4/2011.

European Central Bank (2021). "Monetary Policy." <https://www.ecb.europa.eu/ecb/tasks/monpol/html/index.en.html>

Wike, R., Fetterolf, J., & Fagan, M. (2020, December 10). "Europeans credit EU with promoting peace and prosperity, but Say Brussels is out of touch with its citizens." <https://www.pewresearch.org/global/2019/03/19/europeans-credit-eu-with-promoting-peace-and-prosperity-but-say-brussels-is-out-of-touch-with-its-citizens/>

## 2 Défi institutionnel

(2007). *Consolidated Version of the Treaty on European Union*. Brussels: Official Journal of the European Union.

(2007). *Consolidated Version of the Treaty on the Functioning of the European Union*. Brussels: Official Journal of the European Union.

Costa, O., & Brack, N. (2013). "The Role of the European Parliament in Europe's Integration and Parliamentarization Process." In O. Costa, C. Dri, & S. Stavridis, *Parliamentary Dimensions of Regionalization and Globalization* (pp. 45-69). London: Palgrave Macmillan.

Dauvergne, A. (2017). *One Hat for Two Heads: a Complex Simplification Process*. Retrieved from Jacques Delors Institute: <https://institutdelors.eu/wp-content/uploads/2020/08/onehatfortwoheads-dauvergne-tribune-sept17.pdf>

Dony, M. (2018). *Droit de l'Union Européenne*. Brussels: Editions de l'Université de Bruxelles.

Esposito, F. (2020). "Self-determination referendums: towards a fragmented democracy" in N. Levrat, F. Saint-Ouen, D. Sidjanski, *The European Union and the Regional Nationalisms*, Centre de compétences Dusan Sidjanski en études européennes, Genève, 171-179.

European Parliament. (2019). *Election of the President of the European Commission: Understanding the Spitzenkandidaten process*. Brussels: European Parliament.

Gozi, S. (2001). "Does the EU Institutional Triangle Have a Future?" *The International Spectator*, 39-49.

Hahm, H., Hilpert, D., & König, T. (2019). Institutional Reform and Public Attitudes Toward EU Decision-Making. *European Journal of Political Research*, 599-623.

Heermann, M., & Leuffen, D. (2020). "No Representation without Integration: Why Differentiated Integration Challenges the Composition of the European Parliament." *Journal of Common Market Studies*, 1016-1033.

Levrat, N. (2017). L'État de droit est-il une valeur européenne dont l'UE assure la promotion? *Union de valeurs ? La mise en œuvre des valeurs et des principes fondamentaux de l'Union Européenne* (pp. 157-177). Geneva: Global Studies Institute de l'Université de Genève.

Müller, H. (2020). *Political Leadership and the European Commission Presidency*. Oxford: Oxford University Press.

Patz, R. (2014). *The Juncker Commission: On the way to a smaller European Commission?* Retrieved from Academic Association for Contemporary European Studies: Ideas on Europe: <https://polscieu.ideason europe.eu/2014/09/10/the-juncker-commission-on-the-way-to-a-smaller-european-commission/>

Sauron, J.-L. (2019). "L'UE: quelle légitimité? Quel avenir?" In W. Heusel, & J.-P. Rageade, *The Authority of EU Law* (pp. 371-373). Berlin: Springer.

Steiner, R., Kaiser, C., Tapscott, C., & Navarro, C. (2018). "Is Local Always Better? Strengths and Limitations of Local Governance for Service Delivery." *International Journal of Public Sector Management*, 394-409.

Vanhoonacker, S., Pomorska, K., & Maurer, H. (2011). The Presidency in EU External Relations: Who is at the helm? *Politique Européenne*, 139-164.

Zarka, J.-C. (2017). *L'essentiel des institutions de l'Union Européenne*. Toulouse: Gualino.

### 3 Défi du COVID

Cirium. (2020, April 30). "French government sets GREEN conditions for Air FRANCE BAILOUT." <http://www.flightglobal.com/strategy/french-government-sets-green-conditions-for-air-france-bailout/138160.article>

Deutsche Welle. (2020, April 24). "EU split Over halting bailouts for tax haven Firms." <https://www.dw.com/en/eu-split-over-halting-bailouts-for-tax-haven-firms/a-53278756>

European Commission (2020, May 11). "European Health Union". [https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-life/european-health-union\\_en](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-life/european-health-union_en)

European Commission (2020, November 25). "Affordable, accessible and safe medicines for all: the Commission presents a Pharmaceutical Strategy for Europe." [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip\\_20\\_2173](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_20_2173)

European Commission (2020, December 14). "La Commission lance Re-open EU, une application mobile qui fournit des informations actualisées sur les règles et restrictions anti-COVID dans toute l'Europe." In French. [https://ec.europa.eu/france/news/20201214/lancement\\_application\\_reopen\\_eu\\_fr](https://ec.europa.eu/france/news/20201214/lancement_application_reopen_eu_fr)

European Commission (2020) "Coronavirus pandemic: Coordinated approach to measures restricting free movement in the EU." [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/fr\\_-\\_fiche\\_dinformation\\_-\\_pandemie\\_de\\_coronavirus\\_-\\_approche\\_cordonnee\\_des\\_mesures\\_restreignant\\_la\\_libre\\_circulation\\_dans\\_lue.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/fr_-_fiche_dinformation_-_pandemie_de_coronavirus_-_approche_cordonnee_des_mesures_restreignant_la_libre_circulation_dans_lue.pdf)

France 24. (2009, February 03). French government unveils economic stimulus plan." *France 24*. <http://www.france24.com/en/20090203-french-government-unveils-economic-stimulus-plan->

Kogan, R., and Van De Waterr, P. (2020, September 9). "Rising Federal Debt Should Not Shortchange Response to COVID-19 Crisis." *Center on Budget and Policy Priorities*. [www.cbpp.org/research/federal-budget/rising-federal-debt-should-not-shortchange-response-to-covid-19-crisis](http://www.cbpp.org/research/federal-budget/rising-federal-debt-should-not-shortchange-response-to-covid-19-crisis)

Peel, M. (2020, April 20). "Covid-19 exposes EU's reliance on drug imports." *Financial Times*. <https://www.ft.com/content/c30eb13a-f49e-4d42-b2a8-1c6f70bb4d55>

Rasnača Z. (2020) "Essential but unprotected: highly mobile workers in the EU during the Covid-19 pandemic."

[https://www.etui.org/sites/default/files/2020-06/COVID%20Highly%20mobile%20workers%20Rasnaca%20Policy%20Brief%202020.09\\_0.pdf](https://www.etui.org/sites/default/files/2020-06/COVID%20Highly%20mobile%20workers%20Rasnaca%20Policy%20Brief%202020.09_0.pdf)

Robin-Olivier S. (2020). "Free Movement of Workers in the Light of the COVID-19 Sanitary Crisis: From Restrictive Selection to Selective Mobility." *European Papers*, 5(1): 613-619

Schulz, F. (2020, March 16). "Europe's dependence on medicine imports." *Euractiv*. <https://www.euractiv.com/section/health-consumers/news/europes-dependence-on-medicine-imports/>

#### 4 Défi de gouvernance économique

Baldwin, R. and Wyplosz, C. (2009). *The Economics Of European Integration*. 3rd edition. Berkshire: McGraw-Hill.

Baumg, S. (2020, July 21), "EU agrees tax on plastic packaging waste." *Independent Commodity Exchange Services*. <https://www.icis.com/explore/resources/news/2020/07/21/10532318/eu-agrees-tax-on-plastic-packaging-waste>

Beaune, C. (2019). "Stabiliser et rééquilibrer la Zone euro en tant que ciment de l'Union." In Gozi, S., Sidjanski, D. et Saint-Ouen, F. (eds.) *L'avenir de la zone euro*. Geneva: Centre de compétences Dusan Sidjanski en études européennes: 83-88.

Dony, M. (2018). *Droit de l'Union Européenne*. 7th edition. Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles.

European Commission (2021). "EU Tax Policy Strategy." [https://ec.europa.eu/taxation\\_customs/general-information-taxation/eu-tax-policy-strategy\\_en](https://ec.europa.eu/taxation_customs/general-information-taxation/eu-tax-policy-strategy_en)

European Union (2015). *The European Union explained: Taxation*. Luxembourg: Publications Office of the European Union. [https://ec.europa.eu/taxation\\_customs/sites/taxation/files/resources/documents/taxation/gen\\_info/tax\\_policy/taxation\\_internal\\_market\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/taxation_customs/sites/taxation/files/resources/documents/taxation/gen_info/tax_policy/taxation_internal_market_en.pdf)

Krugman, P. (2013). "Revenge of the Optimum Currency Area." *NBER Macroeconomics Annual*, 27(1): 439-448. <https://doi.org/10.1086/669188>

Osservatorio CPI (2020, May 16), "L'Unione Europea e le eccessive differenze nella tassazione dei profitti tra paesi."

<https://osservatoriocpi.unicatt.it/cpi-archivio-studi-e-analisi-l-union-europea-e-le-eccessive-differenze-nella-tassazione-dei-profitti>

Sauro, J. (2016). *Comprendre l'Union Européenne. Institutions, politiques, droit*. La Documentation française: 22-53.

Stephanou, C. (2018). "La crise de la dette publique, génératrice de solidarité?" In Sidjanski D., Saint-Ouen, F. and Stephanou C. (eds.), *Union de valeurs? La mise en œuvre des valeurs et des principes fondamentaux de l'Union Européenne*. Geneva: Centre de Compétences Dusan Sidjanski en études européennes: 67-84.

Vasseur, E. (2014). "Les crises des dettes souveraines des pays de la zone euro." In *L'économie en 55 fiches*. 2e édition. Paris: Ellipses: 568-588.

Wyplosz, C. (2019). "La zone euro: les maillons faibles." In Gozi, S., Sidjanski, D. et Saint-Ouen, F. (eds.), *L'avenir de la zone euro*. Geneva: Centre de compétences Dusan Sidjanski en études européennes: 133-142.

Zarka, J. (2019). *L'essentiel des Institutions de l'Union Européenne*. 21st edition. Issy-les-Moulineaux cedex: Gualino.

## 5 Défi environnemental

Buitenhuis, Y., Candel, J., Feindt, P.H., Termeer, K., Mathijs, E., Bardají, I., Black, J., Martikainen, A., Moeyersons, M. and Sorrentino, A. (2020). "Improving the Resilience-enabling Capacity of the Common Agricultural Policy: Policy Recommendations for More Resilient EU Farming Systems." *EuroChoices*, 19 :63-71. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1746-692X.12286>

Byrne, J. (2019). "Farmers show anger with protests in Ireland, Germany and France" *FeedNavigator*. <https://www.feednavigator.com/Article/2019/11/27/Farmers-show-anger-with-EU-wide-protest>

European Commission (2021). "Building a Climate-Resilient Future - A new EU Strategy on Adaptation to Climate Change". [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip\\_21\\_663](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_21_663)

European Commission (2020) "Commission Implementing Regulation EU 2020/1294 on the Union renewable energy financing

mechanism.” Official Journal of the European Union, L 303/1. Available at [https://eur-lex.europa.eu/eli/reg\\_impl/2020/1294/oj](https://eur-lex.europa.eu/eli/reg_impl/2020/1294/oj)

European Commission (2021). “European Clean hydrogen Alliance.” Available at [https://ec.europa.eu/growth/industry/policy/european-clean-hydrogen-alliance\\_en](https://ec.europa.eu/growth/industry/policy/european-clean-hydrogen-alliance_en)

European Commission (2021). “EU renewable energy financing mechanism”.

[https://ec.europa.eu/energy/topics/renewable-energy/eu-renewable-energy-financing-mechanism\\_en](https://ec.europa.eu/energy/topics/renewable-energy/eu-renewable-energy-financing-mechanism_en)

European Commission (2019). *Political Guidelines for the next European Commission 2019-2024*. [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/political-guidelines-next-commission\\_en\\_0.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/political-guidelines-next-commission_en_0.pdf)

European Commission (2019). “The post-2020 common agricultural policy: environmental benefits and simplification.” [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/key\\_policies/documents/cap-post-2020-environ-benefits-simplification\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/key_policies/documents/cap-post-2020-environ-benefits-simplification_en.pdf)

Eurostat (2020). *Sustainable development in the European Union. Monitoring report on progress towards the SDGs in an EU context*. 4th ed.

Government of the Netherlands (2021). “A more consistent and effective EU environmental legislation.” <https://www.government.nl/topics/spatial-planning-and-infrastructure/revision-of-environment-planning-laws/a-more-consistent-and-effective-eu-environmental-legislation>

Knill, C., Steinebach, Y., Fernández-i-Marín, X. (2020). “Hypocrisy as a crisis response? Assessing changes in talk, decisions, and actions of the European Commission in EU environmental policy.” *Public Administration*, 98(2): 363–377. <https://doi.org/10.1111/padm.12542>

Matthews, A. (2020). “The Commission’s Climate Law proposal: what it says and how it might be improved.” *CAP Reform*. <http://capreform.eu/the-commissions-climate-law-proposal-what-it-says-and-how-it-might-be-improved/>



## 6 Défi migratoire

Amnesty International (2018). "The State of the World's Human Rights 2017/2018." <https://www.amnesty.org.uk/files/2018-02/annualreport2017.pdf>

Devillanova, C., and Frattini T. (2016). "Inequities in immigrants' access to health care services: disentangling potential barriers." *International Journal of Manpower*, 37(7): 1191-1208. <http://dx.doi.org/10.1108/IJM-08-2015-0114>

Giametta, C. (2020) "New asylum protection categories and elusive filtering devices: the case of 'Queer asylum' in France and the UK." *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 46(1): 142-157. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2018.1500172>

Villa, M., ed. (2020). *The Future of Migration to Europe*. Milan: ISPI. [www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/isp\\_i\\_futureofmigration\\_web\\_1.pdf](http://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/isp_i_futureofmigration_web_1.pdf)

OECD (2018), *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees*. Paris: OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/9789264085350-en>

Bloch, Alice & Carl Levy. (1999). *Refugees, Citizenship and Social Policy in Europe*. Palgrave Macmillan UK.

## 7 Défi technologique

Bradford, A. (2020). *The Brussels effect: how the European Union rules the world*. New York: Oxford University Press.

CEDEFOP (2018). "Insights into skills shortages and skills mismatch. Learning from Cedefop's European skills and jobs survey". [https://www.cedefop.europa.eu/files/3075\\_en.pdf](https://www.cedefop.europa.eu/files/3075_en.pdf)

ENISA (2020). "ENISA Threat Landscape - Emerging trends." <https://www.enisa.europa.eu/publications/emerging-trends>

European Commission (2021.) "Digital Education Action Plan (2021-2027): Resetting education and training for the digital age." [https://ec.europa.eu/education/education-in-the-eu/digital-education-action-plan\\_en](https://ec.europa.eu/education/education-in-the-eu/digital-education-action-plan_en)

European Commission (2021) “Digital Innovation Hubs (DIHs) in Europe.” <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/digital-innovation-hubs-dihs-europe>

Gartner (2020). “Top Trends Impacting Infrastructure and Operations for 2021.” [www.gartner.com/en/newsroom/press-releases/2020-12-07-gartner-identifies-the-top-trends-impacting-infrastructure-and-operations-for-2021](http://www.gartner.com/en/newsroom/press-releases/2020-12-07-gartner-identifies-the-top-trends-impacting-infrastructure-and-operations-for-2021)



**The Future of Europe**  
**Crossed Views of Young Europeans**  
Carlo Altomonte & Frédéric Esposito (eds)

PREFACE..... ii

CREDITS ..... viii

LIST OF ABBREVIATIONS ..... x

EXECUTIVE SUMMARY ..... xi

PART 1. THE PRESENT ..... 1

PART II. WHAT IF THE EU DIDN'T EXIST?..... 10

PART III. CHALLENGES FOR THE FUTURE  
OF EUROPE ..... 25

CONCLUSION..... 71

REFERENCES..... 73

## Preface

Admiral Coldefy, President of the Society of Members of the Legion of Honour

The idea for this Report came about some time ago. In late 2019, the President of the Italian chapter and at the Holy See was conversing with the French Ambassador to Italy, reflecting on how to mark the Centenary of the founding of the foreign chapters of the Société des Membres de la Légion d'Honneur. An idea emerged: the programme planned for an event in Italy aiming to involve young people around the theme of the future of Europe could be turned into an event connected to the Centenary celebrations. The Swiss chapter had also thought of addressing the theme of Europe as part of the celebrations. We thus chose to combine our strengths and organise the event together, and the head office in Paris gave us its approval.

The combination of young people and Europe is crucial to building fair, inclusive, and sustainable development that brings peace and well-being to all the peoples of Europe.

The idea was to involve university students from the various European countries to find out what they expect from the European Union for a better future. We outlined the draft of the project, which we called **“How can Europe shape the future for young people?”** We began reaching out, starting with Prof. Mario Monti, President of Bocconi University, who indicated Prof. Carlo Altomonte as a reference person for launching the project, and advised that we involve two very different associations, equally devoted to European issues:

CIVICA – The European University of Social Sciences: one of the consortia chosen by the European Commission in 2019 as part of the Erasmus+ European Universities competition, in which Bocconi took part with seven other European universities;

European Generation: a student association at Bocconi.

Likewise, the Swiss chapter contacted the Rector of the University of Geneva, Prof. Yves Flückiger, who connected us with Prof. Frédéric Esposito.

Thus, under the guidance of Prof. Carlo Altomonte of Bocconi University and Prof. Frédéric Esposito of the University of Geneva, the project was off to a positive start: **thirty-six students** joined the project from ten European universities (in addition to the eight universities that are CIVICA members, the University of Geneva in Switzerland and ESADE in Spain took part).

The students showed dedication and passion in compiling this Report on the Future of Europe, published in a full-length version and a concise version. The contents are most interesting, and include twenty-five bold, innovative proposals in response to seven key challenges for the future of Europe. The Report reveals the thoughts of thirty-six young scholars from countries both in and beyond the EU on how they see their future and what they expect from the European Union. For this reason, we intend to share the two versions of the Report with the European Commission and European Parliament.

The Report is characterised by the authors' great efforts to stay pragmatic and their courage in making unconventional proposals. Its thoughts on the future of United Europe are an important contribution to the survey being carried out through the Consultation begun in May 2021 at a European level.

The Report will be formally presented during a conference to be held on 8 November 2021 at Palazzo Farnese, with those in attendance including the Grand Chancellor de l'Ordre de la Légion d'Honneur, Gen. Benoit Puga; the President of the Société des Membres de la Légion d'Honneur, Admiral Alain Coldefy; and the French Ambassador to Italy, H.E. Christian Masset. The presidents of the SMLH chapters active in Europe, or their representatives, are also invited to the event. We believe that this Report is a truly important contribution to the Centenary celebrations. The SMLH aims to provide

support and cultural initiatives to strengthen the bonds between France and the countries where legionnaires live. Italy and France are founding members of the European Union, and have been two of its active protagonists. Despite not belonging to the EU, Switzerland is a neighbouring country that strives to maintain and strengthen solid, fruitful relations within the European continent for the good of all citizens. Taking action to benefit young people and getting them involved are priorities for the SMLH.

We wish to thank all the young people who worked with such dedication, demonstrating truly remarkable analytical skills and proactive thinking, proving their courage and inventiveness. Our heartfelt thanks go to Professors Altomonte and Esposito, who supervised the various phases of the project, motivating the young people and giving them suggestions.

We feel certain this report will prove to be engaging for all readers, and will spark discussions on how we can move together towards a world of peace, mutual support, and economic, social, and environmental sustainability.



## Preface

Prof. Anna Maria Tarantola, a cura della President of the Organising Committee.

The idea for this Report came about some time ago. In late 2019, the President of the Italian chapter and at the Holy See was conversing with the French Ambassador to Italy, reflecting on how to mark the Centenary of the founding of the foreign chapters of the Société des Membres de la Légion d'Honneur. An idea emerged: the programme planned for an event in Italy aiming to involve young people around the theme of the future of Europe could be turned into an event connected to the Centenary celebrations. The Swiss chapter had also thought of addressing the theme of Europe as part of the celebrations. We thus chose to combine our strengths and organise the event together, and the head office in Paris gave us its approval.

The combination of young people and Europe is crucial to building fair, inclusive, and sustainable development that brings peace and well-being to all the peoples of Europe.

The idea was to involve university students from the various European countries to find out what they expect from the European Union for a better future. We outlined the draft of the project, which we called **“How can Europe shape the future for young people?”** We began reaching out, starting with Prof. Mario Monti, President of Bocconi University, who indicated Prof. Carlo Altomonte as a reference person for launching the project, and advised that we involve two very different associations, equally devoted to European issues: CIVICA – The European University of Social Sciences: one of the consortia chosen by the European Commission in 2019 as part of the Erasmus+ European Universities competition, in which Bocconi took part with seven other European universities;

European Generation: a student association at Bocconi.

Likewise, the Swiss chapter contacted the Rector of the University of Geneva, Prof. Yves Flückiger, who connected us with Prof. Frédéric Esposito. Thus, under the guidance of Prof. Carlo Altomonte of Bocconi University and Prof. Frédéric Esposito of the University of Geneva, the project was off to a positive start: thirty-six students joined the project from ten European universities (in addition to the eight universities that are CIVICA members, the University of Geneva in Switzerland and ESADE in Spain took part).

The students showed dedication and passion in compiling this Report on the Future of Europe, published in a full-length version and a concise version. The contents are most interesting, and include twenty-five bold, innovative proposals in response to seven key challenges for the future of Europe. The Report reveals the thoughts of thirty-six young scholars from countries both in and beyond the EU on how they see their future and what they expect from the European Union. For this reason, we intend to share the two versions of the Report with the European Commission and European Parliament. The Report is characterised by the authors' great efforts to stay pragmatic and their courage in making unconventional proposals. Its thoughts on the future of United Europe are an important contribution to the survey being carried out through the Consultation begun in May 2021 at a European level.

The Report will be formally presented during a conference to be held on 8 November 2021 at Palazzo Farnese, with those in attendance including the Grand Chancelier de l'Ordre de la Légion d'Honneur, Gen. Benoit Puga; the President of the Société des Membres de la Légion d'Honneur, Admiral Alain Coldefy; and the French Ambassador to Italy, H.E. Christian Masset. The presidents of the SMLH chapters active in Europe, or their representatives, are also invited to the event. We believe that this Report is a truly important contribution to the Centenary celebrations. The SMLH aims to provide support and cultural initiatives to strengthen the bonds between France and the countries where legionnaires live. Italy and France are founding members of the European

Union, and have been two of its active protagonists. Despite not belonging to the EU, Switzerland is a neighbouring country that strives to maintain and strengthen solid, fruitful relations within the European continent for the good of all citizens. Taking action to benefit young people and getting them involved are priorities for the SMLH. We wish to thank all the young people who worked with such dedication, demonstrating truly remarkable analytical skills and proactive thinking, proving their courage and inventiveness. Our heartfelt thanks go to Professors Altomonte and Esposito, who supervised the various phases of the project, motivating the young people and giving them suggestions. We feel certain this report will prove to be engaging for all readers, and will spark discussions on how we can move together towards a world of peace, mutual support, and economic, social, and environmental sustainability.

## **The Organising Committee**

Anna Maria Tarantola, President of the Italian chapter of the SMLH and at the Holy See and chairwoman of the organising committee.

Nicolas Frizon de Lamotte, President of the Swiss chapter of the SMLH and fundraising manager for the event.

Cécile Pozzo di Borgo, Administrator of the SMLH head office and manager of chapters abroad.

Marcel Patrignani, Treasurer and Advisor to the Italian chapter of the SMLH and at the Holy See.

Françoise Plantade, Secretary General of the Italian chapter of the SMLH and at the Holy See.

## Credits

Co-authors of the Report

Caroline Angeli, University of Geneva

Paolo Barone, Bocconi University

Jade Belghali, Sciences Po

Chloé Bertrand, Sciences Po

Martina Bo, Bocconi University and Sciences Po

Beatrice Boarolo, Bocconi University and Sciences Po

Teresa Capelli, Bocconi University

Andrea Casetta, Bocconi University

Giulio Vittorio Cervi, Bocconi University and LSE

Giulia Comelli, Bocconi University

Giuseppe Concetti, Bocconi University and LSE

Raffaella Dimastrochicco, Bocconi University

Hanna Gesang, Bocconi University

Guglielmo Gomez Serito, Bocconi University

Daniel Johannesson, Stockholm School of Economics

Jean-Pierre Kiraly, University of Geneva

Lukas Norbert Leitner, Hertie School

Laurent Mallet, University of Geneva

Yonna Marangoni, University of Geneva

Francesc Mullerat, ESADE

Sara Notario, University of Geneva

Stefan Pfalzer, Sciences Po and LSE

Ulysse Schell, University of Geneva

Simone Scibelli, Bocconi University

Liam Selsby, LSE

Marianna Skoczek-Wojciechowska, Sciences Po

Timothée Spoerli, University of Geneva

Linnea Svanberg, Stockholm School of Economics

Pietro Valetto, Bocconi University

Marta Vukovic, Central European University  
Rebeca Woodbridge, ESADE  
Orsola Zocchi, Bocconi University

## Coordinator

Giulio Vittorio Cervi, Bocconi University and LSE

## Academic mentors

Prof. Carlo Altomonte, Bocconi University  
Prof. Frédéric Esposito, University of Geneva  
Dr. Yuliya Kaspiarovich, University of Geneva

## List of abbreviations

CJEU	Court of Justice of the European Union
EC	European Commission
ECB	European Central Bank
EEC	European Economic Community
EFSF	European Financial Stability Facility
EFTA	European Free Trade Association
EP	European Parliament
ESM	European Stability Mechanism
EU	European Union
EUCO	European Council
IMF	International Monetary Fund
MS	Member States
OECD	Organization for Economic Co-operation and Development
SMLH d'Honneur	Société des Membres de la Légion d'Honneur
TFEU	Treaty on the Functioning of the European Union
TEU	Treaty on the European Union

# Executive Summary

## Part I. The Present

### **European Integration up to now**

This Report aims to address the main social, economic and political challenges that the European Union is facing, and to propose solutions for overcoming them. This section will discuss the economic and legal aspects of European integration, its recent history and implications.

We consider the strengths and limits of economic and political integration, addressing the potential consequences that could derive from a greater degree of integration, as well as those that could stem from the current state of affairs.

Lastly, we consider the recent, tumultuous period of crises and its consequences. In particular, the expansion of Eurosceptic and nationalist movements, combined with a growing sentiment of people feeling left behind, constitute a threat to the citizens' sense of belonging to the European Union.

### **European Values**

We analyse the importance of having common values in the EU, we reflect upon the European values promoted in Article 2 of the Treaty on the Functioning of the EU: human dignity, freedom, democracy, equality, rule of law, respect for human rights and minorities, pluralism, non-discrimination, tolerance, justice, and solidarity.

We reflect on the shared history of the continent and the difficult process that brought about a new sense of shared European values, and their importance for maintaining peace in our continent. Indeed, despite the incredible and valuable diversity in culture, language, and social values across Europe, we find we have more in common than what divides us.

We explore what European citizens think in this regard, using data from Eurobarometer surveys. We recognise that, while present in most of the Union, positive considerations on the

state of common values are neither universally held nor homogeneously distributed across member states and citizens.

Finally, we look at concrete instances where values are put to test, concluding that when common values are not translated into actions by the European institutions and Member States, the sense of common purpose is undermined and the true meaning of the European project is seriously put in question.

## **Part II. What if the EU did not exist?**

### **The case of Brexit**

The EU is more than simply the sum of its parts: individual member states and their interactions always have shaped, and will continue to shape, the very nature of our union. Therefore, the loss of a MS is an important event that will continue to affect the EU for a while, and that deserves our attention before specific policy proposals are made.

The extent of every member state's influence on the EU will be demonstrated through the counterfactual lense of "What if the UK had never joined the EU", where we assume the UK had remained an EFTA-member, and then consider the consequences from economic, political, institutional and security perspectives.

Moving on from the previous counterfactual, we now expand our deliberations to include the entire union, shedding light on the potential exits of Greece, Hungary and Spain in the aftermath of a Brexit referendum. The counterfactual aspect here is that we do not take into account the way the tedious nature of the Brexit negotiations have proceeded over the past four years in order to better understand what factors would have, and still could, push a member state towards exiting. We are taking into account both political and legal aspects of the issues, therefore understanding not just why a member state could have left but also how they would have done it.



Based on the previous analysis, we consider the question of what could motivate today's Eurosceptics to leave the union, once again considering the problem from a number of angles including economic incentives and legal hurdles.

## **Part III. Challenges for the Future**

### **Methodology**

We approached this endeavour starting from a discussion about the many crises Europe has gone through, and using them as an instrument to bring about positive change.

Thus, we selected what we considered our top priorities to be addressed among the many open issues, identifying 7 key challenges for the future of Europe.

### **Challenge 1. Identity**

We recognise the complexity of what it means to “be European” and the challenges that a lack of shared identity brings about in communicating the EU's achievements and improve its standing within the European population. Thus, our proposals aim at long-term, sustainable improvement in the relationship between the EU and its citizens and the fostering of coexistence of local, national and European identities.

Addressing young Europeans – quite literally the future of our Union – we want to build on the already existing programmes like Erasmus and expand them to give more opportunities to even younger Europeans, whatever their income or origin.

Noting that while the EU already does a lot for its citizens, there is a widespread lack of awareness, we propose to expand projects like “What Europe does for me” and to start more initiatives targeting different demographics, such as raising awareness by linking the EU to important events on the local level and improving the institution's presence both in traditional and new media.

Acknowledging the complex relationship between national and EU politics, we propose to establish a European Election

Day with the aim of providing citizens with a common European holiday, specifically dedicated to carrying out one's civic duty and to celebrating Europe. Moreover, we maintain that European referenda should be taken into consideration as one potential future avenue for making European Democracy more accessible.

## **Challenge 2. Institutions**

Ever since its foundation, several questions have been raised about the EU and its institutional structure: its legitimacy as a supranational body, its increasing complexity and bureaucratisation, and alleged shortfalls in transparency, accountability and institutional balance.

To respond to this challenge and ensure the long-term sustainability of the European project, we propose a set of ambitious reforms of the EU's institutional structure, with the following aims: To promote higher cross-institutional legitimacy and balance, bureaucratic simplification and procedural efficiency, we propose to merge the Presidencies of European Commission and European Council into a single figure, and to develop a new Appointment Procedure for Commissioners, assigning a greater role to the European Parliament.

To enhance the Commission's efficiency and send a clear message that Commissioners must put the EU's interest before their national ones, we contemplate the possibility of reducing the size of the Commission. Still, we maintain some binding criteria to ensure fairness, geographic and demographic diversity.

To reinforce the attention to EU-level politics within the national sphere, avoid its manipulation on behalf of national parties and give stronger legitimacy and political mandate to MEPs, we propose that national parties be affiliated to common "European Group lists" in the context of EP elections.

### **Challenge 3. COVID**

COVID-19 has severely tested the resilience and centrality of European values, courageous measures are needed to make them even more robust.

Recognising that freedom of movement is inseparably related to the right to work for many European citizens, we propose a new mechanism for managing travel restrictions, that should be in place even after the end of the pandemics.

Acknowledging that the vaccine procurement strategy has proved flawed and that the EU depends too heavily on foreign countries for the supply of medicines, we propose a mechanism of parallel (instead of joint) procurement which can also accommodate the needs of individual Member States.

Being convinced that Next Generation EU represents not only an opportunity to bounce back after a difficult year, but also a great opportunity to take a major step towards long-term goals, we strongly support a quick and sustainable allocation of resources to investments that will be the drivers of our future prosperity.

### **Challenge 4. Economic Governance**

Recognising that monetary policy may not be enough to tackle severe crises, we propose the creation of a common European debt as a permanent tool to ensure solidarity and resilience to shocks. Fiscal policies should become more uniform among Member states.

We maintain that such a common debt would alleviate pressure on national debts and provide increased reliability of the whole system, so that it would not be burdensome. Funds should be earmarked for projects achieving positive externalities, giving a renewed and concrete meaning to the concept of European added value.

We believe that European Institutions should be able to directly impose and collect taxes so as to funnel resources into sustainable and innovative business models. Moreover, we see the need for a common European Fiscal Framework

to increase coordination and create a true level playing field in taxation.

### **Challenge 5. Climate Change**

We believe that the acceleration of climate change and land degradation requires ambitious responses from the EU institutions. Being convinced that scientific evidence should stand at the core of climate regulations, we want the EU to be at the forefront of the green revolution and hold nations accountable to their climate pledges by taking consequential actions.

Recognising inconsistencies within environmental policies, as demonstrated by the Common Agricultural Policy, we urge EU institutions to adopt a coherent and consistent action concerning all aspects of this global issue.

Being aware of the lack of plans for coordinating single member states' energy plans, we advocate for increased cooperation through the strengthening of existing European regulations.

Considering the EU energy strategy, we call for a greater investment in hydrogen research and development in order to promote its potential in the EU energy mix and help overcome the issue of climate-volatile sources of energy.

Recalling the importance of ex ante preparation instead of ex post reaction, we encourage the introduction of foresight and preparation response to the process of climate-induced migration in the EU Strategy of Adaptation to Climate Change.

### **Challenge 6. Migration**

Strongly believing that the first solution to migration is to enhance life conditions in countries of origin, we propose a New Marshall Plan linking the EU to Africa, in close cooperation with the African Union, to promote economic opportunities, the respect of human and environmental rights, as well as democratic, transparent and accountable institutions.

Highlighting the importance of solidarity with non-Europeans in need as well as among Europeans, we acknowledge the limits of the Dublin III Regulation and advocate for the “New Pact on Migration and Asylum” to be more ambitious, providing for a binding relocation system, a 10-week period to examine claims under the asylum border procedure, and increased surveillance on migrants’ detention conditions.

Believing that lack of information and complicated bureaucracy are obstacles to integration, we propose the creation of an easily-accessible and multilingual online platform to provide information about the rights granted to asylum-seekers, and opportunities to engage with the local community in the migrants’ native languages.

Taking into account the frequent human rights breaches and the safety concerns typical of irregular migration trails, we propose that all Member States implement new legal ways of entering the EU, following the practice of humanitarian corridors already adopted by some national authorities in collaboration with NGOs and civil society. Moreover, instead of the faulty system in which free legal help is offered only after the rejection of a request for asylum, we strongly urge Member States to grant timely free legal aid to migrants.

## **Challenge 7. Technology**

We believe that to ensure prosperity for its future generations, Europe needs to embrace the Technological Challenge. We want to reap the benefits of technology, building a European digital sovereignty, protecting our democracies from cyberthreats, promoting fundamental rights, regaining industrial and economic competitiveness through research and innovation.

Recognising that education is the basis of long-term development, we want technological knowledge to be a cornerstone of school curricula from the primary level to life-long learning, providing the technical skills to foster innovation and competitiveness and the tools to become informed citizens. This can enable Europeans to exercise

their right to vote in new ways that could complement the traditional system, raising participation in the democratic process, once security concerns are solved.

Believing that it is time to give Europe the tech edge by investing in network connectivity and infrastructures, attracting the best talents, we propose the creation of European Tech Valleys – cross-continental clusters of innovative start-ups, firms, financial and research institutes – as the embodiment of a more united and competitive Europe. Recognising the EU’s unparalleled ability to set global standards, and taking advantage of the current endeavour on the part of European Institutions to define new rules for the digital economy, we urge them to be bold and address the potential threats of the digital world to fundamental rights while harnessing innovation.

# **PART I. THE PRESENT**

## **European integration up to now**

### **Defining European Integration**

Since the 1950s, the continent of Europe has been united through its shared objectives of preserving peace, tranquillity, and prosperity. Through these, the EU then emerged as the beating heart bringing such principles into existence. Today, the EU's global influence is immense and continues in its attempt to tackle worldwide issues.

Yet in recent years, a tumultuous period of crises has emerged from the 2004 and 2015 migration crisis, the Euro crisis, and the continental expansion of populism and authoritarianism. This has since shaken the continent to its core – questioning its divine principles and the EU's future survival. For now, the EU remains a legal order – unified under the *Costa v. Enel* case of 1964 in sustaining EU law as precedent over domestic legislation. Yet, as evidenced by Brexit and the separate actions taken by Member States during the pandemic, questions of the EU's long-term unity are still very relevant. As such, this report seeks to address the prevalent issues the EU faces and how to overcome them – all the way from political identity, to health crises and technological challenges ahead of us. For now, however, we shall explore in greater detail the current situation the EU faces by expanding upon its current rates of political and economic integration, for only then can one truly understand the immense task the EU is up against.

### **Economic integration**

Since its creation, the European Central Bank has aimed at pursuing price stability, orienting investors' expectations on the medium-long term, and providing favourable funding

conditions for all sectors of the economy. Price stability is the primary monetary policy goal for two main reasons: in the long run, prices of goods and services depend on the money supply (and by extension on the inflation) which is controlled by the ECB; moreover, a low rate of inflation implies growth and job creation. Price stability is sought principally through open market operations and the consequent change in the official interest rate.

Such instruments became ineffective because the monetary policy transmission mechanism stopped working. The ECB was obliged to deploy “non-standard” measures (Quantitative Easing or credit easing) to recover the system, and these instruments proved to be essential during the Covid-19 pandemic. In March 2020, an extraordinary asset purchase programme of private and public sector securities was announced, and is scheduled to continue until June 2021. In general, during crises, the support of our common central bank has proved crucial to enhance European resilience. Adding to the action of the ECB, the EFSF and the ESM played a fundamental role in providing support to the countries most affected by the sovereign debt crisis, making available, during the duration of the programs, an amount equal to 13% of their (2010) GDP. In comparison to the 1997 collapse of the Thai baht, the IMF approved a credit line to the three most affected economies – Thailand, South Korea, and Indonesia – comprising 4% of their (1997) GDP. Moreover, observing the interest rate at which countries borrowed money to finance government spending, the Southeast Asia economies sustained high interest rates to restore confidence in their currencies, despite the negative consequences for the real economy. One year after the first stage of the crisis, the interest rate on one-year bonds of the Bank of Thailand reached almost 20%. On the contrary, European countries could count on the support of the ECB to keep interest rates low, allowing those suffering the most to finance additional debt to stimulate the economy. Overall, the five countries that applied for the EFSF and/or the ESM have saved €18 billion. Yet the exceptional achievement of these



instruments was their effectiveness in mitigating the transmission risks of the crisis in the Euro-area and reducing the probability of sovereign default, succeeding in their duties. These tools are destined to remain in the portfolio of European anti-crisis measures, but the new challenges that await us require even more courageous and integrative measures.

### **Political Integration**

As Jean Monnet famously said: “Europe will be forged in crises, and will be the sum of the solutions adopted for those crises.”<sup>71</sup> Throughout its history, the EU has often sought to resolve its internal socio-political tensions by pushing for further political and institutional integration.

Today, the role of the President of the European Commission has never been so influential. Furthermore, court cases over time, such as the 1983 *Les Verts* case, have given the European Court of Justice and other institutions a wide element of integration through law, -This has meant that power has resided solely in the hands of the highest institutions in the land, rather than directly with the people. As a result, large-scale animosity has emerged over time. Culminating in a way with Brexit, Euroscepticism has vastly increased with some member states such as Spain and France declining in their favourable and support for the EU by over 10% since 2007.<sup>72</sup> Since then, this has led to favourable conditions for anti-EU political parties being represented in the European Parliament, thus starting to voice Eurosceptic instances from inside the EU’s institutions themselves.

Such push for increased integration may become even more problematic as the EU seeks to respond to particular periods of crisis by expanding its jurisdiction to other policy fields such as security and environmental concerns, thus running the risk

---

<sup>71</sup> Monnet, J. (1978). *Memoirs*. Trans. R. Mayne. Garden City: Doubleday & Company, 417.

<sup>72</sup> Pew Research Centre, 2019

of breaching the principles of conferral, subsidiarity and proportionality of competences established by Art. 5 TEU. It must also be considered that some MS may present specific economic, social and institutional circumstances requiring certain competences to be left to the national governments. To simply ignore such needs would further hinder the EU in moving forward, for it would add fuel to the fire in the arguments that single countries would be better off on their own rather than remaining in a community where solidarity is often lacking. Therefore, the EU could accommodate some more flexibility to other MS, creating a sense of multi-speed integration.

If the EU does not address its troubling situation today, its future survival will continue to be put to the test – perhaps to a breaking point. A blind and uncritical faith in greater political integration is not the panacea, as it risks simply feeding into the populist rhetoric that the EU is a distant supranational body that ignores the ‘will of the people’. Instead, a critical assessment of the progress made so far must always accompany ideas for reform, and greater action must be taken to accommodate the needs of those who are left behind and recover the spirit of solidarity and brotherhood on which the European Union was founded. The objectives of this Report include the quest for some answers to these issues.

## **European values**

### **Identifying European values**

Europe is not simply a geographic area. It is a place where common values were developed in centuries of shared history. The European Union, which is first and foremost a union of shared values, enshrined them in its treaties. Thus, we believe it is important for us to reflect upon those values in order to put forth concrete and effective proposals for the future of Europe. Article 2 of the Treaty on the Functioning of the European Union promotes values of human dignity, freedom, democracy, equality, rule of law,

respect for human rights and minorities, pluralism, non-discrimination, tolerance, justice, and solidarity. These points are directly linked to the European citizens. These values are completed by some other notions in Article 5, the subsidiary and the proportionality, more closely linked to the institutions of the EU.

Beyond seeking efficient performance inside the Union, the EU is the crucible of other more global values, such as the Charter of Fundamental Rights of the European Union (CFR), and of current challenging values, such as the question of environmental sustainability. However, although most European values are the same as those held by people in many other parts of the world, there exist important differences that define Europe as something distinct from other communities around the world.

Contrary to what some politicians would affirm, European values are not an artificial invention recently drafted to support the action of the European Union: they exist per se, and represent the result of a historical process with ancient roots. For instance, the essential value of Democracy derives from Classical Greek culture, while the intrinsic superiority of the Rule of Law goes back to the Roman legal system. Other fundamental values such as Equality, Freedom, and Justice are tied to the Enlightenment period, which culminated in the French Revolution that influenced the entire European society of the time. The abolishment of the death penalty, which is a widely repudiated practice in Europe nowadays, found its bedrock in the Enlightenment as well and especially in Cesare Beccaria's *Dei delitti e delle pene*.

Nonetheless, whilst Europe has always been bound together through a shared history, the countless conflicts culminating in the World Wars of the 20th century brought about a new sense of shared European values and their importance for peacekeeping in the continent. In fact, the respect of Human Dignity, the perseverance of Human Rights, and the principles of Non-Discrimination can be seen as the

outcomes of Europe's role as the epicentre of the two World Wars.

### **Purpose and importance of common values**

Solidarity and unity among European peoples are something we hope for, not only to prevent conflicts, but also to profit from the benefits of being in the Union. We, the authors of this Report, are members of the first generation for which these advantages have always been part of our experience: it is hard, if not inconceivable for us, to live without the values we mentioned above.

However, the EU went through a series of evolutions and enlargements which often challenged this sense of community. The World Value Survey, for example, divides Europe into three distinct blocks, mainly on the basis of different religious beliefs and history; this distinction, however simplistic, allows us to realize that Europe is indeed a diverse continent. Not surprisingly, so, EU's motto is "United in diversity".

Common values are the only interests strong enough to tie all these populations together: diplomacy and economic arrangements alone would have not allowed European integration and, as a result, the EU would be economically unstable and irrelevant on the global scenario. For this reason, although we do not have a Constitution for Europe, the Founding Treaties, the source of primary law in the European legal system, clearly state the values which we discussed. The European values, of our common way of life, still define us nowadays and must guide us in every international agreement, regulation, or internal crisis we may have.

### **Perception of values among citizens**

Different European institutions, such as the Commission and the Parliament, try to keep constant updates through social surveys at the continental level on what European citizens think about these values. This process is of fundamental

importance, and allows us to understand if there are different perceptions among the people in different member-states. The Commission Eurobarometer's reports that are regularly released on the institutional website are particularly useful in this regard.

Throughout the EU, a majority of citizens agree that Europeans have elements in common.<sup>73</sup> Additionally, a majority believes that the EU member states are close in the values they share – among which they identify peace, respect for human life, individual freedom, rule of law and respect for other cultures<sup>74</sup> – and values are the second most mentioned reason for a feeling of community among EU citizens.<sup>75</sup> Moreover, responses to surveys suggest Europeans systematically associate the European Union not only with the already mentioned values of peace, democracy and social protection, but also with freedom of movement across the continent, cultural diversity and the opportunity to be more decisive on the world stage. This attitude highlights how people across Europe tend to identify the Union as not only the guarantor for fundamental basic rights but indeed as the entire set of opportunities it offers.

However, these beliefs are neither universally held nor homogeneously distributed: the rates of responses vary considerably among different member-states<sup>76</sup>. Even though such discrepancies are certainly due to cultural and historical developments in different countries, they are crucial when trying to implement common policies at the European level, as will be showcased in the last section of this report.

We can also detect some worrying results: Eurobarometer survey data suggest that the number of people that think European states have common shared values is decreasing over time. Although negative associations are usually less

---

<sup>73</sup> EU (2020). "European Citizenship." *Standard Eurobarometer 92*, Autumn 2019: 63.

<sup>74</sup> *Ibid.*, 43.

<sup>75</sup> *Ibid.*, 36.

<sup>76</sup> EU (2020). "European Citizenship." *Standard Eurobarometer 93*, Summer 2020.

frequent all across the continent, on average, a significant number of Europeans connects the EU with socio-economic issues, like unemployment and high levels of bureaucracy. Moreover, Visegrad countries tend to identify the Union with a “waste of money” with almost 35%/40% response rate. Interestingly, 28% of those surveyed blame Europe for a “loss in cultural identity”, 32% for “more crime” domestically and 41% for “not enforcing enough control at the external borders”.

Finally, the analysed surveys suggest younger, more literate and wealthier people generally have a more positive opinion of the European Union and its institutions than the rest of the population. This point is also of absolute importance to better understand which socio-economic policies the Union should prioritise as the final part of the report will try to demonstrate.

### **Potential challenges and discrepancies**

The feeling of shared values correlates with socio-economic situations, highlighting the importance of effectively dealing with the challenges the European Union faces in upholding the acceptance of its proclaimed values among citizens.

The most recent of these challenges, the response to the COVID-19 outbreak, puts these values to the test. A majority of citizens agree that member states have shown solidarity towards each other<sup>77</sup>; yet, the recurring theme of discrepancies in responses between Member States emerges once again, as was the case with the Eurozone crisis and the migration crisis.

That the values held by the European Union are not always self-evident and perceived as a shared foundation has been highlighted by the United Kingdom’s decision to leave the European Union. The challenges of Brexit should give cause for Europe to re-evaluate itself and better define, understand, and defend its identity based on these values. Reflecting on

---

<sup>77</sup> EU (2020). “The EU and the coronavirus outbreak.” *Standard Eurobarometer 93*, Summer 2020: 32.

the causes of Brexit will allow us to identify the corrections necessary to solidify a common understanding of values. As we have discussed above, it is of paramount importance that the citizens of the EU have a clear perception of shared values. If the actions of the institutions and Member States do not reflect them, we will be left with an ever weaker Union. Therefore, the question of associating and identifying with the values of the European Union will be closely linked with the ability to address the issues we are faced with. Delivering solutions and improvements to our common challenges outlined in this report will strengthen the perception and acceptance of shared values.

# **PART II. WHAT IF THE EU DIDN'T EXIST**

## **The case of Brexit**

In a time where the EU has experienced an increase in Euroscepticism, analysing the United Kingdom's (UK) decision to leave the EU is important to inform the future of Europe. This chapter is divided into two parts. We first analyse what the EU would look like if the UK had never been an EU member. Then, we will analyse the spillover effect that Brexit had back in 2016 and up until today, considering the rise of Euroscepticism in Europe in 2016 with special attention to Greece and Hungary. Secondly, we will analyse the evolution and the situation of Euroscepticism today.

## **What would the EU look like today if the UK never joined?**

The EU is more than simply the sum of its parts: individual member states and their interactions always have and will continue to shape the very nature of our union. We are only just beginning to grasp the deep-reaching changes caused by Brexit. To better understand the extent of an individual member state's influence and consequently the importance of preventing the union from fragmenting further, we are going to reflect back and imagine what the EU would look like if the UK had never been a member. We base our counterfactual analysis on a scenario where the UK had not joined in 1973, but had rather remained an EFTA member.

## **Economic Situation**

If the UK had never joined the EEC in 1973, the EU would be vastly different today. In many ways, Britain has played a meaningful role in the EU's economic prosperity. Alone, the



UK has been the EU's 5th largest contributor to the budget - providing rich resources to the whole continent, advancing its economic prosperity. In turn, no British membership would have restricted the EU's finances and limited plentiful EU-UK trading relations. Furthermore, the UK played a non-negligible role in shaping the Single market as we know it. Thus, the UK and EU became highly interconnected and vastly beneficial to one another - now making Brexit even more sorrowful as both parties greatly benefited from their relations.

An EFTA-member UK might have continued its exclusive trading relationships with Commonwealth members that for so long had remained integral to the UK's economic prosperity but would probably have faced a decrease in FDI. This poses serious questions for any other member state willing to risk leaving the EU today. It cannot be said that without the EU, the UK could not have succeeded, and still might, but nevertheless both parties greatly benefited from Britain's part in the EU, and now without it, the future looks bleaker than it was prior to 2016.

### **Political and Institutional Level**

Despite the UK's contributions to the internal market, an EU without the UK would have been an ever closer Union. The market-making coalition, which generally engages with the EU to preserve their "bastions of national autonomy" (Wivel, 2018:14), would have had less negotiation power. Instead, the Franco-German tandem would have pushed for further integration in line with their interests. If integration-adverse states remained in the Union, we could also imagine the development of a two-speed Europe, deepening integration only in certain areas. Power would likely be concentrated in Brussels' favour, putting non-eurozone countries on the sidelines.

Culturally, the EU might also have been different. The push by EU institutions towards a culture of standards, which owes much to British membership, would perhaps not be apparent.

EU institutions would be smaller in size and less diverse. Indeed, the UK has historically contributed to the EU's ethnic diversity.

Both the EU and the UK would not have as much diplomatic "capital" as they have today. While institutional links and commitments between the EU and the United States of America (USA) would exist, they would have taken longer to form. Moreover, the EU would not have benefited from two permanent secretaries at the United Nations, whilst the UK would stand alone rather than as part of a multilateral forum. Possibly, as a P5 member, the UK would be more active within the UN.

### **Security Level**

On another level, both security and defence relations remained the main parameter where the UK was perceived as holding the EU back. Being a 'reluctant partner' for greater defensive integration, it most likely prevented the EU from solidifying its security policies even further than today. As seen only since the beginning of Brexit in 2016, the EU has since ramped up its security integration efforts<sup>78</sup>.

Yet despite its reservations on defensive integration, the UK still contributed to over 50% of all EU military capacities, and over 70% of EU spending on military research and developments. This, in combination with the UK's connection to intelligence programmes such as the 'Five Eyes' defence agreement and its position as a permanent member on the UN security council has further strengthened the EU's international influence

This has ensured that a more unitary response has been taken within the EU on the international stage – thus making the EU a more powerful body worldwide. This was particularly seen in the EU's efforts against Russia in 2014 and 2017, and its participation in the 2015 Iran nuclear deal.

---

<sup>78</sup> Examples for such integration efforts can be found in part 1.1.4

In conclusion, if the UK had only been an EFTA member, it is unlikely that the EU or the UK would have benefited so much from such a highly integrated defensive, political and economic relationship. This now raises a major question regarding what a post-Brexit Britain will mean for both players, and for other Eurosceptic EU MS. Whereas Britain's Brexit campaign spoke highly of reverting back to the past, the above analysis clearly shows that such a choice would not have been highly successful.

Thus, if other member states were to try to follow Britain's path of leaving, and attempt to change the course of their own history, a similar, unclear and dangerous situation could soon arise. The analysis above and the experiences after the Brexit referendum clearly show how much of an impact a single member state can have on the stability and the advancement of the union – and why, therefore, Euroscepticism must be tackled, everywhere in the EU.

### **Brexit and further Euroscepticism**

The 2016 Brexit vote should not be perceived as a single episode of Euroscepticism in an otherwise close-knit European Union. Indeed, in that same year, varying degrees of Eurosceptic sentiments were already rooted in a number of other European countries. Interestingly, several of them were showing even higher levels of negative perception of the EU with respect to the 52% that brought Leave to victory in the UK.

A variety of factors were concurring to determining Euroscepticism across different countries: discontent with European inference in domestic economy or politics (chiefly the case of Greece and, to an extent, of Spain, strongly hit by the 2015 austerity measures); refusal to abide by common EU policies and decisions (e.g. Hungary and Poland rejecting the 2015 refugee relocation quota established by the EU), and many more.

The overall picture was painted by Pew Research Center, Eurobarometer and Ipsos Mori surveys, which measured the overall degree of Euroscepticism in each country according

to three main questions: whether the respondents were unfavourable to their country's permanence in the Union altogether, whether they demanded that some EU powers be returned to national competence, and whether they thought that their country should hold a popular referendum on EU permanence, following in the footsteps of the Brexit one.

Interpreting the aforementioned polling as indicating the presence of factors facilitating an “-exit”, it is worthwhile to explore the factors which, had the Brexit referendum gone more smoothly, could have caused further withdrawals from the union.

### **Potential Outcomes Assessment: was there the potential for other “-exits”?**

Especially in the wake of the 2008 Global Financial crisis, there were voices within many countries calling for an exit from the Eurozone. Proponents of withdrawal from the Union felt that leaving the Eurozone and reintroducing the respective national currencies would have provided economic boosts for key sectors, such as tourism, and therefore enabled recoveries without help from Brussels. Remaining in the Eurozone, in combination with often high national debt in the most economically affected countries, meant accepting higher bond yields. This, in turn, meant higher interest rates would kill demand, increase savings instead of investments and slow economic growth even further, potentially causing a real stagnation.

These economic arguments were strengthened, given that the EU's response to the Financial Crisis often came in the form of stern austerity policies. Opponents of these policies argued that by replacing them with countercyclical policies, in the long run, there would have been a decrease in unemployment rate and increase in the minimum wage, easing the hardships of the general population. It should be said that whilst less extensively covered in the media, Euroscepticism did not appear on the political stage only in the form of right-wing parties. Notably, the impact of

budgetary rules in Spain enabled the rise of Podemos, a left-wing Eurosceptic party. They established a supporting base by maintaining that the solution to the economic crisis in the countries of Southern Europe required regaining monetary sovereignty, which included the exit from the Euro and nationalisation of banks.

There could have been a number of imminent negative economic consequences to withdrawal from the Union, mainly the possibility of having to deal with national currencies devalued with respect to the Euro, high financial volatility and short-term reduction in consumption, which would likely worsen the challenges many people were already facing. However, the general narrative of the Eurosceptic parties was that the advantages illustrated above outweighed the disadvantages, and that the latter would only have been short-term sacrifices worth making for the prosperity and freedom that were waiting to be gained in the long run. Surveys conducted for example in Greece showed that a majority agreed. They expected a national government acting without EU interference to be able to enact policies that focussed on long-term growth, better social protection and equity.

Since the Global Financial Crisis, the discourse has also shifted towards covering the issue of long-term economic dependency. In 2016, when Hungary was debating an -exit referendum, EU funding constituted more than 4% of Hungarian GDP – a de facto guarantee that leaving the EU would bring about detrimental consequences. The specific case of Hungary continues to be an interesting one: the leadership is loudly critical of the current European Union, but Hungary remains a MS. This allows Orbán to use the relationships and alliances to build international pressure and further his domestic interests, while also not having to renounce the benefits and funds coming with European membership. Very tellingly, attempts to tackle this issue by introducing a rule-of-law conditionality to the EU budget ended in a watered-down compromise that will likely be

ineffective in addressing anti-democratic actions by the Hungarian government.

When evaluating the potential for -exits from the EU, the circumstances required for any kind of referendum or vote must also be taken into account. For example, the aforementioned discussion about a “Huxit” referendum in 2016 was rejected by the National Election Commission (Nemzeti Választási Bizottság or NVB) because a majority of Hungarian voters was against it.

The legal conditions needed for activating a withdrawal procedure should therefore also be taken into consideration. Up until the introduction of the *lex specialis* for the withdrawal procedure in article 50 TEU, the *lex generalis* of the Vienna Convention on the Law of the Treaties applied, where, based on the application of public international law, if no agreement could be reached among the members, this could lead to a unilateral withdrawal from the constitutive treaty (articles 60-62 VCLT). This changed with the introduction of article 50 TEU in the Treaty of Lisbon in 2009. After this, in order to activate the withdrawal procedure, the member state had to decide in accordance with its own constitutional requirements (Hillion, 2015). These requisites vary from country to country, thus when addressing the legal aspects of any potential withdrawal, one should look at each particular case separately. Of course, the United Kingdom is the first case in this sense, but one cannot apply all legal and practical experience drawn from the long Brexit process as a general “exit” solution. Therefore, any member state willing to withdraw from the EU will have to decide following its own constitutional requirements, and this should be analysed on a case-by-case basis.

### **What would motivate other Eurosceptics to leave the EU today?**

We will now investigate what factors are important for other Eurosceptic countries’ consideration of whether to leave or stay in the European Union. There are three layers to this

consideration. On the national level, we will examine the economic consideration. On the subsystemic level, there is the identity factor. Finally on a superstructural level, we will examine the legal challenges resulting from withdrawal from the Union pursuant to Art. 50 TEU.

The unprecedented economic cooperation of being embedded in the economic framework of the EU has paid dividends to all MS, making even the closest possible non-MS relationship less favourable. Economic integration has lifted living standards across the union, helped to replace adversarial relationships with mutually beneficial trade relations, and fostered a spirit of community. In the wake of the COVID-19 crisis, economic aid in the form of programmes such as Next Generation EU have once again demonstrated the beneficial nature of economic integration. Why then did the UK leave?

To better understand this, we must consider the identity layer of the motivation. Given its imperial history, the UK regarded itself as separate from the continental MS, and remained sceptical of the ever closer integration process. This is tightly interwoven with the importance given to the notion of sovereignty. Arguably, other MS, such as France, a former Empire, or Hungary, a notably nationalist country, would follow the same reasoning.

However, we argue that there is currently no other country where both the economic dependency or European identity is weak enough for the country to follow such a path. That could change however, especially in response to the shock of the COVID-19 crisis and at the polling stations in decisive upcoming elections. We could once again see a surge in anti-European sentiments if the post-pandemic recovery cannot prevent large-scale unemployment, bankruptcies, and precarity. In that case, the blame would be put on the EU's institutions, as a convenient national self-acquittal. That engenders the risk that countries like France or Italy could see a surge of anti-European sentiments fuelled by popular discontent.

However, the translation of such sentiment in practical terms would raise several political and legal challenges relating to the withdrawal process from the Union.

In EU law, Art. 50 TEU is the only provision governing the 'exit process'. Under unprecedented circumstances, Art. 50 TEU has been invoked by the U.K.<sup>79</sup>. In light of the tortuous Brexit process, legal questions about this provision's precision can be raised. First, the scope of the Court of Justice's competence in the legality check with EU law of the withdrawal agreement (ex-ante review) is left in a legal void<sup>80</sup>. Second, the conditions and terms of the financial and budgetary contribution of the exiting MS are not addressed<sup>81</sup>. Third, the conditions of the transposition and cessation of applicability of EU law in the national legal order of the MS are not sufficiently specified<sup>82</sup>. Fourth, the respective competences of the exiting MS and the EU during the transitional phase (i.e., between the notification of intention to withdraw and the effective 'exit') is an issue that remains unanswered<sup>83</sup>.

Despite its questionable precision, we consider that the necessity of Art. 50 TEU in the EU legal order is indisputable. The right to withdraw from the EU is consistent with the sovereign choice of a State<sup>84</sup> and is an expression of the democratic principles upon which the EU is founded<sup>85</sup>. Moreover, a lack of such provision would create a gap in the EU legal order triggering the application of the Vienna

---

<sup>79</sup> The drafters of the Lisbon Treaty (2009) first envisaged the application of Art. 50 TEU in situations where democracy and the respect of EU values were put at risk. In particular, the drafting of this provision related to the historical context of 2004 enlargement of the Union.

<sup>80</sup> Analogically, cf. Art. 218(11) TFEU

<sup>81</sup> On the example of Art. 1(5) of the ILO Constitution.

<sup>82</sup> Cf. Art. 50(3) TEU.

<sup>83</sup> E.g., can an exiting State conclude an international agreement for which the Union has an exclusive competence during this transitional phase? (cf. ECJ cases: C-45/07 and C-246/07).

<sup>84</sup> According to Art. 50(1) TEU, the decision to withdraw must be taken in compliance with the Member States' constitutional requirements.

<sup>85</sup> Cf. Art. 1 and 2 TEU.



Convention on the Law of the Treaties (1986) under the prism of international law<sup>86</sup>. Then, despite the rather general terms of this provision, Art. 50 TEU provides both Member States and the Union with a framework under which political negotiations can be conducted. Finally, the exclusion of this provision would have resulted in an inconsistency in the EU legal system, especially if read in relation to Art. 49 TEU.

In light of the analysis presented hitherto, we can foresee further amendments of Art. 50 TEU, aiming at addressing such legal lacunae. However, we consider the complexity of the withdrawal process as a legal and political jigsaw that overtly conveys the EU's aim of keeping an 'ever closer union amongst the peoples of Europe'<sup>87</sup>.

After analysing the three general factors that might motivate a MS to leave the union today, it is interesting to consider two cases more specifically: Hungary and Poland.

Economically, similar to the aforementioned dependency of Hungary on EU grants, these funds have always made up a substantial share of Poland's GDP. In particular, the most sizeable fiscal transfers are those under EU regional aid, which Poland was the largest beneficiary of in the entirety of Europe, and which many Polish commentators saw as crucial to its economic modernisation<sup>88</sup>.

In terms of identity, Poland and Hungary share a similar background. The geographical position in Eastern Europe, the heritage of the former communist bloc and their similar political and economic scenario are all factors in which the two countries are alike. Importantly, there are also close ties between their governments and leaders – in particular, Polish leader Kaczyński explicitly looks up to Hungary's Viktor Orbán, and follows in his footsteps. Within the EU, the two

---

<sup>86</sup> Such a consequence would not be heartily welcomed, especially by the ECJ.

<sup>87</sup> For a full account on this specific EU's aim, see House of Commons, *"Ever Closer Union" in the EU Treaties and Court of Justice case law' report*, 2015.

<sup>88</sup> Szczerbiak, A., "Poland within the European Union: new awkward partner or new heart of Europe?", Routledge, London 2012

countries have traditionally supported each other and prevented, through their vote, the European Union from cracking down harshly on the respective other. After their entry into the EU in 2004, they experienced similar impacts of the economic and migration crises and consequent disillusionment with the originally very strong “European dream”. In addition to these more systemic factors, Poland especially can be said to have been enabled by the EU membership to connect with Western traditional cultural and spiritual values it felt much closer to compared to the Soviet ones it had been subject to until its EU entry<sup>89</sup>. In this regard, Poland’s departure from the EU would cast the risk of return to the Russian sphere of influence.

Legally, the situation in Poland differs from the one in Hungary, where the NVB thwarted the 2016 referendum attempt. After coming to power in 2015, the conservative right-wing Law and Justice Party (Prawo i Sprawiedliwość or PiS) enacted a judiciary reform which seriously undermined the principles of judicial independence and rule of law, and sent a clear signal of detachment from the European Union’s framework: in the words of the Polish ombudsman Adam Bodnar, the reform constituted “a major step towards a legal Polesit”.

Moreover, in 2015 the PiS also passed a historical reform of the Constitutional and Supreme Court that de facto gave the exponents of government ultimate powers on the appointment and removal of justices in the two bodies. This reform dealt a major blow to the principles of rule of law and judicial independence, two of the main pillars the European Union rests on, and thus prompted, in January 2016, the European Commission to trigger Art. 7 of the TEU, threatening to revoke Poland’s voting rights in the Council. The case ended up being deferred to the ECJ, while Hungary stepped up in stern defence of Poland. Meanwhile, Warsaw and Brussels continue to clash, for example in the context of

---

<sup>89</sup> Waszczykowski, W., “Haben die Polen einen Vogel?“, Bild, 3 January 2016.

the changes to abortion legislations in Poland, with the European Parliament accusing the Polish government of “improperly influencing a court” which should be taken as a sign of the “collapse of the rule of law in Poland”<sup>90</sup>.

Ultimately, neither Poland nor Hungary can be said to have ever had any actual plans to withdraw from the EU. Cost-benefit analysis done, the respective leaderships do not have the sufficient support for, and do not need or actually want an -exit. Remaining in the EU means continuing to benefit economically and avoiding the difficult identity questions especially regarding the choice of the sphere of influence Eastern European states inevitably have to face. Instead, the two countries have found their role in pushing for a fundamental re-thinking of the whole trajectory of the evolution and integration of the European project, wanting to bring the EU back to its “original role” as an alliance of economically co-operating nation-states, ruled with a more consensual decision-making process. Considering recent incidents, such as the Fidesz party leaving the EPP group, it should however be questioned how long they can continue to walk this line – and whether the EU can afford to let them do so.

### **The regional effect of -exits**

Lastly, we believe it is worthwhile to briefly consider the regional effects of a MS withdrawing from the EU, as has been experienced by the UK. As detailed before, Brexit has had a number of effects on the entirety of the EU, but nevertheless, it is interesting to zero in on how it has affected pre-existing regional tensions within the UK and what that can tell us about the potential outcomes, should other countries with similarly fragmented domestic relations attempt to leave the union.

---

<sup>90</sup> Reuters, “European Parliament says Polish government influenced abortion ruling”, Reuters, 2020. Available at: <https://www.reuters.com/article/us-poland-abortion-europe-idUSKBN2861ZU>

The most interesting case is that of Scotland. Whilst the 2014 Independence Referendum failed, and the future of the generally pro-European Scottish Independence Movement overall is unsure, it can be said that Brexit has fundamentally changed the relationship Scotland has with the UK. One of the most important questions has been that of devolved matters. Since the introduction of devolution in the late 1990s, a number of legislative matters are in the hands of the devolved governments rather than under the control of Westminster. Some of these matters, such as agriculture, were later assigned to EU supervision. With these powers now returning to the UK, there have been discussions about whether they ought to be returned to the devolved governments, potentially disrupting the UK's internal market. Hence, the EU may – unwillingly – be eroding systems that place an importance on regional decision-making by taking up previously devolved competences on the European level and furthermore by giving power to national ministers through the policy-making in the Council of Ministers. In this way, leaving the EU has the potential implication of providing regions with more legislative power.

However, the EU also impacts regions positively in a number of ways. There have been attempts to support regions and decrease disparities on the smallest level, through the EU Cohesion policy (also called EU Regional Policy), consisting of two main funds, the European Regional Development Fund (ERDF) and the Cohesion fund (CF). These funds play a large role when it comes to evaluating the effect an exit from the EU might have on any country on the regional level. Furthermore, the Committee of Regions (CoR) was established to give a voice to regions – a term which in this case includes federal regions, municipalities and stateless nations, something which has led to criticism of the extreme heterogeneity of the CoR.

Upon leaving the EU, the UK will likely find itself left with a void that had previously been filled with the Cohesion policy. There seems to be little collective recollection of the UK receiving around a quarter of the ERDF budget until 1988,

which had the aim of supporting the UK through a time of high unemployment and restructuring. Nowadays, this amount is much smaller but nevertheless continues to be impactful. Europe as a whole has for a long time been shaped by strong regional identities. The case of Brexit details just one of the many ways in which an -exit could affect a singular region. It does however show, once again, the manifold nature of the consequences of a MS leaving the EU and how this affects the union, on every scale.

## **Conclusion**

The term “Brexit” changed its meaning from signifying merely the UK’s exit from the EU to standing for a tedious, four-year process. The way the Brexit negotiations unfolded continues to influence Euroscepticism in both member states and affiliated countries, even though the deal has now been signed.

The successful striking of a deal has inspired compliments from leaders from Hungary and Poland but despite praise for the UK’s decision and bitter infighting regarding the rule-of-law conditionality mechanism, neither country seems to seriously be contemplating leaving the EU. Considering amongst other arguments the dependency on EU funds, especially during times of crises, Eurosceptics in Poland and Hungary seem to have learned from Brexit – and prefer to fight for their goals from within the EU, rather than from outside.

The long-term evaluation of Brexit is yet to be made – the fact is that the UK leaving the EU sets a precedent. It is possible to leave the EU, and under the right circumstances, countries may do so. Given this, it is imperative that the EU monitor conditions in member states.

Still, Brexit has shown just how difficult losing a member state is – not just from an economic, political or legal standpoint but also in terms of a loss of cultural diversity and reach on the international stage. As shown in our first counterfactual analysis, it is difficult to grasp all the ways in which the UK

has influenced the EU and vice-versa. This applies to every single member state. Brexit, ultimately, has been a loss for all parties involved – and we must learn from this loss to avoid having to endure another -exit.

# PART III. CHALLENGES FOR THE FUTURE OF EUROPE

## Methodology

Having observed the long and painful process of Brexit, we as young Europeans realise the importance of the European project, but at the same time are aware of its many vulnerabilities. Over the last two decades, the EU has gone through several crises, due to both endogenous and exogenous factors. Thus, with this Report we aim to address the most urgent and relevant challenges that the EU faces today in order to build a better Europe for tomorrow.

We approached this endeavour inspired by the famous words of Jean Monnet, “Europe will be forged in crises, and will be the sum of the solutions adopted for those crises.”<sup>91</sup> It seemed appropriate to start from a discussion about the many crises the EU has gone through, and use them as an instrument to bring about positive change. When we first met in September 2020, each of us told what they considered to be the three most important crises the EU was facing. Then, we selected what we considered our top priorities to be addressed among the many issues that were identified. We worked divided in teams, each focusing on one Challenge, and most of us took part in the work of more than one team. We held countless team meetings as well as general meetings on a monthly basis, to take stock of the progress done, confront and debate our ideas, and ensure that we were all going in the same direction.

During this process, we encountered different problems and technical issues, always trying to tackle them with a positive spirit and see them as possible opportunities. First, we realised how difficult it is to make proposals that are concrete

---

<sup>91</sup>Monnet, J. (1978). *Memoirs*. Trans. R. Mayne. Garden City: Doubleday & Company, 417.

and feasible, having to balance the dreams and aspirations of young students like ourselves with reality, often with incomplete information. Second, since the entire process took us some months, in the meantime some of the issues under discussion have evolved, others have been tackled by the European Institutions in similar ways to how we were thinking. Therefore, we often found ourselves having to revise and update our work, so that our proposals could remain on the cutting-edge of the ever-evolving political debate. Third, the way in which we worked together has been a challenge and an opportunity in and of itself. As the project started in times of COVID, we met exclusively online. Thus, though we inevitably lost some of the more personal connections that only happen in the physical world, we were able to collaborate across countries in a very enriching manner. Finally, being 32 passionate individuals, coming from a variety of backgrounds and with different experiences, we sometimes disagreed on issues of substance. In those occasions, we focused on what brings us together, being young European citizens concerned about the future of Europe. In the end, this has been a very interesting exercise for all of us, as it gave us insights into the challenging world of policymaking.

The remainder of this Report is organised around seven key challenges for the future of Europe. They are by no means the only challenges ahead of us, but we believe it is a fair starting point. We decided upon these challenges in the context of autumn 2020 but they are still very much current problems, and relevant for the future of the EU.

The first Challenge is to reinforce the sense of European identity, which is a fundamental precondition for the success of the collective European project.

The second Challenge is to break the institutional deadlock and promote democratic legitimacy, since both effective EU institutions and engaged citizens are key for our democratic society to confront any challenge.



The third Challenge is to overcome the COVID emergency and prepare for the next pandemic, as this painful experience should teach us how to build resiliency for the future.

The fourth Challenge is to improve the effectiveness of economic governance in the EU, in order to bridge the gaps that restrain the European economic potential, by fully realising the reform efforts made over the years.

The fifth Challenge is to deal with the environmental emergency, which represents a crucial threat for the entire planet and demands ambitious policies and consequential actions from policymakers and all of us.

The sixth Challenge is to tackle the migration crisis, so that the most basic human rights are respected and Europe is better able to counter its demographic decline.

The seventh Challenge is to govern the disruptive power of technology, in such a way as not to be overwhelmed by it but rather taking advantage of its full potential for the prosperity of the European people.

## **Challenge 1. Identity**

"Being European", as detailed in the introductory part of this Report, is an expression with a complex meaning, linked to our continent's intertwined history, our shared values and our intimately connected future. Everyday, the EU works to improve the lives of its citizens but unfortunately, this progress often goes unnoticed. Instead, Brussels is associated with intrusiveness and inefficiency. Consequently, the mostly small-scale proposals of this section may not bring about an immediate change of opinion but will contribute to a long-term, sustainable improvement in the relationship between the EU and its citizens. They aim at improving citizens' awareness of the EU's achievements and strengthen their connection to their European identity.

### *Proposal 1. Education: High School Erasmus*

The flagship policy of the European Union when it comes to strengthening a common identity especially amongst young

people is the Erasmus programme, now supplemented by the Erasmus+ initiative. Given the important results achieved so far by these initiatives and the good reputation they enjoy, the EU should focus more on similar activities.

Enabling more Europeans to partake in something similar to the Erasmus programme would improve young citizens' attitude towards the EU and allow them to better understand different cultures and to find ways to better integrate with others.

Concretely, the proposal entails a free and guaranteed Erasmus-like opportunity for all 16-year-old students across the union. It should last for a period of at least 2 months, extendable for the entire semester, in order to maximize the benefits young students might get from such an experience. The programme should be designed to be as inclusive as possible, even more than the current Erasmus programme for university students and trainees, targeting the most disadvantaged part of the population. For this reason, the plan should be included in the Next Generation EU programme, thereby allowing the students to cover all the potential expenses they might encounter during the experience. Already existing programmes in place in different areas of the Union such as the Brigitte-Sauzay exchange programme between France and Germany may serve as examples.

### *Proposal 2. Communication: Raising Awareness*

#### *Strengthening the initiative "What Europe does for me"*

The website "What Europe does for me", launched in 2019 by the Parliament, is the kind of project we believe should be strengthened further. It is user-friendly, as it allows users to search by location, social group, profession and interest activity, and is an easy way for citizens to learn about how the EU is impacting them, concretely. Yet, whilst being a very positive initiative, it is not particularly well-known. The EU should further promote it, both on its official channels and social media, in order to reach more people of different target

groups. Additionally, with the help of EU Commission Representations and EU Parliament Offices in Member States' territory, the website should also be sponsored on the national level.

### **Raising awareness on European-funded projects across the EU**

In order to bring the European Union's institutions and work directly to EU citizens, we propose to include the EU's participation in nation-wide sports or cultural activities. In these widely followed events, it can reach out to a large audience by making the public aware of its programmes, initiatives and projects. Whilst the idea may seem unattainable, there are already existing examples that could be used as models for other countries. These include the EU's participation in the Italian Giro d'Italia. The Giro d'Italia is a cycling competition throughout the entire territory, from North to South, with stops in both urban and rural areas, and it is widely followed by the Italian population via national television. For the 2020 edition, the EU has organised a parallel Giro-E that allowed both professionals and amateurs to cycle alongside the competitors. Furthermore, at every stop, a representative from the EU rewarded the leading contestant with a Next Generation EU shirt. Every stop was thus being used as an opportunity to promote the Green Deal and other more local initiatives funded by the Union. This initiative could be replicated in other MS with similarly popular events, thereby reaching an audience that might otherwise not follow EU-related news.

### **Improving outreach to young people**

The involvement of the newest generations is crucial in order to inspire more interest towards the European Union, thereby increasing involvement by those who will be its citizens and law-makers in the future. One of the best channels through which young people can be reached effectively are social networks. Being aware that some institutions of the European

Union are already present on social networks (e.g. the profiles of Commission, Parliament and Council on Instagram), there is a compelling need to upscale and enhance their presence, magnifying the potentially enormous impact of the information campaigns that can be run through them.

To this aim, it would be necessary to accept a certain formality-effectiveness tradeoff, i.e. hire social media networking teams composed of young people and allow them to stray away from strict formal and bureaucratic languages and formats, encouraging them instead to create easy-to-understand, visually catchy content that can better speak to the younger generations – and that can even include jumping on pop-culture bandwagons and trends.

Indeed, there are several examples of corporations that upscaled their social media presence and customer reach with extreme success through this exact strategy, which proved effective across a number of different sectors – from clothing and apparel to the food industry to entertainment and many more.

Nevertheless, social media is by no means sufficient to inform young Europeans about the EU. More formal education about the inner workings of the institutions, its goals, history and values is required. In order to achieve this goal, it would be optimal for the EU to have some influence on educational programs, which are as of now competence of Member States. In the meantime, the EU can start by promoting the introduction of such courses in the set of extra-curricular activities funded by common funds and, eventually, by passing a Directive that will see the course in the curricular timetables of every school.

## **European Media**

Finally, the construction of a wholly new system of TV broadcasting of the main activities of European bodies could be considered. One or more dedicated official channels should be included in the TV programming of every Member State (obviously among the free channels, with no pay-per-

view or premium walls). They should broadcast the main discussions being held in the European institutions, such as the EP plenary, the EP Committees' hearings, or the speeches of the President of the Commission and Council.

### *Proposal 3. European Election Day*

Currently, each MS also has a certain discretion on which day to hold its EP election vote on. For the sake of convenience and optimisation of the organisational efforts, it is common for it to be held on the same day as a national election. However, not only can this be detrimental to citizens' correct awareness of the significance of this day, it could also cause confusion on whom and what they are voting for in either case, due to the (conceived) similarity of the parties' policy platforms at national and European level.

We propose that EP elections be held on a common Election Day across all MS.

This will first of all allow for building up a more impactful and standardised awareness campaign to that day, that can be run by both the national parties and the EP itself. Such a campaign will help make the distinction between European and national elections and policy platforms much more clear-cut and immediate. Secondly, a common Election Day will strengthen citizens' involvement and enhance a sense of common identity and unity. This would foster a feeling of a Union 'moving and voting together', rather than every MS doing it by itself. Lastly, we also propose this Election Day should be declared a common European holiday, specifically dedicated to carrying out one's civic duty and to celebrating Europe.

### *Proposal 4. An Open Discussion on European Referenda*

When thinking about strengthening a European identity through citizen involvement, the discussion eventually leads to the question of whether or not our democracy, right now, allows for a sufficient amount of such involvement. Making

European democracy more direct would mean an increased legitimacy of the EU, which would then become a more efficient and more democratic place of discussions<sup>92</sup>. The introduction of some form of EU-wide referenda could arguably be seen as the final stage of direct democracy. Given the current political and institutional situation, this is unlikely to become an issue in the imminent future.

However, it should be considered that direct democracy already exists within the EU process, but only to a very limited extent.<sup>93</sup> For the moment, the process entails allowing a group of citizens to come up with a text; however its adoption remains entirely in the hands of the EU institutions. There are a number of steps between the current state and an EU-referendum initiative that could be taken to make EU democracy more direct. This includes reforming the EU to make its voting procedures less rigid and closer to the majority voting systems predominant within the MS, as well as using new technological innovations to increase accessibility for all.

In the long run, creating opportunities for citizens to get involved and make them feel more connected to and represented by the EU could help resolve many of the issues that were previously addressed.<sup>94</sup>

## **Challenge 2. Institutions**

The adoption of the Maastricht Treaty in 1992 established the European Union as a supranational body bridging across three distinct groups of prerogatives and powers, the so-

---

<sup>92</sup> Badouard, R. (2012). « Faire participer. Un enjeu de légitimité pour l'Union européenne. » *Participations*, 3(2), p. 209.

<sup>93</sup> El Herfi, R. (2011). « L'initiative citoyenne européenne : évaluation d'un mécanisme de démocratie participative au sein de l'Union Européenne. » *Revue du Droit de l'Union Européenne*, 4/2011.

<sup>94</sup> Adam, E.C., Kagiarios, D., and Tierney, S. (2018). "Democracy in Question? Direct Democracy in the European Union." *European Constitutional Law Review*, 25 October 2018.

called “three pillars”: supranational, intergovernmental and mixed.

Such diversification of competences and powers across policy areas and institutions, an increasing complexity of the EU’s institutional structure and a large perceived distance between EU institutions and citizens have ended up straying away from the Treaty’s original intention to create “an ever-closer Union”<sup>9596</sup>.

In fact, ever since Maastricht, the EU and its institutional structure have been subject to profound scrutiny by academics, political personalities and citizens alike. In particular, the debate has centred around the question of the EU’s legitimacy as a supranational body. This makes for an issue of extreme relevance, which must be addressed urgently if we want the EU project to remain sustainable in the long run. We believe that the next generation of the EU is called on to respond to this challenge with new reform ideas and brave solutions.

We also recognise that the concept of legitimacy in itself is strictly linked to and determined by a taxonomy of other key values, among which we identify the main ones as transparency, accountability, autonomy and institutional balance.

In this spirit, we will present a number of proposals to reform various aspects of the European institutions, with the overarching aim of upholding and improving their adherence to all the above values, and overall granting greater legitimacy to the Union as a whole.

### *Proposal 5. Merging the Presidencies of European Council and European Commission*

While we recognise the audacity of this proposal and its complexity from an institutional and legal point of view, we

---

<sup>95</sup> Cfr. Preamble of the TEU.

<sup>96</sup> Goal already established in the Treaty of Rome (1957), and reiterated in the Solemn Declaration on European Union (1983) and the Single European Act (1986).

want to stay true to our conviction that complex problems can only be solved with brave and innovative proposals. Moreover, some key European personalities have already endorsed this possibility in the past, and some of the legal grounds to implement it already exist in the Treaties.

First of all, it has already been publicly endorsed by personalities of the calibre of Jean-Claude Juncker – even at the time he was President of the European Commission himself<sup>97</sup> – and French President Emmanuel Macron.

Secondly, in terms of legal grounds, the Lisbon Treaty does not rule out this possibility for the future of the Union: a qualified majority in the European Council, that currently proposes a President of the Commission for a vote in the EP, would simply have to indicate the same person for the two seats – the presidency of itself and of the Commission.

The *modus operandi* we advise for choosing the candidate is already allowed by the Treaties: the European Council could commit to nominating for the post the leader of the majority party or coalition in the European Parliament (system of “lead candidates”, first introduced in the 2014 elections).

Concerning competences, this new President would simply gather in one person those currently held by the two Presidents. Since the European Council President is not an executive figure but rather just a facilitator<sup>98</sup>, this merge would be relatively easy, not that much of an added burden.<sup>99</sup>

Furthermore, in the current system the Commission President already participates in all EUCO meetings: therefore, the transition would be even more seamless.

The proposed solution would present an array of advantages, which we detail below.

---

<sup>97</sup> In his 13 September 2017 State of the Union speech. Available at [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/SPEECH\\_17\\_316](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/SPEECH_17_316)  
5

<sup>98</sup> Cfr. Art. 15(6) TEU, which designs his main tasks as those of chairing EUCO discussions, facilitating cohesion and consensus.

<sup>99</sup> Let it be noted that there would be no change in the competences of the two institutional bodies as a whole, nor in their separation: this merger just concerns the figures and competences of the two Presidents.



Firstly, from the arguments made above, it is clear that it would result in an increase in cross-institutional legitimacy and political consistency, and that the transition would be smooth and painless from the point of view of the structure of the two bodies.

Secondly, the proposed process would be an improvement with respect to the one currently adopted for the election of the Commission President, i.e. that of the Spitzenkandidaten. This is for three main reasons. First, it better adheres to the Treaties, which require the European Council to take into account in the best possible manner the results of EP elections when designating a candidate for Commission President (art. 17 TEU). Second, the Spitzenkandidaten process has always had an informal nature, with no obligation for MS in the EUCO to stick to it. We believe that continuing to use a procedure not codified in law for electing such an important figure constitutes a significant insecurity for EU legitimacy and transparency. Lastly, the Spitzenkandidaten process is lengthy, cumbersome and costly, while this alternative would simplify the European institutional structure and save much money, bureaucracy and time.

Thirdly, this would also eliminate the danger of competition inherent to the present system where two posts are at stake. It would avoid rivalry and divisive stances between the runners for the two posts, a circumstance potentially damaging to the image, efficacy and legitimacy of the European institutions as a whole.

Fourthly, letting Council and Commission be chaired by the same person would lead to a huge improvement in consistency, smooth communication and transparency between two institutions who are so closely tied and consequent to each other in the process of steering the Union – the European Council, who defines the main strategic interests and objectives of the Union, and the Commission, who has the executive power for putting them in practice.

Fifthly, the establishment of this new figure would allow the Union to “speak with a single voice”, i.e. to be embodied and represented by a single figure on the European and

international scene – in place of having three Presidents at the same time as is the case today (Council, Commission, Parliament). This would also favour a closer and more “personal” identification of citizens with the Union.

There are different solutions whereby this new proposal might be codified in law.

The best option would be to revise those articles in the Treaties that lay down the Commission’s appointment process – namely, Art. 17 TEU and Artt. 234, 244 to 250, 290 and 291 TFEU. We recognise that the process of amending the Treaties and the political negotiations behind it may be complex and lengthy, but it is vital that a reform so pivotal to the functioning of the EU as a whole be enshrined in the Treaties.

An interinstitutional agreement to modify the modes of operation of the institutions concerned (which alone would not be enough to implement such an important change) might be put in place as a temporary solution, a placeholder, while the actual amendment of the Treaties is planned and carried out.

### *Proposal 6. Commissioners elected by the European Parliament*

Having proposed a new process for electing the President of the Commission, it only seems consistent to reform the rest of the Commission accordingly. In addition, the current Appointment Procedure of Commissioners, regulated by Art. 17(7) TEU, is extremely long and cumbersome, jumping back and forth between Council and Parliament with 3 voting sessions and a total of 5 steps of mutual approval, and therefore calls for reform.

Hence, we propose a new procedure for the appointment of Commissioners. It seeks to uphold the same goals as the one for the election of the President: increasing legitimacy and institutional balance, simplifying a cumbersome process, optimising monetary, bureaucratic and time costs and having the new Commission ready to operate as soon as possible.

We propose that Commissioners should no longer be merely designated by the President-elect and then subjected to approval and consent as a whole, but approved and appointed one by one through an election in the European Parliament.

Below are the broad guidelines describing how the new election process should take place.

Firstly, the President-elect will present his or her list of in pectore Commissioners. In such regard, we suggest the following: in selecting each Commissioner representing a certain MS,<sup>100</sup> the President-elect will be encouraged, but not compelled, to indicate a profile whose position is reasonably aligned with the European party group that obtained the majority of votes in that MS during the EP elections.

There are important implications for what concerns representativeness, legitimacy, transparency, institutional balance and political variety. On the one hand, this selection of Commissioners would include an added element of (indirect) representation of the political alignment already expressed by voters during EP elections, and it would create an ideological configuration of the Commission that fairly reflects that of Parliament (which is indeed directly elected).<sup>101</sup> This would also limit potential practices of “backdoor politics” or interest-driven endorsements on behalf of the EUCO. Furthermore, the possibility that the President could end up working with Commissioners who he/she has not chosen alone, but may be coming from a different political

---

<sup>100</sup> Let it be noted that such process may be applied both to a 27-member Commission, as it currently stands, as well as to a reduced Commission, as proposed in Chapter 2.3. of this Report, where the principle of “one Commissioner per MS” will no longer stand. Hence the link between Commissioners and MS would be overall intended as less binding with respect to the current framework.

<sup>101</sup> It should be emphasized that the proposed appointment procedure would strengthen the role of the European Parliament, thus enhancing the democratic balance within the European Union institutional system. In fact, the European Parliament would have the power to elect the European Commission as well as the power to vote on a motion of censure of the Commission (cf. Art. 17(8) TEU).

alignment and background, opens up new scenarios of constructive collaboration and bargaining within the Commission itself. On the other hand, we must stress that warmly encouraged does not mean compelled. Therefore, the President-elect will be free to depart from this guideline if circumstances require it – for instance, to design more “technical” Commissioners, or to avoid profiles that may be too extremist, disruptive or strongly misaligned with the overall direction they intend to give their Commission in the future.

Secondly, candidates in the list will be subject to the already-established vetting process by parliamentary committees in their respective field of responsibility<sup>102</sup>. In this regard, we add that a negative judgment from these committees will be made directly binding to withdraw from the race – whereas it currently is not.

Thirdly, the candidates declared fit by the vetting process will be individually subject to a vote in Parliament, in two rounds. All MEPs will be called on to express their vote on whether they believe that each candidate is apt to the position or not. For each candidate, the threshold for passing to the second round will be a qualified majority of approvals.

The first round will skim off the profiles who are too extreme or controversial, keeping only those who gather the approval of a consistent number of MEPs. This can happen either through the support of a compact Eurogroup or by appealing to different groups, gaining a cross-sectional vote. In the second round, the candidates who pass the qualified majority threshold and obtain the higher shares of approval will be elected as Commissioners.

As already stated in the introduction, with a view to lightening and simplifying the process, optimising costs, and having the new Commission be ready to operate as soon as possible,

---

<sup>102</sup> Cfr. Rule 125 of the EP Rules of Procedure.

no other rounds of votes of appointment in other institutions will be needed<sup>103</sup>.

The implementation of this new appointment procedure for members of the Commission, and thus its enshrinement in law, would require a revision of the relevant legal basis. In particular, the second<sup>104</sup> and the third<sup>105</sup> subparagraphs of Art. 17(7) TEU should be amended.

### *Proposal 7. A smaller Commission*

On the same line of the previous two proposals and their common goals, our third proposal envisions the possibility of reducing the size of the Commission.

The legal grounds for this scenario are already included in the TEU: in fact, Art. 17(5) allows that the number of Commissioners may be “corresponding to two thirds of the number of Member States, unless the European Council, acting unanimously, decides to alter this number.” Up to today, a Council vote has indeed kept the number of Commissioners to 27, but there is the possibility for this to change.

---

<sup>103</sup> The EUCO is sidelined with respect to the current process because, after the Parliament will have elected all Commissioners, no additional vote of appointment will appear to be necessary. Nevertheless, the EUCO’s interests would still be represented insofar as the President will have been nominated by a qualified majority within it (cfr. proposal in Chapter 2.1. of this Report).

<sup>104</sup> Proposed reformulation of Art 17(7) TEU, second subparagraph: Taking into account the elections to the European Parliament, the President-elect shall present the list of the other persons whom it proposes for appointment as members of the Commission. They shall be selected, on the basis of the suggestions made by Member States, in accordance with the criteria set out in paragraph 3, second subparagraph, and paragraph 5, second subparagraph.

<sup>105</sup> Proposed reformulation of Art 17(7) TEU, third subparagraph: The President, the High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy and the other members of the Commission shall be subject to an individual vote of election by the European Parliament. On the basis of two rounds of voting, each member of the Commission shall be elected by the European Parliament acting by a qualified majority.

In fact, we note that, almost 30 years after the TEU, the principle of “one Commissioner per Member State” may not only be outdated, but even constitute an obstacle to having a Commission which (1) operates more efficiently and (2) is less tied to national interests and more to those of the EU as a whole, with a true supranational view.

Under the Juncker presidency, we first noted how Vice Presidents with transversal portfolios and enhanced competences ended up overshadowing or setting aside some Commissioners. This hinted that 27 members were more than what was necessary for the Commission to properly carry out its functions, and supports the claim that a smaller Commission could operate more efficiently and allow for significant cost savings.

Secondly, while we acknowledge that being represented in the Commission is a way to respect each Member State’s sovereignty, the principle of equality and equal participation in the EU’s executive process, a smaller Commission where a place per MS is no longer taken for granted would also send all MS a clear message that Commissioners are required to put the EU’s interests before their national ones – adopting a truly supranational approach.

Nevertheless, a reduced Commission should still seek to reflect the EU’s demographic and geographic diversity. In such regard, we suggest some binding criteria<sup>106</sup> to ensure the selection of a geographically and demographically diverse set of Commissioners:

1. as per Art. 17(5) TEU, the reduced number of Commissioners should amount to two thirds of Member States, i.e. 18;
2. there shall be a maximum of one Commissioner per MS;
3. a MS must have a national in at least 1 in 3 subsequent Commissions;
4. binding rules on equal gender representativity must be set.

---

<sup>106</sup> On top of these criteria, we still maintain that Commissioners should be appointed through the process illustrated in Chapter 2.2. of this Report.

While some may interpret the proposals above as reflecting the narrative that Commissioners are seen as representative of their State, that is not the intention of the Treaties nor of the authors of this Report. We reiterate that Commissioners must be chosen purely on grounds of competence, engagement and independence<sup>107</sup>, and must represent the EU's interest above their own national ones.

Overall, we expect this proposal to:

1. foster European sentiment, identity and interest cohesion within the Commission;
2. improve its overall cohesion, legitimacy and efficiency in pursuing shared goals;
3. promote greater understanding and acceptance of a supranational level of politics.

### *Proposal 8. Common European Group Lists at National Level*

Lastly, we wish to address a reform proposal for the European Parliament, a fundamental institution where political participation and representativity in the EU are put into practice – since it is the only one elected by direct universal suffrage.

Currently, the EP's electoral system relies on a number of European Party groups under which national parties associate. National parties' candidates run in the EP elections, and then, once elected, will converge into European groups in the EP<sup>108</sup>.

However, such a system presents some significant shortfalls. Firstly, it is very likely to influence citizens' voting decision ex ante: in fact, citizens with an ingrained party alignment at the national level will most likely "automatically" vote for that party in European elections too, even without being aware of their

---

<sup>107</sup> Cfr. Artt. 17(3) and 17(5) TEU, and Art. 244 TFEU.

<sup>108</sup> The main regulations governing political parties at European level are currently laid down in Art. 10(4) TEU, Art. 224 TFEU and Rule 33 of the EP Rules of Procedure.

European-level policy platform<sup>109</sup> or the group they belong to in the EP.

Secondly, it is also very likely that, once on the EP's table, the European-level policy platform promoted by national parties during their campaigns will be steered or modified, thus incurring time inconsistency issues in the eyes of voters, who may not feel as represented.

Another issue that is particularly prominent today is how the European policy platform of a national party usually falls into the background with respect to the national one – or, even worse, it is oversimplified and manipulated to gain more domestic approval and support. In fact, ever since the 1980s, many European elections have actually been fought on national issues and used by voters to punish their governments mid-term. This degrades EP elections to national elections of second rank, and to a punishment tool.

To address all these shortfalls, we propose the adoption of “common European group lists” at the national level for EP elections.

This proposition first implies the creation of a mechanism whereby a local party must, before the EP election, indicate whether it will run with or without association to an EP group. A party/MEP already affiliated with an EP group in the current legislature will have an obligation to run under the group list for that election, unless it splits up from the group.

As a result, elected politicians from an affiliated party will end up representing said group in the Parliament, while a non-affiliated party will not be part of a group in the EP. However, it would still be possible for non-affiliated elected politicians to join a group after the election<sup>110</sup>.

---

<sup>109</sup> This is not to imply that European and national policy platform of a party may be radically different in nature, but simply that the issues discussed in the EP may be other than, and surely with a broader scope than, those most significant on the single national scene.

<sup>110</sup> As an example, Party X in France indicates before the election that it will be affiliated with EP group Y. Therefore, Party X's candidates will run for election under the EP group Y list, and voters for Party X will have to choose directly EP group Y. On the contrary, Party B in Italy may not be



For voters, the main difference would be found on their ballot. A party affiliated with an EP group will see its candidates on the group list. Moreover, the ballot will not feature local party emblems and colours, but those of the EP group.

The benefits of such a system are many.

First, it will reinforce the visibility of EP groups within the national sphere. People will be called to choose a candidate who, ever since the campaign period, is immediately associated with a specific EP group and its platform. Moreover, the ballot will not feature local party emblems and colours, but only those of the EP group. This will result in increased voter attention over the platforms and ideals of EP groups, and highlight a more direct link between the electoral choice and the outcome in European institutions.

An immediate consequence would be a shift in the political debate from the national to the European level. This would encourage national parties to devote more space and focus to the European level of politics, since relying solely on the local sphere would no longer be enough to appeal to voters. This would eliminate the frequent problem of EP elections being run under and through local political questions, consequently depriving voters of a real debate on European affairs.

For the above reasons, a “common European list” system is expected to foster an institutionalisation of EP groups, which may improve transnational dynamics among European political forces.

Lastly, this proposal aims at giving stronger legitimacy and political mandate to MEPs, determined by the changes in dynamics illustrated above<sup>111</sup>.

---

affiliated to any EP group. Then, Party B’s candidates will simply run under Party B’s list for the election.

<sup>111</sup> The role of European Party Groups would in fact be more in line with the democratic principles set out in Art. 10(4) TEU and in Art. 12(2) EU Charter of Fundamental Rights.

### **Challenge 3. COVID**

The COVID-19 pandemic has been a major shock to the European and global economy, and it has highlighted the challenge of protecting the health of EU citizens whilst avoiding disruptions to the fundamental freedoms of the Single Market. Europe has experienced lower consumer demand and disruption in supply chains because of uncoordinated border control measures, and this has had a considerable negative economic impact on the Member States. The Covid crisis illustrates well the challenges of European integration, crisis management, and the relevance and resilience of the European institutions. It also raises the question about solidarity and sincere cooperation (Article 4(3) TEU) in the decision-making process.

The first value that should come to mind in times of crisis should be solidarity. However, during the first wave of the COVID pandemic that hit Europe, there was a clear lack of solidarity towards the country most concerned, Italy. Unfortunately, European countries were so taken up with their own situations that their focus could not turn towards other EU members. Italy received support from mostly non-European countries, in terms of masks or medical material. Of course, no EU member was sufficiently prepared to face such a huge pandemic on its territory, so taking care of the situations of other countries was difficult. In terms of logistical support, there was a clear failure in the EU at the beginning. At first, European solidarity appeared to come mostly in the form of social media campaigns, rather than concrete actions. Indeed, during the initial phase of the pandemic there was no common EU response to the crisis and Member States acted in an uncoordinated manner.

Our proposal focuses on three elements. First, given the paramount importance of shielding the single market from such a heavy exogenous shock, we put forward the need to protect transborder economic activity. Indeed, as the available analyses all suggest the dismantling of the internal market in a crisis-free condition (without the pandemic) would

result in economic losses between 3.0% and 8.7% of EU GDP; second, learning from the shock in supply that the first wave of the pandemic inflicted, we can see the need for coordination and cooperation between the institutions and the MS not only to cure the effects of the upcoming shocks but to prevent them in the first place. Third, learning from the 2008 crisis management we consider that the recovery is a chance for the EU to embrace a more sustainable and green model for the future.

### *Proposal 9. A border-workers pass*

Since the beginning of the pandemic, Member States have adopted measures to protect public health, differing one from one another according to the state. Some decisions had a considerable effect on freedom of movement, such as the introduction of internal border controls or travel restrictions within the European Union itself. The hasty and uncoordinated closure of borders has impacted some member states more than others, particularly those which rely heavily on remittances from cross-border workers. The new travel restrictions prevented workers from reaching their place of work and residence in another member state, but because public health was at stake this did not violate the free movement of workers according to EU directives. However, the EU has been criticized for the uneven, national selection of workers who maintained their free movement rights, and for failing to protect highly mobile workers during the pandemic. Not only for being late with dealing with the closure of borders, but also for not regulating the increasingly dangerous working environments and the lack of a social security protection system for these workers.

In the face of this heterogeneity, the European Union has taken several measures in order to develop a coordinated approach such as 'Re-Open EU'<sup>112</sup>, an online platform containing key information on restoring free movement and

---

<sup>112</sup> See <https://reopen.europa.eu/>

reviving tourism in safe conditions. Furthermore, a Council recommendation has been adopted on a coordinated approach concerning restriction of free movement. However, at this time, the European Union must strengthen its common movement framework, especially for people who still have to cross borders despite the pandemic, as is the case for workers. To facilitate this, a dedicated register could be set up. Specifying their identity, people may register, the reason for their recurrent travel, and will be required to provide certification from the employer to justify their situation. The recurring checkpoint will also have to be notified. All this information will then allow them to obtain a pass, which could be either digital or physical. It would thus be necessary, on the customs side, to reserve a crossing point for the holders of this pass, so as to guarantee a smoother passage for people who have to cross intra-European borders regularly. This “Border-workers pass” proposal is based on the circulation of information between workers, employers, and customs services, managed at the European level. This will then enable the Union to strengthen its coordination in terms of freedom of movement during the pandemic while guaranteeing the optimal functioning of its economic activities and the undistorted operation of the internal market.

*Proposal 10. Procurement scheme for the European Health Union*

The pandemic has taught us that cooperation is the foundation of resilience. This is a concept that is not doomed to oblivion, and will be essential to prepare for the great challenges of the future. For this reason, the Commission has launched a monumental project, the European Health Union<sup>113</sup>, composed of three initiatives aimed at developing crisis response measures, supporting research in cutting-edge pharmaceuticals, and curing cancer. However, we

---

<sup>113</sup> European Commission (2021). “Building a European Health Union: Reinforcing the EU’s resilience for cross-border health threats.” COM(2021) 724 final. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020DC0724&from=EN>

must aim not simply to fight diseases but to proactively prevent them. To do this, it is necessary to address the Union's dependence on certain countries for the procurement of generic medicine, used daily by millions of citizens.

That is why we are proposing a procurement scheme for medicine similar in functioning to the Green Public Procurement<sup>114</sup>, an agreement designed to improve efficiency in the use of resources and to drive eco-innovation. In Public Procurement schemes, multiple procurers (country agencies) cooperate to define common characteristics for tenders (specifications, tender producers, etc.), with the possibility of tailoring each tender to accommodate country-specific needs. The benefits of Group Purchasing are multiple, most notably the possibility of leveraging the market power of the EU, and the harmonization and standardization of supplies, fostering cross-border cooperation.

Broadening the scope of the current Joint Procurement scheme (for SARS-CoV-2 vaccines) would not grant the necessary flexibility to the Member States, and would again lead to the many difficulties already encountered. Establishing a Parallel Public Procurement scheme would allow countries to enjoy greater leverage on the global markets for generic medicine, hence securing contracts at the most advantageous terms and ensuring more effective and efficient health coverage to European citizens. With the proposal of a Parallel Procurement for Generic Medicine, together with the measures already proposed by the Commission, the EU would further strengthen its public health system, as well as become a leader in disease prevention.

### *Proposal 11. Sustainable and Swift Fiscal Stimulus for Economic Recovery*

In the aftermath of the great recession, governments injected billions into the financial system but failed to direct that

---

<sup>114</sup> See [https://ec.europa.eu/environment/gpp/index\\_en.htm](https://ec.europa.eu/environment/gpp/index_en.htm)

liquidity towards greater investment opportunities. Instead, most of the money remained in the financial sector, leaving EU citizens with the same carbon-intensive economy. Some countries, however, have chosen to deploy economic resources in a different way: a virtuous example is France, which invested more than €400 million into road maintenance and speeding up the implementation of roadway modernization programmes. What the EU needs most, now and in the future, is this long-term vision shown by the French at the time. They have kept this view to this day by making bailouts to the automobile and airline sectors conditional on halving their carbon emissions per passenger-kilometer by 2030 (the deadline for domestic flights is 2024); followed by the Danish government which refused to rescue businesses exploiting offshore tax-havens. By counteracting the negative shock of the pandemic in this way, the EU now has the opportunity to accelerate the shift towards a more responsible and environmentally friendly investment strategy to drive its economic recovery.<sup>115</sup>

Furthermore, to optimize economic recovery, the fight against the COVID-19 epidemic must remain at the top of the strategic objectives, without being limited by the need to contain the increase in national debts. Although policies aimed at healing the economy by actively addressing the virus immediately raise the debt ratio, inaction would result in the loss of a large production capacity and, consequently, the destruction of a substantial share of the fiscal base and the backbone of the European economy. Therefore, to allocate economic resources as effectively as possible, it is necessary to create a solvency procedure to determine which companies are illiquid but solvent and which are insolvent. Illiquid firms should generally be extended aid and loans to help them survive the impact of this crisis. On the other hand, the EU should not grant new loans or equity infusion to insolvent organizations, but rather use those tools to mitigate the negative impact employees from those companies will

---

<sup>115</sup> Institute for Climate Economics, November 2020

suffer. This approach would maximize the value provided by the recovery plan, turning a crisis into the tipping point to create a more resilient and just Union.

#### **Challenge 4. Economic Governance**

Despite being among the most affluent regions in the world, Europe's economy has come under strain multiple times in its recent history. Going forward, the Economic Challenge is to improve the effectiveness of economic governance in the EU, in order to bridge the gaps that restrain the European economic potential by fully implementing the reforms efforts made over the years.

The current economic conditions of low-interest rates and low inflation rates do not allow the monetary policy to accomplish its targets, as they impose limits to the effectiveness of traditional interventions such as cutting interest rates. To escape this trap, further integration in fiscal policies might be needed. A common and efficient taxation system would have a significant capacity to produce reliable revenues to plan long-term objectives of fiscal sustainability. Until 2019, regulations like the "two-pack" and the "six-pack" disposed surveillance on expenditure and debt reduction and established supervision instruments but failed to encourage a systematic approach in fiscal planning.

It seems, however, that the Next Generation EU program could be the tipping point, opening a new path towards permanent common debt. With the advent of the global pandemic, effective and immediate response by the EU Institutions was required to ensure the integrity of the European market once again. With an unusual speed for this type of historic decision, the temporary Support to mitigate Unemployment Risks in an Emergency (SURE) was implemented on September 22<sup>nd</sup>, 2020. Such a sweeping measure was required by the need to preserve the jobs that have been put at risk by the lockdowns. In two months, €90.3 billion were made available to the Member States, and the benefits seem evident in the short term already. Data on GDP

growth of countries that received these additional resources shows a more modest downturn in 2020, compared to the plummeting figure of the UK.

The idea of a European common debt that complements MS's budgets, without substituting them, was first raised in the 1970s. In fact, many scholarly articles and institutional reports consider the budgetary and fiscal union as a necessary step to fully implement the economic and monetary union - not only as a means to reduce market fragmentation, but also as to improve the operation of the common currency. Moreover, the existence of a common debt would make overcoming systematic inertia in crises possible, enabling the EU to react quickly to economic shocks. The need for instruments of common debt became clear in the 2008 financial , and has been again highlighted during the pandemic. A partial solution to this issue is given by the Next Generation EU program, which is meant to be temporary.

As demonstrated by the sovereign debt crisis and more recently by the pandemic's effects on the economy, the Eurozone does not operate as an optimal currency area. As a result, asymmetric economic shocks, when member states are not impacted in the same magnitude, present an existential threat. For instance, two member states experiencing different levels of economic hardship may well have differentiated expectations towards ECB policies.

Financial transfers are a way out of the dilemma, with funds raised whether on capital markets with a common debt scheme or through a harmonization of member states' fiscal policies with revenues made directly available for the EU. However, one must take into account the ever-present resistance against the fear of irresponsible management of public finances. This report advocates for more solidarity and trust among Member States as well as a renewal of economic and fiscal cooperation.

### *Proposal 12. Common Debt and EU Budget*



In order to enhance the EU resilience in crisis, it is necessary to make common debt a permanent tool. The existence of a permanent tool would make the EU action more punctual and, therefore, more effective in scenarios of economic and financial shock. In this way, the stability of the euro area in crisis would not be endangered by MS's defaulting on their debt. The instrument of permanent debt would permit MS to save interest expenses through AAA common bonds, in addition to issuing national securities. Moreover, European bonds could be used to alleviate pressure on national debts and to finance economic recovery after future crises.

Similarly to the operation of the Next Generation EU Programme, the issuance of funds collected through European Common Debt should be conditioned to a memorandum of understanding that binds MS to a monitoring process under the Commission scrutiny. Funds raised through common debt should only be granted to projects achieving positive externalities at EU-wide level, therefore generating European added value. The importance of European joint gains was already highlighted by the High Level Group on Own Resources chaired by former Italian PM and Bocconi President Mario Monti in 2014.

The introduction of common debt should be accompanied by a reform of the EU budget, as it would breach the equilibrium principle. With respect to the EU budget, we propose that decisions on expenditure ceilings fixed in the Multiannual Financial Framework be decided through a Qualified Majority Vote (QMV) at the EU Council, rather than through the current unanimity procedure. As a matter of fact, the unanimity rule is an unreasonable procedure when agreeing expense entries among 27 Member States, entailing a systematic stalemate of the decision-making procedure. This would be especially valid when introducing a common debt tool. Furthermore, along with QMV, a simple majority of the EU Parliament would also be necessary for approval.

### *Proposal 13. Common taxation and tax harmonisation*

The significance of common taxation at EU level is twofold: on the one hand, common taxation means introducing new taxes that are established by EU institutions and collected directly by European authorities without passing through national intermediaries (i.e. own resources of the EU Budget). On the other hand, it means fostering tax harmonization among national regulations, which will be discussed later in this chapter. For what concerns new own resources, the European Council decided within the framework of the 'Next Generation EU' to institute a plastic tax that will become effective as of January 2021. Moreover, the Council encouraged the EU Parliament to draft similar initiatives such as a carbon tax and a digital levy.

While the plastic tax is going to hit non recycled plastic packaging at a rate of €0.80/kg, a carbon tax would introduce a fixed quota per ton of emission. Finally, a digital levy would efficiently tax the large profits deriving from the digital activities of Big Tech companies operating in Europe such as Google and Amazon, which the current fiscal system, based on the principle of permanent establishment, is unable to tax efficiently.

It is pivotal to underline the importance of accompanying these new own resources with active investment programs pursuing the same long-term rationale. In fact, in order to avoid a merely regressive impact on the private sector, green incentive programs and innovation plans should be implemented through reinvesting tax proceeds. Differently from green-linked aids foreseen in the 'Recovery Plan', which are projected by Member States, these funds should be issued directly by the EU Commission in favour of European start-ups that are able to put sustainable and innovative business models into effect. The aim of combining levies and incentives would be to sustainably redesign the economy, while stimulating the launch of European digital champions potentially able to compete with American corporations.

According to Article 113 TFEU, The Council, with a special legislative procedure and after having consulted the European Parliament and the Economic and Social

Committee, shall adopt provisions for the harmonization of legislation concerning taxation. On the one hand, those provisions are necessary to ensure the well-functioning of the internal market not only by avoiding distortions of competition, but also by ensuring that individuals and businesses do not face obstacles when engaging in cross-border economic activities. On the other hand, a stronger cooperation is needed to tackle common challenges such as corporate tax avoidance and tax havens.

Although much has been done to prompt harmonization in this field and address the above mentioned issues, strong discrepancies in the taxation of incomes (mainly with respect to company incomes) still affect the well-functioning of the Common Market: for instance, Member States are free to apply particularly favourable taxation regimes and, in this way, attract investments or incentive corporations to falsely transfer profits from one country to another. Moreover, small countries do benefit from low rates of income taxations: in fact, the turnover of those practices results positively regardless of the lost income due to the legal rate applied.

In conclusion, it is necessary to promote a common European Fiscal Framework in order to increase fiscal coordination at a national level through common objectives and guidelines. This framework should have a specific focus on how to prompt a more uniform taxation of incomes in order to create a true level playing field in taxation.

## **Challenge 5. Climate Change**

The relevance of the environmental challenge has skyrocketed over the last few decades due to the increased frequency of extreme climatic events and the progressive degradation of habitats and biodiversity. The COVID-19 pandemic has highlighted how close the relationship between nature and humans is and how they can impact one another in detrimental ways. Social movements all around the world, especially moved by Greta Thunberg's call, have also

demonstrated how youth are raising their voices to ask for more concrete and immediate solutions for a better future.

The shift towards more sustainable progress must be central to the European agenda. Since her very first few days in office, President von der Leyen illustrated how climate change would be at the forefront of her agenda. The Political Guidelines 2019-2024<sup>116</sup> remark Europe's ambition to be the first climate-neutral continent by 2050. However, to meet this goal, we, as Europeans, must be on track to achieve the United Nations Sustainable Development Goals by 2030. Eurostat's 2020 report has shown that, after five years, good results are visible in Goal 11 calling for sustainable, resilient cities, and Goal 7 for affordable and clean energy. As for Climate action (Goal 13) and Life on land (Goal 15), the EU has not made enough progress and this will require further initiatives and resources.<sup>117</sup>The European Green Deal, the ambitious package of green measures presented by the European Commission in December 2019, works to reverse the course of the last five years' underperforming actions in climate policy, and to accelerate progress in this regard. With the European Green Deal, the EU can position itself as a global leader in fighting climate change, by enshrining the 2050 climate-neutrality objective into EU law.

Thus, we recognise the need for the ambitious vision and the framework that the European Commission and several Member States are proudly promoting but we also want to be realistic, highlighting the internal misalignments and the absence of a clear European Union's direction for concrete and earnest climate actions.

---

<sup>116</sup> Retrieved from [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/political-guidelines-next-commission\\_en\\_0.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/political-guidelines-next-commission_en_0.pdf)

<sup>117</sup> Eurostat (2020). *Sustainable development in the European Union. Monitoring report on progress towards the SDGs in an EU context*. 4th ed. Retrieved from <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/11011074/KS-02-20-202-EN-N.pdf/334a8cfe-636a-bb8a-294a-73a052882f7f?t=1592994779000>

### *Proposal 14. Prioritising scientific evidence*

A fundamental pillar of climate regulations is the scientific base on which they stand. When countries took the unprecedented step of promising to commit to CO<sub>2</sub> emissions reduction pledges in the 2016 Paris Agreement, efforts made were intended to prevent a rise in average temperatures of more than 2°C since pre-industrial levels. Nonetheless, implementation has been left up to individual countries, many of which end up with diluted climate policies after lobbying with special interest groups and corporations. Some politicians are playing against our future by not listening and working together with the scientific community to enact systematic and sustainable change.<sup>118</sup>

The EU must be at the forefront of the green revolution and hold nations accountable to their pledges in the Paris Agreement. The European Investment Bank, indeed, must raise its total financing dedicated to climate investments, which is already at a substantial 25%. By becoming the world's largest multilateral provider of climate finance or by introducing clauses that would make investments conditional on the beneficiaries, commitment to investing in a climate-neutral business model will be encouraged.

### *Proposal 15. Overcoming inconsistencies within EU environmental policies*

As the urgency of environmental challenges increases, so does the concern of many Europeans. Unfortunately, since the environment is by definition a global issue, this policy area is plagued by the problem of collective action. Moreover, there seems to be a lack of consistent action on behalf of the European institutions. A recent study<sup>119</sup> has analysed the difference between how much the European Commission talks about the environment, and how many new and stricter environmental policies it actually proposes, plus the numbers

---

<sup>118</sup> Matthews, A. (2020).

<sup>119</sup> Knill et al. (2020).

of actions taken against member states for not following environmental EU law. The authors suggest that “the decoupling of talk, decision, and action allows the European Commission to keep up its reputation as an environmental policy entrepreneur while, at the same, satisfying member states’ preference for economic recovery and less environmental regulation.”<sup>120</sup> While the EU would have the tools to target many aspects of long-term environmental issues, a short-term perspective seems to prevail.

The Common Agricultural Policy (CAP), one of the few areas of exclusive EU competence, has a history of favouring intensive non-environmentally friendly producers. Efforts have been made, for example going from price floor to decoupled payments, but there is still a lack of comprehensive and coordinated global environmental policy in this area. For instance, the CAP does not include environmental challenges in its original objectives.<sup>121</sup> However, in 2019 the CAP objectives were revised to include “three clear environmental goals”<sup>122</sup>.

While banning certain pesticides or other chemical compounds from the EU can appear advantageous, such policy choices need to include support measures in order to help farmers achieve an environmentally friendly agriculture, rather than placing the burden on them to switch their production; especially in agriculture, where such processes take years. Farmers do not seem to be satisfied by the current situation, they have been protesting for several years, most recently concerning regulations and low incomes.<sup>123</sup> Some authors observe that the bargaining processes associated with CAP reforms make it difficult to coordinate a long-term vision for agriculture in Europe.<sup>124</sup>

---

<sup>120</sup> *Ibid.*, 363

<sup>121</sup> Art. 39 TFEU.

<sup>122</sup> European Commission (2019).

<sup>123</sup> Byrne, J. (2019).

<sup>124</sup> Buitenhuis et al. (2020).

As recognised by different stakeholders and member states, such as those supporting the “Make it work” initiative,<sup>125</sup> a more consistent and effective EU environmental legislation is needed. Moreover, it is clear that only a multilateral – indeed, global – intervention in this policy area can be effective. In view of the escalation of the effects of climate change over the years, time has come to adopt a consistent, coordinated, and collective course of action tackling all issues concerning environmental challenges.

### *Proposal 16. Better coordination plans for the EU energy transition*

The EU has stepped in and adopted rules in order to help Member States with their energy transition. The 2018 Renewable Energy Financing Mechanism ensures the EU will meet its climate and energy targets by the year 2030.<sup>126</sup> The EU has since launched its policy platform to counter climate change and strengthen the energy transition, the European Green Deal. However, many countries still continue to invest in the fossil fuel sector. This could be due to a lack of the cooperation and coordination that would allow them to share expertise, technology and best practices to achieve their individual and collective decarbonisation targets. This cooperation would facilitate a more cost-effective deployment of renewable energies across the EU in regions where the transition is complicated in terms of natural resources and of economic pressure.

In order to help the most coal-dependent Member States to deal with the transition, the EU Commission should strengthen Reg. EU 2020/1294,<sup>127</sup> which enables

---

<sup>125</sup> Governments of the Netherlands (2021).

<sup>126</sup> See “EU renewable energy financing mechanism.” Available at [https://ec.europa.eu/energy/topics/renewable-energy/eu-renewable-energy-financing-mechanism\\_en](https://ec.europa.eu/energy/topics/renewable-energy/eu-renewable-energy-financing-mechanism_en)

<sup>127</sup> See the “Commission Implementing Regulation EU 2020/1294 on the Union renewable energy financing mechanism.” Available at [https://eur-lex.europa.eu/eli/reg\\_impl/2020/1294/oj](https://eur-lex.europa.eu/eli/reg_impl/2020/1294/oj)

contributing Member States that struggle to meet their targets to finance renewable projects elsewhere. For host countries, the receipt of additional local investment in renewable projects has positive effects on local employment, air quality, the modernization of their energy system, and will help them to reduce dependency on imports.

### *Proposal 17. Investing in Clean Hydrogen*

Considering the ambitious targets for the EU energy transition, we acknowledge the potential difficulties in reaching those goals due to lack of cooperation and full accountability. In light of the objectives of the European Clean Hydrogen Alliance, established in March 2020 as part of the new European industrial strategy, we underline the potential of hydrogen in the realisation of a cost-efficient and cleaner energy system for Europe.<sup>128</sup>

Aware that the stockage limitations of renewable energy pose a severe problem for energy permeability in all sectors and in remote European regions, we call for a greater investment in research and development in order to facilitate the interconnection between renewable, but climate-volatile, sources of energy and hydrogen energy itself. We expect clean fuels to be the next frontier for a greener Europe. An efficient exploitation of hydrogen-based energy has the potential to lead a wave of innovation in the energy sector, but only if stronger emphasis and efforts are put forward by EU institutions and Member States.

### *Proposal 18. Preparing to Climate-Induced Migration*

We have recognised that the EU is at the forefront in terms of actions and ideas to build a net-zero emission Europe, though plans, strategies and directions promoted to fight climate change diverge among each other. In order to

---

<sup>128</sup> See “European Clean hydrogen Alliance.” Available at [https://ec.europa.eu/growth/industry/policy/european-clean-hydrogen-alliance\\_en](https://ec.europa.eu/growth/industry/policy/european-clean-hydrogen-alliance_en)



complete the overall framework for a climate-resilient European Union, a far-sighted approach should be used to address a critical issue that may quickly turn into a crisis if not properly managed: climate-induced migration. Thousands of European citizens living nearby hazard areas will be strongly affected by the changes in the environment. This will be true to an even greater extent for our neighbours in the African continent, possibly causing mass migrations.

Thus, we believe that the Commission should draft a proper strategy to be included in the new EU Adaptation Strategy<sup>129</sup>, to ensure that the current living conditions of those populations will be maintained and the countries impacted have the resources to face the potential internal migration. A response in this direction is welcomed.

## **Challenge 6. Migration**

Increased migration flows over the last decade have raised pressure on Member States at the European borders, imposed large economic costs, undermined social cohesion and triggered political populist movements. Furthermore, sadly, migration to Europe is often accompanied by systemic violations of human rights; in fact, as obtaining legal entry is often impossible, people follow irregular migration trails where they incur serious dangers for their safety and undergo repeated violence. Although there is a variety of complex factors at play, especially in the migrants' countries of origin, we may argue that, on the other hand, the European approach to migration also fails to work in prevention of such issues; for instance, migrants are often unaware of their rights and do not benefit from effective legal support.

The Dublin III Regulation has failed to provide a comprehensive answer to migration for the EU. Under its tenure, migrants have seen their asylum requests treated well

---

<sup>129</sup>See "Building a Climate-Resilient Future - A new EU Strategy on Adaptation to Climate Change." Available at [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip\\_21\\_663](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_21_663)

beyond the legally set deadline, and have suffered undignified living conditions in detaining camps at the EU borders. Simultaneously, Member States have failed to provide a common response to the large flow of migrants, lacking solidarity and humanity. These pitfalls were proven by how the 2015 migration crisis, during which more than one million migrants reached European borders (mostly Greek and Italian shores), resulted in dramatic, well-documented violations of the same human rights embedded in the EU Fundamental Rights Charter. Many observers have criticised the lack of access to education for children and have deplored the treatment upon arrival for migrants.<sup>130</sup>

Even once the hurdle of entry is surpassed, European countries – even the most productive and wealthiest ones – have struggled to efficiently include immigrants in their job markets, leading to higher social tension and causing a widespread sense of frustration among non-integrated migrants. In this regard, it is important to bear in mind that not all migrants are asylum-seekers escaping territories tormented by wars. In reality, many of them are economic migrants who leave their homeland looking for employment and a brighter future in Europe for themselves and their families, despite the enormous difficulties that such a path involves.

Taking into account the aforementioned challenges posed by the current migration scenario, we propose the following reforms: a “New Marshall Plan for Africa”; a fairer and more ambitious pact on regulating migration; smarter migrant integration through information; improved legal ways of migrating to the EU.

### *Proposal 19. A New Marshall Plan for Africa*

To achieve ambitious objectives concerning the immigration challenge, a common European answer is needed. This joint action could go under the name of “New Marshall Plan”. The

---

<sup>130</sup>Amnesty International (2018).

concept behind its implementation would be the following: the EU as a whole should provide economic and technical assistance to those developing economies from which most of incoming migration flows are generated, with the aim of eventually lowering emigration rates. In practice, the New Marshall Plan would consist of the following set of concrete measures aiming to improve the stability of the economies of those countries.

### **Creating new job opportunities**

Without urgent action to address low levels of competitiveness, Africa's economies will not create enough jobs for the young people entering the job market. It has been estimated that, absent any effective policy change, by 2035 there will only be about 100 million new jobs for Africa's working age population, which is expected to grow by 450 million people<sup>131</sup>. The EU should help incentivise the creation of advanced economic infrastructure and technological know-how, to create new employment opportunities, foster entrepreneurship and innovation within those countries. To this aim, the EU could incentivise the creation of EU-African Joint Ventures by subsidising European companies that decide to undertake investments in specific African countries together with local firms. Particular priority should be given to projects entailing positive technological spillovers and the creation of real assets.

### **Towards a common market**

The EU should embrace a more proactive approach towards shaping a common EU-Africa market, a concept already mentioned in relation to the United Africa 2063 Agenda. In order to accelerate such process, a first action should be to dismantle trade barriers while easing access to the EU single market for African enterprises. For instance, the European Commission could enter into Comprehensive Association Agreements with the African Union, thereby drafting a

---

<sup>131</sup> World Economic Forum (2017)

political and socio-economic trade framework with the aim to drive towards entrance to a common market.

The purpose of such intensive cooperation would be to strengthen Africa's SMEs sector, exploiting trade relationships with EU businesses to provide the opportunity for the local economy to reach a self-sufficient status in manufacturing products and services, activating a human capital accumulation process in the long-term.

Promoting well-functioning institutions

It has been widely proven in academia that unstable institutions hamper inhabitants' quality of life and economic well-being. Among other goals, cooperation within the New Marshall Plan could offer the proper tools for institutional improvement of African countries through reaping the benefits of cultural exchange. To this aim, European financial aid should be conditional on certain standards of protection of human rights, respect of workers' conditions, fight against corruption and promotion of sustainability from both a social and an environmental perspective.

### *Proposal 20. Rethinking Migration to Europe*

The Dublin III Regulation set out several criteria for determining which Member State is responsible for treating an asylum request. For instance, the regulation considers whether the applicant has family ties in one MS, or previously held a visa/residence permit. In case of an irregular entry, the MS of entry is responsible for examining the migrant's application for international protection. Equally, if an asylum seeker is found in another signatory country, the latter can transfer the individual back to the first country of entry. In other words, the Dublin III Regulation only determines which state is responsible for treating a case, but it does not harmonise asylum procedures, thus imposing an unfair burden on MS located at the external borders of the EU.

In September 2020, the Commission proposed a “New Pact on Migration and Asylum” which aims to replace the Dublin III Regulation. It promises improved and faster procedures, responsibility and solidarity among MS, and a system of flexible contributions to support fluctuating migratory pressures. Even though this new pact is overall ambitious, it lacks a sufficient number of provisions guaranteeing solidarity and equal treatment of requests.

In such a context, the implementation of a binding relocation system of asylum seekers to all Member States according to proportional quotas seems imperative. In this respect, allocation rules should be decided upon socio-economic criteria. Moreover, harmonised regulations should be introduced among MS for granting asylum requests, and the process of examining claims under the asylum border procedure should not exceed 10 weeks. Finally, increased surveillance should be put in place on migrants’ detention conditions, with financial sanctions for Member States in case of evidence of human rights abuses.

### *Proposal 21. Better Integration Through Information*

Although migration policy is managed at the national level, migrant integration policies are mostly implemented on the subnational or local levels.<sup>132</sup> This location-based approach is not surprising, given that migrant integration requires physical presence and active participation in the immediate community. However, we believe that the EU can enhance the information flows to migrants regarding the services that are available to them on the national, sub-national and local levels. This would create a single network with all information easily accessible to everyone, that can be used as a starting point for comparison between supranational, national or subnational integration policies and can point to further cooperation between cities and states.

---

<sup>132</sup> OECD (2018).

One of the main issues faced by immigrants at arrival is the barriers – whether informational, linguistic or bureaucratic – that prevent them from fully accessing available services and opportunities. These barriers make the existence of these services, which are often designed to increase integration, useless, or, at best, highly underexploited. To face this crucial issue, we suggest the construction of an online platform (an app or website) which pools together all information needed by a migrant at arrival. It should also contain detailed tutorials on how to fill out the paperwork (e.g. how to apply for welfare services, etc.) and how to deal with bureaucratic barriers. It is of paramount importance that all content be available in a wide range of languages, including the native languages of migrants and asylum seekers.

### *Proposal 22. Improving legal pathways for migration*

With respect to the issue of legal entrance to the EU, systems like the Italian Humanitarian Corridors<sup>133</sup> provide an example of a good practice of collaboration between NGOs, civil society and national authorities to ensure a safe and legal entry into the EU. This system should be implemented by all Member States to protect the most fragile asylum seekers and prevent them from engaging in dangerous journeys. Moreover, in order to facilitate access to ways of legally entering the EU for both asylum seekers and economic migrants, an enhanced cooperation between EU institutions, member states, NGOs and countries where migratory fluxes originate must be planned. One of its multiple practical purposes could be to create information points in departure countries, either online or physical – for example in Member State embassies or in NGO headquarters – so that people willing to migrate can access information about how to request visas or asylum protection. Finally, even though the EU legal framework contains free legal aid provided by the 2013 Asylum Procedure Directive,

---

<sup>133</sup> See <https://www.humanitariancorridor.org/en/humanitarian-corridors/>

this can only be granted upon request in case the authority has given a negative decision. This means that, at the first level, asylum seekers cannot have any free legal aid provided by the authorities. To inform the asylum seekers of their rights of fair representation, it is necessary to draw inspiration from the 2013 Asylum Procedure Directive and change its application by providing legal aid at the starting point of the request and not only after the refusal.

## **Challenge 7. Technology**

The Technological Challenge is a process which has always characterised the history of humankind. Today, this process of technological transformation has accelerated in an unprecedented manner. Thus, to ensure the prosperity of its future generations, Europe needs to embrace the Technological Challenge, empowering its people and projecting them into the future.

In putting forth our proposals, we are guided by three principles:

1. The need to protect and promote fundamental rights, such as the right to the protection of personal data, enshrined in Article 8(1) of the Charter of Fundamental Rights of the European Union and Article 16(1) TFEU.
2. The importance of innovation, research and technological development to ensure industrial and economic competitiveness, in line with Article 173 TFEU. This is crucial in order for Europe to be resilient to future crises and still relevant on the world stage.
3. The overarching principle of purposefulness: we want to reap the benefits of technology with a purpose, not technology per se. Thus, the attitude towards technology should be oriented by the final goals of protecting the environment and human health, enhancing social cohesion, promoting individual liberty and personal fulfilment.

Confronting the Technological Challenge contributes directly to building the European digital sovereignty and protecting our democracy and economy from cyber-enabled threats with a potential to undermine them. Identifying the European

priorities and enforcing a common plan of action at the EU level provides an opportunity to strengthen the digital single market and make a difference globally. This is why we want to promote more R&I management by the European Commission. Promoting European transnational Working Groups, and European Innovation Consultants would help to address the Technological Challenge, taking the full advantage of the size and importance of our internal market. Our proposals are based on relevant Treaty provisions. The already mentioned Article 173 TFEU entrusts to the Commission the coordinating role in ensuring the competitiveness of the EU's industry. Moreover, we would like to proactively employ Article 180 TFEU, with regard to the Commission supplementing Member States' activities regarding research and technological development and space. Finally, concerning budgetary management, Articles 182 and 183 TFEU would be applied.

### *Proposal 23. Education for the Digital Age*

Education is the basis of long-term development and innovation. Therefore, it is of the utmost importance that technological knowledge become a well-integrated part of the educational systems. With COVID-19 forcing schools to use digital tools to an unprecedented extent, the need for technological education has become even clearer. Indeed, both teachers, students and parents need to be assisted in improving their tech and digital resilience.

We maintain that the development of a European plan for digital education has been too slow, risking falling behind the level of the US and Asia. The Digital Education Action Plan (2021-2027)<sup>134</sup> contains many important indications, e.g. the need for educators to possess digital competences, or how to adapt education to an online format. However, to foster

---

<sup>134</sup> See European Commission (2021) "Digital Education Action Plan (2021-2027): Resetting education and training for the digital age." Retrieved from [https://ec.europa.eu/education/education-in-the-eu/digital-education-action-plan\\_en](https://ec.europa.eu/education/education-in-the-eu/digital-education-action-plan_en)



digital excellence for the future, a more radical implementation of digital skills in both primary and secondary school curriculum is needed. Incorporating digital skills in current subjects and wider use of technological tools is just a first step. The Commission should take a stronger stance, with a clear recommendation for Member States to radically change the education system with focus on digital skills and computer education, which is needed on a primary school level, as well as in life-long learning programmes for adults. This will prove crucial to solve the skills shortages in key areas such as cybersecurity<sup>135</sup> and boost Europe's digitalisation ambition, which is otherwise hampered by the lack of highly-skilled tech professionals.<sup>136</sup>

We recognise that, if action at the EU level is limited to stating recommendations and sharing best practices, some Member States risk falling behind in the development and implementation process. Thus, in addition to an increased involvement of stakeholders, we see the need to create strong incentives for compliance by Member States, that are endowed with competencies on education.

#### E-democracy

In the era of “fake news” and “deep fakes”, the lack of technological education can undermine democratic institutions. This means it is urgent for strong action to be taken to provide the educational tools for online source criticism. Being aware of the impact that new technologies can have on shaping the public debate in our democracies is crucial. We believe that this civic component of digital education at school plays a fundamental role in giving future generations the basic tools to become citizens.

Finally, digital education at all levels can enable European citizens to exercise their right to vote in an intelligent way

---

<sup>135</sup> CEDEFOP (2018). “Insights into skills shortages and skills mismatch. Learning from Cedefop’s European skills and jobs survey”. Retrieved from [https://www.cedefop.europa.eu/files/3075\\_en.pdf](https://www.cedefop.europa.eu/files/3075_en.pdf)

<sup>136</sup> ENISA (2020). “ENISA Threat Landscape - Emerging trends.” Retrieved from <https://www.enisa.europa.eu/publications/emerging-trends>

going forward. Thus, the traditional voting system could be complemented by e-voting, which has the potential of raising participation in the democratic process, and could be particularly useful to facilitate the European Election Day proposed in the Identity Challenge. We are aware of the many challenges that such a system might entail, from confidentiality and security concerns to lack of technical know-how. Nevertheless, given the increasing digitalisation of our societies, we are confident that a balanced approach to these technologies, managed at the EU level, will enable citizens to remain in control and reap the benefits of innovation also in the democratic sphere.

### *Proposal 24. Giving Europe the Tech edge: the European Tech Valleys*

We deem it essential for Europe to own state-of-the-art infrastructures and facilities that will allow for a greater leverage of new technologies. More specifically, the EU should be prepared to embrace trends impacting infrastructure, such as anywhere operations, whereby a number of people will continue to work remotely even after the pandemic will end, and core modernization, which will lower technical debt and pave the way for agile infrastructure.<sup>137</sup>

In order to achieve this goal, the EU should invest in far-reaching network connectivity – allowing companies and individuals to have strong connections regardless of their location – and leverage the Gaia-X plan to gain independence from cloud giants in other parts of the world. Moreover, a strong investment in new infrastructure would allow the EU to attract a diverse pool of tech talent, increasing its innovation capabilities and gaining resilience for the upcoming future. Finally, this initiative would also set the

---

<sup>137</sup> Gartner (2020). “Top Trends Impacting Infrastructure and Operations for 2021.” Retrieved from [www.gartner.com/en/newsroom/press-releases/2020-12-07-gartner-identifies-the-top-trends-impacting-infrastructure-and-operations-for-2021](http://www.gartner.com/en/newsroom/press-releases/2020-12-07-gartner-identifies-the-top-trends-impacting-infrastructure-and-operations-for-2021)

perfect scenario to benefit from our second proposal: the European Tech Valleys.

The European Tech Valleys are the next frontier for a EU which is both more united and capable of competing in the tech sector at a global scale, promoting the share of knowledge, resources and human capital among the Member States. This project embodies the truly European spirit of ingenuity and collaboration in confronting the Technological Challenge with a human-centric approach. Moreover, it has the potential to be recognised worldwide as a solid partner to join forces with in order to bring humanity forward.

The European Tech Valleys, to be located both in Eastern and Western Europe, are constituted by start-ups, large firms, financial and research institutes, universities. These “clusters” should be coordinated and monitored to reach significant KPIs by specific EU agencies. The benefits that can derive from the proximity and the joint collaboration of the single elements of each cluster are related mainly to: the ease of technology transfer from research institute to firms, the increased rate of licence transferability resulting in a high number of prototypes or ideas translated into marketable products, the attractiveness of the hubs in terms of investment and, lastly the higher degree of cooperation among the Member States in which the hubs are located. In this view, the Digital Innovation Hubs<sup>138</sup> recently proposed by the Commission can be one of the key functions of our Tech Valley. Furthermore, major private-public infrastructure projects are incentivized by their high social and economic returns.

### *Proposal 25. Smart Regulation for the Digital Age*

We reckon that the EU has the unparalleled ability to set rules with a global reach. The so-called “Brussels effect”, i.e. the power of EU regulations to influence global markets, has

---

<sup>138</sup> See European Commission (2021) “Digital Innovation Hubs (DIHs) in Europe” Retrieved from <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/digital-innovation-hubs-dih-europe>

grown significantly over the last two decades, particularly in the area of digital economy.<sup>139</sup> The paramount example of this is the General Data Protection Regulation (GDPR), which is recognised as the global standard in the field of data protection. The “Brussels effect” implies not only that other jurisdictions emulate EU regulations, but also that many multinational corporations choose to comply with those rules even outside the EU and in absence of a legal obligation to do so. As the European Institutions are thinking about new rules for the digital economy,<sup>140</sup> we urge them to be bold. In recent times, we have been living our daily lives not only in the physical world but also online. While this has opened a wide array of opportunities, it has generated new risks for individuals and societies at-large. We maintain that there should be no trade-off between protection of fundamental rights and innovation. The most effective way to guarantee a future for the next generations of Europeans is to curb the threats posed by the digital world and harness its benefits, by empowering socially responsible innovators and nurturing technological creativity.

Only if the EU enacts legislation with global consequences can it truly achieve these goals. The fast pace at which technology has evolved during the last decades has been such that it has endowed private actors with immense and unchecked powers. The EU can and should take on the responsibility of regulating the digital world in a way that protects fundamental rights and fosters innovation.

---

<sup>139</sup> Bradford, A. (2020). *The Brussels effect: how the European Union rules the world*. New York: Oxford University Press.

<sup>140</sup> See for example: Digital Services Act ([https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/digital-services-act-ensuring-safe-and-accountable-online-environment\\_en](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/digital-services-act-ensuring-safe-and-accountable-online-environment_en)) and Digital Markets Act ([https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/digital-markets-act-ensuring-fair-and-open-digital-markets\\_en](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/digital-markets-act-ensuring-fair-and-open-digital-markets_en))

## CONCLUSION

What are the fundamental European values? Does the European Union embody them and live up to them? How would the world look if the EU did not exist? How can the EU tackle the major challenges posed by the global health crisis, climate change, international migrations, technological disruption, forces of internal disintegration pulling it apart? These are some of the questions that have accompanied us throughout this Report. We have proposed our vision for a way forward, being aware that it is important for young Europeans to be proactive and engaged in the policy debate about our future.

We feel encouraged and empowered by the fact that so many Europeans of the younger generations are willing to identify the challenges and opportunities of European integration. In fact, it is with little rhetoric that we say that Europe is at a crossroads. The European Union undoubtedly represents the most advanced attempt to recognise that our diversity is a strength, and that by working closely together the European peoples can attain shared prosperity and really matter in the world. Nevertheless, several crises have shaken the trust of European citizens in this project, making them question its true meaning to the very core. Furthermore, many challenges lie ahead and must be faced.

To write this Report, we have come together from different academic backgrounds, life experiences, political ideas and cultural identities. We have compared our opinions, debated and often disagreed, enriching each other. We are all young Europeans passionate about Europe and deeply concerned about its future, our future. We do not claim to represent all of our generation – born when free movement across most of Europe is an everyday reality taken for granted – but we are sure our ideas resonate with the vast majority of our peers.

We have put forth 25 proposals that address 7 key Challenges for the future of Europe, trying to be as concrete as possible, while at the same time choosing not to

compromise on our ideals. We recognise that some of the proposals may be more feasible than others, and we acknowledge that our sectoral expertise is sometimes limited, however we do hope our collective endeavour will spark some debate and encourage current European leaders to consider our ideas. We are confident that this process will not end with this edition of the Report, for real solutions to the 7 Challenges outlined above, and many more, will need to be constantly addressed in the years to come. Indeed, it is important to make the discussion about the EU more present in our societies. Thus, we call upon the coming generations to work together and turn this into a long-term project, amending our work and possibly finding better solutions.

We would like to thank the Société des Membres de la Légion d'Honneur, and in particular its sections in Italy and the Holy See and in Switzerland, for kick-starting this initiative which was thought up to celebrate the Centenary of the SMLH Foreign Sections, and has grown into much more. A heartfelt thanks also to our Academic Mentors for their constructive criticism, precious guidance and continued support throughout the entire process.

To conclude, our Report has identified several issues and challenges with European integration that require decisive and prompt action. Therefore, we believe that Europe will need brave, passionate and visionary leaders, ready to take on Europe's future. We, young Europeans, have something to say. One thing is clear: we are just getting started.

# References

## *PART I. THE PRESENT*

### *Chapter 1. European Integration up to now*

- Ammar, S. (2011). Thailand after 1997. *Asian Economic Policy Review*, 6(1), 68-85.
- Bogdanor, V. (2020). *Britain and Europe in A Troubled World*. New Haven and London: Yale University Press, 115-146.
- Bootle, R. (2016) *The Trouble With Europe*. (Third ed.) UK: Clays Ltd.
- Fabbrini, F. (2020) *Brexit and the Future of the European Union*. Oxford: Oxford University Press.
- Ford, R., and Goodwin, M. (2014). *Revolt on the Right*, London: Routledge.
- Gilbert, M. (2011). *European Integration: A concise history*, Plymouth: Rowman & Littlefield Publishers, 33-61.
- Goodhart, D. (2017). *The road to somewhere: the new tribes shaping British politics* (London: Penguin Books).
- Hitchcock, W. (1997). "France, the Western Alliance, and the Origins of the Schuman Plan, 1948–1950", *Diplomatic History*, 21(4): 603–630.
- Hobolt, S. (2016), "The Brexit vote: a divided nation, a divided continent." *Journal of European Public Policy*, 23(9): 1259-1277, DOI: 10.1080/13501763.2016.1225785.
- IMF (2020). *Recovery from the Asian Crisis and the Role of the IMF – An IMF Issues Brief*.
- Laurent, P-H., (1972). "The Diplomacy of the Rome Treaty, 1956-57". *Journal of Contemporary History*, 7(3/4): 209-220.
- Kershaw, I. (2018) *Roller-Coaster Europe 1950-2017*. London: Penguin UK.
- Milward, A.S. (1997). *The question of Europe*. London: Verso, 5-20.

Norris, P., and Inglehart, R. (2019). *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*. Cambridge: Cambridge University Press, 368-408.

Panfil, P. (2015). "Financial Assistance of the European Stability Mechanism." *System Of Financial Law Financial Markets*, 162.

Patel, K. (2020). *Project Europe: A History*. Cambridge: Cambridge University Press.

Schimmelfennig, F. (2018). "Brexit: Differentiated Disintegration in the European Union." *Journal of European Public Policy*, 25(8): 1154–73.

## *Chapter 2. European Values*

Beccaria, C. (2009). *Dei delitti e delle pene*. ENS Editions.

Cvijic, S., & Zucca, L. (2004). "Does the European Constitution Need Christian Values?" *Oxford Journal of Legal Studies*, 24(4), 739-748.

<http://www.jstor.org/stable/3600535>

Grant, C., (2007). "What are European values?", *The Guardian*. Opinion: European Union.

EU (2020). "European Citizenship." *Standard Eurobarometer 92*, Autumn 2019. <http://doi.org/10.2775/721>

EU (2020). "European Citizenship." *Standard Eurobarometer 93*, Summer 2020. <https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/survey/getsurveydetail/instruments/standard/surveyky/2262>

EU (2020). "Europeans' opinions about the European Union's priorities." *Standard Eurobarometer 93*, Summer 2020. <https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/survey/getsurveydetail/instruments/standard/surveyky/2262>

EU (2020). "The EU and the coronavirus outbreak." *Standard Eurobarometer 93*, Summer 2020. <https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/survey/getsurveydetail/instruments/standard/surveyky/2262>



## *PART II. WHAT IF THE EU DID NOT EXIST?*

### *Chapter 3. The Case of Brexit*

Brölmann, C. M., Collins, R., Droubi, S., & Wessel, R. A. (2018). Exiting International Organizations, *International Organizations Law Review*, 15(2), 243-263. doi: <https://doi.org/10.1163/15723747-01502001>

Contiades X., Papacharalambous C., Papastylianos C. (2019) "The Constitution of Greece: EU Membership Perspectives." In: Albi A., Bardutzky S. (eds) *National Constitutions in European and Global Governance: Democracy, Rights, the Rule of Law*. T.M.C. Asser Press, The Hague. [https://doi.org/10.1007/978-94-6265-273-6\\_14](https://doi.org/10.1007/978-94-6265-273-6_14)

Gifkins, J., Jarvis, S., and Jason Ralph, J. (2019). "Brexit and the UN Security Council: Declining British Influence?" *International Affairs*, 95(6): 1349–68. <https://doi.org/10.1093/ia/iiz205>

Hervey, G. (2017, December 11). "When Britain Exits the EU, Its Diversity Departs Too." *POLITICO*. <https://www.politico.eu/article/brexit-diversity-exits-the-eu-brussels/>

Hillion, C. (2015). *The Oxford Handbook of European Union Law* (Vol. Chapter 6). Oxford: Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199672646.013.7>

Huhe, N., Naurin, D., and Thomson, R. (2020). "Don't Cry for Me Britannia: The Resilience of the European Union to Brexit." *European Union Politics* 21(1): 152–72. <https://doi.org/10.1177/1465116519882096>

Jacobs, F.B. (2018). *The EU after Brexit: Institutional and Policy Implications*. Palgrave Studies in European Union Politics. Palgrave Pivot. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-77279-0>

Miller, V. (2015). "'Ever closer Union' in the EU Treaties and Court of Justice case law." Briefing Paper for the House of Commons. <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-7230/CBP-7230.pdf>

Murray, H. (2006). "The Globalization of English and the English Language Classroom." *ELT Journal*, 60(2): 204–6. <https://doi.org/10.1093/elt/cci110>

Oliver, T.L. (2013) “Europe without Britain: Assessing the Impact on the European Union of a British Withdrawal.” SWP Research Paper 2013/RP 07. <https://www.swp-berlin.org/en/publication/europe-without-britain/>

Oliver, T.L. and Williams, M.J. (2016). “Special Relationships in Flux: Brexit and the Future of the US–EU and US–UK Relationships.” *International Affairs*, 92(3): 547–67. <https://doi.org/10.1111/1468-2346.12606>

Quaglia, L. (2010). “Completing the Single Market in Financial Services: The Politics of Competing Advocacy Coalitions.” *Journal of European Public Policy*, 17(7): 1007–23. <https://doi.org/10.1080/63.2011350170.499239>

UNA-UK (2016, July 7). “Ambassador Matthew Rycroft Discusses UK Priorities for UN at Parliamentary Meeting.” <https://www.una.org.uk/news/ambassador-matthew-rycroft-discusses-uk-priorities-un-parliamentary-meeting>

Wivel, A. (2018). “As Awkward as They Need to Be: Denmark’s Pragmatic Activist Approach to Europe.” In Stegmann McCallion M., and Brianson A. (eds.), *Nordic States and European Integration* (pp. 13–34). Palgrave Studies in European Union Politics. Palgrave Macmillan, Cham. [https://doi.org/10.1007/978-3-319-57562-9\\_2](https://doi.org/10.1007/978-3-319-57562-9_2)

### *PART III. CHALLENGES FOR THE FUTURE OF EUROPE*

#### *Challenge 1. Identity*

Adam, E.C., Kagiros, D., and Tierney, S. (2018). “Democracy in Question? Direct Democracy in the European Union.” *European Constitutional Law Review*.

Badouard, R. (2012). « Faire participer. Un enjeu de légitimité pour l’Union Européenne. » *Participations*, 3(2).

El Herfi, R. (2011). « L’initiative citoyenne européenne : évaluation d’un mécanisme de démocratie participative au sein de l’Union Européenne. » *Revue du Droit de l’Union Européenne*, 4/2011.

ECB (2021). “Monetary Policy.” [www.ecb.europa.eu/ecb/tasks/monpol/html/index.en.html](http://www.ecb.europa.eu/ecb/tasks/monpol/html/index.en.html)

Wike, R., Fetterolf, J., & Fagan, M. (2020, December 10). “Europeans credit EU with promoting peace and prosperity, but Say

Brussels is out of touch with its citizens.” <https://www.pewresearch.org/global/2019/03/19/europeans-credit-eu-with-promoting-peace-and-prosperity-but-say-brussels-is-out-of-touch-with-its-citizens/>

## *Challenge 2. Institutions*

Costa, O., & Brack, N. (2013). “The Role of the European Parliament in Europe’s Integration and Parliamentarization Process.” In O. Costa, C. Dri, & S. Stavridis, *Parliamentary Dimensions of Regionalization and Globalization* (pp. 45-69). London: Palgrave Macmillan.

Dauvergne, A. (2017). One Hat for Two Heads: a Complex Simplification Process. Retrieved from Jacques Delors Institute: <https://institutdelors.eu/wp-content/uploads/2020/08/onehatfortwoheads-dauvergne-tribune-sept17.pdf>

Dony, M. (2018). *Droit de l’Union Européenne*. Brussels: Editions de l’Université de Bruxelles.

Esposito, F. (2020). “Self-determination referendums: towards a fragmented democracy” in N. Levrat, F. Saint-Ouen, D. Sidjanski, *The European Union and the Regional Nationalisms*, Centre de compétences Dusan Sidjanski en études européennes, Genève, 171-179.

European Parliament. (2019). *Election of the President of the European Commission: Understanding the Spitzenkandidaten process*. Brussels: European Parliament.

Gozi, S. (2001). “Does the EU Institutional Triangle Have a Future?” *The International Spectator*, 39-49.

Hahm, H., Hilpert, D., & König, T. (2019). Institutional Reform and Public Attitudes Toward EU Decision-Making. *European Journal of Political Research*, 599-623.

Heermann, M., & Leuffen, D. (2020). “No Representation without Integration: Why Differentiated Integration Challenges the Composition of the European Parliament.” *Journal of Common Market Studies*, 1016-1033.

Levrat, N. (2017). *L’État de droit est-il une valeur européenne dont l’UE assure la promotion ? Union de valeurs ? La mise en œuvre*

des valeurs et des principes fondamentaux de l'Union Européenne (pp. 157-177). Geneva: Global Studies Institute de l'Université de Genève.

Müller, H. (2020). *Political Leadership and the European Commission Presidency*. Oxford: Oxford University Press.

Patz, R. (2014). *The Juncker Commission: On the way to a smaller European Commission?* Retrieved from Academic Association for Contemporary European Studies: Ideas on Europe: <https://polscieu.ideasoneurope.eu/2014/09/10/the-juncker-commission-on-the-way-to-a-smaller-european-commission/>

Sauron, J.-L. (2019). « L'UE : quelle légitimité ? Quel avenir ? » In W. Heusel, & J.-P. Rageade, *The Authority of EU Law* (pp. 371-373). Berlin: Springer.

Steiner, R., Kaiser, C., Tapscott, C., & Navarro, C. (2018). "Is Local Always Better? Strengths and Limitations of Local Governance for Service Delivery." *International Journal of Public Sector Management*, 394-409.

Vanhoonacker, S., Pomorska, K., & Maurer, H. (2011). *The Presidency in EU External Relations: Who is at the helm?* *Politique Européenne*, 139-164.

Zarka, J.-C. (2017). *L'essentiel des institutions de l'Union Européenne*. Toulouse: Gualino.

### *Challenge 3. COVID*

Cirium. (2020, April 30). "French government sets GREEN conditions for Air FRANCE BAILOUT." <http://www.flightglobal.com/strategy/french-government-sets-green-conditions-for-air-france-bailout/138160.article>

Deutsche Welle. (2020, April 24). "EU split Over halting bailouts for tax haven Firms." <https://www.dw.com/en/eu-split-over-halting-bailouts-for-tax-haven-firms/a-53278756>

European Commission (2020, May 11). "European Health Union". [https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-life/european-health-union\\_en](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-life/european-health-union_en)

European Commission (2020, November 25). "Affordable, accessible and safe medicines for all: the Commission presents a

Pharmaceutical Strategy for Europe.”  
[https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip\\_20\\_2173](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_20_2173)

European Commission (2020, December 14). “La Commission lance Re-open EU, une application mobile qui fournit des informations actualisées sur les règles et restrictions anti-COVID dans toute l'Europe.” In French.  
[https://ec.europa.eu/france/news/20201214/lancement\\_application\\_reopen\\_eu\\_fr](https://ec.europa.eu/france/news/20201214/lancement_application_reopen_eu_fr)

European Commission (2020) “Coronavirus pandemic: Coordinated approach to measures restricting free movement in the EU.”  
[https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/fr\\_-\\_fiche\\_dinformation\\_-\\_pandemie\\_de\\_coronavirus\\_-\\_approche\\_coordonnee\\_des\\_mesures\\_restreignant\\_la\\_libre\\_circulation\\_dans\\_lue.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/fr_-_fiche_dinformation_-_pandemie_de_coronavirus_-_approche_coordonnee_des_mesures_restreignant_la_libre_circulation_dans_lue.pdf)

France 24. (2009, February 03). French government unveils economic stimulus plan.” France 24.  
<http://www.france24.com/en/20090203-french-government-unveils-economic-stimulus-plan->

Kogan, R., and Van De Waterr, P. (2020, September 9). “Rising Federal Debt Should Not Shortchange Response to COVID-19 Crisis.” Center on Budget and Policy Priorities.  
[www.cbpp.org/research/federal-budget/rising-federal-debt-should-not-shortchange-response-to-covid-19-crisis](http://www.cbpp.org/research/federal-budget/rising-federal-debt-should-not-shortchange-response-to-covid-19-crisis)

Peel, M. (2020, April 20). “Covid-19 exposes EU’s reliance on drug imports.” Financial Times. <https://www.ft.com/content/c30eb13a-f49e-4d42-b2a8-1c6f70bb4d55>

Rasnača Z. (2020) “Essential but unprotected: highly mobile workers in the EU during the Covid-19 pandemic.”  
[https://www.etui.org/sites/default/files/2020-06/COVID%20Highly%20mobile%20workers%20Rasnaca%20Policy%20Brief%202020.09\\_0.pdf](https://www.etui.org/sites/default/files/2020-06/COVID%20Highly%20mobile%20workers%20Rasnaca%20Policy%20Brief%202020.09_0.pdf)

Robin-Olivier S. (2020). “Free Movement of Workers in the Light of the COVID-19 Sanitary Crisis: From Restrictive Selection to Selective Mobility.” European Papers, 5(1): 613-619

Schulz, F. (2020, March 16). "Europe's dependence on medicine imports." Euractiv. <https://www.euractiv.com/section/health-consumers/news/europes-dependence-on-medicine-imports/>

#### *Challenge 4. Economic Governance*

Baldwin, R. and Wyplosz, C. (2009). *The Economics Of European Integration*. 3rd edition. Berkshire: McGraw-Hill.

Baumg, S. (2020, July 21), "EU agrees tax on plastic packaging waste." Independent Commodity Exchange Services. <https://www.icis.com/explore/resources/news/2020/07/21/10532318/eu-agrees-tax-on-plastic-packaging-waste>

Beaune, C. (2019). « Stabiliser et rééquilibrer la Zone euro en tant que ciment de l'Union. » In Gozi, S., Sidjanski, D. et Saint-Ouen, F. (eds.) *L'avenir de la zone euro*. Geneva: Centre de compétences Dusan Sidjanski en études européennes: 83-88.

Dony, M. (2018). *Droit de l'Union Européenne*. 7th edition. Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles.

European Commission (2021). "EU Tax Policy Strategy." [https://ec.europa.eu/taxation\\_customs/general-information-taxation/eu-tax-policy-strategy\\_en](https://ec.europa.eu/taxation_customs/general-information-taxation/eu-tax-policy-strategy_en)

European Union (2015). *The European Union explained: Taxation*. Luxembourg: Publications Office of the European Union. [https://ec.europa.eu/taxation\\_customs/sites/taxation/files/resources/documents/taxation/gen\\_info/tax\\_policy/taxation\\_internal\\_market\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/taxation_customs/sites/taxation/files/resources/documents/taxation/gen_info/tax_policy/taxation_internal_market_en.pdf)

Krugman, P. (2013). "Revenge of the Optimum Currency Area." *NBER Macroeconomics Annual*, 27(1): 439-448. <https://doi.org/10.1086/669188>

Osservatorio CPI (2020, May 16), "L'Unione Europea e le eccessive differenze nella tassazione dei profitti tra paesi." <https://osservatoriocpi.unicatt.it/cpi-archivio-studi-e-analisi-l-unione-europea-e-le-eccessive-differenze-nella-tassazione-dei-profitti>

Sauro, J. (2016). *Comprendre l'Union Européenne*. Institutions, politiques, droit. La Documentation française : 22-53.

Stephanou, C. (2018). « La crise de la dette publique, génératrice de solidarité? » in Sidjanski D., Saint-Ouen, F. and Stephanou C. (eds.), *Union de valeurs? La mise en œuvre des valeurs et des principes fondamentaux de l'Union Européenne*. Geneva: Centre de Compétences Dusan Sidjanski en études européennes: 67-84.

Vasseur, E. (2014). « Les crises des dettes souveraines des pays de la zone euro » in *L'économie en 55 fiches*. 2e édition. Paris : Ellipses: 568-588.

Wyplosz, C. (2019). « La zone euro: les maillons faibles » in Gozi, S., Sidjanski, D. et Saint-Ouen, F. (eds.), *L'avenir de la zone euro*. Geneva: Centre de compétences Dusan Sidjanski en études européennes: 133-142.

Zarka, J. (2019). *L'essentiel des Institutions de l'Union Européenne*. 21st edition. Issy-les-Moulineaux cedex : Gualino.

### *Challenge 5. Climate Change*

Buitenhuis, Y., Candel, J., Feindt, P.H., Termeer, K., Mathijs, E., Bardají, I., Black, J., Martikainen, A., Moeyersons, M. and Sorrentino, A. (2020). "Improving the Resilience-enabling Capacity of the Common Agricultural Policy: Policy Recommendations for More Resilient EU Farming Systems." *EuroChoices*, 19 :63-71. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1746-692X.12286>

Byrne, J. (2019). "Farmers show anger with protests in Ireland, Germany and France" *FeedNavigator*. <https://www.feednavigator.com/Article/2019/11/27/Farmers-show-anger-with-EU-wide-protest>

European Commission (2021). "Building a Climate-Resilient Future - A new EU Strategy on Adaptation to Climate Change". [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip\\_21\\_663](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_21_663)

European Commission (2020) "Commission Implementing Regulation EU 2020/1294 on the Union renewable energy financing mechanism." *Official Journal of the European Union*, L 303/1. Available at [https://eur-lex.europa.eu/eli/reg\\_impl/2020/1294/oj](https://eur-lex.europa.eu/eli/reg_impl/2020/1294/oj)

European Commission (2021). "European Clean hydrogen Alliance." Available at [https://ec.europa.eu/growth/industry/policy/european-clean-hydrogen-alliance\\_en](https://ec.europa.eu/growth/industry/policy/european-clean-hydrogen-alliance_en)

European Commission (2021). “EU renewable energy financing mechanism”. [https://ec.europa.eu/energy/topics/renewable-energy/eu-renewable-energy-financing-mechanism\\_en](https://ec.europa.eu/energy/topics/renewable-energy/eu-renewable-energy-financing-mechanism_en)

European Commission (2019). Political Guidelines for the next European Commission 2019-2024. [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/political-guidelines-next-commission\\_en\\_0.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/political-guidelines-next-commission_en_0.pdf)

European Commission (2019). “The post-2020 common agricultural policy: environmental benefits and simplification.” [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/key\\_policies/documents/cap-post-2020-environ-benefits-simplification\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/key_policies/documents/cap-post-2020-environ-benefits-simplification_en.pdf)

Eurostat (2020). Sustainable development in the European Union. Monitoring report on progress towards the SDGs in an EU context. 4th ed.

Government of the Netherlands (2021). “A more consistent and effective EU environmental legislation.” <https://www.government.nl/topics/spatial-planning-and-infrastructure/revision-of-environment-planning-laws/a-more-consistent-and-effective-eu-environmental-legislation>

Knill, C., Steinebach, Y., Fernández-i-Marín, X. (2020). “Hypocrisy as a crisis response? Assessing changes in talk, decisions, and actions of the European Commission in EU environmental policy.” *Public Administration*, 98(2): 363–377. <https://doi.org/10.1111/padm.12542>

Matthews, A. (2020). “The Commission’s Climate Law proposal: what it says and how it might be improved.” *CAP Reform*. <http://capreform.eu/the-commissions-climate-law-proposal-what-it-says-and-how-it-might-be-improved/>

### *Challenge 6. Migration*

Amnesty International (2018). “The State of the World’s Human Rights 2017/2018.” <https://www.amnesty.org.uk/files/2018-02/annualreport2017.pdf>

Devillanova, C., and Frattini T. (2016). “Inequities in immigrants’ access to health care services: disentangling potential barriers.”



International Journal of Manpower, 37(7): 1191-1208.  
<http://dx.doi.org/10.1108/IJM-08-2015-0114>

Giametta, C. (2020) "New asylum protection categories and elusive filtering devices: the case of 'Queer asylum' in France and the UK." *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 46(1): 142-157.  
<https://doi.org/10.1080/1369183X.2018.1500172>

Villa, M., ed. (2020). *The Future of Migration to Europe*. Milan: ISPI.  
[www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/isp\\_i\\_futureofmigration\\_web\\_1.pdf](http://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/isp_i_futureofmigration_web_1.pdf)

World Economic Forum (2017). *The Africa competitiveness report 2017 - Addressing Africa's demographic dividend*. Washington, D.C.: World Bank Group.  
<http://documents.worldbank.org/curated/en/733321493793700840/The-Africa-competitiveness-report-2017-Addressing-Africa-s-demographic-dividend>

OECD (2018), *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees*. Paris: OECD Publishing.  
<https://doi.org/10.1787/9789264085350-en>

Bloch, Alice & Carl Levy. (1999). *Refugees, Citizenship and Social Policy in Europe*. Palgrave Macmillan UK.

### *Challenge 7. Technology*

Bradford, A. (2020). *The Brussels effect: how the European Union rules the world*. New York: Oxford University Press.

CEDEFOP (2018). "Insights into skills shortages and skills mismatch. Learning from Cedefop's European skills and jobs survey". [https://www.cedefop.europa.eu/files/3075\\_en.pdf](https://www.cedefop.europa.eu/files/3075_en.pdf)

ENISA (2020). "ENISA Threat Landscape - Emerging trends." <https://www.enisa.europa.eu/publications/emerging-trends>

European Commission (2021.) "Digital Education Action Plan (2021-2027): Resetting education and training for the digital age." [https://ec.europa.eu/education/education-in-the-eu/digital-education-action-plan\\_en](https://ec.europa.eu/education/education-in-the-eu/digital-education-action-plan_en)

European Commission (2021) "Digital Innovation Hubs (DIHs) in Europe." <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/digital-innovation-hubs-dihs-europe>

Gartner (2020). "Top Trends Impacting Infrastructure and Operations for 2021." [www.gartner.com/en/newsroom/press-releases/2020-12-07-gartner-identifies-the-top-trends-impacting-infrastructure-and-operations-for-2021](http://www.gartner.com/en/newsroom/press-releases/2020-12-07-gartner-identifies-the-top-trends-impacting-infrastructure-and-operations-for-2021)



**Quale futuro per l'Europa ?  
Uno spaccato delle opinioni dei  
giovani europei.**

Carlo Altomonte & Frédéric Esposito

(a cura di)

PREFAZIONE.....	ii
ELENCO DEGLI AUTORI.....	viii
ELENCO DELLE ABBREVIAZIONI.....	x
SINTESI DEL DOCUMENTO.....	xi
SEZIONE I. IL PRESENTE.....	1
SEZIONE II. E SE L'UE NON ESISTESSE?...	11
SEZIONE III. LE SFIDE FUTURE.....	29
CONCLUSIONI.....	85
BIBLIOGRAFIA.....	88

## Prefazione

Ammiraglio Coldefy, Presidente della Società dei Membri della Legione d'Onore

La SMLH fu creata nel 1921 per aiutare i soldati feriti e le famiglie dei loro compagni scomparsi, dopo quattro anni di terribili combattimenti fratricidi tra le nazioni europee. Sin dall'inizio, la sua missione è stata quella di sviluppare i legami sociali e civici tra le nuove generazioni. Quest'anno si festeggia dunque il suo centenario lanciando una riflessione sull'Europa e sul futuro dei giovani che sarà oggetto di questo colloquio organizzato a Roma, dalla sezione svizzera e da quella italiana e promosso dai loro rispettivi Presidenti. Si tratta di un grande evento, senza dubbio l'evento principale che si celebra al di fuori della Francia.

L'Italia, paese fondatore dell'Europa con la pietra miliare del Trattato di Roma del 1957, e la Svizzera, strettamente legata all'Unione Europea attraverso la propria storia e la propria geografia, hanno deciso di unire le proprie forze per organizzare un evento di dimensioni eccezionali, su scala dell'Unione Europea. Eminentemente personalità francesi, italiane e delle istituzioni europee sono chiamate a parlare davanti al Gran Cancelliere della Legione d'Onore e ai rappresentanti delle sezioni di tutti i paesi del continente.

In particolare, si darà voce agli studenti di otto università europee. Mi congratulo con loro per la qualità delle riflessioni che troviamo all'interno di questa relazione, e condotte sotto la direzione dei Presidenti dell'Università Bocconi di Milano e dell'Università di Ginevra, in collaborazione con due associazioni che rappresentano una referenza in materia di questioni europee: *Civica e European Generation*. La diversità delle sfide da affrontare, contenute nei sette capitoli della relazione, sono la riprova della mole di lavoro svolto dagli studenti e ci spinge ad approfondire ognuno dei temi proposti. Si tratta quindi di una conferenza che segna l'inizio di un approccio ambizioso, che dovrà perdurare nel tempo, in

particolare una volta che le autorità dell'Unione Europea a Bruxelles ne avranno preso atto e incoraggeranno, come spero, la SMLH a proseguire il proprio lavoro.

Infine, questa conferenza è una risposta alle priorità della SMLH:

- da un lato, la gioventù, come dimostrato dalla scelta di organizzare l'avvio delle celebrazioni del centenario al momento delle Olimpiadi della Gioventù del 26 settembre, che ha visto riuniti, a Parigi, nel prestigioso Hôtel National des Invalides e sotto l'Alto Patronato del Presidente della Repubblica oltre 800 giovani francesi e stranieri. In questa giornata, l'importante contributo degli studenti di diversi paesi europei ai lavori del colloquio è stato prezioso per la Società;
- dall'altro, per quanto riguarda l'estero, la SMLH si impegna a mantenere le relazioni con la Francia, a diffondere la conoscenza e la cultura del nostro paese, insieme ai nostri Ambasciatori: questo simposio rientra perfettamente in questo spirito.

È quindi con grande piacere che ringrazio i presidenti delle due sezioni per il loro impegno, la signora Tarantola e il signor Frizon de Lamotte per il loro personale impegno. Sono loro che hanno portato avanti il progetto con energia, determinazione ed entusiasmo, nonostante le difficoltà incontrate durante la crisi sanitaria. Vorrei anche ringraziare tutti coloro che hanno lavorato al loro fianco, soprattutto nelle università.

Infine, vorrei ringraziare sentitamente l'Ambasciatore francese in Italia, Sua Eccellenza, Christian Masset, per aver ospitato questo evento nella prestigiosa cornice di Palazzo Farnese. Non esiste scenario più bello per far risplendere al meglio questo evento.

## Prefazione

Prof. Anna Maria Tarantola, a cura della presidente del comitato organizzatore.

L'idea di questo Rapporto ha origini lontane. Alla fine del 2019 in un colloquio della Presidente della sezione italiana e presso la Santa Sede con il Sig. Ambasciatore di Francia in Italia, riflettendo su come contribuire alla celebrazione del Centenario della costituzione delle sezioni straniere della Société des Membres de la Légion d'Honneur, è emersa l'idea che il programma pensato per un evento italiano di coinvolgere i giovani sul tema del futuro dell'Europa potesse trasformarsi in un evento connesso alla celebrazione del Centenario. La sezione Svizzera aveva pure pensato di affrontare il tema dell'Europa nell'ambito delle Celebrazioni. Si è ritenuto così di unire le forze e di organizzare insieme l'evento. La casa madre parigina lo ha approvato.

Giovani ed Europa sono il binomio fondamentale per la costruzione di uno sviluppo giusto, inclusivo e sostenibile che rechi pace e benessere a tutti i popoli europei.

L'idea era di coinvolgere studenti universitari di vari paesi europei cui chiedere cosa si attendono dall'Unione Europea per un futuro migliore. Abbiamo delineato una bozza di progetto, che abbiamo chiamato **“Quale Europa per il futuro dei giovani?”** e iniziato una serie di contatti, partendo dal Prof. Mario Monti, presidente dell'Università Bocconi, che ci ha suggerito il prof. Carlo Altomonte come punto di riferimento per l'avvio del progetto e il coinvolgimento di due realtà molto diverse tra loro ma ugualmente impegnate su temi europei:

- CIVICA – The European University of Social Sciences; uno dei consorzi selezionati nel 2019 dalla Commissione Europea nell'ambito del bando



Erasmus+ European Universities, di cui Bocconi fa parte con altre 7 università europee<sup>141</sup>;

- European Generation: associazione studentesca presso la Bocconi.

Da parte sua, la sezione svizzera ha contattato il rettore dell'Università di Ginevra, il prof. Yves Flückiger, che ci ha messo in contatto con il prof. Frédéric Esposito.

Così, sotto la guida del Prof. Carlo Altomonte dell'Università Bocconi e del Prof. Frédéric Esposito dell'Università di Ginevra, il progetto si è sviluppato positivamente: vi hanno aderito **36 studenti** di 10 università europee (Oltre alle 8 università partner di CIVICA, hanno partecipato al progetto l'Università di Ginevra, Svizzera e ESADE, Spagna).

Gli studenti hanno lavorato con grande impegno e passione e redatto il presente **Report on the Future of Europe** che ha due versioni, una estesa e una sintetica. I contenuti sono molto interessanti e comprendono 25 proposte innovative e coraggiose che riguardano sette sfide chiave per il futuro dell'Europa. Il Rapporto rileva il pensiero di 36 giovani studiosi di paesi che fanno parte e che non fanno parte dell'UE su come vedono il loro futuro e su cosa si aspettano dall'Unione Europea, per questo faremo avere il Rapporto nelle due versioni alla Commissione Europea e al Parlamento Europeo.

Il Rapporto si caratterizza per un grande sforzo di concretezza e per il coraggio di avanzare proposte non convenzionali, è un importante contributo di pensiero sul futuro dell'Europa Unita al sondaggio in corso attraverso la Consultazione avviata nel maggio 2021 a livello europeo.

---

<sup>141</sup> Science Po, Francia; Hertie School, Germania; Stockholm School of Economics, Svezia; CEU, Ungheria e Austria; SNSPA, Romania; European University Institute, Italia; London School of Economics, Regno Unito

Il Rapporto sarà presentato formalmente nel corso di un Convegno che si terrà l'8 novembre 2021 a Palazzo Fornese alla presenza, tra gli altri, del Grand Chancelier de l'Ordre de la Légion d'Honneur, Gen. Benoit Puga, del Presidente della Société des Membres de la Légion d'Honneur, Amiral Alain Coldefy e dell'ambasciatore di Francia in Italia S.E. Christian Masset. All'evento sono invitati i presidenti, o loro rappresentanti, delle sezioni della SMLH operanti in Europa.

Riteniamo che questo Rapporto sia un contributo veramente importante alle celebrazioni del Centenario. L'SMLH ha finalità di solidarietà e culturali allo scopo di rinsaldare i rapporti tra la Francia e i paesi in cui sono presenti i legionari. Italia e Francia sono due dei fondatori dell'Unione Europea, sono stati e sono due attivi protagonisti dell'Unione Europea, la Svizzera pur esterna alla UE è un paese vicino che concorre nel continente europeo a mantenere e consolidare rapporti solidi e proficui per il bene di tutti i cittadini. Le azioni a favore dei giovani e il loro coinvolgimento sono una priorità per la SMLH.

Desideriamo ringraziare tutti i giovani che hanno lavorato con tanto impegno dimostrando una capacità analitica e propositiva veramente notevole, dando prova di coraggio e inventiva. Un sentito grazie ai professori Altomonte e Esposito che hanno seguito le varie fasi dei lavori guidando i giovani con i loro suggerimenti e stimoli.

Siamo certi che la lettura di questo lavoro coinvolgerà i lettori e susciterà tante riflessioni su come dovrebbe essere il nostro comune cammino verso un mondo di pace, solidarietà e sostenibilità economica, sociale e ambientale.

## **Il Comitato organizzatore**

Anna Maria Tarantola, presidente della sezione italiana e presso la Santa Sede della SMLH e presidente del comitato organizzatore.

Nicolas Frizon de Lamotte, presidente della sezione svizzera della SMLH e responsabile della raccolta fondi per l'evento.

Cécile Pozzo di Borgo, Amministratrice della SMLH casa madre, responsabile delle sezioni all'estero.

Marcel Patrignani, consigliere-tesoriere della sezione italiana e presso la Santa Sede della SMLH.

Françoise Plantade, Segretaria Generale della sezione italiana e presso la Santa Sede della SMLH.

## ELENCO DEGLI AUTORI

### *Coautori del Rapporto*

Caroline Angeli, Università di Ginevra  
Paolo Barone, Università Bocconi  
Jade Belghali, Istituto di studi politici di Parigi  
Chloé Bertrand, Istituto di studi politici di Parigi  
Martina Bo, Università Bocconi e Istituto di studi politici di Parigi  
Beatrice Boarolo, Università Bocconi e Istituto di studi politici di Parigi  
Teresa Capelli, Università Bocconi  
Andrea Casetta, Università Bocconi  
Giulio Vittorio Cervi, Università Bocconi e LSE  
Giulia Comelli, Università Bocconi  
Giuseppe Concetti, Università Bocconi e LSE  
Raffaella Dimastrochicco, Università Bocconi  
Hanna Gesang, Università Bocconi  
Guglielmo Gomez Serito, Università Bocconi  
Daniel Johannesson, Stockholm School of Economics  
Jean-Pierre Kiraly, Università di Ginevra  
Lukas Norbert Leitner, Hertie School of Governance  
Laurent Mallet, Università di Ginevra  
Yonna Marangoni, Università di Ginevra  
Francesc Mullerat, ESADE  
Sara Notario, Università di Ginevra  
Stefan Pfalzer, Istituto di studi politici di Parigi e LSE  
Ulysse Schell, Università di Ginevra  
Simone Scibelli, Università Bocconi  
Liam Selsby, LSE

Marianna Skoczek-Wojciechowska, Istituto di studi politici di Parigi

Timothée Spoerli, Università di Ginevra

Linnea Svanberg, Stockholm School of Economics

Pietro Valetto, Università Bocconi

Marta Vukovic, Central European University

Rebeca Woodbridge, ESADE

Orsola Zocchi, Università Bocconi

### **Relatore**

Giulio Vittorio Cervi, Università Bocconi e LSE

### **Mentori accademici**

Prof. Carlo Altomonte, Università Bocconi

Prof. Frédéric Esposito, Università di Ginevra

Dr. Yuliya Kaspiarovich, Università di Ginevra

## ELENCO DELLE ABBREVIAZIONI

AELS	Associazione europea di libero scambio
BCE	Banca Centrale Europea
CE	Commissione Europea
CEE	Comunità Economica Europea
CGUE	Corte di giustizia dell'Unione Europea
EUCO	Consiglio Europeo
FESF	Fondo europeo di stabilità finanziaria
FMI	Fondo monetario internazionale
MES	Meccanismo europeo di stabilità
OCSE	Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economico
PE	Parlamento Europeo
SM	Stati membri
SMLH	Société des Membres de la Légion d'honneur
TFUE Europea	Trattato sul funzionamento dell'Unione Europea
TUE	Trattato sull'Unione Europea
UE	Unione Europea

# Sintesi del documento

## Sezione I. Il presente

### **L'integrazione europea: il contesto attuale**

- Il presente rapporto si propone di esaminare le principali sfide sociali, economiche e politiche cui l'Unione Europea deve far fronte, proponendo soluzioni atte a superarle. Questa sezione tratta gli aspetti giuridici ed economici dell'integrazione europea, la sua storia recente e le relative conseguenze.

- Vengono innanzitutto valutati i limiti e i punti di forza dell'integrazione economica e politica, con un esame delle potenziali conseguenze di un maggiore grado di integrazione, come pure di quelle che potrebbero verificarsi sulla scia del contesto attuale.

- Da ultimo, viene analizzato il recente contesto della gravi crisi attraversata e le relative conseguenze. In particolare, l'espansione dei movimenti euroscettici e nazionalisti e il senso di abbandono sempre più diffuso tra i cittadini costituiscono una minaccia al senso di appartenenza all'Unione Europea.

### **I valori europei**

- Viene analizzata l'importanza dei valori comuni dell'UE, cui fa seguito una riflessione sui valori europei promossi dall'Articolo 2 del Trattato sul funzionamento dell'UE: dignità umana, libertà, democrazia, uguaglianza, stato di diritto, rispetto dei diritti umani e delle minoranze, pluralismo, non discriminazione, tolleranza, giustizia e solidarietà.

- Si procede quindi ad una riflessione sulla storia condivisa del continente e sul complesso processo che ha

condotto ad un nuovo significato dei valori europei condivisi e della loro importanza per preservare la pace nel nostro continente. In effetti, nonostante la notevole e preziosa diversità in termini di culture, lingue e valori sociali in tutta Europa, gli elementi che ci accomunano sono comunque più numerosi di quelli che ci dividono.

- Si passa quindi ad un'analisi del pensiero dei cittadini europei su queste tematiche, attraverso i dati dei sondaggi dell'Eurobarometro. L'analisi evidenzia come, per quanto presenti in buona parte dell'Unione, le considerazioni positive sullo stato dei valori comuni non sempre risultano universalmente condivise, né omogeneamente distribuite tra Stati membri e cittadini.

- Da ultimo, vengono analizzati alcuni casi concreti in cui i valori comuni vengono messi alla prova; la conclusione è che quando questi valori non si traducono in azioni pratiche delle istituzioni europee e degli Stati membri, il senso di scopo comune risulta compromesso, con conseguenti seri dubbi sull'effettivo significato del progetto europeo.

## **Sezione II. E se l'Unione Europea non esistesse?**

### **Il caso della Brexit**

- L'UE è qualcosa di più che la semplice somma delle sue componenti: i singoli Stati membri e le relative interazioni plasmano da sempre l'essenza stessa dell'Unione, e continueranno a farlo. Per questa ragione la perdita di uno Stato membro è un fattore rilevante che continuerà a influenzare l'UE nel tempo e che quindi deve essere al centro della nostra attenzione prima di formulare proposte politiche specifiche.



- La portata dell'influenza di ciascuno Stato membro sull'UE verrà dimostrata attraverso una valutazione controfattuale: "cosa sarebbe accaduto se il Regno Unito non fosse mai entrato nell'UE?". In questa valutazione supporremo che il Regno Unito abbia continuato ad essere uno Stato membro dell'AELS, esaminando quindi le conseguenze dal punto di vista economico, politico, istituzionale e della sicurezza.
- Una volta completata la valutazione controfattuale, amplieremo il contesto all'intera UE, esaminando la potenziale uscita dall'Unione di Grecia, Ungheria e Spagna in linea con quanto accaduto con la Brexit. In questo caso, l'analisi controfattuale non terrà conto dei tediosi aspetti burocratici che hanno caratterizzato i negoziati relativi alla Brexit negli ultimi quattro anni; ciò permetterà di comprendere al meglio quali fattori abbiano spinto, e possano tuttora spingere, uno Stato membro ad abbandonare l'Unione. Verranno presi in considerazione gli aspetti politici e legali della questione, in modo da comprendere non solamente *perché* uno Stato membro decida di abbandonare l'Unione, ma anche *come* possa farlo.
- Sulla base delle analisi precedenti, si cercherà di valutare cosa possa spingere gli attuali euroscettici ad abbandonare l'Unione, ancora una volta esaminando la tematica da punti di vista differenti, ivi compresi gli incentivi economici e gli ostacoli legali.

## Sezione III. Le sfide future

### Identità

- Siamo consapevoli della complessità di cosa significhi "essere europei" e delle sfide che la mancanza di un'identità

condivisa può causare nel comunicare le conquiste dell'UE e nel rafforzare la sua reputazione tra la popolazione europea. Per questa ragione, le nostre proposte mirano a un miglioramento di lungo periodo e sostenibile del rapporto tra l'UE e i suoi cittadini, promuovendo inoltre la coesistenza di identità locali, nazionali ed europee.

- Per quanto riguarda i giovani europei - il vero e proprio futuro della nostra Unione - intendiamo arricchire il patrimonio di programmi già in vigore, come ad esempio Erasmus, promuovendone l'espansione e fornendo ulteriori opportunità a cittadini europei anche più giovani, indipendentemente dal reddito o dall'origine.

- Anche se l'UE si adopera da sempre a favore dei suoi cittadini, permane comunque una diffusa mancanza di consapevolezza; per questa ragione proponiamo di espandere progetti come "Cosa fa per me l'Europa", avviando inoltre ulteriori iniziative rivolte a diversi profili demografici, ad esempio diffondendo la consapevolezza sul ruolo dell'UE collegandola ad eventi rilevanti a livello locale, nonché rafforzando la presenza delle istituzioni nei media nuovi e tradizionali.

- Riconoscendo la complessità del rapporto tra politica nazionale e politica dell'UE, proponiamo l'istituzione di una Giornata delle elezioni europee, creando così una festività comune europea specificamente dedicata all'adempimento al dovere civico dei cittadini e alla celebrazione dell'Europa. Riteniamo inoltre che i referendum europei debbano essere considerati un potenziale strumento futuro per rendere più accessibile la democrazia europea.

## **Istituzioni**

- Sono diversi i quesiti sollevati sull'UE e sulla sua struttura istituzionale fin dalla sua fondazione: la sua

legittimità in qualità di istanza sovranazionale, la sua crescente complessità e burocratizzazione, le presunte carenze in termini di trasparenza, responsabilità ed equilibrio istituzionale. Per far fronte a questa sfida e garantire la sostenibilità di lungo periodo del progetto europeo, proponiamo un insieme di ambiziose riforme della struttura istituzionale dell'UE con gli obiettivi elencati di seguito. Al fine di promuovere maggiore equilibrio e legittimità interistituzionale, semplificazione della burocrazia ed efficienza delle procedure proponiamo la fusione delle Presidenze della Commissione Europea e del Consiglio Europeo in un'unica figura, sviluppando inoltre una nuova Procedura di nomina dei Commissari che assegni un ruolo più significativo al Parlamento Europeo. Per rafforzare l'efficienza della Commissione, sottolineando al contempo come i Commissari siano tenuti ad assegnare la precedenza agli interessi dell'UE rispetto a quelli dei paesi di appartenenza, proponiamo di ridurre la dimensione della Commissione, al contempo mantenendo in vigore alcuni criteri vincolanti a garanzia dell'equità e della diversità geografica e demografica. Per concentrare l'attenzione sulla politica a livello di UE negli ambiti nazionali e prevenire la sua manipolazione da parte dei partiti nazionali, al contempo assegnando maggiore legittimità e un mandato politico ai parlamentari europei, proponiamo che nel contesto delle elezioni del PE i partiti nazionali vengano inseriti in "liste del Gruppo Europeo" comuni.

## **COVID**

- Il COVID-19 ha messo a dura prova la resilienza e la centralità dei valori europei; sono quindi necessarie misure coraggiose per consolidare i valori comuni.

- Riconoscendo che la libertà di circolazione è inseparabilmente legata al diritto al lavoro per numerosi cittadini europei, proponiamo un nuovo meccanismo per la gestione delle limitazioni agli spostamenti, che dovrà permanere in vigore anche dopo la fine della pandemia.
- Siamo consapevoli che la strategia di approvvigionamento dei vaccini ha mostrato le sue lacune e che l'UE dipende in misura eccessiva da Stati esteri per l'approvvigionamento di farmaci; per questa ragione proponiamo un meccanismo di approvvigionamento *parallelo* (piuttosto che *congiunto*) che risulterebbe più in linea con le necessità dei singoli Stati membri.
- Siamo convinti che dopo un anno così complesso il Recovery Plan costituisca non solamente un'opportunità per la ripresa, ma anche una grande occasione per compiere passi importanti verso obiettivi di lungo periodo; per questa ragione sosteniamo con forza uno stanziamento rapido e sostenibile di risorse nei confronti di investimenti determinanti per la prosperità futura.

## **Economia**

- Riconosciamo che la politica monetaria potrebbe risultare insufficiente per far fronte alle crisi più gravi; per questa ragione proponiamo la creazione di un debito comune europeo quale strumento permanente atto a garantire la solidarietà e la resilienza agli shock economici. È inoltre necessaria una maggiore uniformità delle politiche fiscali tra Stati membri.
- Riteniamo che tale debito comune possa ridurre la pressione sui debiti nazionali, fornendo inoltre una maggiore affidabilità all'intero sistema, non causando quindi nessun onere. I fondi dovrebbero essere stanziati a favore di progetti che prevedano esternalità positive, rinnovando e rendendo così più concreto il concetto di valore aggiunto europeo.

- Riteniamo che le istituzioni europee debbano essere in grado di imporre e riscuotere direttamente le imposte, in modo da incanalare le risorse verso modelli di business sostenibili e innovativi. Crediamo inoltre che sia necessario un maggiore coordinamento della disciplina fiscale europea che crei un'autentica equità fiscale.

## **Ambiente**

- Riteniamo che l'accelerazione dei cambiamenti climatici e del degrado delle terre richieda una reazione ambiziosa da parte delle istituzioni europee. Le prove scientifiche devono essere al centro delle normative relative al clima; per questa ragione auspichiamo che l'UE si ponga all'avanguardia della rivoluzione verde, assumendo le azioni necessarie affinché gli Stati rispettino gli impegni assunti nei confronti del clima.

- Tenuto conto delle incoerenze tra le diverse politiche ambientali, come evidenziato dalla Politica Agricola Comune, facciamo appello alle istituzioni dell'UE affinché adottino misure corrispondenti e coerenti su tutti gli aspetti di questa tematica di portata globale.

- Consapevoli della mancanza di un coordinamento tra i piani energetici dei singoli Stati membri, richiediamo una maggiore cooperazione attraverso il rafforzamento dei regolamenti europei esistenti.

- Per quanto riguarda la strategia energetica dell'UE, chiediamo maggiori investimenti in ricerca e sviluppo nel settore dell'idrogeno al fine di promuoverne il potenziale nel mix energetico dell'UE, contribuendo alla soluzione del problema delle fonti di energia a maggiore impatto climatico.

- Richiamando l'importanza di una preparazione *ex ante* piuttosto che di una reazione *ex post*, sosteniamo l'introduzione di una reazione basata sulla prudenza e sulla

preparazione alla migrazione causata dal clima nella Strategia di adattamento ai cambiamenti climatici dell'UE.

## **Migrazione**

- Riteniamo che la principale soluzione alla questione della migrazione consista nel miglioramento delle condizioni di vita nei paesi di origine. Proponiamo quindi un nuovo Piano Marshall che colleghi l'UE all'Africa, in stretta collaborazione con l'Unione Africana, al fine di promuovere opportunità economiche, rispetto dei diritti umani e dell'ambiente, oltre a istituzioni democratiche, trasparenti e responsabili.

- Ponendo in evidenza l'importanza della solidarietà con i soggetti non europei ed europei in stato di necessità, riconosciamo i limiti del Regolamento Dublino III, sostenendo un "Nuovo patto sulla migrazione e l'asilo" più ambizioso e che preveda un sistema di ricollocamento vincolante, un periodo di 10 settimane per la valutazione delle richieste ai sensi delle procedure di asilo ai confini e una maggiore sorveglianza sulle condizioni di detenzione dei migranti.

- Ritenendo che la carenza di informazioni e le complessità burocratiche costituiscano ostacoli all'integrazione, proponiamo la creazione di una piattaforma online multilingue e di agevole accesso che fornisca informazioni sui diritti concessi ai richiedenti asilo, oltre a possibilità di relazionarsi con le comunità locali nella lingua madre dei migranti.

- Tenuto conto delle frequenti violazioni dei diritti umani e delle preoccupazioni in materia di sicurezza causate dalla migrazione illegale, proponiamo che tutti gli Stati membri attuino nuove modalità legali di ingresso nell'UE, in linea con la pratica dei corridoi umanitari già adottata da alcune autorità nazionali in collaborazione con ONG e società civile. Inoltre, piuttosto che ricorrere ad un sistema mal funzionante in cui

l'assistenza legale gratuita viene offerta solamente dopo il respingimento di una richiesta di asilo, richiediamo fermamente che gli Stati membri mettano a disposizione dei migranti una consulenza legale gratuita e tempestiva.

## **Tecnologia**

- Per garantire prosperità alle generazioni future l'Europa deve far propria la sfida tecnologica. È necessario cogliere i frutti della tecnologia creando una sovranità digitale europea, proteggendo le nostre democrazie dalle minacce informatiche, promuovendo i diritti fondamentali e recuperando la competitività a livello economico e industriale attraverso la ricerca e l'innovazione.

- Siamo consapevoli che l'istruzione costituisce la base dello sviluppo nel lungo periodo; per questa ragione la conoscenza tecnologica deve costituire il fondamento dei curriculum scolastici a partire dalla scuola elementare e nel corso dell'apprendimento lungo tutto l'arco della vita, fornendo così le competenze tecniche atte a promuovere innovazione e competitività, nonché gli strumenti che permettono ai cittadini di essere adeguatamente informati. Tutto ciò potrà consentire ai cittadini europei di esercitare il proprio diritto di voto secondo nuove modalità che potrebbero integrare il sistema tradizionale, rafforzando la partecipazione al processo democratico, una volta risolte le problematiche relative alla sicurezza.

- Riteniamo che sia giunto il momento di condurre l'Europa all'avanguardia della tecnologia investendo nella connettività e nelle infrastrutture di rete e attraendo i migliori talenti; a tal fine proponiamo la creazione delle European Tech Valleys – cluster intercontinentali di startup, imprese, istituti di ricerca e finanziari incentrati sull'innovazione, all'insegna di un'Europa più unita e più competitiva.

- Riconosciamo la capacità unica dell'UE di fissare standard a livello globale; sfruttando le attuali misure introdotte dalle istituzioni europee al fine di definire nuove regole per l'economia digitale, facciamo appello affinché esse mostrino il necessario coraggio per intervenire sulle potenziali minacce del mondo digitale nei confronti dei diritti fondamentali, al tempo stesso attingendo all'innovazione.



# SEZIONE I. IL PRESENTE

## 1. L'integrazione europea: il contesto attuale

### 1.1 *L'integrazione europea: una definizione*

A partire dagli anni '50, il continente europeo si è unito sulla base di obiettivi condivisi quali la conservazione della pace, della serenità e della prosperità. In questo modo, l'UE ha assunto un ruolo chiave nella promozione di questi principi. Oggi l'UE influenza gli sviluppi a livello mondiale, proseguendo negli sforzi per far fronte alle problematiche globali.

Gli ultimi anni sono stati caratterizzati da un periodo di crisi travolgenti, con la crisi migratoria tra 2004 e 2015, la crisi dell'euro e l'espansione in tutto il continente di populismo e autoritarismo. Questi sviluppi hanno scosso le basi stesse del continente europeo, sollevando dubbi sui suoi principi fondativi e sulle possibilità di sopravvivenza stessa dell'UE. Al momento, l'UE continua ad essere un ordinamento giuridico - reso uniforme ai sensi del caso *Costa v. Enel* del 1964 in cui si dichiarava la prevalenza del diritto comunitario sul diritto nazionale. Tuttavia, come evidenziato dalla Brexit e dalle differenze tra le misure assunte dai vari Stati membri durante la pandemia, permangono ancora numerosi dubbi sull'approccio unitario dell'UE nel lungo periodo. Questo rapporto si propone di esaminare le principali problematiche cui l'UE deve far fronte e le possibilità di superarle, a partire dall'identità politica, fino alle crisi sanitarie e alle sfide tecnologiche future. Cominceremo passando in rassegna in maggiore dettaglio la situazione attuale nell'UE, esaminando l'attuale livello di integrazione politica ed economica; su questa base sarà possibile comprendere con maggiore precisione le enormi complessità del compito che l'UE dovrà affrontare.

## *1.2 Integrazione economica*

Fin dalla sua creazione la Banca Centrale Europea si è proposta l'obiettivo di conseguire la stabilità dei prezzi, orientare le aspettative degli investitori nel medio e nel lungo periodo e garantire condizioni di finanziamento favorevoli a tutti i settori dell'economia. La stabilità dei prezzi costituisce il principale obiettivo delle politiche monetarie per due ragioni principali: nel lungo periodo i prezzi dei beni e dei servizi dipendono dalla massa monetaria (e di conseguenza dall'inflazione) controllata dalla BCE; inoltre un basso tasso di inflazione promuove la crescita e la creazione di posti di lavoro. La stabilità dei prezzi viene conseguita principalmente attraverso la gestione di mercati aperti, con i conseguenti cambiamenti nei tassi di interesse ufficiali.

Questi strumenti sono divenuti inefficaci quando i meccanismi di trasmissione della politica monetaria hanno smesso di funzionare. La BCE è stata costretta a ricorrere a misure non standard (Quantitative Easing e Credit Easing), che si sono dimostrate essenziali durante la pandemia causata dal Covid-19. A marzo 2020 è stato annunciato un programma straordinario di acquisto di titoli pubblici e privati, proseguito poi fino a giugno 2021. In generale, in periodi di crisi il supporto fornito dalla Banca Centrale Europea si è dimostrato essenziale per sostenere la resilienza europea. Oltre alle misure promosse dalla BCE, un ruolo fondamentale è stato svolto dal FESF e dal MES, che hanno garantito un sostegno ai paesi più duramente colpiti dalla crisi del debito sovrano, mettendo a disposizione un importo pari al 13% del rispettivo PIL del 2010 nel corso dell'intera durata dei programmi. A titolo comparativo, a seguito del crollo del Baht thailandese nel 1997, il FMI aveva approvato una linea di credito concessa alle tre economie più duramente colpite - Thailandia, Corea del Sud e Indonesia - pari al 4% del rispettivo PIL del 1997. Inoltre, sulla base del tasso di interesse corrisposto dai paesi sui prestiti per il finanziamento della spesa pubblica, le economie dell'Asia sudorientale

hanno corrisposto tassi più elevati al fine di recuperare la fiducia nelle rispettive valute, nonostante le conseguenze negative a carico dell'economia reale. Un anno dopo l'esordio della crisi, il tasso di interesse sui bond a un anno emessi dalla Banca della Thailandia ha raggiunto quasi il 20%. Al contrario, gli Stati europei hanno potuto contare sul sostegno della BCE per mantenere bassi i tassi di interesse, ciò che ha permesso ai paesi più duramente colpiti di finanziare debito aggiuntivo per stimolare l'economia. In generale, i cinque paesi che hanno richiesto i finanziamenti del FESF e/o del MES hanno registrato risparmi per un totale di 18 miliardi di euro. Tuttavia il risultato più importante conseguito da questi strumenti è stata l'efficacia nel mitigare il rischio di trasmissione della crisi nell'area dell'euro, riducendo così la probabilità di default del debito sovrano. Questi strumenti continueranno a far parte del pacchetto di misure anticrisi in Europa, ma le nuove sfide future richiedono misure aggiuntive e più coraggiose.

### 1.3. *Integrazione politica*

Nelle parole di Jean Monnet: "L'Europa sarà forgiata dalle sue crisi e sarà la somma delle soluzioni trovate per risolverle"<sup>142</sup>. Nel corso della sua storia l'UE ha sempre cercato di risolvere le tensioni sociopolitiche interne spingendo in direzione di una maggiore integrazione politica e istituzionale.

Il ruolo del Presidente della Commissione Europea non è mai stato tanto influente quanto in questo momento. Inoltre nel corso degli anni la giurisprudenza, ad esempio con il caso *Les verts* del 1983, ha messo a disposizione della Corte di Giustizia e di altre istituzioni un forte elemento di integrazione attraverso il diritto. Di conseguenza, il potere è stato gestito esclusivamente dalle istituzioni di più alto livello, piuttosto che

---

142 Monnet, J. (1978). *Memoirs*. Trans. R. Mayne. Garden City: Doubleday & Company, 417.

essere posto direttamente nelle mani del popolo. Ciò ha comportato il diffondersi nel tempo di sentimenti di ostilità su vasta scala. L'euroscetticismo, il cui culmine è stato raggiunto con la Brexit, è cresciuto notevolmente in alcuni Stati membri, come ad esempio Spagna e Francia, con una riduzione del sostegno e dei giudizi positivi nei confronti dell'UE di oltre il 10% a partire dal 2007<sup>143</sup>. Tutto ciò ha spianato la strada ai partiti politici anti-UE rappresentati nel PE, il che ha permesso la diffusione di posizioni euroscettiche dall'interno stesso delle istituzioni europee.

La spinta verso una maggiore integrazione potrebbe rivelarsi ancora più problematica in una fase in cui l'UE intende reagire a periodi specifici di crisi espandendo la propria giurisdizione ad ulteriori ambiti, quali ad esempio la sicurezza e l'ambiente, correndo così il rischio di violare i principi di attribuzione, sussidiarietà e proporzionalità delle competenze stabiliti nell'Articolo 5 del TUE. È inoltre importante tenere conto del fatto che alcuni Stati membri potrebbero presentare specifiche circostanze economiche, sociali e istituzionali in base alle quali determinate competenze devono restare sotto l'autorità dei governi nazionali. Semplicemente ignorare queste necessità ostacolerebbe ulteriormente lo sviluppo dell'UE gettando benzina sul fuoco delle argomentazioni secondo le quali ciascun singolo Stato riuscirebbe a cavarsela meglio da solo piuttosto che permanendo all'interno di una comunità spesso carente di solidarietà. Per questa ragione l'UE dovrebbe prevedere una maggiore flessibilità nei confronti degli Stati membri, creando una sorta di integrazione a più velocità.

Se l'UE non sarà in grado di far fronte alla difficile situazione attuale, la sua sopravvivenza futura sarà a rischio, con la possibilità che si giunga ad un punto di rottura. Una fede cieca e acritica nei confronti di una maggiore integrazione politica non può costituire la panacea, poiché rischia semplicemente di alimentare la retorica populista in base alla

---

143 Pew Research Centre, 2019

quale l'UE non sarebbe null'altro che un'istanza sovranazionale distante dal popolo, che ne ignora la volontà. Al contrario, una valutazione critica dei progressi compiuti a tutt'oggi dovrebbe sempre accompagnare i processi di riforma; sono necessari interventi di più vasta portata per far fronte alle necessità di coloro che sono stati lasciati indietro, recuperando lo spirito di fraternità e solidarietà sulla cui base è stata fondata l'Unione Europea. Questo Rapporto si propone l'obiettivo di rispondere ad alcuni dei quesiti sollevati su questi temi.

## **2. I valori europei**

### *2.1 Identificare i valori europei*

L'Europa non costituisce solamente un'area geografica, quanto piuttosto un luogo in cui secoli di storia condivisa hanno condotto allo sviluppo di valori comuni. L'Unione Europea è prima di tutto e innanzitutto un'unione di valori condivisi che costituiscono parte integrante dei suoi trattati. Riteniamo sia importante riflettere su questi valori affinché sia possibile sottoporre proposte concrete ed efficaci per il futuro dell'Europa. L'Articolo 2 del Trattato sul funzionamento dell'Unione Europea promuove valori quali dignità umana, libertà, democrazia, uguaglianza, stato di diritto, rispetto dei diritti umani e delle minoranze, pluralismo, non discriminazione, tolleranza, giustizia e solidarietà. Questi valori si collegano direttamente ai cittadini europei e sono ulteriormente integrati dai concetti di sussidiarietà e proporzionalità espressi nell'Articolo 5, più strettamente collegati alle istituzioni dell'UE.

Oltre alle misure atte a promuovere l'efficienza all'interno dell'Unione, l'UE è all'origine dello sviluppo di ulteriori valori di carattere globale, ad esempio quelli espressi nella Carta dei diritti fondamentali dell'Unione Europea (CDF), come pure di altri che attualmente costituiscono una sfida globale, tra cui la sostenibilità ambientale. Tuttavia per quanto molti dei valori europei coincidano con quelli sostenuti in altre parti

del mondo, esistono differenze significative che definiscono l'Europa come un continente distinto rispetto ad altre comunità globali.

Diversamente da quanto potrebbero affermare alcuni politici, i valori europei non sono un'invenzione artificiale coniata di recente per sostenere l'azione dell'Unione Europea; questi valori esistono di per sé e rappresentano il risultato di un processo storico le cui radici risalgono all'antichità. A titolo di esempio, il valore essenziale della democrazia deriva dalla cultura classica greca, mentre la superiorità intrinseca dello stato di diritto risale al sistema giuridico romano. Ulteriori valori fondamentali, quali ad esempio l'uguaglianza, la libertà e la giustizia, risalgono al periodo dell'Illuminismo, culminato nella rivoluzione francese che ha influenzato l'intera società europea dell'epoca. L'abolizione della pena di morte, pratica ormai ampiamente ripudiata nell'Europa attuale, si fonda sui principi dell'Illuminismo come pure, e in particolare, sull'opera di Cesare Beccaria *Dei delitti e delle pene*.

Ciò nonostante, sebbene l'Europa vanti da sempre un legame fondato su una storia condivisa, i numerosi conflitti, culminati nelle guerre mondiali del XX° secolo, hanno portato allo sviluppo di un nuovo senso di valori condivisi europei e della loro importanza per mantenere la pace nel continente. Il rispetto della dignità umana, il perseguimento dei diritti umani e il principio di non-discriminazione possono essere considerati quali conseguenze del ruolo dell'Europa all'epicentro delle due guerre mondiali.

## *2.2 Scopo e importanza dei valori comuni*

La solidarietà e l'unità tra i popoli europei sono caratteristiche auspicate da tutti, non solo per prevenire i conflitti, ma anche per attingere ai vantaggi dell'appartenenza all'Unione. Noi stessi – autori di questo rapporto – apparteniamo alla prima generazione che gode da sempre di questi vantaggi. Immaginare una vita priva di questi valori risulterebbe per noi difficile, se non addirittura impossibile.

Tuttavia l'UE ha attraversato numerose evoluzioni e allargamenti che spesso hanno messo a repentaglio questo senso di comunità. Ad esempio, il World Value Survey suddivide l'Europa in tre blocchi distinti, principalmente sulla base delle differenze in materia di credenze religiose e di storia. Per quanto possa apparire semplicistica, questa distinzione permette di comprendere come l'Europa sia effettivamente un continente diversificato. Non sorprende quindi che il motto dell'UE sia "Unita nella diversità".

I valori comuni sono l'unico interesse sufficientemente consolidato che unisce tutti i popoli europei: in mancanza di questi valori, la diplomazia e gli accordi economici non avrebbero promosso l'integrazione europea, con il risultato che l'UE si sarebbe rivelata un continente instabile dal punto di vista economico e con scarsa rilevanza sullo scenario mondiale. Per questa ragione, pur non disponendo di una Costituzione europea, i Trattati istitutivi, che costituiscono la fonte primaria del diritto europeo, stabiliscono chiaramente i valori ai quali abbiamo appena fatto riferimento. I valori europei e il nostro stile di vita comune ci definiscono ancora al giorno d'oggi e ci guideranno in tutti gli accordi internazionali, i regolamenti o le crisi interne che potrebbero verificarsi in futuro.

### *2.3 La percezione dei valori da parte dei cittadini*

Diverse istituzioni europee, tra cui la Commissione e il Parlamento, svolgono sondaggi su temi sociali al fine di mantenere costantemente aggiornati i dati a livello continentale su ciò che i cittadini europei pensano di questi valori. Si tratta di un processo di importanza fondamentale che ci permette di comprendere se vi siano differenze nella percezione di questi valori tra persone in diversi Stati membri. L'Eurobarometro della Commissione, regolarmente pubblicato sul sito istituzionale, si rivela particolarmente utile a questo proposito.

In tutta l'UE la maggioranza dei cittadini concorda sul fatto che gli europei abbiano diversi elementi che li accomunano<sup>144</sup>. Inoltre la maggioranza ritiene che gli Stati membri dell'UE abbiano valori condivisi simili, tra i quali vengono citati pace, rispetto per la vita, libertà individuali, stato di diritto e rispetto per le altre culture<sup>145</sup>; i valori sono la seconda principale motivazione che spiega il senso di comunità tra i cittadini europei<sup>146</sup>. Inoltre le risposte ai sondaggi indicano come i cittadini europei associno sistematicamente l'Unione Europea non soltanto ai già citati valori di pace, democrazia e protezione sociale, ma anche alla libertà di circolazione nel continente, alla diversità culturale e alle opportunità di svolgere un ruolo più rilevante nel panorama mondiale. Questo atteggiamento evidenzia come i cittadini di tutta Europa tendano ad identificare l'Unione come garante non soltanto dei diritti fondamentali, ma anche di tutto un insieme di opportunità che è in grado di offrire.

Tuttavia questi principi sono tutt'altro che universali, né risultano omogeneamente distribuiti: le percentuali delle risposte variano considerevolmente tra diversi Stati membri<sup>147</sup>. Per quanto tali discrepanze siano certamente dovute a differenze culturali e storiche tra i vari paesi, risultano comunque cruciali quando si tenta di mettere in pratica politiche comuni a livello europeo. L'ultima sezione del rapporto fornirà alcuni esempi in proposito.

È inoltre possibile rilevare la presenza di alcuni risultati quantomeno preoccupanti. I dati dell'Eurobarometro indicano che il numero di persone che ritengono che gli Stati europei abbiano valori comuni condivisi si riduce con il passare del

---

144 UE (2020). "Cittadinanza dell'UE". *Eurobarometro Standard 92*, Autunno 2019: 63.

145 *Ibid.*, 43.

146 *Ibid.*, 36.

147 UE (2020). "Cittadinanza dell'UE". *Eurobarometro Standard 93*, Estate 2020.



tempo. Sebbene associazioni negative siano di norma meno frequenti in tutto il continente, in media un numero significativo di cittadini europei collega l'UE a problemi di carattere socioeconomico, quali ad esempio la disoccupazione e i livelli elevati di burocrazia. Inoltre i paesi del Gruppo di Visegrad tendono a descrivere l'Unione come uno "spreco di denaro", con una percentuale compresa tra il 35 e il 40%. È interessante rilevare come il 28% dei soggetti intervistati ritenga che l'Europa sia responsabile della "perdita di identità culturale", il 32% del "maggiore tasso di criminalità" a livello nazionale e il 41% della "carenza di controlli ai confini esterni".

Da ultimo, i sondaggi analizzati indicano come i soggetti più giovani, con maggiore livello di istruzione e più benestanti abbiano di norma un parere più positivo dell'Unione Europea e delle sue istituzioni rispetto al resto della popolazione. Si tratta di un punto di enorme importanza per comprendere al meglio quali dovrebbero essere le priorità dell'Unione con riferimento alle politiche socioeconomiche, come cercheremo di dimostrare nella sezione conclusiva del rapporto.

#### *2.4 Sfide e differenze potenziali*

La percezione dei valori condivisi si correla con i contesti socioeconomici, evidenziando l'importanza di affrontare con efficacia le sfide dell'Unione Europea nel sostenere i valori dichiarati presso i cittadini europei.

Tra queste sfide, la più recente riguarda la reazione alla pandemia causata dal Covid-19, che ha messo a dura prova questi valori. La maggioranza dei cittadini concorda sul fatto che gli Stati membri abbiano mostrato solidarietà reciproca<sup>148</sup>; tuttavia ancora una volta riemerge il tema ricorrente delle differenze tra le modalità di reazione degli

---

148 UE (2020). "The EU and the coronavirus outbreak." *Eurobarometro Standard 93*, Estate 2020: 32.

Stati membri, come già accaduto durante la crisi dell'area dell'euro e la crisi migratoria.

Il fatto che i valori dell'Unione Europea non siano sempre così evidenti e percepiti come elemento fondante e condiviso è stato messo in risalto dalla decisione assunta dal Regno Unito di abbandonare l'Unione Europea. Le sfide della Brexit dovrebbero spingere l'Europa a un processo di autovalutazione e a definire, comprendere e difendere al meglio la sua identità sulla base di questi valori. Una riflessione sulle cause della Brexit permetterà di identificare le necessarie misure correttive al fine di promuovere una comprensione comune dei valori.

Come precedentemente discusso, è essenziale che i cittadini dell'UE abbiano una percezione chiara dei valori condivisi. Quando le azioni delle istituzioni e degli Stati membri non sono in grado di riflettere questi valori, il risultato è un'Unione più debole. Per questa ragione, l'associazione e l'identificazione con i valori dell'Unione Europea si collegano saldamente alla capacità di intervenire sui problemi da affrontare. Lo sviluppo di soluzioni alle sfide comuni oggetto del presente rapporto permetterà di rafforzare la percezione e l'accettazione dei valori condivisi.

## **SEZIONE II. E SE L'UNIONE EUROPEA NON ESISTESSE?**

### **Il caso della Brexit**

In un momento in cui l'UE registra una sempre maggiore diffusione dell'euroscetticismo, un'analisi delle motivazioni alla base della decisione del Regno Unito di uscire dall'UE si rivela importante per comprendere al meglio il futuro dell'Europa. Questo capitolo si divide in due parti. Nella prima analizzeremo quale sarebbe stato il contesto dell'UE se il Regno Unito non fosse mai entrato a far parte dell'Unione. Nella seconda analizzeremo le conseguenze della Brexit, a partire dal 2016 e fino a d'oggi, considerando la crescita dell'euroscetticismo in Europa nel 2016, con un'attenzione particolare su Grecia e Ungheria. In secondo luogo, esamineremo l'evoluzione e la situazione attuale dell'euroscetticismo.

#### **1.1 E se il Regno Unito non fosse mai entrato nell'UE? Un'analisi dell'UE odierna senza il Regno Unito**

L'UE è qualcosa di più che la semplice somma delle sue componenti: i singoli Stati membri e le relative interazioni da sempre plasmano la natura stessa dell'Unione e continueranno a farlo in futuro. Stiamo appena cominciando a comprendere i profondi cambiamenti causati dalla Brexit. Per comprendere al meglio la portata dell'influenza di ciascun singolo Stato membro e di conseguenza l'importanza di prevenire un'ulteriore frammentazione dell'Unione, proponiamo una riflessione sul passato, immaginando come apparirebbe oggi l'UE se il Regno Unito non fosse mai divenuto uno Stato membro. L'analisi controfattuale si baserà su uno scenario secondo il quale il Regno Unito non sarebbe divenuto uno Stato membro nel 1973, continuando invece a far parte dell'AELS.

### 1.1.1 *La situazione economica*

Se il Regno Unito non fosse entrato a far parte della CEE nel 1973, l'UE di oggi sarebbe notevolmente differente. Da molti punti di vista, la Gran Bretagna ha svolto un ruolo significativo nella prosperità economica dell'UE. Il Regno Unito si colloca al quinto posto tra i paesi che hanno contribuito al bilancio dell'UE, mettendo a disposizione dell'intero continente risorse considerevoli, promuovendone così la prosperità economica. Inoltre se la Gran Bretagna non fosse divenuta uno Stato membro ciò avrebbe limitato le risorse finanziarie dell'UE e avrebbe ostacolato i consistenti rapporti commerciali tra UE e Regno Unito. Il Regno Unito ha inoltre svolto un ruolo tutt'altro che trascurabile nel plasmare il mercato unico come lo conosciamo al giorno d'oggi. Regno Unito e UE sono stati strettamente legati, con conseguenze enormemente positive per entrambi, ciò che ha reso la Brexit ancora più dolorosa, considerando gli enormi vantaggi scaturenti da questo rapporto per ambo le parti.

In qualità di Stato membro dell'AELS, il Regno Unito avrebbe potuto proseguire nei suoi rapporti commerciali esclusivi con gli Stati del Commonwealth che per così tanto tempo hanno costituito un elemento essenziale per la prosperità economica del paese, ma probabilmente avrebbe dovuto far fronte a una riduzione degli IDE. Tutto ciò solleva una serie di importanti quesiti per qualunque altro Stato membro che valuti la possibilità di uscire dall'UE. Non si può di certo affermare che senza l'UE il Regno Unito non avrebbe potuto sviluppare la sua economia, ciò che è ovviamente tuttora possibile. Resta il fatto che entrambe le parti hanno conseguito notevoli vantaggi in ragione dell'appartenenza della Gran Bretagna all'UE; dopo la Brexit il futuro appare più cupo rispetto al contesto pre-2016.

### 1.1.2 *Politica e istituzioni*

Nonostante il contributo del Regno Unito al mercato interno, un'UE senza il Regno Unito sarebbe stata un'*Unione ancora*

*più stretta.* La coalizione di mercato, che di norma interagisce con l'UE al fine di conservare i propri "baluardi di autonomia nazionale" (Wivel, 2018:14), avrebbe avuto un minore potere negoziale. Al contrario, il duo Francia-Germania avrebbe spinto per un'ulteriore integrazione in linea con i rispettivi interessi. La permanenza nell'Unione di Stati sfavorevoli all'integrazione avrebbe potuto condurre allo sviluppo di un'Europa a due velocità, con una maggiore integrazione solamente in determinati ambiti. Probabilmente il potere si sarebbe concentrato nelle mani di Bruxelles, ponendo ai margini i paesi non facenti parte dell'area dell'euro.

L'UE avrebbe potuto rivelarsi differente anche dal punto di vista culturale. La spinta da parte delle istituzioni dell'UE verso una cultura basata su standard, che molto deve all'ingresso della Gran Bretagna nell'Unione, sarebbe probabilmente stata meno apparente. Le istituzioni europee sarebbero forse di dimensioni minori e meno diversificate. In effetti il Regno Unito ha fornito un contributo storico alla diversità etnica dell'UE.

UE e Regno Unito non avrebbero avuto il capitale diplomatico che sono in grado di vantare oggi. I collegamenti e gli impegni istituzionali tra UE e Stati Uniti d'America si sarebbero comunque sviluppati, ma probabilmente con tempistiche più lunghe. Inoltre l'UE non avrebbe avuto il vantaggio di due segretari permanenti presso le Nazioni Unite, mentre il Regno Unito avrebbe avuto una posizione isolata piuttosto che far parte di un forum multilaterale. È inoltre possibile che, in qualità di membro permanente del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite, il Regno Unito avrebbe svolto un ruolo più attivo all'interno dell'ONU.

### *1.1.3 Sicurezza*

La sicurezza e la difesa sono i contesti principali nel cui ambito il Regno Unito è stato percepito come lo Stato che rallentava i progressi dell'UE. In qualità di "partner riluttante" nei confronti di una maggiore integrazione nell'ambito della

difesa, è probabile che il Regno Unito abbia impedito all'UE di rafforzare le sue politiche in materia di sicurezza. In effetti, solo a seguito dell'avvio della procedura della Brexit nel 2016 l'UE ha velocizzato le sue iniziative di integrazione in materia di sicurezza<sup>149</sup>.

Tuttavia nonostante le riserve nei confronti dell'integrazione in materia di difesa, il Regno Unito ha comunque contribuito a oltre il 50% delle capacità militari dell'UE e a più del 70% della spesa dell'UE per la ricerca e lo sviluppo in ambito militare. Tutto ciò, unitamente alla partecipazione del Regno Unito ai programmi di *intelligence* quali ad esempio l'accordo di difesa denominato "Five Eyes" e alla sua posizione quale membro permanente del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite, ha ulteriormente rafforzato l'influenza internazionale dell'UE.

Quanto elencato in precedenza ha reso possibile una reazione più unitaria all'interno dell'UE sul panorama internazionale, rafforzando così il ruolo dell'UE a livello mondiale, come evidenziato in particolare dalle iniziative dell'Unione nei confronti della Russia nel 2014 e nel 2017, nonché dalla partecipazione all'accordo sul nucleare in Iran del 2015.

Per concludere, se il Regno Unito fosse rimasto semplicemente uno Stato membro dell'AELS, appare improbabile che l'UE o lo stesso Regno Unito avrebbero potuto trarre così tanti vantaggi da un sistema altamente integrato a livello difensivo, politico ed economico. Tutto ciò solleva ora importanti quesiti relativi a cosa comporterà una Gran Bretagna post-Brexit per entrambe le parti e alle conseguenze per altri Stati membri euroscettici. Per quanto la campagna della Brexit si sia fortemente concentrata sulla necessità di un ritorno al passato, l'analisi di cui sopra

---

149 Per alcuni esempi di queste iniziative di integrazione consultare la sezione 1.1.4.

dimostra chiaramente come una tale scelta non avrebbe avuto conseguenze positive.

Per questa ragione, nel caso in cui altri Stati membri dovessero cercare di emulare la Gran Bretagna nel suo percorso di uscita dall'UE, tentando così di cambiare il corso della propria storia, potrebbe presto emergere una situazione simile a quella precedentemente descritta, con conseguenze poco chiare e potenzialmente pericolose. L'analisi di cui sopra e l'esperienza successiva al referendum sulla Brexit pongono chiaramente in evidenza come un singolo Stato membro possa avere un impatto notevole sulla stabilità e sui progressi dell'Unione e di conseguenza per quale ragione sia essenziale affrontare l'euroscetticismo ovunque nell'UE.

## **1.2 La Brexit e la crescita dell'euroscetticismo**

### *1.2.1 Panoramica*

Il voto per la Brexit nel 2016 non deve essere considerato come un episodio isolato di euroscetticismo nel contesto di un'Unione Europea altrimenti compatta. In realtà, nello stesso anno sentimenti di euroscetticismo erano già radicati in diversi altri Stati europei. È interessante rilevare come in molti di questi Stati si riscontrassero percentuali di percezione negativa dell'UE superiori a quel 52% che aveva causato la vittoria dei sostenitori della Brexit nel Regno Unito.

Sono numerosi i fattori che hanno determinato lo sviluppo dell'euroscetticismo in diversi paesi: l'avversità nei confronti dell'intromissione dell'Europa nella politica o nell'economia nazionale (principalmente il caso della Grecia e, in una qualche misura, quello della Spagna, Stati fortemente colpiti dalle misure di austerità del 2015); il rifiuto di attenersi alle decisioni e alle politiche comuni dell'UE (ad esempio, Ungheria e Polonia che si sono opposte alla quota di ricollocamento dei rifugiati del 2015 stabilita dall'UE) e numerosi altri.

Una rappresentazione generale del contesto è ricavabile dai sondaggi condotti da Pew Research Center, Eurobarometro e Ipsos Mori, che hanno misurato il grado generale di euroscetticismo in ciascun paese in base a tre quesiti principali: se gli intervistati fossero del tutto contrari alla permanenza del rispettivo paese all'interno dell'Unione; se richiedessero la restituzione di alcuni dei poteri dell'UE alla competenza nazionale; se ritenessero che il proprio paese dovesse celebrare un referendum popolare sulla permanenza nell'UE, in linea con il referendum che ha condotto alla Brexit.

Sulla base dell'interpretazione dei risultati del sondaggio come indicazione della presenza di fattori favorevoli all'uscita dall'Unione, risulta utile esaminare quei fattori che, qualora il referendum sulla Brexit avesse avuto risultati ancora più netti, avrebbero potuto causare ulteriori uscite dall'Unione.

### *1.2.2. Valutazione dei risultati potenziali: possibilità di ulteriori uscite dall'UE*

Soprattutto a seguito della crisi finanziaria mondiale del 2008, in numerosi paesi sono emerse richieste di abbandonare l'area dell'euro. I sostenitori dell'uscita dall'Unione ritenevano che abbandonare l'area dell'euro e reintrodurre le rispettive valute nazionali avrebbe fornito una spinta economica a settori chiave, tra i quali il turismo, permettendo quindi una ripresa senza che fosse necessario alcun aiuto da Bruxelles. La permanenza nell'area dell'euro, insieme a debiti nazionali spesso elevati nei paesi maggiormente colpiti dal punto di vista economico, avrebbe comportato l'accettazione di tassi di rendimento dei titoli di Stato più elevati. Tutto ciò, a sua volta, avrebbe significato che la crescita dei tassi di interesse avrebbe ridotto drasticamente la domanda, aumentando i risparmi piuttosto che gli investimenti e rallentando ulteriormente la crescita economica, con il potenziale rischio di una vera e propria stagnazione.



Queste argomentazioni di carattere economico venivano ulteriormente alimentate a causa del fatto che la reazione dell'UE alla crisi finanziaria si è principalmente manifestata sotto forma di severe politiche di austerità. Gli oppositori di queste politiche affermavano che la loro sostituzione con politiche anticongiunturali avrebbe causato nel lungo periodo una riduzione del tasso di disoccupazione ed un aumento del salario minimo, agevolando la situazione della popolazione generale. Va sottolineato come l'euroscetticismo non si sia manifestato sul palco della politica solamente tramite i partiti di destra, anche se le manifestazioni alternative hanno goduto di una copertura mediatica più ridotta. In particolare, l'impatto delle norme di bilancio in Spagna ha condotto all'ascesa di Podemos, partito di sinistra euroscettico. Tutto ciò ha condotto allo sviluppo di un concetto in base al quale la soluzione alla crisi economica nei paesi dell'Europa meridionale consistesse nel recupero della sovranità monetaria, che prevedeva l'uscita dall'euro e la nazionalizzazione degli istituti di credito.

Sono diverse le potenziali conseguenze negative immediate dal punto di vista economico a seguito dell'uscita dall'Unione, in particolare la possibilità di valute nazionali svalutate rispetto all'Euro, una maggiore volatilità finanziaria e una riduzione dei consumi nel breve periodo, conseguenze che avrebbero probabilmente aggravato le problematiche già affrontate da numerosi cittadini. Tuttavia la narrativa generale dei partiti euroscettici si concentrava sulla maggiore rilevanza dei vantaggi precedentemente descritti rispetto agli svantaggi, con questi ultimi che sarebbero stati solamente sacrifici di breve periodo che valeva comunque la pena affrontare per realizzare prosperità e libertà nel lungo periodo. A titolo di esempio, i sondaggi condotti in Grecia hanno dimostrato il consenso da parte della maggioranza della popolazione, secondo la quale un governo nazionale che potesse operare senza l'interferenza dell'UE sarebbe stato in grado di attuare politiche incentrate su crescita nel

lungo periodo, migliore protezione sociale e maggiore uguaglianza.

Dopo la crisi finanziaria globale l'attenzione si è spostata sempre di più verso la dipendenza economica nel lungo periodo. Nel 2016, mentre l'Ungheria valutava la possibilità di un referendum per l'uscita dall'UE, il finanziamento comunitario rappresentava più del 4% del PIL del paese, una garanzia di fatto che l'uscita dall'UE avrebbe comportato conseguenze dannose. Il caso specifico dell'Ungheria continua a destare interesse ancora oggi: i leader del paese criticano aspramente l'attuale Unione Europea, ma l'Ungheria continua a rimanere uno Stato membro. Tutto ciò permette a Orbán di sfruttare rapporti e alleanze per esercitare una pressione internazionale e promuovere ulteriormente i propri interessi nazionali, al contempo senza rinunciare ai vantaggi e ai fondi originati dall'appartenenza all'UE. È interessante rilevare come i tentativi di far fronte a questa problematica introducendo una condizionalità finanziaria basata sul rispetto dello stato di diritto per accedere ai fondi comunitari abbia dato come risultato un compromesso "annacquato" che si rivelerà probabilmente inefficace nell'intervenire nei confronti di iniziative antidemocratiche assunte dal governo ungherese.

La valutazione delle possibilità di uscita dall'UE deve tenere in debita considerazione le circostanze necessarie per qualsivoglia tipologia di referendum o di voto. A titolo di esempio, la possibilità citata in precedenza di organizzare nel 2016 un referendum per l'uscita dell'Ungheria dall'UE fu respinta dalla Commissione elettorale nazionale ungherese (*Nemzeti Választási Bizottság*, NVB) poiché la maggioranza degli elettori ungheresi risultava contraria.

Le condizioni legali necessarie per attivare una procedura di abbandono dell'UE devono quindi anch'esse essere prese in considerazione. Fino all'introduzione della *lex specialis* per la procedura di uscita di cui all'articolo 50 del TUE, si applicava la *lex generalis* della Convenzione di Vienna sul diritto dei

Trattati (CVDT) secondo la quale, in base all'applicazione del diritto pubblico internazionale, nel caso in cui non fosse possibile giungere ad un accordo tra i membri la conseguenza sarebbe stata un recesso unilaterale dal trattato istitutivo (articoli 60-62 della CVDT). La situazione è cambiata con l'introduzione dell'Articolo 50 del TUE nel Trattato di Lisbona del 2009. A seguito dell'introduzione, per attivare la procedura di recesso lo Stato membro deve *decidere* in conformità con i requisiti della rispettiva costituzione (Hillion, 2015). Questi requisiti variano da paese a paese, il che comporta che l'intervento sugli aspetti giuridici di qualsivoglia potenziale recesso comporti l'analisi separata di ciascun caso specifico. Il Regno Unito è il primo caso di questo genere, ma non sarà possibile applicare l'intera esperienza pratica e giuridica scaturita dal lungo processo della Brexit quale soluzione generale per qualunque ulteriore recesso. Per questa ragione, qualora uno Stato membro intenda recedere dall'UE, la decisione dovrà essere assunta sulla base delle proprie norme costituzionali, ciò che comporterà un'analisi caso per caso.

### *1.2.3. Cosa spingerebbe altri Stati euroscettici ad abbandonare l'UE oggi?*

Passeremo ora a esaminare i fattori più rilevanti che potrebbero influenzare la decisione di altri Stati euroscettici se rimanere Stati membri dell'Unione Europea o se recedere dall'Unione. Questa valutazione si basa su tre diversi parametri. A livello nazionale esamineremo le considerazioni di carattere economico. A livello subsistemico verrà valutato il fattore identitario. Infine, a livello sovrastrutturale esamineremo le sfide di carattere giuridico risultanti dal recesso dall'Unione in base all'Articolo 50 del TUE.

La cooperazione economica senza precedenti derivante dal contesto economico dell'UE è risultata utile per tutti gli Stati membri; in effetti la situazione di uno Stato non membro, anche nel caso in cui i suoi rapporti con l'UE si basino su

condizioni pressoché sovrapponibili a quelle di uno Stato membro, si rivela comunque meno favorevole. L'integrazione economica ha migliorato gli standard di vita in tutta l'Unione, permettendo di sostituire rapporti antagonisti con relazioni commerciali reciprocamente vantaggiose, promuovendo inoltre uno spirito di comunità. A seguito della crisi causata dal Covid-19, gli aiuti economici sotto forma di programmi quali ad esempio il Next Generation EU hanno dimostrato ancora una volta il vantaggio dell'integrazione economica. Per quale ragione quindi il Regno Unito ha deciso di recedere dall'Unione?

Per rispondere a questa domanda, è innanzitutto necessario considerare la questione identitaria alla base di questa motivazione. In ragione della sua storia imperiale, il Regno Unito si è sempre considerato uno Stato separato dal continente europeo, continuando a manifestare scetticismo nei confronti di un processo di più stretta integrazione. Tutto ciò si collega strettamente all'importanza assegnata al concetto di sovranità. È possibile affermare che altri Stati membri, quali ad esempio la Francia – in passato anch'essa un impero – e l'Ungheria – un paese fortemente nazionalista – potrebbero ispirarsi agli stessi concetti.

Tuttavia riteniamo che in questo momento non vi sia nessun altro paese con una dipendenza economica e un'identità europea sufficientemente deboli da spingerlo a seguire un tale percorso. È pur vero che il contesto potrebbe variare, soprattutto a seguito dello shock causato dalla pandemia e dei risultati di prossime elezioni decisive. Potremmo ancora una volta assistere a un riemergere dei sentimenti antieuropei nel caso in cui la ripresa post-pandemia non si rivelasse in grado di evitare disoccupazione su vasta scala, fallimenti delle imprese e precarietà. In questo caso, è probabile che la colpa venga assegnata alle istituzioni europee - una comoda autoassoluzione per i governi nazionali. Ciò potrebbe generare il rischio che paesi come la

Francia o l'Italia assistano a un'ondata di sentimenti antieuropei alimentata dal malcontento popolare.

Tuttavia la traduzione di tali sentimenti in termini pratici solleverebbe numerose sfide politiche e giuridiche relative alla procedura di recesso dall'Unione.

Nel diritto comunitario, l'**Articolo 50 del TUE** è l'unica disposizione che regola la procedura di recesso. In circostanze senza precedenti, l'Articolo 50 del TUE è stato invocato da parte del Regno Unito<sup>150</sup>. Alla luce della complessa procedura che ha condotto alla Brexit, è possibile sollevare questioni di carattere giuridico sull'adeguatezza di questa disposizione. Innanzitutto l'ambito di competenza della Corte di giustizia nella verifica del rispetto del diritto comunitario dell'accordo di recesso (*revisione ex ante*) permane in un vuoto legale<sup>151</sup>. In secondo luogo, i termini e le condizioni del contributo finanziario e di bilancio dello Stato membro che receda non vengono trattati<sup>152</sup>. In terzo luogo, le condizioni del recepimento e la cessazione dell'applicabilità del diritto dell'Unione nell'ordinamento legale nazionale dello Stato membro non sono oggetto di un esame sufficientemente approfondito<sup>153</sup>. In quarto luogo, le rispettive competenze dello Stato membro che abbia scelto di recedere e dell'UE nel corso della fase di transizione (ad esempio tra la notifica dell'intenzione di recedere e il recesso vero e proprio) sono un ulteriore tema ancora non oggetto di analisi<sup>154</sup>.

---

150 Gli autori del Trattato di Lisbona (2009) hanno dapprima previsto l'applicazione dell'Articolo 50 del TUE in situazioni in cui la democrazia e il rispetto dei valori dell'UE fossero a rischio. In particolare, la disposizione faceva riferimento al contesto storico dell'allargamento dell'Unione nel 2004.

151 Allo stesso modo, cfr. Art. 218(11) TFUE.

152 In base all'esempio dell'Art. 1(5) della Costituzione dell'OIL.

153 Cfr. Art. 50(3) TUE.

154 Ad esempio, uno Stato che abbia avviato la procedura di recesso può durante la fase di transizione risolvere un accordo internazionale per

Nonostante i dubbi sull'adeguatezza, riteniamo che l'Art 50 del TUE sia un articolo essenziale nell'ordinamento giuridico dell'UE. Il diritto di recedere dall'UE è in linea con la scelta sovrana di uno Stato<sup>155</sup> e costituisce un'espressione dei principi democratici a fondamento dell'UE<sup>156</sup>. Inoltre la mancanza di una tale disposizione creerebbe un vuoto nell'ordinamento giuridico dell'UE, ciò che comporterebbe l'applicazione della CVDT (1986) nel contesto del diritto internazionale<sup>157</sup>. D'altronde, nonostante i termini assai generali della disposizione, l'Art 50 del TUE fornisce sia agli Stati membri, sia all'Unione un contesto nel cui ambito è possibile svolgere negoziati politici. Da ultimo, l'eliminazione di questa disposizione avrebbe comportato un'incoerenza del sistema giuridico dell'UE, in particolare in rapporto all'Art 49 del TUE.

Alla luce di questa analisi, è possibile prevedere ulteriori emendamenti dell'Art 50 del TUE con l'obiettivo di risolvere le carenze precedentemente citate. Riteniamo tuttavia che la complessità di una procedura di recesso costituisca un rompicapo politico e giuridico che spinge alla necessità che l'UE si ponga l'obiettivo di "un'Unione ancora più stretta tra i popoli europei"<sup>158</sup>.

Dopo questa analisi dei tre fattori principali che potrebbero motivare uno Stato membro ad avviare la procedura di recesso dall'Unione, è interessante esaminare più approfonditamente due casi: Ungheria e Polonia.

---

il quale l'Unione gode di competenza esclusiva? (cfr. Casi della CGUE C-45/07 e C-246/07).

155 In base all'Art. 50(1) TUE, ogni Stato membro può decidere di recedere dall'Unione conformemente alle proprie norme costituzionali.

156 Cfr. Art. 1 e 2 TUE.

157 Una tale conseguenza sarebbe tutt'altro che bene accetta, in particolare da parte della CGUE.

158 Per un'analisi approfondita di questo specifico obiettivo dell'UE, si veda House of Commons, *"Ever Closer Union" in the EU Treaties and Court of Justice case law' report*, 2015.

In linea con quanto rilevato in precedenza con riferimento alla dipendenza dell'Ungheria dalle sovvenzioni comunitarie, anche nel caso della Polonia questi fondi hanno rappresentato una quota sostanziale del PIL. In particolare, i trasferimenti fiscali di maggiore portata ricadono negli aiuti regionali dell'UE, di cui la Polonia è stato il principale beneficiario in tutto il continente europeo e che molti commentatori polacchi hanno considerato un elemento cruciale per la modernizzazione economica del paese<sup>159</sup>.

Per quanto riguarda la questione identitaria, Polonia e Ungheria condividono circostanze simili. Il posizionamento geografico nell'Europa orientale, l'eredità dell'ex blocco comunista e le similitudini tra i contesti politici ed economici sono tutti fattori che accomunano i due paesi. È importante rilevare come sussistano anche stretti legami tra i rispettivi governi e leader politici: in particolare, il leader polacco Kaczyński nutre un profondo rispetto per l'ungherese Viktor Orbán, seguendone peraltro i passi. Nel contesto dell'UE i due paesi si sostengono reciprocamente da sempre e attraverso i rispettivi voti hanno impedito che l'Unione Europea attuassee provvedimenti severi nei confronti dell'altro. Dopo l'ingresso nell'UE nel 2004, questi paesi hanno sofferto conseguenze simili a seguito delle crisi economiche e migratorie e della conseguente delusione nei confronti di quello che inizialmente era un solido "sogno europeo". Oltre a questi elementi più di carattere sistemico, l'appartenenza all'UE ha permesso in particolare alla Polonia di collegarsi con valori spirituali e culturali della tradizione occidentale ai quali si sentiva molto più vicina rispetto ai valori dell'Unione Sovietica ai quali era stata assoggettata fino al suo ingresso nell'UE<sup>160</sup>. A tale proposito, un eventuale uscita

---

159 Szczerbiak, A., *"Poland within the European Union: new awkward partner or new heart of Europe?"*, Routledge, Londra 2012

160 Waszczykowski, W., *"Haben die Polen einen Vogel?"*, Bild, 3 gennaio 2016.

della Polonia dall'UE potrebbe comportare il rischio di un ritorno sotto la sfera di influenza della Russia.

Dal punto di vista legale, la situazione in Polonia si rivela differente rispetto a quella dell'Ungheria, in cui la NVB aveva stroncato sul nascere la possibilità di organizzare un referendum nel 2016. Una volta giunto al potere nel 2015, il partito di destra conservatore Legge e giustizia (Prawo i Sprawiedliwość, PiS) ha dato il via ad una riforma giudiziaria che ha seriamente messo in pericolo i principi dell'indipendenza della magistratura e dello stato di diritto, inviando un chiaro segnale di divisione rispetto al contesto dell'Unione Europea: nelle parole di Adam Bodnar, difensore civico polacco, la riforma ha costituito "un passo decisivo verso una *Polexit* legale".

Inoltre nel 2015 il PiS ha approvato una riforma storica della Corte costituzionale e della Corte suprema che nei fatti ha conferito ai membri del governo il potere decisionale sulla nomina e sulla rimozione dei giudici delle due corti. La riforma ha costituito un duro colpo per i principi dello stato di diritto e dell'indipendenza della magistratura, due dei principali pilastri su cui si fonda l'Unione Europea, ciò che nel gennaio 2016 ha spinto la Commissione Europea a invocare l'Art. 7 del TUE, con la minaccia di revocare i diritti di voto della Polonia nel Consiglio. Il caso è stato quindi sottoposto alla CGUE, mentre l'Ungheria interveniva difendendo con forza la posizione della Polonia. Nel frattempo Varsavia e Bruxelles hanno proseguito nello scontro, ad esempio con riferimento alle modifiche alle norme di legge sull'aborto in Polonia, con il PE che accusava il governo polacco di "influenzare impropriamente un tribunale", chiaro segnale di "collasso dello stato di diritto in Polonia"<sup>161</sup>.

---

161 Reuters, "European Parliament says Polish government influenced abortion ruling", Reuters, 2020. Disponibile su: <https://www.reuters.com/article/us-poland-abortion-europe-idUSKBN2861ZU>



In realtà, è impossibile affermare che Polonia o Ungheria abbiano mai avuto un vero e proprio piano per recedere dall'UE. Sulla base dell'analisi costi-benefici, i leader dei due paesi non dispongono di un sostegno sufficiente per avviare la procedura di recesso, ciò che probabilmente in realtà non auspicano nemmeno. Continuare a far parte dell'UE significa continuare ad attingere a vantaggi di natura economica, evitando inoltre di far fronte alle complesse questioni relative all'identità, soprattutto con riferimento alla scelta della sfera di influenza cui inevitabilmente gli Stati dell'Europa dell'est devono far fronte. Piuttosto, i due paesi hanno identificato un proprio ruolo nello spingere per un ripensamento fondamentale dell'intero percorso di evoluzione e integrazione del progetto europeo, cercando di riportare l'UE verso il suo "ruolo originale", quello di un'alleanza di Stati-nazione che cooperano dal punto di vista economico in base ad un processo decisionale incentrato sul consenso. Sulla base di alcuni recenti incidenti di percorso, come ad esempio l'uscita del partito Fidesz dal gruppo del PPE, resta comunque da chiedersi per quanto tempo sarà possibile proseguire lungo questa linea e se l'UE possa permettersi che la situazione continui a evolversi in questa direzione.

#### *1.2.4. Effetti regionali a seguito dell'uscita dall'UE*

Da ultimo, è importante considerare, seppur brevemente, gli effetti regionali del recesso di uno Stato membro dall'UE, come nel caso del Regno Unito. Come chiarito in precedenza, la Brexit ha comportato diversi effetti sull'intera UE, ma è interessante concentrarsi su come la Brexit abbia influenzato le tensioni regionali preesistenti all'interno del Regno Unito e su quanto sia possibile apprendere riguardo alle potenziali conseguenze, qualora altri paesi con rapporti caratterizzati da una simile frammentazione interna decidano di abbandonare l'Unione.

Il caso più interessante è quello della Scozia. Nonostante l'insuccesso del referendum per l'indipendenza del 2014 e le incertezze sul futuro del Movimento per l'indipendenza della

Scozia, partito classificabile come pro-europeo, è possibile affermare che la Brexit abbia modificato alle fondamenta il rapporto tra Scozia e Regno Unito. Una delle questioni principali riguarda le competenze oggetto di devoluzione. Fin dall'introduzione della devoluzione verso la fine degli anni '90, diverse questioni legislative sono finite nelle mani dei governi cui sono state devolute piuttosto che essere sotto il controllo di Westminster. Alcuni di questi temi, tra cui l'agricoltura, sono successivamente stati assegnati alla supervisione dell'UE. Con la restituzione di questi poteri al Regno Unito sono cominciati i dibattiti sul fatto se questi poteri debbano essere restituiti ai governi oggetto della devoluzione, potenzialmente sconvolgendo il mercato interno del Regno Unito. In questo modo, per quanto involontariamente, l'UE potrebbe erodere sistemi fortemente incentrati su processi decisionali regionali, con il recupero di competenze precedentemente devolute a livello europeo e con l'assegnazione di poteri ai ministri nazionali attraverso processi politici nel Consiglio dei Ministri. In questo modo il recesso dall'UE potrebbe fornire alle regioni un maggiore potere legislativo.

Tuttavia l'UE ha anche un'influenza positiva nei confronti delle regioni da diversi punti di vista. Sono stati compiuti tentativi per sostenere le regioni e ridurre le disparità ai livelli più piccoli, in particolare attraverso la politica di coesione dell'UE (denominata anche Politica regionale dell'UE), che si compone di due fondi principali: il Fondo europeo di sviluppo regionale (FESR) e il Fondo di coesione (FC). Questi fondi svolgono un ruolo rilevante nella valutazione degli effetti di un recesso dall'UE su qualsivoglia paese a livello regionale. Inoltre il Comitato delle Regioni (CdR) è stato specificamente costituito per dare una voce alle regioni, termine che in questo caso include le regioni federali, i comuni e le cosiddette "nazioni senza Stato", ciò che ha spinto a critiche in merito all'estrema eterogeneità del CdR.

Una volta abbandonata l'UE, il Regno Unito verrà probabilmente a trovarsi in un vuoto in precedenza colmato dalla Politica di coesione. Ben pochi sembrano ricordare che il Regno Unito ha ricevuto circa un quarto del bilancio del FESR fino al 1988, con l'obiettivo di sostenere il paese in una fase di ristrutturazione e di elevati tassi di disoccupazione. Oggi la percentuale è molto più bassa, ma continua comunque ad avere importanti conseguenze. L'intero continente europeo è da tempo plasmato da forti identità regionali. Il caso della Brexit costituisce soltanto una delle numerose modalità in cui l'uscita di un paese dall'UE possa influenzare una singola regione. Ancora una volta, tutto ciò evidenzia comunque come le conseguenze dell'uscita di uno Stato membro dall'UE siano molteplici e come influenzino l'intera Unione a tutti i livelli.

### **1.3. Conclusioni**

Il significato del termine "Brexit" è cambiato: mentre inizialmente si riferiva esclusivamente all'uscita del Regno Unito dall'UE, ora si riferisce principalmente ad un lungo e complesso processo della durata di quattro anni. Il modo in cui si sono sviluppati i negoziati sulla Brexit continua ad influenzare l'euroscetticismo sia negli Stati membri, sia nei paesi affiliati, nonostante il fatto che l'accordo sia finalmente stato sottoscritto.

Il conseguimento di un accordo ha suscitato congratulazioni da parte di Ungheria e Polonia, ma nonostante gli encomi nei confronti della decisione del Regno Unito e le dure lotte interne sul meccanismo di condizionalità collegato allo stato di diritto, non sembra che i due paesi intendano valutare la possibilità di abbandonare l'UE. Considerando in particolare la dipendenza dai fondi dell'UE, soprattutto in tempi di crisi, gli euroscettici in Polonia e Ungheria sembrano aver tratto qualche insegnamento dalla Brexit, preferendo quindi battersi per conseguire i propri obiettivi dall'interno dell'UE piuttosto che dall'esterno.

È ancora presto per valutare le conseguenze di lungo periodo della Brexit, ma l'uscita del Regno Unito dall'UE stabilisce un precedente. È quindi possibile abbandonare l'UE e, nelle giuste circostanze, i paesi possono scegliere di farlo. Per questa ragione è essenziale che l'UE svolga uno stretto monitoraggio delle condizioni negli Stati membri.

Tuttavia la Brexit ha dimostrato quanto sia svantaggioso perdere uno Stato membro, non soltanto dal punto di vista economico, politico o legale, ma anche in termini di perdita della diversità culturale e del campo d'azione a livello internazionale. Come evidenziato nella nostra prima analisi controfattuale, risulta estremamente complesso comprendere tutti i modi in cui il Regno Unito abbia influenzato l'UE e viceversa. Ciò vale per ciascun singolo Stato membro. In ultima analisi, la Brexit è stata una perdita per ambo le parti; sarà importante trarre le giuste lezioni da questa perdita in modo da evitare l'uscita di ulteriori paesi dall'UE.

# SEZIONE III. LE SFIDE DEL FUTURO DELL'EUROPA

## Prefazione alla Sezione III. Metodologia

Avendo assistito alla lunga e dolorosa procedura della Brexit, noi giovani europei abbiamo compreso l'importanza del progetto europeo, ma al tempo stesso siamo consapevoli delle sue numerose vulnerabilità. Nel corso degli ultimi due decenni l'UE ha attraversato diverse crisi causate da fattori endogeni ed esogeni. Con questo Rapporto ci proponiamo di analizzare le sfide più urgenti e rilevanti cui l'UE deve far fronte oggi per costruire una migliore Europa per domani.

Abbiamo deciso di realizzare questo compito traendo ispirazione dalle famose parole di Jean Monnet: "L'Europa sarà forgiata dalle sue crisi e sarà la somma delle soluzioni trovate per risolverle"<sup>162</sup>. Ci è sembrato corretto partire da un'analisi delle numerose crisi attraversate dall'UE, sfruttandole quale strumento per promuovere un cambiamento positivo. Durante il nostro primo incontro nel settembre 2020, abbiamo avuto uno scambio di opinioni su quelle che ritenevamo fossero le tre crisi più importanti cui l'UE doveva far fronte. Successivamente abbiamo scelto le principali priorità sulle quali intervenire tra le numerose tematiche identificate. Ci siamo suddivisi in gruppi, ciascuno dei quali si è concentrato su un'unica sfida, per quanto la maggior parte di noi abbia partecipato ai lavori di più di un gruppo. Abbiamo tenuto numerosissime riunioni di gruppo, oltre a riunioni generali su base mensile, in modo da fare il punto sui progressi compiuti, confrontare e discutere le nostre idee e verificare che tutti ci stessimo muovendo nella stessa direzione.

---

162 Monnet, J. (1978). *Memoirs*. Trans. R. Mayne. Garden City: Doubleday & Company, 417.

Durante questo processo abbiamo incontrato diversi problemi e questioni tecniche, sempre cercando di affrontarle con uno spirito positivo, interpretandole quali potenziali opportunità. Innanzitutto, ci siamo resi conto di quanto sia complesso presentare proposte concrete e fattibili, dovendo identificare una posizione di equilibrio tra i sogni e le aspirazioni di studenti giovani come noi e il mondo reale, spesso avendo a disposizione informazioni incomplete. In secondo luogo, poiché l'intero processo ha richiesto diversi mesi, nello stesso periodo alcuni dei temi del dibattito si sono evoluti, mentre altri sono stati affrontati dalle istituzioni europee in modalità simili a quelle che avevamo immaginato. Per questa ragione abbiamo spesso dovuto rivedere e aggiornare il nostro lavoro, in modo tale che le nostre proposte potessero continuare ad essere rilevanti nel contesto di un dibattito politico in costante evoluzione. In terzo luogo, il modo in cui abbiamo portato avanti il lavoro di gruppo ha costituito una vera e propria sfida, ma anche un'opportunità. Il progetto è partito durante la pandemia causata dal Covid-19, ciò che ci ha costretti a incontrarci esclusivamente online. Per quanto questo abbia comportato inevitabilmente l'impossibilità di avere scambi basati su interazioni personali possibili solo nel mondo fisico, siamo comunque stati in grado di collaborare tra paesi diversi in una modalità che è stata una vera e propria fonte di arricchimento. Siamo 32 persone che lavorano con passione, con retroterra differenti e con esperienze diverse e per questa ragione talvolta siamo stati in disaccordo anche su temi di particolare rilevanza. In queste occasioni ci siamo concentrati su ciò che ci univa, sul fatto di essere giovani cittadini europei interessati al futuro dell'Europa. Alla fine, si è trattato di un esercizio estremamente interessante per noi tutti, che ci ha permesso di comprendere il complesso mondo della politica. La parte restante del Rapporto riguarda sette sfide chiave per il futuro dell'Europa. Ovviamente non si tratta delle uniche sfide cui dovremo far fronte, ma riteniamo che questo possa costituire un ottimo punto di partenza. Queste sfide sono state identificate con riferimento al contesto dell'autunno del

2020, ma si tratta di problematiche tuttora attuali e pertinenti per il futuro dell'UE.

La prima sfida consiste nel rafforzare il senso dell'identità europea, preconditione fondamentale per il successo del progetto collettivo europeo. La seconda sfida consiste nell'infrangere l'*impasse* istituzionale e nel promuovere la legittimità democratica: istituzioni europee efficaci e la partecipazione dei cittadini costituiscono elementi chiave affinché la nostra società democratica possa far fronte a qualunque sfida. La terza sfida riguarda il superamento dell'emergenza causata dal Covid e la preparazione alle prossime pandemie; questa esperienza dolorosa deve insegnarci come costruire resilienza per il futuro.

La quarta sfida consiste nel migliorare l'efficacia della governance economica dell'UE, con l'obiettivo di colmare quei divari che limitano il potenziale economico europeo, mettendo pienamente in pratica le riforme previste nel corso degli anni. La quinta sfida riguarda come affrontare l'emergenza ambientale, che costituisce una grave minaccia per l'intero pianeta e che richiede politiche ambiziose e interventi correlati, da parte dei politici e di tutti noi. La sesta sfida consiste nel far fronte alla crisi migratoria, in modo da garantire il rispetto dei diritti umani fondamentali e affinché l'Europa sia in grado di contrastare al meglio il declino demografico. La settima sfida consiste nel controllare il dirompente potere della tecnologia in modo tale da non essere soffocati dalla tecnologia, ma piuttosto traendo vantaggio dal suo pieno potenziale per promuovere la prosperità del popolo europeo.

## **1. Identità**

Come descritto nell'introduzione al presente Rapporto, "Essere europei" è un'espressione dal significato complesso, che si collega alla storia del nostro continente caratterizzata da stretti legami tra popoli differenti, da valori condivisi e da un futuro strettamente collegato. Ogni giorno l'UE si adopera

per migliorare la vita dei suoi cittadini, ma purtroppo questo progresso passa spesso inosservato. Al contrario, il nome della città di Bruxelles viene spesso associato a intrusività e inefficienza. Di conseguenza le proposte, principalmente di piccola portata, elencate in questa sezione potrebbero non causare un cambiamento immediato di opinioni, ma potranno contribuire a un miglioramento sostenibile e di lungo periodo nel rapporto tra l'UE e i suoi cittadini. L'obiettivo è quello di migliorare la consapevolezza dei cittadini in merito ai risultati conseguiti dall'UE e di rafforzare il loro collegamento con l'identità europea.

## PROPOSTE

### *1.1 Istruzione: Erasmus a partire dalle scuole superiori*

La misura più nota dell'Unione Europea volta a rafforzare un'identità comune, in particolare tra i giovani, è il programma Erasmus, ora integrato ulteriormente dall'iniziativa Erasmus+. Dati i notevoli risultati conseguiti a tutt'oggi da queste iniziative e la loro buona reputazione, l'UE dovrebbe concentrarsi in misura maggiore su attività simili.

Permettere a un numero maggiore di cittadini europei di partecipare a iniziative simili al programma Erasmus promuoverebbe un atteggiamento più positivo dei giovani nei confronti dell'UE, permettendo loro di comprendere al meglio culture differenti e di identificare modalità per una migliore integrazione con gli altri.

Più nel concreto, la proposta prevede un programma simile all'Erasmus, gratuito e aperto a tutti gli studenti di 16 anni in tutta l'Unione. La durata dovrebbe coprire un periodo di almeno due mesi, prorogabile all'intero semestre, al fine di ottenere i massimi vantaggi da questa esperienza per i giovani studenti. Il programma dovrebbe essere sviluppato al fine di risultare il più inclusivo possibile, anche più dell'attuale programma Erasmus per studenti universitari e corsisti,



avendo come obiettivo i settori più svantaggiati della popolazione. Per questa ragione il piano dovrebbe essere incluso all'interno del programma Next Generation EU, consentendo così agli studenti di coprire tutte le spese potenziali da sostenere nel corso del periodo. I programmi già esistenti in varie parti dell'Unione, come ad esempio il programma di scambi Brigitte-Sauzay tra Francia e Germania, possono rappresentare un utile esempio.

### *1.2 Comunicazione: aumentare la consapevolezza*

#### **Rafforzare l'iniziativa "Cosa fa per me l'Europa"**

Lanciato nel 2019 dal Parlamento, il sito "Cosa fa per me l'Europa" rappresenta la tipologia di progetto che a nostro modo di vedere dovrebbe essere ulteriormente rafforzata. Il sito è di semplice utilizzo e permette agli utenti di effettuare ricerche per sede geografica, gruppo sociale, professione e attività di interesse; si tratta di una modalità semplice affinché sia possibile comprendere la concreta influenza dell'UE sui cittadini europei. Tuttavia, pur trattandosi di un'iniziativa estremamente positiva, non risulta ben conosciuta. L'UE dovrebbe adoperarsi al fine di promuoverla al meglio, tramite i suoi canali ufficiali e i social media, in modo da raggiungere più persone dei diversi gruppi target. Inoltre, con il supporto della Rappresentanza della Commissione europea e con gli Uffici del PE negli Stati membri, il sito dovrebbe anche essere sponsorizzato a livello nazionale.

#### **Aumentare la consapevolezza sui progetti finanziati dall'Unione Europea in tutta l'UE**

Al fine di rafforzare il legame tra le istituzioni dell'Unione Europea e i cittadini, proponiamo di prevedere la partecipazione dell'UE ad attività culturali e sportive a livello nazionale. In questi eventi con un notevole seguito sarà possibile contattare un pubblico di vasta portata attraverso la diffusione di programmi, iniziative e progetti. Per quanto questa idea possa apparire di complessa attuazione, vi sono

già diversi esempi che potrebbero essere utilizzati come modello per altri paesi. Tra questi citiamo la partecipazione dell'UE al *Giro d'Italia*. Il *Giro d'Italia* è una nota gara ciclistica che copre l'intero territorio del paese, da nord a sud, con tappe nelle zone urbane e rurali; è un evento che gode di un grande seguito tra la popolazione italiana grazie alla sua presenza sulle reti televisive. Nell'edizione 2020 l'UE ha organizzato il *Giro-E*, un evento parallelo in cui professionisti e dilettanti hanno percorso le stesse strade seguite dagli atleti in gara. Inoltre al termine di ciascuna tappa un rappresentante dell'UE ha consegnato al vincitore un premio che consiste in una maglietta con il logo Next Generation EU. Ogni tappa ha rappresentato un'opportunità per promuovere il Green Deal oltre a ulteriori iniziative locali finanziate dall'Unione. Questa iniziativa potrebbe essere replicata anche in altri Stati membri attraverso eventi simili di grande popolarità, permettendo di raggiungere un pubblico che altrimenti difficilmente seguirebbe le notizie correlate con l'UE.

### **Rafforzare il coinvolgimento dei giovani**

Il coinvolgimento delle generazioni più giovani costituisce un elemento essenziale per poter promuovere un maggiore interesse nei confronti dell'Unione Europea, rafforzando così la partecipazione di coloro che saranno i cittadini e i legislatori del futuro. Uno dei migliori canali attraverso i quali è possibile entrare in contatto con i giovani in modo efficace è rappresentato dai social network. È importante pubblicizzare la presenza di alcune istituzioni dell'Unione Europea sui social network (ad esempio i profili della Commissione, del Parlamento e del Consiglio su Instagram); è necessario rafforzare e migliorare la loro presenza, incrementando l'enorme potenziale delle campagne di informazione che possono essere gestite attraverso queste reti.

A tal fine, sarebbe necessario giungere ad un compromesso tra formalità ed efficacia, ad esempio ricorrendo a team di giovani esperti di social media, permettendo loro di

distaccarsi da formati e linguaggi strettamente formali e burocratici e incoraggiandoli piuttosto a creare contenuti di facile comprensione e particolarmente attrattivi, che siano meglio in grado di comunicare con le generazioni più giovani e che potrebbero anche includere riferimenti a tendenze e alla cultura popolare.

In effetti sono numerosi gli esempi di imprese che hanno considerevolmente incrementato la propria presenza sui social media e i contatti con i clienti proprio attraverso questa strategia, che si è dimostrata efficace in numerosi settori, dall'abbigliamento all'industria alimentare, fino all'intrattenimento e a numerosi altri.

Tuttavia i social media non possono essere sufficienti per informare i giovani europei su ciò che l'UE fa per loro. È necessario anche fornire informazioni più formali sulle procedure interne delle istituzioni, sugli obiettivi, sulla storia e sui valori in gioco. Per poter conseguire questo obiettivo, sarebbe essenziale un qualche intervento dell'UE sui programmi educativi, attualmente di competenza degli Stati membri. Nel frattempo, l'UE potrebbe cominciare a promuovere l'introduzione di corsi di questa natura tra le attività extracurricolari finanziate da fondi comuni, successivamente approvando una Direttiva che introduca tali corsi tra le attività curricolari di tutte le scuole.

## **I media europei**

Da ultimo, sarebbe utile valutare la creazione di un sistema completamente nuovo di trasmissioni televisive sulle principali attività delle istituzioni europee. Uno o più canali ufficiali dedicati dovrebbero essere inclusi nella programmazione televisiva di ciascuno Stato membro (ovviamente tra i canali liberamente disponibili, senza la necessità di abbonamenti o di pagamenti di nessun genere). Queste reti dovrebbero trasmettere i principali dibattiti presso le istituzioni europee, quali ad esempio le plenarie del PE, le

sedute delle Commissioni del PE o i discorsi del Presidente della Commissione e del Presidente del Consiglio.

### *1.3 Giornata delle elezioni europee*

Attualmente ciascuno Stato membro ha facoltà di decidere, perlomeno in una certa misura, in che giorno celebrare le elezioni del PE. Al fine di semplificare e ottimizzare gli sforzi organizzativi, di norma queste elezioni si tengono contemporaneamente alle elezioni nazionali. Tuttavia ciò può influenzare negativamente una corretta consapevolezza da parte dei cittadini del significato di questa giornata elettorale, oltre a poter causare confusione su chi stanno votando e per cosa in entrambi i casi, in ragione delle similitudini almeno teoriche delle piattaforme politiche dei partiti a livello nazionale ed europeo.

Proponiamo che le elezioni del PE si celebrino in una Giornata delle elezioni europee comune a tutti gli Stati membri.

Ciò permetterà innanzitutto di promuovere una campagna comune e di maggiore impatto in relazione alla consapevolezza del significato di questa giornata, che potrà essere gestita dai partiti nazionali come pure dallo stesso PE. Una tale campagna permetterà una distinzione più chiara e più netta tra elezioni europee ed elezioni nazionali, come pure tra le piattaforme politiche. In secondo luogo, una giornata comune delle elezioni europee rafforzerà la partecipazione dei cittadini, oltre al senso di unità e di identità comune. Ciò non potrà che promuovere una sensazione di un'Unione che si muove e vota congiuntamente, piuttosto che assistere a ciascuno Stato membro che percorre da solo la propria strada. Da ultimo proponiamo anche che la giornata delle elezioni venga dichiarata quale festività comune dell'intera Unione Europea, una giornata dedicata specificamente all'adempimento al proprio dovere civico e a celebrare l'Europa.

#### 1.4 Il dibattito sui referendum europei

La discussione su come identificare le modalità atte a rafforzare l'identità europea tramite il coinvolgimento dei cittadini conduce al quesito se la nostra democrazia, in questa fase specifica, permetta un coinvolgimento sufficiente. Rendere più diretta la democrazia europea comporterebbe una maggiore legittimità dell'UE, che diverrebbe così un luogo di dibattito più efficiente e più democratico<sup>163</sup>. L'introduzione di una qualche forma di referendum europeo potrebbe effettivamente essere considerata quale l'ultima fase della democrazia diretta. Sulla base dell'attuale situazione politica e istituzionale, appare improbabile che tutto ciò possa essere realizzato nel prossimo futuro.

Tuttavia è importante rilevare come la democrazia diretta esista già nelle procedure dell'UE, seppure in modalità estremamente limitate<sup>164</sup>. Al momento, il processo prevede la possibilità per gruppi di cittadini di presentare un testo, la cui adozione permane comunque di competenza delle istituzioni dell'UE. Sono diversi i passi intermedi tra lo stato attuale e un'iniziativa incentrata sui referendum dell'UE, che permetterebbero di rendere più diretta la democrazia europea. Tra questi citiamo la riforma atta a rendere le procedure di voto nell'UE meno rigide e più vicine al sistema di voto maggioritario predominante negli Stati membri, oltre al ricorso all'innovazione tecnologica al fine di accrescere l'accessibilità per tutti.

Nel lungo periodo creare opportunità affinché i cittadini vengano coinvolti, facendoli sentire parte integrante del sistema e rappresentati dall'UE, potrebbe permettere di

---

163 Badouard, R. (2012). « Faire participer. Un enjeu de légitimité pour l'Union européenne. » *Participations*, 3(2), pag. 209.

164 El Herfi, R. (2011). « L'initiative citoyenne européenne : évaluation d'un mécanisme de démocratie participative au sein de l'Union Européenne ». *Revue du Droit de l'Union Européenne*, 4/2011.

risolvere molte delle problematiche precedentemente trattate<sup>165</sup>.

## 2. Istituzioni

L'adozione del Trattato di Maastricht nel 1992 ha istituito l'Unione Europea quale istanza sovranazionale con competenze su tre gruppi distinti di prerogative e di poteri, i cosiddetti "tre pilastri": sovranazionale, intergovernativo e un mix dei due precedenti.

Tale diversificazione delle competenze e dei poteri tra ambiti politici e istituzioni, la crescente complessità della struttura istituzionale dell'UE e il consistente divario percepito tra le istituzioni europee e i cittadini hanno condotto ad uno spostamento rispetto all'intento originale del Trattato, quello di creare "un'Unione sempre più stretta"<sup>166,167</sup>.

In effetti, dall'adozione del Trattato di Maastricht l'UE e la sua struttura istituzionale sono stati oggetto di indagini approfondite da parte di accademici, politici e cittadini. In particolare, il dibattito si è incentrato sulla questione relativa alla **legittimità** dell'UE in qualità di istanza sovranazionale. Si tratta di un tema della massima rilevanza, sul quale è necessario intervenire con urgenza affinché il progetto dell'UE conservi caratteristiche di sostenibilità nel lungo periodo. Riteniamo che **la prossima generazione dell'UE** sia tenuta a reagire a questa sfida attraverso **riforme innovative e soluzioni coraggiose**.

Appare inoltre con chiarezza come il concetto stesso di legittimità sia strettamente collegato – nonché determinato –

---

165 Adam, E.C., Kagiros, D., e Tierney, S. (2018). "Democracy in Question? Direct Democracy in the European Union." *European Constitutional Law Review*, 25 ottobre 2018.

166 Cfr. Preambolo del TUE.

167 Obiettivo già previsto dal Trattato di Roma (1957) e ribadito nella Dichiarazione solenne sull'Unione Europea (1983) e nell'Atto Unico Europeo (1986).

da una tassonomia di altri valori chiave, tra i quali i principali sono **trasparenza, responsabilità, autonomia ed equilibrio istituzionale**.

Su questa base presenteremo alcune **proposte di riforma** su vari aspetti delle istituzioni europee, con l'obiettivo generale di **sostenere e migliorare** la loro coerenza con tutti i valori precedentemente indicati, oltre ad assegnare **maggiore legittimità** all'Unione nel suo insieme.

## PROPOSTE

### *2.1 Fusione della Presidenza del Consiglio Europeo e della Presidenza della Commissione Europea*

Pur essendo ben consapevoli di come questa proposta risulti quantomeno audace nonché complessa da un punto di vista istituzionale e giuridico, intendiamo mantenere fede alla nostra convinzione in base alla quale i problemi più complessi possono essere risolti solamente attraverso proposte coraggiose e innovative. Inoltre alcune personalità chiave a livello europeo hanno già appoggiato questa possibilità in passato e una parte delle basi giuridiche necessarie per attuarla è già prevista dai Trattati.

Innanzitutto, la proposta è stata già appoggiata da personalità del calibro di Jean-Claude Juncker – all'epoca Presidente della Commissione Europea<sup>168</sup> – e dal Presidente della Repubblica francese Emmanuel Macron.

In secondo luogo, per quanto riguarda le basi giuridiche il Trattato di Lisbona non esclude questa possibilità nel futuro dell'Unione: una maggioranza qualificata nel Consiglio Europeo, che attualmente propone il Presidente della

---

168 Nel suo Discorso sullo Stato dell'unione del 13 settembre 2017. Disponibile all'indirizzo [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/SPEECH\\_17\\_316](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/SPEECH_17_316)

Commissione che verrà successivamente votato nel PE, dovrebbe semplicemente **indicare la stessa persona per le due cariche**, la presidenza del Consiglio Europeo stesso e della Commissione.

Il *modus operandi* che sosteniamo per la scelta del candidato è già considerato ammissibile nei Trattati: il Consiglio Europeo potrebbe impegnarsi a nominare alla carica **il leader del partito di maggioranza o della coalizione nel PE** (il sistema dei “candidati capilista” introdotto per la prima volta nelle elezioni del 2014).

Per quanto riguarda le **competenze**, il nuovo Presidente eletto secondo questa modalità riunirebbe tutte le competenze al momento spettanti ai due Presidenti. Poiché il Presidente del Consiglio Europeo non è una figura esecutiva, quanto piuttosto un facilitatore<sup>169</sup>, la fusione delle due cariche dovrebbe risultare particolarmente agevole, senza causare oneri aggiuntivi<sup>170</sup>.

Inoltre nel sistema attuale il Presidente della Commissione già partecipa a tutte le riunioni dell'EUCO, ciò che dovrebbe rendere la transizione ancora più agevole.

La soluzione proposta presenterebbe numerosi vantaggi.

Innanzitutto, da quanto sopra esposto appare con chiarezza che questa soluzione comporterebbe maggiore **legittimità interistituzionale e coerenza politica** e che la transizione risulterebbe omogenea e indolore dal punto di vista della struttura delle due istanze.

---

169 Cfr. Art. 15(6) TUE, che stabilisce i suoi compiti principali quali quelli di presiedere i lavori dell'EUCO, facilitare la coesione e il consenso.

170 Va rilevato come non vi sarebbe nessun cambiamento nelle competenze delle due cariche istituzionali, svolte individualmente o separatamente: si tratterebbe semplicemente di una fusione delle figure e delle competenze dei due Presidenti.



In secondo luogo, la procedura proposta costituirebbe un **miglioramento** rispetto a quella attualmente adottata per l'elezione del Presidente della Commissione, la cosiddetta *Spitzenkandidaten*, e questo per tre motivazioni principali. Innanzitutto risulta più in linea con i Trattati, che richiedono che il Consiglio Europeo tenga conto nella misura del possibile dei risultati delle elezioni del PE al momento di designare un candidato alla presidenza della Commissione (Art. 17 del TUE). In secondo luogo, la procedura di *Spitzenkandidaten* ha sempre avuto caratteristiche di informalità, senza che gli Stati membri nell'EUCO fossero in alcun modo obbligati a seguirla. Riteniamo che continuare a seguire una procedura non codificata ai sensi di legge per l'elezione di una carica di tale rilevanza metta in serio pericolo la trasparenza e la legittimità dell'UE. Da ultimo, la procedura di *Spitzenkandidaten* risulta lunga, farraginoso e costosa, mentre l'alternativa suggerita semplificherebbe la struttura istituzionale europea, permettendo di risparmiare tempo e denaro e di limitare l'onere burocratico.

In terzo luogo, la procedura suggerita permetterà anche di eliminare il pericolo della concorrenza insito nel sistema attuale quando sono in gioco due cariche. Consentirebbe inoltre di evitare rivalità e posizioni contrastanti tra i candidati alle due cariche, una circostanza che potrebbe potenzialmente danneggiare **l'immagine, l'efficacia e la legittimità** dell'insieme delle istituzioni europee.

In quarto luogo, Consiglio e Commissione sarebbero guidati dalla stessa persona, con un netto miglioramento in termini di **coerenza, semplicità della comunicazione e trasparenza** tra due istituzioni così strettamente collegate e relazionate l'una con l'altra alla guida dell'Unione: il Consiglio Europeo, incaricato di definire i principali interessi strategici e gli obiettivi dell'Unione, e la Commissione, dotata del potere esecutivo per tradurre quanto sopra in termini pratici.

In quinto luogo l'istituzione di una presidenza unica permetterebbe all'Unione di "parlare con un'unica voce",

ovvero di essere impersonata e **rappresentata** da un'unica figura sul panorama europeo e internazionale, piuttosto che avere tre Presidenti contemporaneamente, come accade in questo momento (Consiglio, Commissione e Parlamento). Ciò permetterebbe anche ai cittadini di **identificarsi** più da vicino e in modalità più "personali" con l'Unione.

Sono diverse le soluzioni che permetterebbero a questa proposta di essere **codificata ai sensi di legge**.

L'opzione migliore consisterebbe in una revisione degli articoli del Trattato che sanciscono la procedura di nomina della Commissione, in particolare l'Articolo 17 del TUE e gli Articoli 234, da 244 a 250, 290 e 291 del TFUE. Siamo ben consapevoli di quanto la procedura di emendamento dei Trattati e i negoziati politici necessari possano risultare lunghi e complessi, ma è assolutamente essenziale che i trattati rispecchino una riforma di tale importanza per il funzionamento dell'UE nel suo insieme.

Una soluzione temporanea potrebbe consistere nella sottoscrizione di un accordo interistituzionale volto a modificare le modalità operative delle istituzioni interessate (sebbene un tale accordo non sarebbe sufficiente ad attuare una tale importante modifica), nella fase in cui l'emendamento vero e proprio ai Trattati sia in fase di pianificazione e di successiva adozione.

## *2.2 Membri della Commissione eletti dal Parlamento Europeo*

Dopo aver proposto una nuova procedura per l'elezione del Presidente della Commissione, appare logico procedere alla riforma della Commissione stessa. La Procedura di nomina dei Commissari attualmente in vigore e regolamentata dall'Articolo 17(7) del TUE risulta estremamente lunga e macchinosa, con continui passaggi tra Consiglio e Parlamento, con tre votazioni e un totale di cinque fasi di approvazione reciproca; in breve, una riforma si rivela assolutamente necessaria.

Per questa ragione proponiamo una **nuova procedura di nomina dei Commissari**. Gli obiettivi previsti sono gli stessi già elencati per l'elezione del Presidente: maggiore legittimità ed equilibrio istituzionale, semplificazione di una procedura macchinosa, ottimizzazione dei costi, delle tempistiche e della burocrazia, oltre a permettere alla nuova Commissione di mettersi al lavoro al più presto possibile.

Proponiamo che i Commissari non debbano più semplicemente essere designati dal Presidente eletto e quindi sottoposti all'approvazione e al consenso generale, ma che vengano piuttosto approvati e nominati individualmente tramite **una procedura elettorale nel Parlamento Europeo**.

Elenchiamo di seguito una serie di linee guida che descrivono le modalità di svolgimento di questa nuova procedura elettorale. Innanzitutto, il Presidente eletto presenta il proprio elenco dei Commissari *in pectore*. A tale proposito, suggeriamo che nella selezione di ciascun Commissario in rappresentanza di un determinato Stato membro<sup>171</sup> il Presidente eletto venga **incoraggiato**, pur non essendo obbligato, a indicare un profilo la cui posizione risulti **ragionevolmente in linea con il gruppo del partito europeo che abbia ottenuto la maggioranza dei voti in quello specifico Stato membro** nelle elezioni del PE.

Sono numerose le conseguenze in termini di rappresentanza, legittimità, trasparenza, equilibrio istituzionale e varietà politica. Da un lato, questa modalità di selezione dei Commissari aggiungerebbe un ulteriore elemento di rappresentanza (indiretta) alle scelte politiche già espresse

---

171 Da rilevare come questa procedura possa applicarsi sia a una Commissione composta da 27 membri, ovvero nel contesto attuale, sia nel caso di una Commissione ridotta, come proposto nel Capitolo 2.3 di questo Rapporto, dove il principio di "un Commissario per ciascuno Stato membro" non sarebbe più valido. Di conseguenza il collegamento tra Commissari e Stati membri dovrebbe generalmente essere considerato come meno vincolante rispetto al contesto attuale.

dagli elettori durante le elezioni del PE, creando così una configurazione ideologica della Commissione in linea con quella del Parlamento (che in effetti viene eletto direttamente)<sup>172</sup>. Ciò limiterebbe anche la possibilità di svolgere trattative politiche “dietro le quinte” o di appoggiare specifici candidati per conto dell’EUCO sulla base di determinati interessi. Inoltre la possibilità che il Presidente collabori con Commissari non necessariamente da lui selezionati e che potrebbero provenire da diversi contesti politici e con un retroterra differente apre nuovi scenari di collaborazione costruttiva e di negoziazione con la Commissione stessa. D’altro canto, il fatto che il Presidente eletto venga *caldamente incoraggiato* a seguire questa procedura non significa che abbia *l’obbligo* di farlo; potrà in effetti decidere di non seguire queste linee guida laddove le circostanze lo richiedano, ad esempio nominare Commissari con specifiche competenze tecniche, o evitare quei profili che possano risultare eccessivamente estremisti, contrastanti o comunque non in linea con la direzione generale che il Presidente eletto intende dare alla Commissione per il futuro.

In secondo luogo, i candidati nella lista saranno sottoposti alla già prevista **procedura di valutazione** del rispettivo ambito di responsabilità<sup>173</sup> da parte delle commissioni parlamentari. A tale proposito, va rilevato come un giudizio negativo da parte di dette commissioni comporterà direttamente l’obbligo del ritiro del candidato, diversamente dalle condizioni attualmente in vigore.

In terzo luogo i candidati che abbiano superato la procedura di valutazione saranno sottoposti *individualmente* ad un **voto del Parlamento, in due turni**. Tutti i Parlamentari europei

---

172 Va sottolineato come la procedura di nomina proposta rafforzerebbe il ruolo del Parlamento Europeo, promuovendo così l’equilibrio democratico del sistema istituzionale dell’Unione Europea. In effetti, il Parlamento Europeo avrebbe il potere di eleggere la Commissione Europea, oltre a quello di votare su una mozione di censura della Commissione (cfr. Art. 17(8) TUE).

173 Cfr. Articolo 125 del Regolamento del Parlamento Europeo.

verranno chiamati ad esprimere il proprio voto, comunicando così se ritengono che ciascun candidato sia adeguato alla carica o meno. Per ciascun candidato la soglia per il passaggio al secondo turno sarà una **maggioranza qualificata** di voti favorevoli.

Il primo turno permetterà di scremare i profili eccessivamente estremi o controversi, mantenendo in gara solamente quelli che godranno dell'approvazione di un numero consistente di Parlamentari europei. Ciò potrà accadere tramite il supporto di un Eurogruppo compatto, oppure facendo appello a diversi gruppi, ottenendo un voto trasversale. Nel secondo turno i candidati che superano la soglia della maggioranza qualificata e ottengono la quota più elevata di approvazione verranno eletti quali Commissari.

Come già indicato nell'introduzione, con l'obiettivo di alleggerire e semplificare la procedura, ottimizzare i costi e fare in modo che la nuova Commissione divenga operativa al più presto possibile, non saranno previsti ulteriori turni per le nomine presso altre istituzioni<sup>174</sup>.

L'attuazione di questa nuova procedura di nomina dei membri della Commissione e la sua approvazione ai sensi di legge richiederà una revisione della relativa base giuridica. In particolare sarà necessario procedere all'emendamento del secondo<sup>175</sup> e del terzo<sup>176</sup> comma dell'Articolo 17(7) del TUE.

---

174 L'EUCO risulta escluso dal procedimento attuale in quanto, una volta che il Parlamento ha eletto tutti i Commissari, non è necessario nessun voto aggiuntivo per la nomina. Tuttavia gli interessi dell'EUCO risulterebbero comunque rappresentati nella misura in cui il Presidente sia stato nominato da una maggioranza qualificata (cfr. proposta nel Capitolo 2.1. di questo Rapporto).

175 Proposta di riformulazione dell'Art. 17(7) TUE, secondo comma: *Tenuto conto delle elezioni del Parlamento europeo, il Presidente eletto presenta l'elenco delle altre personalità che propone di nominare membri della Commissione. Dette personalità sono selezionate in base alle proposte presentate dagli Stati membri conformemente ai criteri di cui al paragrafo 3, secondo comma, e al paragrafo 5, secondo comma.*

176 Proposta di riformulazione dell'Art. 17(7) TUE, terzo comma: *Il Presidente, l'Alto rappresentante dell'Unione per gli affari esteri e la politica*

### 2.3 Per una Commissione più ristretta

In linea con le due precedenti proposte e con gli specifici obiettivi comuni, la terza proposta prevede la riduzione delle dimensioni della Commissione.

Le basi giuridiche di questa proposta sono già contenute nel TUE: in effetti l'Articolo 17(5) stabilisce che il numero dei Commissari equivale “ai due terzi del numero degli Stati membri, a meno che il Consiglio Europeo, deliberando all'unanimità, non decida di modificare tale numero”. A tutt'oggi un voto del Consiglio ha in effetti mantenuto il numero di Commissari a 27, ma è possibile che questo cambi.

In effetti va rilevato come a quasi trent'anni dal TUE il **principio di “un Commissario per ciascuno Stato membro”** potrebbe non semplicemente risultare **obsoleto**, ma possa anche costituire un **ostacolo** per una Commissione che (1) operi secondo modalità più efficienti e (2) sia meno legata a interessi nazionali e più pronta a seguire quelli dell'insieme dell'UE, con un approccio effettivamente sovranazionale.

Sotto la presidenza Juncker è stato possibile per la prima volta rilevare come i Vicepresidenti con incarichi trasversali e maggiori competenze abbiano finito con l'aver un ruolo preminente rispetto ad alcuni Commissari, che hanno quindi svolto mansioni considerevolmente ridotte. Ciò ha evidenziato come 27 membri rappresentassero più del necessario affinché la Commissione svolgesse adeguatamente le proprie funzioni, andando quindi a supporto delle affermazioni secondo le quali una Commissione di dimensioni più ridotte possa **operare con**

---

*di sicurezza e gli altri membri della Commissione sono soggetti ad un voto individuale di approvazione del Parlamento europeo. In base a due turni di voto, ciascun membro della Commissione verrà eletto dal Parlamento europeo che delibera a maggioranza qualificata.*

**maggiore efficienza**, consentendo significativi risparmi di costi.

In secondo luogo, pur riconoscendo che essere rappresentati all'interno della Commissione costituisca una modalità per garantire il rispetto della sovranità di ciascuno Stato membro, del principio di uguaglianza e della parità di partecipazione nel processo esecutivo dell'UE, una Commissione ristretta che non preveda necessariamente un Commissario per ciascuno Stato membro trasmetterebbe con chiarezza a tutti gli Stati membri il messaggio secondo il quale i Commissari sono tenuti a **porre gli interessi dell'UE innanzi agli interessi nazionali**, adottando di conseguenza un vero approccio sovranazionale.

Tuttavia una Commissione ridotta dovrebbe comunque riflettere la diversità demografica e geografica dell'UE. A tale proposito suggeriamo l'introduzione di alcuni **criteri vincolanti**<sup>177</sup> al fine di garantire la scelta di un insieme di Commissari in linea con la **diversità geografica e demografica**:

5. come sancito nell'Articolo 17(5) del TUE, il numero ridotto di Commissari deve essere pari ai due terzi degli Stati membri, ovvero 18;
6. deve essere previsto al massimo un Commissario per ciascuno Stato membro;
7. uno Stato membro deve avere un proprio rappresentante in almeno una su tre Commissioni successive;
8. è necessario stabilire regole vincolanti affinché la rappresentanza rispetti la parità di genere.

Per quanto sia possibile interpretare le proposte di cui sopra in linea con il concetto secondo il quale i Commissari

---

<sup>177</sup> Oltre a questi criteri, riteniamo comunque che i Commissari debbano essere nominati tramite la procedura di cui al Capitolo 2.2. del presente Rapporto.

sarebbero rappresentanti del rispettivo Stato di appartenenza, questa non è l'intenzione dei Trattati e nemmeno quella degli autori del presente Rapporto. Intendiamo ribadire come i Commissari debbano essere selezionati esclusivamente in base a principi di competenza, impegno e indipendenza<sup>178</sup> e come debbano rappresentare gli interessi dell'UE piuttosto che i propri interessi nazionali.

In generale, riteniamo che questa proposta possa:

4. promuovere un sentimento europeo, un senso di identità, nonché coesione all'interno della Commissione;
5. migliorare la coesione, la legittimità e l'efficienza generale della Commissione nel perseguire obiettivi condivisi;
6. promuovere una maggiore comprensione e accettazione del livello sovranazionale della politica.

#### *2.4 Liste comuni dei gruppi parlamentari europei a livello nazionale*

Da ultimo, desideriamo presentare una proposta di riforma del PE, istituzione fondamentale che mette in pratica la partecipazione politica e la rappresentanza nell'UE, essendo l'unica istituzione ad elezione diretta con suffragio universale.

Attualmente il sistema elettorale del PE è strutturato intorno a un certo numero di gruppi parlamentari europei che riuniscono i partiti nazionali. I candidati dei partiti nazionali si candidano alle elezioni per il PE e, una volta eletti, entrano a far parte dei gruppi europei del PE<sup>179</sup>.

Tuttavia un tale sistema presenta alcune significative carenze.

---

178 Cfr. Art. 17(3) e 17(5) TUE e Art. 244 TFUE.

179 Le norme principali che governano i partiti politici a livello europeo sono attualmente sancite nell'Art. 10(4) TUE, nell'Art. 224 TFUE e nell'Articolo 33 del Regolamento del Parlamento Europeo.



Innanzitutto è molto probabile che **influenzi le decisioni di voto dei cittadini** *ex ante*: in effetti, i cittadini con una determinata fede politica a livello nazionale molto probabilmente voteranno “automaticamente” per lo stesso partito anche nelle elezioni europee, pur non essendo consapevoli della piattaforma<sup>180</sup> politica a livello europeo o del gruppo cui tale partito risulta affiliato nel PE.

In secondo luogo, appare assai probabile che, una volta eletta, la piattaforma politica europea promossa dai partiti nazionali durante le campagne elettorali possa subire reindirizzamenti o modifiche, con conseguente incoerenza agli occhi degli elettori che potrebbero quindi non sentirsi più **rappresentati**.

Ulteriore problematica oggi di particolare rilevanza è il fatto che la piattaforma politica europea di un partito nazionale risulta di norma trascurata rispetto a quella nazionale, se non addirittura **eccessivamente semplificata e manipolata** al fine di ottenere maggiore sostegno e approvazione a livello nazionale. Infatti, fin dagli anni '80, i dibattiti in occasione di numerose elezioni europee si sono concentrati su temi di interesse nazionale e hanno costituito un'occasione affinché gli elettori punissero i rispettivi governi a metà mandato. Ciò comporta un degrado delle elezioni del PE a elezioni nazionali di secondo rango e a uno strumento punitivo.

Per intervenire su queste carenze, proponiamo l'adozione di **“liste comuni del gruppo europeo”** a livello nazionale per le elezioni del PE.

Verrebbe innanzitutto creato un meccanismo in base al quale un partito locale, prima delle elezioni europee, è tenuto a indicare se **parteciperà alle elezioni associandosi o meno**

---

<sup>180</sup> Ciò non significa che la piattaforma politica europea e nazionale di un partito possa essere radicalmente diversa per natura, ma semplicemente che le questioni discusse in seno al PE possono essere diverse, e sicuramente con una portata più ampia, da quelle più significative sulla scena nazionale.

**a un gruppo al Parlamento Europeo.** Un partito o un parlamentare europeo che siano **già affiliati** a un gruppo presso il PE nella legislatura in corso avranno l'obbligo di candidarsi nella lista di quel gruppo per quelle elezioni, salvo il caso in cui decidano di abbandonare il gruppo stesso.

Di conseguenza, i politici eletti in un partito affiliato lo rappresenteranno al Parlamento, mentre un partito non affiliato non farà parte di un gruppo nel PE. Sarà tuttavia pur sempre possibile che politici eletti non affiliati entrino a far parte di un gruppo dopo le elezioni<sup>181</sup>.

La differenza principale per gli elettori sarà identificabile sulla **scheda elettorale**. Un partito affiliato ad un gruppo del PE presenterà i propri candidati nella lista del gruppo. Inoltre la scheda elettorale non presenterà colori e simboli del partito locale, bensì quelli del gruppo al PE.

I vantaggi di un tale sistema sono molteplici.

Innanzitutto, il sistema **rafforza la visibilità** dei gruppi del PE in ambito nazionale. Gli elettori saranno chiamati a scegliere un candidato che, fin dall'inizio della campagna elettorale, venga immediatamente associato ad uno specifico gruppo del PE e alla relativa piattaforma. Inoltre la scheda elettorale non presenterà simboli e colori dei partiti locali, ma solamente quelli del gruppo al PE. Ciò comporterà una maggiore attenzione da parte degli elettori nei confronti delle piattaforme e degli ideali dei gruppi al PE, creando così un

---

181 A titolo di esempio, il Partito X in Francia indica prima delle elezioni la sua affiliazione al gruppo Y del Parlamento Europeo. Per questa ragione, i candidati del Partito X si candidano alle elezioni nella lista del gruppo Y al Parlamento europeo; gli elettori del Partito X dovranno scegliere direttamente il gruppo Y al Parlamento europeo. In un caso distinto, il partito B in Italia non può risultare affiliato a nessun gruppo del Parlamento europeo. Di conseguenza, i candidati del Partito B si candideranno semplicemente nelle liste del Partito B.

contatto più diretto tra scelta elettorale e risultati presso le istituzioni europee.

Una conseguenza immediata sarebbe quella di **uno spostamento del dibattito politico** dal livello nazionale al livello europeo. Ciò spingerebbe i partiti nazionali a dedicare più spazio e maggiore attenzione al livello politico europeo, dato che limitare l'interesse alla sola sfera locale non sarebbe più sufficiente ad attirare gli elettori. Ciò permetterebbe di mettere da parte il frequente problema delle elezioni del PE, che si svolgono spesso in base a dibattiti su questioni politiche di carattere locale, ciò che di conseguenza priva gli elettori di un vero e proprio dibattito su temi europei.

Per le motivazioni di cui sopra, un sistema basato su una "lista europea comune" dovrebbe **promuovere l'istituzionalizzazione dei gruppi del PE**, ciò che potrebbe migliorare le dinamiche transnazionali tra le forze politiche europee.

Da ultimo, questa proposta intende assegnare **maggiore legittimità e un mandato politico più solido ai Parlamentari europei**, sulla base dei cambiamenti delle dinamiche precedentemente illustrati<sup>182</sup>.

### 3. COVID

La pandemia causata dal Covid-19 ha profondamente scosso l'economia europea e mondiale, ponendo in evidenza le sfide relative alla protezione della salute dei cittadini europei e la necessità di evitare qualsivoglia erosione delle libertà fondamentali del mercato unico. L'Europa ha registrato una riduzione della domanda dei consumatori oltre a varie problematiche nelle catene della fornitura a causa del mancato coordinamento tra diverse misure di controllo alle frontiere, ciò che ha comportato un notevole effetto

---

182 Il ruolo dei Gruppi sarebbe in effetti maggiormente in linea con i principi democratici di cui all'Art. 10(4) TUE e all'Art. 12(2) della Carta dei diritti fondamentali dell'UE.

economico negativo a carico degli Stati membri. La crisi causata dal Covid pone bene in evidenza le sfide dell'integrazione europea, della gestione della crisi e della rilevanza e resilienza delle istituzioni europee. Solleva inoltre il tema della necessità di **solidarietà e leale cooperazione** (Articolo 4(3) del TUE) nel processo decisionale.

Il primo valore da tenere bene a mente in tempi di crisi è quello della **solidarietà**. Nella prima ondata della pandemia che ha colpito l'Europa si è registrata una chiara mancanza di solidarietà nei confronti del paese più duramente colpito, l'Italia. Purtroppo i paesi europei si sono così tanto concentrati su rispettivo contesto da non riuscire a volgere lo sguardo verso altri Stati membri dell'UE. L'Italia ha ricevuto sostegno principalmente da paesi non europei, in particolare per quanto riguarda mascherine e prodotti medici. Naturalmente nessuno Stato membro era sufficientemente preparato a far fronte a una tale dilagante pandemia nel proprio territorio, ciò che ha reso ancora più difficile prendersi cura delle situazioni di altri paesi. Per quanto riguarda il supporto logistico, nella fase iniziale si sono registrate evidenti carenze a livello di UE. Inizialmente la solidarietà europea si è manifestata principalmente sotto forma di campagne sui social media, piuttosto che tramite azioni concrete. In effetti nella fase iniziale della pandemia è mancata una risposta comune dell'UE alla crisi, con gli Stati membri che hanno agito senza un effettivo coordinamento fra di loro.

La nostra proposta si concentra su tre elementi. Innanzitutto, data l'essenziale necessità di proteggere il mercato unico da shock esogeni di questa entità, proponiamo interventi atti a proteggere le attività economiche transfrontaliere. In effetti, come evidenziato da tutte le analisi disponibili, lo smantellamento del mercato interno in contesti non caratterizzati da crisi (ovvero in assenza di pandemie) comporterebbe perdite economiche tra il 3% e l'8,7% del PIL dell'UE. In secondo luogo, le lezioni apprese dagli effetti

negativi sull'offerta causati dalla prima ondata della pandemia ci permettono di rilevare come sia necessario promuovere **il coordinamento e la cooperazione** tra le istituzioni e gli Stati membri, non soltanto per intervenire sugli effetti di eventuali shock futuri, ma soprattutto per prevenirli. In terzo luogo, sulla base di quanto appreso dalle modalità di gestione della crisi del 2008, riteniamo che **la ripresa costituisca un'opportunità** affinché l'UE si incammini lungo un percorso più sostenibile e più ecologico per il futuro.

## PROPOSTE

### *3.1 Pass per i lavoratori oltre frontiera*

Fin dall'inizio della pandemia gli Stati membri hanno adottato misure per proteggere la salute pubblica, misure che sono risultate differenti da Stato a Stato. Alcune decisioni hanno avuto un notevole effetto sulla libertà di circolazione, ad esempio l'introduzione dei controlli interni alle frontiere o le limitazioni agli spostamenti all'interno dell'Unione Europea. La chiusura frettolosa e non coordinata dei confini ha avuto un impatto su taluni Stati membri più che su altri, in particolare su quelli che fanno maggiore affidamento sulle rimesse dei lavoratori transfrontalieri. Le nuove limitazioni agli spostamenti hanno impedito ai lavoratori di recarsi sul posto di lavoro e presso le residenze in un altro Stato membro ma, poiché era in gioco la salute pubblica, in base alle direttive comunitarie non si è trattato di una violazione della libertà di circolazione dei lavoratori. Ciò nonostante l'UE è stata criticata per la scelta, incoerente e basata su criteri nazionali, dei lavoratori che hanno potuto continuare a godere del diritto alla libertà di circolazione, oltre che per la sua incapacità di proteggere i lavoratori a mobilità elevata durante la pandemia. Le critiche sono state causate non soltanto dai ritardi nella chiusura dei confini, ma anche dalla mancata regolamentazione relativa ad ambienti di lavoro sempre più pericolosi e alla mancanza di sistemi di protezione sociale per questi lavoratori.

Di fronte ad una tale **eterogeneità**, **l'Unione Europea ha assunto diverse misure al fine di promuovere lo sviluppo di un approccio coordinato, tra cui 'Re-Open EU'**<sup>183</sup>, una piattaforma online che contiene informazioni utili relative alla libera circolazione e al ripristino del turismo in condizioni di sicurezza. È stata inoltre adottata una raccomandazione del Consiglio relativa ad un approccio coordinato sulle limitazioni alla libertà di circolazione. Tuttavia in questo momento è necessario che l'Unione Europea rafforzi le **normative in materia di circolazione nell'UE** in particolare per le persone che devono comunque attraversare i confini nonostante la pandemia, come nel caso di alcuni lavoratori. Per agevolare queste procedure, sarebbe utile istituire un registro dedicato. Le persone potrebbero iscriversi specificando la propria identità e le motivazioni dei viaggi ricorrenti; ai soggetti verrebbe richiesta la certificazione del datore di lavoro a giustificazione della loro situazione. Sarà inoltre essenziale inviare la relativa notifica ai posti di controllo alle frontiere. Queste informazioni permetteranno quindi di ottenere un pass, una certificazione in formato digitale o cartaceo. A livello doganale, sarebbe quindi necessario prevedere un punto di passaggio per i titolari del pass, in modo da agevolare il transito dei soggetti con necessità di attraversamento dei confini su base regolare. La proposta di realizzazione di un pass per i lavoratori oltre frontiera si basa sulla circolazione di informazioni tra lavoratori, datori di lavoro e servizi doganali, il tutto gestito a livello europeo. Tutto ciò permetterà all'Unione di rafforzare il proprio coordinamento in termini di libertà di circolazione durante una pandemia, al contempo garantendo un funzionamento ottimale delle attività economiche e una gestione priva di distorsioni del mercato interno.

---

183 Si veda <https://reopen.europa.eu/>

### *3.2 Programma di approvvigionamento per un'Unione Europea della salute*

La pandemia ha posto in evidenza come la cooperazione sia la base stessa della resilienza. Si tratta di un concetto che dovrà sempre essere tenuto in considerazione e che ci permetterà di prepararci alle sfide del futuro. Per questa ragione, la Commissione ha lanciato un progetto di vasta portata, l'Unione europea della salute<sup>184</sup>, che si compone di tre iniziative volte a sviluppare misure di reazione alle crisi sanitarie, sostenere la ricerca nei principali settori farmaceutici e la lotta contro il cancro. Tuttavia l'obiettivo non deve essere semplicemente quello di lottare contro le malattie, ma di assumere un atteggiamento propositivo incentrato sulla prevenzione. A tale scopo, risulta necessario intervenire sulla dipendenza dell'Unione da altri paesi per l'approvvigionamento dei farmaci generici, utilizzati quotidianamente da milioni di cittadini.

Per questa ragione proponiamo **un programma di approvvigionamento dei farmaci** con un funzionamento simile al Green Public Procurement<sup>185</sup>, gli acquisti verdi della pubblica amministrazione, progettato per migliorare l'efficienza dell'utilizzo delle risorse e per promuovere l'innovazione verde. Negli appalti pubblici diversi enti appaltanti collaborano al fine di definire le caratteristiche comuni delle gare (specifiche, procedure di gara, ecc.), in modo tale da adeguare ciascuna gara alle necessità specifiche del paese. I vantaggi degli acquisti di gruppo sono molteplici, in particolare la possibilità di sfruttare il potenziale di mercato dell'UE, oltre all'armonizzazione e alla standardizzazione delle forniture, promuovendo così una cooperazione transfrontaliera.

---

184 Commissione Europea (2021). "Costruire un'Unione europea della salute: rafforzare la resilienza dell'UE alle minacce per la salute a carattere transfrontaliero". COM(2020) 724 final. [https://eur-lex.europa.eu/legal-](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020DC0724&from=EN)

content/IT/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020DC0724&from=EN

185 Si veda [https://ec.europa.eu/environment/gpp/index\\_en.htm](https://ec.europa.eu/environment/gpp/index_en.htm)

Semplicemente ampliare la portata dell'attuale programma di Aggiudicazione Congiunta (per i vaccini SARS-CoV-2) non garantirebbe la necessaria flessibilità agli Stati membri e ancora una volta condurrebbe a ulteriori difficoltà simili a quelle già incontrate in passato. La creazione di un programma di appalti pubblici paralleli permetterebbe ai paesi di avere un maggiore potere di leva sui mercati globali per i farmaci generici, ottenendo così contratti a condizioni più vantaggiose e garantendo una copertura sanitaria più efficiente ed efficace ai cittadini europei. La proposta di appalti pubblici paralleli per i farmaci generici, insieme alle misure già proposte dalla Commissione, permetterebbe all'UE di rafforzare ulteriormente il proprio sistema sanitario, oltre a divenire leader nella prevenzione delle patologie.

### *3.3 Uno stimolo fiscale sostenibile e rapido per la ripresa economica*

A seguito della grande recessione i governi hanno iniettato miliardi nel sistema finanziario, ma non hanno tuttavia indirizzato quella liquidità verso maggiori opportunità di investimento. In effetti, buona parte di questi fondi sono rimasti nel settore finanziario, relegando i cittadini dell'UE nella consueta economia ad alta intensità di carbonio. Tuttavia alcuni paesi hanno scelto di dispiegare risorse economiche seguendo modalità differenti. Un esempio virtuoso è la Francia, paese che ha investito oltre 400 milioni di euro in progetti di manutenzione stradale e nella velocizzazione dell'attuazione dei programmi di modernizzazione di strade e autostrade. Ora come in futuro, l'UE necessita principalmente di quella visione di lungo periodo già evidenziata dalla Francia. Si tratta di una visione tuttora attuale, come evidenziato dalle operazioni di salvataggio finanziario del settore aereo e automobilistico, a condizione che questi si impegnassero a dimezzare le rispettive emissioni di carbonio per passeggero/chilometro entro il 2030 (per i voli nazionali la scadenza è il 2024). Alla Francia ha fatto seguito il governo danese, che si è rifiutato



di salvare le imprese che sfruttavano i paradisi fiscali offshore. Reagendo in questo modo allo shock negativo causato dalla pandemia, **al momento l'UE gode dell'opportunità di accelerare lo spostamento verso una strategia di investimento più responsabile e amichevole per l'ambiente** per promuovere la ripresa economica<sup>186</sup>.

Inoltre, affinché sia possibile ottimizzare la ripresa economica, la lotta contro l'epidemia causata dal Covid-19 deve continuare ad essere uno dei principali obiettivi strategici non influenzato dalla necessità di contenere la crescita del debito nazionale. Sebbene le politiche che si propongono di risanare l'economia intervenendo attivamente sul virus comportino un aumento del debito pubblico, una mancanza di intervento comporterebbe una considerevole perdita della capacità produttiva e, di conseguenza, la distruzione di una quota sostanziale della base fiscale e della struttura portante dell'economia europea. Per questa ragione, al fine di stanziare le risorse economiche nelle modalità più efficaci possibili, risulta necessario creare una procedura di insolvenza che determini quali imprese manchino di liquidità ma siano comunque solvibili e quali invece siano insolventi. Le imprese carenti di liquidità dovrebbero di norma ricevere ulteriori aiuti e prestiti che permettano loro di sopravvivere all'impatto della crisi. D'altro canto, l'UE non dovrebbe concedere nuovi prestiti o procedere a infusioni di capitali nelle imprese non solvibili, utilizzando piuttosto questi strumenti al fine di mitigare l'impatto negativo a carico dei lavoratori di queste imprese. Questo approccio potrebbe massimizzare il valore messo a disposizione dal *recovery plan*, trasformando una crisi in un'occasione di svolta verso la creazione di un'Unione Europea più resiliente ed equa.

## 4. Economia

Anche se l'Europa è una delle regioni più ricche al mondo, la sua economia è stata più volte sottoposta a notevoli tensioni nella sua storia recente. Se guardiamo al futuro, la sfida per l'economia consiste nel migliorare l'efficacia della governance economica dell'UE, con l'obiettivo di colmare quei divari che limitano il potenziale economico europeo, attuando appieno le riforme sviluppate nel corso degli anni.

L'attuale contesto economico, caratterizzato da bassi tassi di interesse e di inflazione, non permette alla politica monetaria di raggiungere i suoi obiettivi, a causa dei limiti che tali tassi ridotti causano all'efficacia degli interventi tradizionali, come ad esempio il taglio dei tassi di interesse. Per sfuggire a questa trappola, potrebbe essere necessaria un'ulteriore integrazione tra le politiche fiscali. Un sistema fiscale comune ed efficiente avrebbe una notevole capacità di produrre entrate affidabili per pianificare obiettivi di sostenibilità fiscale nel lungo periodo. Fino al 2019 i regolamenti quali ad esempio il "two-pack" e il "six-pack" prevedevano il monitoraggio della spesa e la riduzione del debito, oltre a introdurre strumenti di supervisione, tuttavia non incoraggiando un approccio sistemico alla pianificazione fiscale.

Sembra comunque che il programma Next Generation EU possa rappresentare un punto di svolta, poiché apre nuovi percorsi verso un debito comune permanente. Con l'avvento della pandemia globale, è stata necessaria una reazione efficace e immediata da parte delle istituzioni europee al fine di ristabilire l'integrità del mercato europeo. Con una rapidità senza precedenti per questa tipologia di decisioni storiche, il supporto temporaneo per ridurre i rischi di disoccupazione in un'emergenza (lo strumento SURE) è stato attuato il 22 settembre 2020. Si tratta di una misura di vasta portata, necessaria al fine di mantenere i posti di lavoro che erano stati messi a rischio dal lockdown. In due mesi sono stati messi a disposizione degli Stati membri 90,3 miliardi di euro,

con conseguenti vantaggi che appaiono evidenti già nel breve periodo. I dati sulla crescita del PIL dei paesi che hanno ricevuto queste risorse aggiuntive mostrano una flessione dell'economia più modesta nel 2020 nel confronto con il vero e proprio crollo registrato nel Regno Unito.

L'idea di un debito comune europeo che vada a completare i bilanci degli Stati membri, pur senza sostituirli, fu proposta per la prima volta negli anni '70. In effetti numerosi articoli pubblicati su riviste accademiche e rapporti istituzionali considerano l'unione fiscale e di bilancio quale un passo necessario per una piena attuazione dell'unione economica e monetaria, e non soltanto quale mezzo per ridurre la frammentazione di mercato, oltre a costituire uno strumento per migliorare la gestione della valuta comune. Inoltre l'esistenza di un debito comune renderebbe possibile il superamento dell'inerzia sistematica in contesti di crisi, permettendo così all'UE di reagire più rapidamente alle crisi economiche. La necessità di strumenti di debito comune è emersa con chiarezza già a partire dalla crisi finanziaria del 2008, con un'ulteriore sottolineatura durante la pandemia. Una soluzione parziale a questa problematica è costituita dal programma *Next Generation EU*, per il quale è prevista una durata temporanea.

Come evidenziato dalla crisi del debito sovrano e più di recente dagli effetti economici della pandemia, l'area dell'euro non opera come zona valutaria in modalità ottimali. Di conseguenza, gli shock economici asimmetrici, in cui non tutti gli Stati membri vengono colpiti con gli stessi effetti, costituiscono una minaccia alla sua stessa esistenza. A titolo di esempio, due Stati membri con livelli differenti di avversità economiche potrebbero nutrire aspettative completamente differenti nei confronti delle politiche della BCE.

I trasferimenti finanziari costituiscono una potenziale soluzione, con fondi raccolti sui mercati dei capitali in base ad un programma di debito comune, oppure attraverso l'armonizzazione delle politiche fiscali degli Stati membri, con

i relativi introiti messi direttamente a disposizione dell'UE. Tuttavia è necessario tenere conto della costante resistenza causata dal timore di una gestione irresponsabile delle finanze pubbliche. Il Rapporto fa appello ad una maggiore solidarietà e fiducia tra gli Stati membri, oltre a sostenere un rinnovamento della cooperazione economica e fiscale.

## PROPOSTE

### *4.1 Debito comune e bilancio dell'UE*

Per poter rafforzare la resilienza dell'UE in situazioni di crisi, è necessario **trasformare il debito comune in uno strumento permanente**. L'esistenza di uno strumento permanente permetterebbe un intervento più diretto da parte dell'UE, rendendolo di conseguenza maggiormente efficace in scenari di shock economici e finanziari. In questo modo la stabilità dell'area dell'euro in contesti di crisi non sarebbe messa in pericolo da una situazione di default del debito da parte di uno Stato membro. Lo strumento del debito permanente permetterebbe agli Stati membri di risparmiare le spese per interessi attraverso obbligazioni comuni di tipo AAA, oltre all'emissione di buoni del tesoro nazionali. Inoltre le obbligazioni europee potrebbero essere utilizzate per ridurre la pressione sui debiti nazionali, nonché per finanziare la ripresa economica a seguito di crisi future.

In linea con il Programma Next Generation EU, l'emissione dei fondi raccolti attraverso il Debito comune europeo dovrebbe essere condizionata all'accettazione di un protocollo di intesa che vincoli gli Stati membri a seguire un processo di monitoraggio sotto la supervisione della Commissione. I fondi raccolti attraverso il debito comune verrebbero assegnati esclusivamente a progetti in grado di conseguire esternalità positive a livello dell'intera UE,

generando così un valore aggiunto europeo. L'importanza di questi introiti congiunti a livello europeo era già stata sottolineata dal Gruppo di alto livello sulle risorse proprie presieduto dall'ex Presidente del Consiglio nonché Presidente dell'Università Bocconi Mario Monti nel 2014.

L'introduzione del debito comune dovrebbe essere accompagnata da una riforma del bilancio comunitario, dato che violerebbe il principio dell'equilibrio. Per quanto riguarda il bilancio comunitario, proponiamo che le decisioni sui tetti di spesa fissati nel Quadro Finanziario Pluriennale vengano assunte attraverso un voto a maggioranza qualificata del Consiglio Europeo, piuttosto che tramite l'attuale procedura all'unanimità. In effetti la regola dell'unanimità costituisce una procedura irragionevole per quanto riguarda la possibilità di concordare le voci di spesa tra 27 Stati membri, ciò che comporta uno stallo sistematico del processo decisionale. La validità della procedura proposta risulterebbe ancora maggiore a seguito dell'introduzione dello strumento del debito comune. Inoltre, insieme al voto a maggioranza qualificata, l'approvazione richiederebbe anche un voto a maggioranza semplice del Parlamento Europeo.

#### *4.2 Tassazione comune e armonizzazione fiscale*

Il significato di una tassazione comune a livello di UE è duplice: da un lato, una tassazione comune comporta l'introduzione di nuove imposte stabilite dalle istituzioni europee e percepite direttamente dalle autorità europee senza il passaggio per intermediari nazionali (risorse proprie del bilancio comunitario). Dall'altro, tassazione comune significa promuovere un'armonizzazione fiscale tra le normative nazionali, che sarà oggetto di discussione nel prosieguo di questo capitolo. Per quanto riguarda le nuove risorse proprie, nel quadro del programma Next Generation

EU il Consiglio Europeo ha deciso di istituire un'imposta sulla plastica entrata in vigore nel gennaio 2021. Inoltre il Consiglio ha incoraggiato il PE a promuovere iniziative simili, ad esempio la *carbon tax* e il prelievo sul digitale.

L'imposta sulla plastica riguarderà in particolare gli imballi in plastica non riciclata per un importo pari a €0,80/kg; la carbon tax introdurrà invece una quota fissa per tonnellata di emissione. Infine il prelievo sul digitale tasserebbe in modalità efficienti i considerevoli profitti derivanti dalle attività digitali delle Big Tech che operano in Europa, quali ad esempio Google e Amazon, aziende non tassate in modalità efficienti in ragione dell'attuale sistema fiscale, basato sul principio della sede permanente.

È essenziale sottolineare l'importanza di **accompagnare queste nuove risorse proprie con programmi attivi di investimento che perseguano la stessa logica nel lungo periodo**. In effetti, al fine di evitare un mero impatto regressivo sul settore privato, sarebbe necessaria l'attuazione di programmi di incentivi verdi e di piani di innovazione attraverso il reinvestimento degli introiti fiscali. A differenza degli aiuti verdi previsti nel 'Recovery Plan', la cui definizione è a carico degli Stati membri, **questi fondi dovrebbero essere emessi direttamente dalla Commissione Europea a favore di startup europee in grado di operare sulla base di modelli di impresa innovativi e sostenibili**. L'obiettivo della combinazione di prelievi e incentivi consisterebbe nel riprogettare l'economia secondo modalità sostenibili, stimolando al contempo la promozione di campioni europei del digitale potenzialmente in grado di competere con le grandi aziende americane.

Secondo l'Articolo 113 del TFUE, il Consiglio, in base ad una procedura legislativa speciale e previa consultazione del Parlamento europeo e del Comitato economico e sociale, adotta le disposizioni che riguardano l'armonizzazione delle legislazioni relative alle imposte. Da un lato, queste disposizioni sono necessarie al fine di garantire un adeguato

funzionamento del mercato interno, non soltanto evitando distorsioni della concorrenza, ma anche garantendo che persone fisiche e imprese non siano costrette a far fronte ad ostacoli nello svolgimento di attività economiche transfrontaliere. Dall'altro, è necessaria una più solida cooperazione per far fronte alle sfide comuni, come ad esempio l'elusione fiscale da parte delle imprese e i paradisi fiscali.

Sebbene molto sia già stato fatto per promuovere l'armonizzazione in questo ambito intervenendo sui temi precedentemente citati, notevoli divergenze nella tassazione dei redditi (in particolare per quanto attiene ai redditi delle imprese) continuano a influenzare negativamente il funzionamento del Mercato Comune. A titolo di esempio, gli Stati membri sono liberi di applicare regimi fiscali particolarmente favorevoli, in tal modo attraendo investimenti o incentivando le imprese a effettuare trasferimenti "di facciata" degli utili da un paese ad un altro. Inoltre i piccoli paesi traggono vantaggio dalle basse aliquote fiscali: in effetti il risultato finale di queste modalità è comunque positivo indipendentemente dal reddito andato perduto in ragione del tasso legale applicato.

In conclusione è necessario promuovere una **disciplina fiscale europea comune** al fine di migliorare il coordinamento fiscale a livello nazionale attraverso linee guida e obiettivi comuni. Tale disciplina dovrebbe concentrarsi nello specifico su come promuovere **una tassazione dei redditi maggiormente uniforme**, al fine di creare un contesto fiscale effettivamente paritario.

## 5. Ambiente

L'importanza delle sfide ambientali è cresciuta notevolmente nel corso degli ultimi decenni, in ragione della sempre maggiore frequenza di eventi climatici estremi e del progressivo degrado degli habitat e della biodiversità. La pandemia causata dal Covid-19 ha sottolineato come sia

stretto il rapporto tra natura ed esseri umani e come questi possano influenzarsi reciprocamente anche in modalità dannose. I movimenti sociali di tutto il mondo, in particolare ispirati dall'appello di Greta Thunberg, hanno dimostrato come i giovani possano far sentire la propria voce richiedendo soluzioni più concrete e immediate per un futuro migliore.

Lo spostamento verso un progresso più sostenibile deve costituire un tema centrale dell'agenda europea. Fin dai primissimi giorni del suo mandato, la Presidente von der Leyen ha sottolineato come i cambiamenti climatici saranno al centro del suo programma. Le Linee guida politiche 2019-2024<sup>187</sup> evidenziano l'ambizione dell'Europa affinché sia il primo continente a impatto zero sull'ambiente entro il 2050. Tuttavia, per conseguire questo obiettivo i cittadini europei devono essere in grado di conseguire gli Obiettivi di sviluppo sostenibile delle Nazioni Unite entro il 2030. Il rapporto Eurostat del 2020 ha evidenziato come, a cinque anni di distanza, risultati positivi si evidenzino con riferimento all'Obiettivo 11 per città e comunità sostenibili e all'Obiettivo 7 per un'energia pulita e accessibile. Per quanto riguarda la lotta contro il cambiamento climatico (Obiettivo 13) e la vita sulla Terra (Obiettivo 15), l'UE non ha compiuto progressi sufficienti, ciò che richiederà ulteriori iniziative e risorse<sup>188</sup>. Il Green Deal europeo, l'ambizioso pacchetto di misure verdi presentato dalla Commissione Europea nel dicembre 2019, si propone l'obiettivo di invertire la tendenza caratterizzata da azioni con scarso rendimento negli ultimi cinque anni per quanto riguarda le politiche climatiche, oltre ad accelerare i progressi in questo ambito. Attraverso il Green Deal, l'UE è

---

187 Tratto da [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/political-guidelines-next-commission\\_en\\_0.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/political-guidelines-next-commission_en_0.pdf)

188 Eurostat (2020). *Sustainable development in the European Union. Monitoring report on progress towards the SDGs in an EU context*. 4th ed. Tratto da <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/11011074/KS-02-20-202-EN-N.pdf/334a8cfe-636a-bb8a-294a-73a052882f7f?t=1592994779000>



in grado di posizionarsi quale leader globale nella lotta contro il cambiamento climatico, includendo all'interno delle norme comunitarie l'obiettivo della neutralità climatica entro il 2050.

Riconosciamo quindi la necessità di una visione ambiziosa e l'importanza del quadro che la Commissione Europea, di concerto con numerosi Stati membri, sta orgogliosamente promuovendo, ma è altresì essenziale un atteggiamento realistico, che sottolinei le divergenze interne nonché l'assenza di una chiara direzione europea nei confronti di azioni sul clima concrete ed efficaci.

## PROPOSTE

### *5.1 Priorità alle prove scientifiche*

Un pilastro fondamentale delle norme relative al clima è la base scientifica sulla quale si fondano. Quando i paesi hanno intrapreso un passo senza precedenti - l'impegno a ridurre le emissioni di CO<sub>2</sub> nel quadro dell'Accordo di Parigi del 2016 - gli sforzi avviati si proponevano di prevenire un incremento delle temperature medie superiore a 2°C rispetto ai livelli preindustriali. Tuttavia l'attuazione è stata lasciata nelle mani dei singoli paesi, molti dei quali hanno proposto politiche climatiche annacquate a seguito delle attività di lobbying di aziende e gruppi di interesse specifici. Alcuni politici stanno mettendo a repentaglio il nostro futuro rifiutandosi di ascoltare la comunità scientifica e di collaborare con questa al fine di attuare cambiamenti sistematici e sostenibili<sup>189</sup>.

L'UE deve porsi all'avanguardia della rivoluzione verde, facendo in modo che le nazioni rispettino gli impegni assunti secondo l'Accordo di Parigi. La Banca Europea per gli Investimenti deve raccogliere il totale dei finanziamenti dedicati agli investimenti sul clima, che ha già raggiunto la sostanziosa quota del 25%. Divenire il principale fornitore multilaterale di finanziamenti a iniziative climatiche o

---

189 Matthews, A. (2020).

introdurre clausole che subordinerebbero i potenziali investimenti alle caratteristiche dei beneficiari, incoraggerebbe l'impegno a investire su un modello di business a zero impatto climatico.

## 5.2 Superare le incoerenze tra le politiche ambientali dei paesi dell'UE

La crescente urgenza delle sfide ambientali comporta una crescita anche delle preoccupazioni da parte di numerosi cittadini europei. Purtroppo, essendo l'ambiente *globale* per definizione, questo ambito politico deve risolvere il problema dell'azione collettiva. Inoltre sembra sussistere una mancanza di interventi coerenti da parte delle istituzioni europee. Uno studio recente<sup>190</sup> ha analizzato la differenza tra le parole spese dalla Commissione Europea con riferimento all'ambiente e il numero di politiche ambientali più severe effettivamente proposte, oltre al numero di misure assunte nei confronti degli Stati membri che non rispettano le normative ambientali dell'UE. Secondo gli autori, "il disaccoppiamento tra quanto si dice, quanto si decide e quanto effettivamente si fa permette alla Commissione Europea di mantenere alta la sua reputazione in qualità di istanza politica ambientale, al tempo stesso soddisfacendo la preferenza degli Stati membri per una ripresa economica e per minori norme di carattere ambientale"<sup>191</sup>. Per quanto l'UE disponga degli strumenti per intervenire su numerosi aspetti relativi alle politiche ambientali di lungo periodo, sembra tuttavia prevalere una prospettiva incentrata sul breve termine.

La Politica Agricola Comune (PAC), uno dei pochi ambiti di competenza esclusiva dell'UE, sostiene da sempre produttori di agricoltura intensiva non rispettosi dell'ambiente. Sono stati compiuti alcuni sforzi, ad esempio l'introduzione dei prezzi minimi e dei pagamenti disaccoppiati, ma non esiste

---

190 Knill et al. (2020).

191 *Ibid.*, 363

ancora una politica ambientale globale coordinata e di vasta portata. A titolo di esempio, la PAC non include le sfide ambientali<sup>192</sup> tra i suoi obiettivi originali. Tuttavia nel 2019 gli obiettivi della PAC sono stati riveduti al fine di includere “tre chiari obiettivi ambientali”<sup>193</sup>.

Per quanto la messa al bando nell'UE di alcuni pesticidi e di altri composti chimici possa apparire vantaggiosa, queste politiche devono prevedere anche misure di sostegno al fine di aiutare gli agricoltori nel conseguimento di un'agricoltura amichevole per l'ambiente, piuttosto che porre l'onere sulle loro spalle modificando le attività produttive. Questo vale in particolare nel settore agricolo, in cui tali processi possono richiedere anni. Gli agricoltori appaiono insoddisfatti dalla situazione attuale e in effetti protestano ormai da anni, più di recente con riferimento ai regolamenti e ai bassi redditi<sup>194</sup>. Secondo alcuni autori, il processo negoziale relativo alle riforme della PAC ostacola un adeguato coordinamento per una visione di lungo periodo dell'agricoltura in Europa<sup>195</sup>. Come riconosciuto da numerose parti interessate e Stati membri, tra cui i sostenitori dell'iniziativa “Make it work”<sup>196</sup>, è necessario che l'UE adotti un quadro legislativo sull'ambiente più coerente ed efficace. Appare inoltre con chiarezza come solamente un intervento multilaterale - e in realtà globale - in questo ambito politico possa risultare efficace. Alla luce dell'escalation degli effetti dei cambiamenti climatici nel corso degli anni, possiamo affermare che è ormai giunto il momento di adottare azioni coerenti, coordinate e collettive per far fronte a tutte le tematiche correlate con le sfide di carattere ambientale.

---

192 Art. 39 del TFUE.

193 Commissione Europea (2019).

194 Byrne, J. (2019).

195 Buitenhuis et al. (2020).

196 Governo dei Paesi Bassi (2021).

### *5.3 Per un migliore coordinamento della transizione energetica dell'UE*

L'UE è finalmente intervenuta adottando norme per sostenere gli Stati membri nella rispettiva transizione energetica. Il Meccanismo di finanziamento dell'energia rinnovabile del 2018 garantisce che l'UE raggiungerà gli obiettivi in materia di clima ed energia entro il 2030<sup>197</sup>. Da allora l'UE ha lanciato la sua piattaforma politica per contrastare i cambiamenti climatici e rafforzare la transizione energetica: il Green Deal europeo. Tuttavia numerosi paesi proseguono nei rispettivi investimenti nel settore dei combustibili fossili. Ciò è probabilmente dovuto ad una mancanza di cooperazione e di coordinamento che permetterebbero loro di condividere esperienze, tecnologie e migliori pratiche al fine di raggiungere i rispettivi obiettivi di decarbonizzazione individuali e collettivi. Una tale collaborazione agevolerebbe uno sviluppo maggiormente efficace dal punto di vista dei costi delle energie rinnovabili in tutta l'UE, nelle regioni in cui la transizione risulta complessa in ragione delle risorse naturali e delle pressioni di carattere economico. Al fine di sostenere gli Stati membri maggiormente dipendenti dal carbone nel promuovere la transizione energetica, la Commissione dovrebbe rafforzare il Regolamento UE 2020/1294<sup>198</sup>, che consente agli Stati membri contribuenti con difficoltà nel conseguire i rispettivi obiettivi di finanziare progetti rinnovabili altrove. Per i paesi ospitanti, il conseguimento di ulteriori investimenti locali in progetti rinnovabili comporta effetti positivi sull'occupazione locale, sulla qualità dell'aria e sulla modernizzazione del sistema energetico, oltre a sostenerli nel ridurre la dipendenza dalle importazioni.

---

197 Si veda "EU renewable energy financing mechanism." Disponibile su [https://ec.europa.eu/energy/topics/renewable-energy/eu-renewable-energy-financing-mechanism\\_en](https://ec.europa.eu/energy/topics/renewable-energy/eu-renewable-energy-financing-mechanism_en)

198 Si veda "Regolamento di esecuzione (UE) 2020/1294 della Commissione sul meccanismo unionale di finanziamento dell'energia rinnovabile". Disponibile su <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/HTML/?uri=CELEX:32020R1294&from=EN>

#### *5.4 Investire in idrogeno pulito*

Considerati gli ambiziosi obiettivi della transizione energetica dell'UE, emergono con chiarezza le potenziali difficoltà nel conseguirli in mancanza di cooperazione e di una piena responsabilità. Alla luce degli obiettivi dell'Alleanza europea per l'idrogeno pulito creata nel marzo 2020 nel quadro della nuova strategia industriale europea, teniamo a sottolineare le potenzialità dell'idrogeno nella realizzazione di un sistema energetico più pulito ed efficace dal punto di vista dei costi per l'intero continente europeo<sup>199</sup>. Consapevoli che i limiti alle possibilità di stoccaggio delle energie rinnovabili pongono un serio problema per la diffusione di queste fonti di energia in tutti i settori e in particolare nelle regioni europee più remote, facciamo appello affinché si investa maggiormente in ricerca e sviluppo al fine di agevolare l'interconnessione tra le fonti di energia rinnovabili che comportino comunque un impatto climatico e l'energia ricavabile dall'idrogeno. Prevediamo che i combustibili puliti costituiranno la prossima frontiera per un'Europa più verde. Lo sfruttamento efficiente dell'energia basata sull'idrogeno presenta il potenziale di condurre ad un'ondata di innovazioni nel settore dell'energia, ma tutto ciò potrà accadere solamente attraverso maggiore attenzione e sforzi da parte delle istituzioni europee e degli Stati membri.

#### *5.5 Prepararsi alla migrazione indotta dai cambiamenti climatici*

L'UE è in prima linea nello sviluppo di azioni e di idee per costruire un'Europa a zero emissioni nette, nonostante le differenze tra i piani, le strategie e le direzioni intraprese nella lotta ai cambiamenti climatici. Per ottenere un quadro generale completo che promuova un'Unione Europea resiliente ai cambiamenti climatici, è necessaria l'attuazione

---

199 Si veda "European Clean hydrogen Alliance." Disponibile su [https://ec.europa.eu/growth/industry/policy/european-clean-hydrogen-alliance\\_en](https://ec.europa.eu/growth/industry/policy/european-clean-hydrogen-alliance_en)

di un approccio di vasta portata per intervenire su un tema di importanza critica che potrebbe a breve trasformarsi in una vera e propria crisi se non correttamente affrontato: la migrazione indotta dai cambiamenti climatici. Migliaia di cittadini europei che vivono nei pressi di aree a rischio saranno fortemente colpiti dai cambiamenti ambientali. Ciò varrà in misura ancora maggiore per i nostri vicini del continente africano, con la possibilità che si verifichino migrazioni di massa. Per questa ragione riteniamo che la Commissione debba redigere una strategia adeguata da includere nella nuova Strategia di adattamento dell'UE<sup>200</sup>, al fine di garantire che le attuali condizioni di vita di queste popolazioni possano essere preservate e che i paesi colpiti dispongano delle risorse per far fronte a una potenziale migrazione interna. Sarà importante avere una risposta in questa direzione.

## 6. Migrazione

La crescita dei flussi migratori nel corso dell'ultimo decennio ha comportato una maggiore pressione a carico degli Stati membri ai confini europei, causando maggiori costi economici, mettendo in pericolo la coesione sociale e scatenando movimenti politici populistici. Inoltre la migrazione verso l'Europa viene purtroppo spesso accompagnata da violazioni sistematiche dei diritti umani. In effetti, ottenere legalmente la possibilità di ingresso risulta spesso impossibile: le persone seguono percorsi migratori irregolari in cui si scontrano con gravi pericoli per la loro sicurezza e sono sottoposti a ripetute violenze. Sebbene i fattori in gioco siano numerosi e complessi, specialmente nei paesi di origine dei migranti, l'approccio europeo alla migrazione risulta comunque insufficiente in termini di prevenzione. A

---

200 Si veda "Costruire un futuro resiliente ai cambiamenti climatici - La nuova strategia dell'UE di adattamento ai cambiamenti climatici".

Disponibile su

[https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/it/ip\\_21\\_663](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/it/ip_21_663)

titolo di esempio, molto spesso i migranti non sono consapevoli dei rispettivi diritti e non accedono ad un supporto legale efficace.

Il Regolamento Dublino III non è riuscito nell'intento di fornire una risposta complessiva al problema della migrazione per l'UE. Anche dopo la sua entrata in vigore, i migranti hanno assistito a procedure di elaborazione delle rispettive richieste di asilo con una durata ben superiore alle scadenze previste e sono stati sottoposti a condizioni di vita non dignitose nei campi di detenzione ai confini dell'UE. Al tempo stesso, gli Stati membri non sono riusciti nell'intento di fornire una risposta comune ai notevoli flussi di migranti, con una carenza di solidarietà e di umanità. Queste carenze sono evidenziate dalle conseguenze della crisi migratoria del 2015, durante la quale oltre un milione di migranti hanno raggiunto i confini europei (principalmente le spiagge greche e italiane), con conseguenti violazioni drammatiche e ben documentate di quegli stessi diritti umani che pure sono contenuti nella Carta dei diritti fondamentali dell'UE. Numerosi osservatori hanno criticato l'impossibilità di accedere all'istruzione da parte dei bambini, oltre a deplorare il trattamento dei migranti in arrivo<sup>201</sup>.

Anche una volta superato l'ostacolo dell'ingresso nel paese, gli Stati europei - ivi compresi quelli più produttivi e più ricchi - hanno avuto difficoltà nell'includere gli immigrati in modalità efficienti nei rispettivi mercati del lavoro, ciò che ha causato una crescita delle tensioni sociali e un diffuso senso di frustrazione tra i migranti non integrati. A tale proposito, è importante ricordare che non tutti i migranti sono richiedenti asilo che fuggono da territori tormentati dalla guerra. In realtà, molti di questi sono migranti per motivazioni economiche, che abbandonano il proprio paese natio alla ricerca di un'occupazione e di un futuro migliore in Europa, per loro

---

201 Amnesty International (2018).

stessi e per le rispettive famiglie, nonostante le enormi difficoltà insite nel percorso della migrazione.

Tenuto conto delle sfide precedentemente citate causate dall'attuale scenario migratorio, proponiamo le seguenti riforme: un "Nuovo Piano Marshall per l'Africa"; un patto più equo e più ambizioso che regolamenti la migrazione; un'integrazione più consapevole dei migranti attraverso l'informazione; il miglioramento delle procedure legali che regolamentano la migrazione verso l'UE.

## PROPOSTE

### *6.1 Un Nuovo Piano Marshall per l'Africa*

Per conseguire obiettivi ambiziosi in merito alla sfida dell'immigrazione è necessaria una risposta europea comune. Una tale azione congiunta potrebbe essere denominata "Nuovo Piano Marshall". Il concetto alla base della sua attuazione sarebbe il seguente: l'UE nel suo insieme dovrebbe garantire assistenza tecnica ed economica alle economie in via di sviluppo all'origine di buona parte dei flussi migratori in entrata, con l'obiettivo di ridurre i tassi di emigrazione. In pratica, il Nuovo Piano Marshall si comporrebbe di una serie di misure concrete con l'obiettivo di migliorare la stabilità delle economie dei paesi di origine.

### **Creare nuove opportunità di lavoro**

In mancanza di un intervento urgente sui bassi livelli di competitività, le economie africane non saranno in grado di creare un numero sufficiente di posti di lavoro per i giovani che accedono al mercato del lavoro. Secondo le stime, in mancanza di efficaci cambiamenti politici, entro il 2035 verranno creati appena 100 milioni di nuovi posti di lavoro per la popolazione africana in età lavorativa, la quale dovrebbe



peraltro crescere di 450 milioni di persone<sup>202</sup>. L'UE dovrebbe incentivare la creazione di infrastrutture economiche avanzate e di know-how tecnologico con l'obiettivo di creare nuove opportunità occupazionali e promuovere l'imprenditorialità e l'innovazione in questi paesi. A tal fine, l'UE potrebbe incentivare la creazione di joint-venture Euro-Africane fornendo sussidi a quelle imprese europee che decidano di intraprendere investimenti in specifici paesi africani in collaborazione con le imprese locali. Una priorità particolare dovrebbe essere assegnata a quei progetti che prevedano ricadute tecnologiche positive e creazione di asset reali.

### **Verso un mercato comune**

L'UE dovrebbe attivarsi a favore di un approccio maggiormente propositivo che permetta la creazione di un mercato comune UE-Africa, concetto già citato in relazione all'Agenda 2063 per un'Africa unita. Al fine di accelerare un tale processo, una prima misura dovrebbe consistere nello smantellare le barriere commerciali, agevolando al contempo l'accesso delle imprese africane al mercato unico europeo. Ad esempio, la Commissione Europea potrebbe avviare Accordi di associazione di vasta portata con l'Unione Africana, redigendo un quadro commerciale politico e socioeconomico che miri a un mercato comune.

Lo scopo di una tale cooperazione intensiva consisterebbe nel rafforzare il settore delle PMI africane, sfruttando i rapporti commerciali con le imprese dell'UE al fine di fornire un'opportunità affinché l'economia locale consegua lo stato di autosufficienza nella produzione di prodotti e servizi, attivando così un processo di accumulo del capitale umano nel lungo periodo.

---

<sup>202</sup> Forum economico mondiale (2017)

## **Promozione di istituzioni adeguatamente funzionanti**

Il mondo accademico ha già ampiamente dimostrato come istituzioni instabili costituiscano un ostacolo alla qualità della vita e al benessere economico dei cittadini. Tra gli altri obiettivi, la cooperazione nel quadro del Nuovo Piano Marshall potrebbe mettere a disposizione strumenti adeguati per il miglioramento istituzionale dei paesi africani, traendo il massimo vantaggio dagli scambi culturali. A tal fine, l'aiuto finanziario messo a disposizione dall'Europa dovrebbe essere condizionato al rispetto di determinate norme di protezione dei diritti umani, rispetto delle condizioni dei lavoratori, lotta contro la corruzione e promozione della sostenibilità, dal punto di vista sia sociale, sia ambientale.

### *6.2 Ripensare la migrazione verso l'Europa*

Il Regolamento Dublino III stabilisce diversi criteri al fine di determinare quali Stati membri siano responsabili della valutazione di una richiesta di asilo. A titolo di esempio, il regolamento valuta se il richiedente abbia legami familiari in uno Stato membro, o abbia precedentemente posseduto un visto o un permesso di soggiorno. In caso di ingresso irregolare, lo Stato membro di ingresso è responsabile dell'esame della domanda del soggetto migrante per fini di protezione internazionale. Allo stesso modo, qualora un richiedente asilo venga identificato in un altro paese firmatario, quest'ultimo può trasferire il soggetto nel primo paese di ingresso. In altri termini, il Regolamento Dublino III specifica semplicemente quale Stato sia responsabile dell'esame di un caso, ma non armonizza le procedure di asilo, causando così un onere ingiusto a carico degli Stati membri localizzati ai confini esterni dell'UE.

Nel settembre del 2020 la Commissione ha proposto un "Nuovo patto sulla migrazione e l'asilo" che si pone l'obiettivo di sostituire il Regolamento Dublino III. Il patto contiene un impegno verso procedure migliorate e più rapide, responsabilità e solidarietà tra gli Stati membri, nonché un

sistema di contributi flessibili a sostegno delle pressioni migratorie in costante fluttuazione. Per quanto il nuovo patto si riveli generalmente ambizioso, manca comunque di un numero sufficiente di disposizioni che garantiscano la solidarietà e la parità di trattamento delle richieste di asilo.

In un tale contesto, l'attuazione di un sistema di ricollocamento vincolante dei richiedenti asilo presso tutti gli Stati membri sulla base di quote proporzionali sembra essere la soluzione necessaria. A tale proposito, le regole di collocamento dovrebbero essere decise in base a criteri socioeconomici. Inoltre dovrebbero essere introdotti nei vari Stati membri regolamenti armonizzati sulle richieste d'asilo, con la procedura di esame delle richieste che non dovrebbe eccedere le dieci settimane. Da ultimo, è necessaria una maggiore sorveglianza delle condizioni di detenzione dei migranti, con sanzioni finanziarie a carico degli Stati membri qualora sia possibile dimostrare che si siano verificati abusi dei diritti umani.

### *6.3 Un'integrazione dei migranti più consapevole attraverso l'informazione*

Sebbene le politiche migratorie vengano gestite a livello nazionale, le politiche di integrazione dei migranti vengono attuate principalmente a livello regionale e locale<sup>203</sup>. Tutto ciò non sorprende, dato che l'integrazione dei migranti richiede la presenza fisica e la partecipazione attiva della comunità circostante. Riteniamo tuttavia che l'UE possa migliorare i flussi di informazioni ai migranti in relazione ai servizi a loro disposizione a livello nazionale, regionale e locale. Ciò permetterebbe la creazione di una rete unica con tutte le informazioni facilmente accessibili da parte di tutti, nonché utilizzabili come punto di partenza per un confronto tra le politiche di integrazione a livello sovranazionale, nazionale o

---

203 OCSE (2018).

locale, promuovendo inoltre un'ulteriore cooperazione tra città e Stati.

Una delle principali problematiche affrontate dai migranti al loro arrivo è quella delle barriere - dell'informazione, linguistiche e burocratiche - che impediscono loro di accedere appieno a opportunità e servizi disponibili. Queste barriere rendono questi servizi, spesso progettati per rafforzare l'integrazione, pressoché inutili oppure, nella migliore delle ipotesi, non sufficientemente utilizzati. Per far fronte a questo problema cruciale, suggeriamo la creazione di una piattaforma online (un'app o un sito) che raggruppi tutte le informazioni di cui necessita un migrante al suo arrivo. La piattaforma dovrà anche contenere tutorial dettagliati su come compilare la modulistica (ad esempio come richiedere i servizi di assistenza, eccetera) e su come far fronte alle barriere burocratiche. Questi contenuti dovranno essere disponibili in diverse lingue, incluse le lingue native dei migranti e dei richiedenti asilo.

#### *6.4 Migliorare le possibilità di migrazione legale verso l'UE*

Per quanto riguarda la questione dell'ingresso legale nell'UE, sistemi quali quello dei **Corridoi umanitari**<sup>204</sup> sviluppato in Italia costituiscono un esempio di una buona pratica di collaborazione tra ONG, società civile e autorità nazionali, al fine di garantire un ingresso sicuro e legale nell'UE. Un tale sistema dovrebbe essere attuato da tutti gli Stati membri al fine di proteggere i richiedenti asilo più fragili, impedendo così che vengano a trovarsi in situazioni di pericolo.

Inoltre, con l'obiettivo di agevolare l'accesso alle modalità di ingresso legale nell'UE per i richiedenti asilo come pure per i migranti per motivazioni economiche, è necessario pianificare una **cooperazione rafforzata** tra istituzioni dell'UE, Stati membri, ONG e paesi di origine dei flussi

---

204 Si veda <https://www.humanitariancorridor.org/en/humanitarian-corridors/>

migratori. Tra le varie finalità pratiche, una potrebbe consistere nel creare **sportelli di informazione** nei paesi di origine, online o fisici, ad esempio presso le ambasciate degli Stati membri o presso la sede di una ONG, in modo che le persone che intendano migrare possano accedere a informazioni su come richiedere visti o la protezione tramite asilo.

Da ultimo, anche se il contesto giuridico dell'UE prevede **un supporto legale gratuito** secondo la Direttiva sulle procedure di asilo del 2013, questo può essere concesso esclusivamente su richiesta nel caso in cui l'autorità abbia respinto una richiesta di asilo. Ciò significa che al primo livello i richiedenti asilo non possono accedere al supporto legale gratuito messo a disposizione dalle autorità. Al fine di informare i richiedenti asilo dei loro diritti ad un'equa rappresentanza, è necessario trarre ispirazione dalla Direttiva sulle procedure di asilo del 2013, modificandone l'applicazione garantendo il supporto legale fin dall'inizio della richiesta e non solamente una volta che questa sia stata respinta.

## 7. Tecnologia

La sfida tecnologica caratterizza da sempre la storia del genere umano. Oggi il processo di trasformazione tecnologica ha subito un'accelerazione senza precedenti. Per questa ragione, al fine di garantire la prosperità delle generazioni future è necessario che l'Europa abbracci la sfida tecnologica mettendo a disposizione dei cittadini le competenze necessarie e proiettandoli verso il futuro.

Nel formulare le nostre proposte ci siamo ispirati a tre principi:

4. La necessità di proteggere e promuovere i **diritti fondamentali**, tra cui il diritto alla protezione dei dati personali previsto all'Articolo 8(1) della Carta dei diritti

fondamentali dell'Unione Europea, nonché dall'Articolo 16(1) del TFUE.

5. L'importanza di **innovazione, ricerca e sviluppo tecnologico** al fine di garantire la **competitività** industriale ed economica, in linea con l'Articolo 173 del TFUE. Si tratta di un elemento cruciale affinché l'Europa possa resistere alle crisi future e svolgere un ruolo preminente nel panorama mondiale.

6. Il principio generale di **fissare un obiettivo**: intendiamo cogliere i frutti della tecnologia *in base ad un obiettivo*, non per la tecnologia in quanto tale. Per questa ragione l'atteggiamento nei confronti della tecnologia dovrà essere orientato agli obiettivi chiave: proteggere l'ambiente e la salute dell'essere umano, rafforzare la coesione sociale e promuovere le libertà individuali e la realizzazione personale.

Affrontare la sfida tecnologica permette di contribuire direttamente alla costruzione della sovranità digitale europea, proteggendo la nostra democrazia e la nostra economia dalle minacce informatiche che potrebbero danneggiarle. **Identificare le priorità europee e attuare un piano comune di azione** a livello europeo fornisce l'opportunità di rafforzare il mercato unico digitale e di fare la differenza a livello globale. È questa la ragione per la quale chiediamo che sempre di più ricerca e innovazione vengano gestite dalla Commissione Europea. **La promozione di Gruppi di lavoro transnazionali europei e di Consulenti europei per l'innovazione** permetterebbe di intervenire sulla sfida tecnologica, sfruttando appieno la dimensione e l'importanza del nostro mercato interno.

Le nostre proposte si basano su disposizioni del Trattato collegate. Il già citato Articolo 173 del TFUE assegna alla Commissione il ruolo di coordinamento al fine di garantire la competitività dell'industria dell'UE. Inoltre intendiamo sfruttare in modalità proattive l'Articolo 180 del TFUE, in

relazione alle attività della Commissione a integrazione di quelle degli Stati membri con riferimento alla ricerca, allo sviluppo tecnologico e allo spazio. Da ultimo, per quanto riguarda la gestione del bilancio, prevediamo l'applicazione degli Articoli 182 e 183 del TFUE.

## PROPOSTE

### *7.1 L'istruzione nell'era digitale*

L'istruzione costituisce la base dell'innovazione e dello sviluppo nel lungo periodo. Per questa ragione è essenziale che **la conoscenza tecnologica divenga un elemento adeguatamente integrato all'interno dei sistemi educativi**. Il Covid-19 ha obbligato le scuole a ricorrere a strumenti digitali in una misura senza precedenti, trasformando l'istruzione tecnologica in una necessità primaria. In effetti insegnanti, studenti e genitori hanno bisogno di assistenza nel migliorare le proprie competenze tecnologiche e digitali.

Riteniamo che **lo sviluppo di un piano europeo per l'istruzione digitale si sia rivelato estremamente lento**, con il rischio che l'Europa rimanga indietro rispetto a Stati Uniti e Asia. Il Piano di azione per l'istruzione digitale (2021-2027)<sup>205</sup> contiene numerose e importanti indicazioni, ad esempio la necessità che i formatori posseggano competenze digitali, oppure come adeguare l'istruzione alla modalità online. Tuttavia per promuovere l'eccellenza digitale del futuro **è necessaria un'introduzione tempestiva delle competenze digitali nei programmi della scuola primaria e secondaria**. L'inclusione delle competenze digitali nelle materie già previste nei curricula e un utilizzo su vasta scala degli strumenti tecnologici costituisce solamente un primo

---

205 Si veda Commissione Europea (2021) "Piano d'azione per l'istruzione digitale (2021-2027): Ripensare l'istruzione e la formazione per l'era digitale". Tratto da [https://ec.europa.eu/education/education-in-the-eu/digital-education-action-plan\\_it](https://ec.europa.eu/education/education-in-the-eu/digital-education-action-plan_it)

passo. La Commissione dovrebbe assumere una posizione maggiormente determinata, con una chiara raccomandazione agli Stati membri affinché modifichino radicalmente il sistema dell'istruzione **con un'attenzione particolare alle competenze digitali e alla formazione informatica**, elementi necessari già a partire dalla scuola elementare, come pure nei programmi di apprendimento lungo tutto l'arco della vita per i soggetti adulti. Si tratta di un elemento cruciale al fine di risolvere il problema delle carenze delle competenze in aree chiave quali ad esempio la sicurezza informatica<sup>206</sup>, al contempo promuovendo l'ambizione europea verso la digitalizzazione, altrimenti ostacolata dalla carenza di professionisti con elevate competenze tecnologiche<sup>207</sup>.

Siamo consapevoli che, qualora le misure assunte dall'UE si limitassero a semplici raccomandazioni e alla condivisione di migliori pratiche, alcuni Stati membri rischierebbero di rimanere indietro nei processi di sviluppo e di attuazione. Per questa ragione, oltre ad una maggiore partecipazione delle parti interessate, riteniamo sia necessario creare forti incentivi che spingano gli Stati membri - competenti in materia di istruzione - a perseguire le necessarie misure.

### ***E-democracy***

Nell'era delle "fake news" e delle "deep fakes", una carenza di istruzione tecnologica può minare alla radice le istituzioni democratiche. Ciò comporta l'urgenza di attuare misure concrete per fornire **strumenti educativi per la critica alla fonte online**. La consapevolezza dell'impatto che le nuove tecnologie possono avere nel plasmare il dibattito pubblico nelle nostre democrazie riveste un'importanza cruciale.

---

206 CEDEFOP (2018). "Insights into skills shortages and skills mismatch. Learning from Cedefop's European skills and jobs survey". Tratto da [https://www.cedefop.europa.eu/files/3075\\_en.pdf](https://www.cedefop.europa.eu/files/3075_en.pdf)

207 ENISA (2020). "ENISA Threat Landscape - Emerging trends." Tratto da <https://www.enisa.europa.eu/publications/emerging-trends>



Riteniamo che la componente civica dell'istruzione digitale presso le scuole svolga un ruolo fondamentale per fornire alle generazioni future gli strumenti di base per divenire cittadini.

Da ultimo, in futuro l'istruzione digitale a tutti i livelli può **permettere ai cittadini europei di esercitare i propri diritti di voto in modalità intelligenti**. Per questa ragione i sistemi elettorali tradizionali potrebbero essere completati dal voto elettronico, con la possibilità di aumentare la partecipazione ai processi democratici che potrebbe rivelarsi particolarmente utile per agevolare l'organizzazione della Giornata delle elezioni europee proposta nel capitolo relativo alla sfida dell'identità. Siamo consapevoli delle numerose sfide insite in un tale sistema, dalle preoccupazioni su riservatezza e sicurezza alla carenza di conoscenze tecnologiche. Tuttavia, stante la crescente digitalizzazione delle nostre società, siamo fiduciosi che un approccio equilibrato nei confronti di queste tecnologie, gestito a livello di UE, permetterà ai cittadini di mantenere il controllo e di cogliere i vantaggi dell'innovazione anche in ambito democratico.

## *7.2 Un vantaggio tecnologico per l'Europa: le Tech Valleys europee*

Riteniamo sia essenziale che l'Europa disponga di infrastrutture all'avanguardia che consentano di sfruttare al meglio le nuove tecnologie. Più nello specifico, l'UE dovrebbe prepararsi a seguire quelle tendenze che cambieranno le infrastrutture, come nel caso delle cosiddette *anywhere operations*, ovvero attività in cui diverse persone continueranno a lavorare da remoto anche dopo il termine della pandemia, e la *core modernization*, la modernizzazione delle strutture informatiche che permette di ridurre il debito

tecnico spianando la strada per infrastrutture sempre più agili<sup>208</sup>.

Per conseguire questo obiettivo, **l'UE dovrebbe investire in una connettività di rete di vasta portata**, permettendo all'impresa e alle persone fisiche di accedere a connessioni ottimali indipendentemente da dove si trovino, sfruttando il piano *Gaia-X* per conseguire l'indipendenza dai giganti del cloud in altre parti del mondo. Inoltre **forti investimenti in nuove infrastrutture permetterebbero all'UE di attirare un bacino diversificato di talenti della tecnologia**, rafforzando le sue capacità di innovazione e guadagnando in termini di resilienza futura. Da ultimo, questa iniziativa creerebbe anche uno scenario perfetto per trarre il massimo vantaggio dalla nostra seconda proposta: le Tech Valleys europee.

**Le Tech Valleys europee costituiscono la prossima frontiera per un'UE più unita e in grado di competere nel settore tecnologico su scala globale**, promuovendo la condivisione della conoscenza, delle risorse e del capitale umano tra gli Stati membri. Il progetto incarna l'essenza stessa dello spirito europeo basato sull'ingegno e la collaborazione nel far fronte alla sfida tecnologica con un approccio incentrato sull'essere umano. Inoltre il progetto ha il potenziale per essere riconosciuto in tutto il mondo quale strumento affidabile al fine di unire le forze per promuovere il progresso dell'umanità.

Le Tech Valleys europee, localizzate in Europa orientale e occidentale, sono costituite da startup, imprese di grandi dimensioni, istituti finanziari e di ricerca e università. Questi "cluster" dovranno essere coordinati e monitorati da parte di agenzie specifiche dell'UE al fine di raggiungere KPI

---

208 Gartner (2020). "Top Trends Impacting Infrastructure and Operations for 2021." Tratto da [www.gartner.com/en/newsroom/press-releases/2020-12-07-gartner-identifies-the-top-trends-impacting-infrastructure-and-operations-for-2021](http://www.gartner.com/en/newsroom/press-releases/2020-12-07-gartner-identifies-the-top-trends-impacting-infrastructure-and-operations-for-2021)

significativi. I vantaggi che potranno derivare dalla prossimità e dalla stretta collaborazione tra i singoli elementi di ciascun cluster riguardano principalmente la semplicità dei trasferimenti tecnologici dagli istituti di ricerca alle imprese, il crescente tasso di trasferibilità delle licenze, con una crescita del numero dei prototipi o di idee che si traducono in prodotti commerciabili, attrattività degli hub in termini di investimento e, ultimo ma non per importanza, un elevato grado di collaborazione tra gli Stati membri che ospitano gli hub. A tale proposito, i **Digital Innovation Hub**<sup>209</sup> recentemente proposti dalla Commissione possono svolgere una delle funzioni chiave della nostra Tech Valley. Inoltre importanti progetti infrastrutturali pubblico-privati verranno incentivati grazie agli elevati ritorni economici e sociali.

### 7.3 Una regolamentazione “smart” dell’Era digitale

Riteniamo che l’UE sia dotata di una capacità unica di stabilire norme di portata globale. Il cosiddetto “effetto Bruxelles”, ovvero il potere delle norme europee di influenzare i mercati globali, ha registrato una crescita significativa nel corso degli ultimi due decenni, in particolare nell’ambito dell’economia digitale<sup>210</sup>. L’esempio più significativo di quanto sopra è il Regolamento generale sulla protezione dei dati (GDPR nell’acronimo inglese), riconosciuto quale standard mondiale nel settore della protezione dei dati. L’“effetto Bruxelles” comporta non solo che altre giurisdizioni emulino i regolamenti europei, ma anche che numerose multinazionali scelgano di rispettare detti regolamenti anche all’esterno dell’UE, seppure in mancanza del relativo obbligo legale.

---

209 Si veda Commissione Europea (2021) “Digital Innovation Hubs (DIHs) in Europe”. Tratto da <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/digital-innovation-hubs-dihs-europe>

210 Bradford, A. (2020). *The Brussels effect: how the European Union rules the world*. New York: Oxford University Press.

**Le istituzioni europee si concentrano sullo sviluppo di nuove regole dell'economia digitale<sup>211</sup>: chiediamo loro di farlo con coraggio.** Di recente abbiamo vissuto la nostra quotidianità non solo nel mondo fisico, ma anche online. Per quanto questo abbia spianato la strada ad un'ampia gamma di opportunità, ha anche generato nuovi rischi per le persone e per la società in generale. Riteniamo che l'innovazione non possa andare a scapito della protezione dei diritti fondamentali. Il modo più efficace **per garantire il futuro delle prossime generazioni europee consiste nel frenare le minacce poste dal mondo digitale traendone al contempo tutti i benefici**, assegnando le giuste competenze agli innovatori con responsabilità sociali e promuovendo la creatività tecnologica.

Solo nella misura in cui l'UE approverà **norme di legge di portata globale** sarà effettivamente possibile conseguire questi obiettivi. La velocità del progresso della tecnologia negli ultimi decenni è stata tale da dotare attori privati di un potere immenso con scarsa regolamentazione. L'UE può e deve farsi carico della responsabilità di regolamentare il mondo digitale in modalità che permettano di proteggere i diritti fondamentali e di attingere all'innovazione.

---

211 Si veda ad esempio: Legge sui servizi digitali ([https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/digital-services-act-ensuring-safe-and-accountable-online-environment\\_it](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/digital-services-act-ensuring-safe-and-accountable-online-environment_it)) e Legge sui mercati digitali ([https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/digital-markets-act-ensuring-fair-and-open-digital-markets\\_it](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/digital-markets-act-ensuring-fair-and-open-digital-markets_it))

## CONCLUSIONI

Quali sono i valori fondamentali europei? L'Unione Europea li mette in pratica e li rispetta in modalità efficaci? Come sarebbe il mondo se l'UE non esistesse? In che modo l'UE può affrontare le principali sfide poste dalla crisi sanitaria globale, dai cambiamenti climatici, dai flussi migratori internazionali, dalla rivoluzione tecnologica e dalle forze che dall'interno tentano di smantellarla? Sono queste alcune delle domande che ci hanno accompagnato nel corso di questo Rapporto. Abbiamo proposto la nostra visione per il futuro, ben consapevoli di quanto sia importante per i giovani europei assumere un atteggiamento propositivo e partecipativo nel dibattito politico sul nostro futuro.

Ci incoraggia e ci dà forza il fatto che numerosi cittadini europei appartenenti alle più giovani generazioni mostrino interesse nell'identificare le sfide e le opportunità dell'integrazione europea. In effetti non sembra retorico affermare che l'Europa sia giunta ad un punto di svolta. Senza dubbio l'Unione Europea costituisce il tentativo più avanzato di riconoscere come la nostra diversità sia un punto di forza e come lavorando più strettamente i popoli europei potranno conseguire una prosperità condivisa e avere un ruolo più importante nel mondo. Ciononostante, numerose crisi hanno scosso la fiducia dei cittadini europei in questo progetto, spingendoli a mettere in dubbio l'essenza stessa del suo autentico significato. Inoltre sono ancora numerose le sfide future cui sarà necessario far fronte. In questo Rapporto abbiamo riunito contributi di diversi contesti accademici, esperienze di vita, ideali politici e identità culturali. Abbiamo messo a confronto le nostre opinioni, discusso, spesso dissentendo, promuovendo così un arricchimento delle idee di tutti. Siamo tutti giovani europei, con una passione per l'Europa e una profonda preoccupazione nei confronti del suo futuro, che è il nostro futuro. Non pretendiamo di rappresentare tutta la nostra generazione, nata in un contesto in cui la libera circolazione

nella maggior parte dei paesi europei è una realtà quotidiana ormai data per scontato, ma siamo convinti che le nostre idee siano condivise dalla stragrande maggioranza dei nostri pari.

Abbiamo riunito 25 proposte che affrontano sette sfide chiave per il futuro dell'Europa, tentando di essere tanto concreti quanto possibile, al tempo stesso scegliendo di non compromettere i nostri ideali. Siamo consapevoli che alcune delle nostre proposte possano rivelarsi più agevolmente realizzabili di altre, così come riconosciamo che la nostra esperienza possa risultare talvolta limitata in alcuni ambiti settoriali; tuttavia la nostra sincera speranza è che questo nostro sforzo collettivo possa promuovere il dibattito e incoraggiare gli attuali leader europei a valutare le nostre idee.

Siamo fiduciosi che questo processo non si concluderà con questa edizione del Rapporto; in effetti le soluzioni reali alle sette sfide delineate in precedenza, come pure a numerose altre, dovranno essere oggetto di un costante intervento negli anni a venire. A questo proposito, è essenziale promuovere in maggiore misura il dibattito sull'UE nelle nostre società. Per questa ragione sarà importante che le prossime generazioni collaborino e trasformino queste iniziative in un progetto di lungo termine, laddove necessario modificando i risultati del nostro lavoro e, se possibile, identificando soluzioni ancora più efficienti.

Cogliamo l'occasione per ringraziare la Société des Membres de la Légion d'Honneur, e in particolare le sue sezioni in Italia, presso la Santa Sede e in Svizzera per aver dato il via a questa iniziativa che, lanciata nel quadro delle celebrazioni per il Centenario delle Sezioni Estere della SMLH, si è poi trasformata in un progetto molto più vasto. Un sentito ringraziamento anche ai nostri Mentori accademici per le loro critiche costruttive, per la preziosa guida e per il costante sostegno nel corso dell'intero progetto.

In conclusione, il nostro Rapporto ha identificato numerose tematiche e sfide all'integrazione europea che richiedono un intervento immediato e deciso. Per questa ragione riteniamo che l'Europa necessiti di leader coraggiosi, appassionati e visionari, pronti a far fronte al futuro dell'Europa. Mentre si avvicina la celebrazione della Conferenza sul futuro dell'Europa, noi giovani europei siamo consapevoli di poter contribuire a questo dibattito. Una cosa va tuttavia sottolineata con chiarezza: questo processo è appena all'inizio.

# Bibliografia

## Sezione I. Introduzione

### 1 L'integrazione europea: il contesto attuale

Kershaw, I. (2018) *Roller-Coaster Europe 1950-2017*. Londra: Penguin UK.

Fabbrini, F. (2020) *Brexit and the Future of the European Union*. Oxford: Oxford University Press.

Laurent, P-H., (1972). "The Diplomacy of the Rome Treaty, 1956-57". *Journal of Contemporary History*, 7(3/4): 209-220.

William I. Hitchcock; "France, the Western Alliance, and the Origins of the Schuman Plan, 1948–1950", *Diplomatic History*, Volume 21, Issue 4, 1 October 1997, Pagine 603–630, <https://doi-org.gate2.library.lse.ac.uk/10.1111/1467-7709.00090>

Milward, A.S. (1997). *The question of Europe*. Londra: Verso, pagg. 5-20

Gilbert, Mark. (2011). *European Integration: A concise history*, Plymouth: Rowman & Littlefield Publishers, pagg. 33-61

Schimmelfennig, F. (2018). "Brexit: Differentiated Disintegration in the European Union." *Journal of European Public Policy*, 25(8): 1154–73.

Norris, P., e Inglehart, R. (2019). *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*. Cambridge: Cambridge University Press., pagg. 368-408.

Bogdanor, V. (2020). *Britain and Europe in A Troubled World*. New Haven and London: Yale University Press, pagg. 115-146.

Ford, R., e Goodwin, M. (2014). *Revolt on the Right*, Londra: Routledge.

Hobolt, S. (2016), "The Brexit vote: a divided nation, a divided continent." *Journal of European Public Policy*, 23(9): 1259-1277, DOI: 10.1080/13501763.2016.1225785.

Goodhart, D. (2017). *The road to somewhere: the new tribes shaping British politics* (Londra: Penguin Books).

Project Europe: A History - Kiran Kalus Paul (2020). Cambridge: Cambridge University Press



Roger Bootle (2016) *The Trouble With Europe*. (Terza ed.) UK: Clays Ltd.

*Recovery from the Asian Crisis and the Role of the IMF – An IMF Issues Brief*. (giugno 2000). International Monetary Fund.

Panfil, P. (2015). Financial Assistance of the European Stability Mechanism. *SYSTEM OF FINANCIAL LAW FINANCIAL MARKETS*, 162.

Ammar, S. (2011). Thailand after 1997. *Asian Economic Policy Review*, 6(1), 68-85.

## 2 I valori europei

Versione consolidata del Trattato sul funzionamento dell'Unione Europea, [2012] GU C 326/47

Beccaria, C. (2009). "Dei delitti e delle pene".

Unione Europea (2020). "Cittadinanza Europea". *Eurobarometro Standard* 92, Autunno 2019. <http://doi.org/10.2775/721>

Unione Europea (2020). "Cittadinanza Europea". *Eurobarometro Standard* 93, Estate 2020. <https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/survey/getsurveydetail/instruments/standard/surveyky/2262>

Unione Europea (2020). "Europeans' opinions about the European Union's priorities." *Eurobarometro Standard* 93, Estate 2020. <https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/survey/getsurveydetail/instruments/standard/surveyky/2262>

Cvijic, S., & Zucca, L. (2004). "Does the European Constitution Need Christian Values?" *Oxford Journal of Legal Studies*, 24(4), 739-748. <http://www.jstor.org/stable/3600535>

Grant, C., (2007). "What are European values?", *The Guardian Opinion: European Union*. <https://www.theguardian.com/profile/charlesgrant>

Unione Europea (2020). "The EU and the coronavirus outbreak." *Eurobarometro Standard* 93, Estate 2020. <https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/survey/getsurveydetail/instruments/standard/surveyky/2262>

## Sezione II. E se l'Unione Europea non esistesse?

### Il caso della Brexit

Brölmann, C. M., Collins, R., Droubi, S., & Wessel, R. A. (2018). Exiting International Organizations, *International Organizations Law Review*, 15(2), 243-263. doi: <https://doi.org/10.1163/15723747-01502001>

Contiades X., Papacharalambous C., Papastylianos C. (2019) "The Constitution of Greece: EU Membership Perspectives." In: Albi A., Bardutzky S. (eds) *National Constitutions in European and Global Governance: Democracy, Rights, the Rule of Law*. T.M.C. Asser Press, The Hague. [https://doi.org/10.1007/978-94-6265-273-6\\_14](https://doi.org/10.1007/978-94-6265-273-6_14)

Gifkins, J., Jarvis, S., e Jason Ralph, J. (2019). "Brexit and the UN Security Council: Declining British Influence?" *International Affairs*, 95(6): 1349–68. <https://doi.org/10.1093/ia/iiz205>

Hervey, G. (2017, December 11). "When Britain Exits the EU, Its Diversity Departs Too." *POLITICO*. <https://www.politico.eu/article/brexit-diversity-exits-the-eu-brussels/>

Hillion, C. (2015). *The Oxford Handbook of European Union Law* (Vol. Chapter 6). Oxford: Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199672646.013.7>

Huhe, N., Naurin, D., e Thomson, R. (2020). "Don't Cry for Me Britannia: The Resilience of the European Union to Brexit." *European Union Politics* 21(1): 152–72. <https://doi.org/10.1177/1465116519882096>

Jacobs, F.B. (2018). *The EU after Brexit: Institutional and Policy Implications*. Palgrave Studies in European Union Politics. Palgrave Pivot. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-77279-0>

Miller, V. (2015). "'Ever closer Union' in the EU Treaties and Court of Justice case law." Briefing Paper for the House of Commons. <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-7230/CBP-7230.pdf>

Murray, H. (2006). "The Globalization of English and the English Language Classroom." *ELT Journal*, 60(2): 204–6. <https://doi.org/10.1093/elt/cci110>

Oliver, T.L. (2013) "Europe without Britain: Assessing the Impact on the European Union of a British Withdrawal." SWP Research Paper 2013/RP 07. <https://www.swp-berlin.org/en/publication/europe-without-britain/>

Oliver, T.L. and Williams, M.J. (2016). "Special Relationships in Flux: Brexit and the Future of the US–EU and US–UK Relationships." *International Affairs*, 92(3): 547–67. <https://doi.org/10.1111/1468-2346.12606>

Quaglia, L. (2010). "Completing the Single Market in Financial Services: The Politics of Competing Advocacy Coalitions." *Journal of European Public Policy*, 17(7): 1007–23. <https://doi.org/10.1080/63.2011350170.499239>

UNA-UK (2016, July 7). "Ambassador Matthew Rycroft Discusses UK Priorities for UN at Parliamentary Meeting." <https://www.una.org.uk/news/ambassador-matthew-rycroft-discusses-uk-priorities-un-parliamentary-meeting>

Wivel, A. (2018). "As Awkward as They Need to Be: Denmark's Pragmatic Activist Approach to Europe." In Stegmann McCallion M., and Brianson A. (eds.), *Nordic States and European Integration* (pp. 13–34). Palgrave Studies in European Union Politics. Palgrave Macmillan, Cham. [https://doi.org/10.1007/978-3-319-57562-9\\_2](https://doi.org/10.1007/978-3-319-57562-9_2)

### *Sezione III. Le sfide del futuro dell'Europa*

#### *1 Identità*

Adam, E.C., Kagiros, D., e Tierney, S. (2018). "Democracy in Question? Direct Democracy in the European Union." *European Constitutional Law Review*.

Badouard, R. (2012). "Faire participer. Un enjeu de légitimité pour l'Union Européenne." *Participations*, 3(2).

El Herfi, R. (2011). "L'initiative citoyenne européenne: évaluation d'un mécanisme de démocratie participative au sein de l'Union Européenne." *Revue du Droit de l'Union Européenne*, 4/2011.

Banca Centrale Europea (2021). "Monetary Policy". <https://www.ecb.europa.eu/ecb/tasks/monpol/html/index.en.html>

Wike, R., Fetterolf, J., & Fagan, M. (2020, December 10). "Europeans credit EU with promoting peace and prosperity, but Say Brussels is out of touch with its citizens." <https://www.pewresearch.org/global/2019/03/19/europeans-credit-eu-with-promoting-peace-and-prosperity-but-say-brussels-is-out-of-touch-with-its-citizens/>

#### *2 Istituzioni*

(2007). *Versione consolidata del Trattato sull'Unione Europea*. Bruxelles: Gazzetta Ufficiale dell'Unione Europea.

Costa, O., & Brack, N. (2013). "The Role of the European Parliament in Europe's Integration and Parliamentarization Process." In O. Costa, C. Dri, & S. Stavridis, *Parliamentary Dimensions of Regionalization and Globalization* (pp. 45-69). London: Palgrave Macmillan.

Dauvergne, A. (2017). *One Hat for Two Heads: a Complex Simplification Process*. Retrieved from Jacques Delors Institute: <https://institutdelors.eu/wp-content/uploads/2020/08/onehatfortwoheads-dauvergne-tribune-sept17.pdf>

Dony, M. (2018). *Droit de l'Union Européenne*. Brussels: Editions de l'Université de Bruxelles.

Eposito, F. (2020). "Self-determination referendums: towards a fragmented democracy" in N. Levrat, F. Saint-Ouen, D. Sidjanski, *The European Union and the Regional Nationalisms*, Centre de compétences Dusan Sidjanski en études européennes, Genève, 171-179.

Parlamento Europeo. (2019). *Election of the President of the European Commission: Understanding the Spitzenkandidaten process*. Bruxelles, Parlamento Europeo.

Gozi, S. (2001). "Does the EU Institutional Triangle Have a Future?" *The International Spectator*, 39-49.

Hahm, H., Hilpert, D., & König, T. (2019). Institutional Reform and Public Attitudes Toward EU Decision-Making. *European Journal of Political Research*, 599-623.

Heermann, M., & Leuffen, D. (2020). "No Representation without Integration: Why Differentiated Integration Challenges the Composition of the European Parliament." *Journal of Common Market Studies*, 1016-1033.

Levrat, N. (2017). L'État de droit est-il une valeur européenne dont l'UE assure la promotion? *Union de valeurs ? La mise en œuvre des valeurs et des principes fondamentaux de l'Union Européenne* (pp. 157-177). Geneva: Global Studies Institute de l'Université de Genève.

Müller, H. (2020). *Political Leadership and the European Commission Presidency*. Oxford: Oxford University Press.

Patz, R. (2014). *The Juncker Commission: On the way to a smaller European Commission?* Retrieved from Academic Association for Contemporary European Studies: Ideas on Europe: <https://polscieu.ideason europe.eu/2014/09/10/the-juncker-commission-on-the-way-to-a-smaller-european-commission/>

Sauron, J.-L. (2019). "L'UE: quelle légitimité? Quel avenir?" In W. Heusel, & J.-P. Ragueade, *The Authority of EU Law* (pp. 371-373). Berlin: Springer.

Steiner, R., Kaiser, C., Tapscott, C., & Navarro, C. (2018). "Is Local Always Better? Strengths and Limitations of Local Governance for Service Delivery." *International Journal of Public Sector Management*, 394-409.

Vanhoonacker, S., Pomorska, K., & Maurer, H. (2011). The Presidency in EU External Relations: Who is at the helm? *Politique Européenne*, 139-164.

Zarka, J.-C. (2017). *L'essentiel des institutions de l'Union Européenne*. Toulouse: Gualino.

### 3 COVID

Cirium. (2020, April 30). "French government sets GREEN conditions for Air FRANCE BAILOUT." <http://www.flightglobal.com/strategy/french-government-sets-green-conditions-for-air-france-bailout/138160.article>

Deutsche Welle. (2020, April 24). "EU split Over halting bailouts for tax haven Firms." <https://www.dw.com/en/eu-split-over-halting-bailouts-for-tax-haven-firms/a-53278756>

Commissione Europea (11 maggio 2020). "Unione Europea della salute". [https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-life/european-health-union\\_it](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-life/european-health-union_it)

Commissione Europea (25 novembre 2020). "Medicinali accessibili, sicuri e a prezzi contenuti per tutti: la Commissione presenta una strategia farmaceutica per l'Europa". [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/it/ip\\_20\\_2173](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/it/ip_20_2173)

Commissione Europea (14 dicembre 2020). "La Commission lance Re-open EU, une application mobile qui fournit des informations actualisées sur les règles et restrictions anti-COVID dans toute l'Europe." In [https://ec.europa.eu/france/news/20201214/lancement\\_application\\_reopen\\_eu\\_fr](https://ec.europa.eu/france/news/20201214/lancement_application_reopen_eu_fr)

Commissione Europea (2020) "Coronavirus pandemic: Coordinated approach to measures restricting free movement in the EU." [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/fr\\_-\\_fiche\\_dinformation\\_-\\_pandemie\\_de\\_coronavirus\\_-\\_approche\\_cordonnee\\_des\\_mesures\\_restreignant\\_la\\_libre\\_circulation\\_dans\\_lue.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/fr_-_fiche_dinformation_-_pandemie_de_coronavirus_-_approche_cordonnee_des_mesures_restreignant_la_libre_circulation_dans_lue.pdf)

France 24. (2009, February 03). French government unveils economic stimulus plan." *France 24*.

<http://www.france24.com/en/20090203-french-government-unveils-economic-stimulus-plan->

Kogan, R., e Van De Waterr, P. (2020, September 9). "Rising Federal Debt Should Not Shortchange Response to COVID-19 Crisis." *Center on Budget and Policy Priorities*. [www.cbpp.org/research/federal-budget/rising-federal-debt-should-not-shortchange-response-to-covid-19-crisis](http://www.cbpp.org/research/federal-budget/rising-federal-debt-should-not-shortchange-response-to-covid-19-crisis)

Peel, M. (2020, April 20). "Covid-19 exposes EU's reliance on drug imports." *Financial Times*. <https://www.ft.com/content/c30eb13a-f49e-4d42-b2a8-1c6f70bb4d55>

Rasnača Z. (2020) "Essential but unprotected: highly mobile workers in the EU during the Covid-19 pandemic." [https://www.etui.org/sites/default/files/2020-06/COVID%20Highly%20mobile%20workers%20Rasnaca%20Policy%20Brief%202020.09\\_0.pdf](https://www.etui.org/sites/default/files/2020-06/COVID%20Highly%20mobile%20workers%20Rasnaca%20Policy%20Brief%202020.09_0.pdf)

Robin-Olivier S. (2020). "Free Movement of Workers in the Light of the COVID-19 Sanitary Crisis: From Restrictive Selection to Selective Mobility." *European Papers*, 5(1): 613-619

Schulz, F. (2020, March 16). "Europe's dependence on medicine imports." *Euractiv*. <https://www.euractiv.com/section/health-consumers/news/europes-dependence-on-medicine-imports/>

#### 4 *Economia*

Baldwin, R. and Wyplosz, C. (2009). *The Economics Of European Integration*. 3rd edition. Berkshire: McGraw-Hill.

Baumg, S. (2020, July 21), "EU agrees tax on plastic packaging waste." *Independent Commodity Exchange Services*. <https://www.icis.com/explore/resources/news/2020/07/21/10532318/eu-agrees-tax-on-plastic-packaging-waste>

Beaune, C. (2019). "Stabiliser et rééquilibrer la Zone euro en tant que ciment de l'Union." In Gozi, S., Sidjanski, D. et Saint-Ouen, F. (eds.) *L'avenir de la zone euro*. Geneva: Centre de compétences Dusan Sidjanski en études européennes: 83-88.

Dony, M. (2018). *Droit de l'Union Européenne*. 7th edition. Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles.

Commissione Europea (2021). "EU Tax Policy Strategy." [https://ec.europa.eu/taxation\\_customs/general-information-taxation/eu-tax-policy-strategy\\_en](https://ec.europa.eu/taxation_customs/general-information-taxation/eu-tax-policy-strategy_en)

Unione Europea (2015). *The European Union explained: Taxation*. Luxembourg: Publications Office of the European Union.

[https://ec.europa.eu/taxation\\_customs/sites/taxation/files/resource\\_s/documents/taxation/gen\\_info/tax\\_policy/taxation\\_internal\\_market\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/taxation_customs/sites/taxation/files/resource_s/documents/taxation/gen_info/tax_policy/taxation_internal_market_en.pdf)

Krugman, P. (2013). "Revenge of the Optimum Currency Area." NBER Macroeconomics Annual, 27(1): 439-448. <https://doi.org/10.1086/669188>

Osservatorio CPI (2020, May 16), "L'Unione Europea e le eccessive differenze nella tassazione dei profitti tra paesi." <https://osservatoriocpi.unicatt.it/cpi-archivio-studi-e-analisi-l-unione-europea-e-le-eccessive-differenze-nella-tassazione-dei-profitti>

Sauro, J. (2016). *Comprendre l'Union Européenne. Institutions, politiques, droit*. La Documentation française: 22-53.

Stephanou, C. (2018). "La crise de la dette publique, génératrice de solidarité?" In Sidjanski D., Saint-Ouen, F. and Stephanou C. (eds.), *Union de valeurs? La mise en œuvre des valeurs et des principes fondamentaux de l'Union Européenne*. Geneva: Centre de Compétences Dusan Sidjanski en études européennes: 67-84.

Vasseur, E. (2014). "Les crises des dettes souveraines des pays de la zone euro." In *L'économie en 55 fiches*. 2e édition. Paris: Ellipses: 568-588.

Wyplosz, C. (2019). "La zone euro: les maillons faibles." In Gozi, S., Sidjanski, D. et Saint-Ouen, F. (eds.), *L'avenir de la zone euro*. Geneva: Centre de compétences Dusan Sidjanski en études européennes: 133-142.

Zarka, J. (2019). *L'essentiel des Institutions de l'Union Européenne*. 21st edition. Issy-les-Moulineaux cedex: Gualino.

## 5 Ambiente

Buitenhuis, Y., Candel, J., Feindt, P.H., Termeer, K., Mathijs, E., Bardaji, I., Black, J., Martikainen, A., Moeyersons, M. and Sorrentino, A. (2020). "Improving the Resilience-enabling Capacity of the Common Agricultural Policy: Policy Recommendations for More Resilient EU Farming Systems." *EuroChoices*, 19 :63-71. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1746-692X.12286>

Byrne, J. (2019). "Farmers show anger with protests in Ireland, Germany and France" *FeedNavigator*. <https://www.feednavigator.com/Article/2019/11/27/Farmers-show-anger-with-EU-wide-protest>

Commissione Europea (2021). "Costruire un futuro resiliente ai cambiamenti climatici - La nuova strategia dell'UE di adattamento

ai cambiamenti climatici".  
[https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/it/ip\\_21\\_663](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/it/ip_21_663)

Commissione Europea (2020) "Regolamento di esecuzione UE 2020/1294 della Commissione sul meccanismo unionale di finanziamento dell'energia rinnovabile". Gazzetta Ufficiale dell'Unione Europea, L 303/1. Disponibile sul sito <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/HTML/?uri=CELEX:32020R1294&from=EN>

Commissione Europea (2021). "European Clean hydrogen Alliance." Disponibile all'indirizzo [https://ec.europa.eu/growth/industry/policy/european-clean-hydrogen-alliance\\_en](https://ec.europa.eu/growth/industry/policy/european-clean-hydrogen-alliance_en)

Commissione Europea (2021). "EU renewable energy financing mechanism".

[https://ec.europa.eu/energy/topics/renewable-energy/eu-renewable-energy-financing-mechanism\\_en](https://ec.europa.eu/energy/topics/renewable-energy/eu-renewable-energy-financing-mechanism_en)

Commissione Europea (2019). *Political Guidelines for the next European Commission 2019-2024*.  
[https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/political-guidelines-next-commission\\_en\\_0.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/political-guidelines-next-commission_en_0.pdf)

Commissione Europea (2019). "The post-2020 common agricultural policy: environmental benefits and simplification."  
[https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/key\\_policies/documents/cap-post-2020-environ-benefits-simplification\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/key_policies/documents/cap-post-2020-environ-benefits-simplification_en.pdf)

Eurostat (2020). *Sustainable development in the European Union. Monitoring report on progress towards the SDGs in an EU context*. 4th ed.

Government of the Netherlands (2021). "A more consistent and effective EU environmental legislation."  
<https://www.government.nl/topics/spatial-planning-and-infrastructure/revision-of-environment-planning-laws/a-more-consistent-and-effective-eu-environmental-legislation>

Knill, C., Steinebach, Y., Fernández-i-Marín, X. (2020). "Hypocrisy as a crisis response? Assessing changes in talk, decisions, and actions of the European Commission in EU environmental policy." *Public Administration*, 98(2): 363–377.  
<https://doi.org/10.1111/padm.12542>

Matthews, A. (2020). "The Commission's Climate Law proposal: what it says and how it might be improved." *CAP Reform*.  
<http://capreform.eu/the-commissions-climate-law-proposal-what-it-says-and-how-it-might-be-improved/>



## 6 Migrazione

Amnesty International (2018). "The State of the World's Human Rights 2017/2018." <https://www.amnesty.org.uk/files/2018-02/annualreport2017.pdf>

Devillanova, C., e Frattini T. (2016). "Inequities in immigrants' access to health care services: disentangling potential barriers." *International Journal of Manpower*, 37(7): 1191-1208. <http://dx.doi.org/10.1108/IJM-08-2015-0114>

Giametta, C. (2020) "New asylum protection categories and elusive filtering devices: the case of 'Queer asylum' in France and the UK." *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 46(1): 142-157. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2018.1500172>

Villa, M., ed. (2020). *The Future of Migration to Europe*. Milan: ISPI. [www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/isp\\_i\\_futureofmigration\\_web\\_1.pdf](http://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/isp_i_futureofmigration_web_1.pdf)

World Economic Forum (2017). The Africa competitiveness report 2017 - Addressing Africa's demographic dividend. Washington, D.C.: World Bank Group. <http://documents.worldbank.org/curated/en/733321493793700840/The-Africa-competitiveness-report-2017-Addressing-Africa-s-demographic-dividend>

OECD (2018), *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees*. Paris: OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/9789264085350-en>

Bloch, Alice & Carl Levy. (1999). *Refugees, Citizenship and Social Policy in Europe*. Palgrave Macmillan UK. 7 Tecnologia

Bradford, A. (2020). *The Brussels effect: how the European Union rules the world*. New York: Oxford University Press.

CEDEFOP (2018). "Insights into skills shortages and skills mismatch. Learning from Cedefop's European skills and jobs survey". [https://www.cedefop.europa.eu/files/3075\\_en.pdf](https://www.cedefop.europa.eu/files/3075_en.pdf)

ENISA (2020). "ENISA Threat Landscape - Emerging trends." <https://www.enisa.europa.eu/publications/emerging-trends>

Commissione Europea (2021.) "Piano d'azione per l'istruzione digitale (2021-2027): Ripensare l'istruzione e la formazione per l'era digitale". [https://ec.europa.eu/education/education-in-the-eu/digital-education-action-plan\\_it](https://ec.europa.eu/education/education-in-the-eu/digital-education-action-plan_it)

Commissione Europea (2021) “Digital Innovation Hubs (DIHs) in Europe.” <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/digital-innovation-hubs-dihs-europe>

Gartner (2020). “Top Trends Impacting Infrastructure and Operations for 2021.” [www.gartner.com/en/newsroom/press-releases/2020-12-07-gartner-identifies-the-top-trends-impacting-infrastructure-and-operations-for-2021](http://www.gartner.com/en/newsroom/press-releases/2020-12-07-gartner-identifies-the-top-trends-impacting-infrastructure-and-operations-for-2021)

